

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°340

JUILLET 2013

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **KURDISTAN D'IRAK : MASSOUD BARZANI ACCEPTE LE REPORT DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES**
- **SYRIE : VIOLENTS COMBATS ENTRE DES DJIHADISTES ET LES FORCES DU PYD**
- **TURQUIE : LE PKK MENACE DE METTRE FIN AUX NÉGOCIATIONS**
- **IRAN : RÉPRESSION ACCRUE CONTRE LES VILLAGES KURDES FRONTALIERS**
- **CULTURE : HADASSA YESHURUN, CHANTEUSE ISRAÉLIENNE AU RÉPERTOIRE KURDE ET ARAMÉEN**

KURDISTAN D'IRAK : LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES REPORTÉES

Mettant un terme au débat autour d'une éventuelle réélection ou rallongement de son mandat présidentiel, le président du Gouvernement régional du Kurdistan a tranché en annonçant le report des élections présidentielles, tandis que les élections législatives se dérouleraient comme prévu en septembre 2013.

L'opposition n'a évidemment pas manqué de dénoncer ce retard comme « illégal » et anti-démocratique, comme l'a ainsi qualifié Mohammed Tofiq, à la tête du bureau des relations publiques du parti Gorran, d'autres éditorialistes proches de ce parti parlant même de « coup d'État ».

De son côté, l'Union patriotique du Kurdistan qui partage depuis plusieurs années le gouverne-

ment de la Région mais a décidé, cette année, de ne plus faire liste commune avec le PDK, a préféré cette solution à celle d'un référendum sur la nouvelle constitution, considérant que cette dernière option pouvait mettre en danger la paix sociale, comme l'a déclaré Arslan Bayiz président du Parlement du Kurdistan et membre de l'UPK.

S'exprimant publiquement dans un discours adressé aux « citoyens du Kurdistan », Massoud Barzani a indiqué que les raisons de sa décision tenaient au souci de ne pas laisser le Kurdistan d'Irak dans un « vide constitutionnel », tout en réitérant qu'il ne souhaitait pas se porter candidat à la prochaine élection présidentielle :

Voici la teneur de cet important discours de Massoud Barzani, prononcé le 16 juillet 2013

« Cher peuple du Kurdistan, Entités politiques et organisations de la société civile,

La décision la plus heureuse de ma vie fut quand, à l'âge de 16 ans, je suis devenu peshmerga pour la liberté et les droits nationaux et démocratiques du peuple du Kurdistan.

Être peshmerga a été la plus grande source de fierté dans ma vie. J'ai exercé, depuis, plusieurs responsabilités. J'ai, en luttant, servi les intérêts de mon peuple avec les valeurs et l'âme d'un peshmerga.

Je suis également fier d'avoir demandé au Front du Kurdistan, au début du soulèvement de notre peuple au printemps 1991, de tenir des élections libres, afin de permettre au peuple du Kurdistan de choisir son propre destin. Tout ceci a résulté des

buts que je me suis fixé durant mon combat en tant que peshmerga, à l'époque de la révolution dans les montagnes. C'était aussi un devoir national d'appliquer les principes de la démocratie et d'instaurer un système politique et administratif démocratique.

Depuis, le peuple du Kurdistan, ainsi que toutes les parties loyales de la Région ont démarré le processus démocratique. Aujourd'hui, avec l'aide de Dieu, le soutien des loyalistes, la lutte et l'endurance de notre peuple, nous assistons à des améliorations significatives dans tous les aspects de la vie du peuple du Kurdistan. C'est pourquoi, aujourd'hui, le Kurdistan jouit d'une bonne réputation en termes de politique, de sécurité et de coexistence.

La Région du Kurdistan a connu de longs débats sur la nature et le concept de son système politique et de son projet de constitution. Afin de fournir un autre exemple d'adhésion au processus démocratique et à la loi, j'ai écrit à la Haute Commission électorale en lui demandant d'organiser des élections législatives et présidentielles en septembre de cette année. C'était là un accomplissement clair de mes obligations. La date de ces élections a été fixée au 21 septembre 2013. Cependant, avant et après cela, il y a eu des divergences d'opinion au sujet du mécanisme des élections présidentielles au Kurdistan. Ces divergences portaient sur la question de savoir si le président doit être élu directement par le peuple, au regard de la Loi n° 1 sur la présidence de la Région du Kurdistan, adoptée en 2005, et dans le projet de la constitution, ou si le président doit être élu par le Parlement, selon l'avis de plusieurs partis politiques. Cela a généré des discussions entre les partis politiques, ainsi qu'autour du projet

de constitution, qui ont malheureusement amené certaines parties à des actes agressifs au cours du processus politique, et a abouti finalement à une crise.

Par ailleurs, j'ai écrit une seconde lettre, le 25 mai 2013, appelant tous les partis politiques du Kurdistan à faire part de leurs observations sur le projet de constitution. Après avoir reçu leurs réponses, j'ai demandé au Parlement de rencontrer tous les bords du monde politique et de la société du Kurdistan afin de parvenir à un consensus. De cette façon, je souhaitais une meilleure plate-forme pour un travail commun et montrer à notre peuple et aux peuples en dehors du Kurdistan un autre exemple de processus démocratique au Kurdistan. De plus, j'ai cherché à faciliter un consensus parmi les courants politiques et d'autres éléments de la communauté du Kurdistan, pour leur permettre de faire valoir leurs remarques et arguments.

Que les différents partis envoient leurs remarques avait pour but de trouver un consensus général, au sein du parlement et au delà. Les vues de chacun auraient établi une meilleure feuille de route et une plate-forme plus adéquate pour le projet de constitution et les élections. Par ailleurs, j'ai tenu à informer avec sincérité le peuple du Kurdistan que je n'avais personnellement aucune intention de me faire réélire, que je respecte toutes les lois et que je confierai la présidence de la Région du Kurdistan à celui qui serait élu par la suite.

Malheureusement, l'opposition n'a pas soutenu le processus, tout comme elle a empêché les autres parties de participer aux rencontres organisées par la présidence du parlement et ainsi elle a fait échouer ces efforts et le processus.

Ici, je voudrais souligner vraiment que « consensus » ne veut pas dire « parvenir à un accord » entre le parti démocratique du Kurdistan et l'Union patriotique du Kurdistan et les trois partis d'opposition. Un consensus a besoin de tous ces partis et d'autres partis et éléments du Kurdistan. Avant cela, ce projet de constitution a résulté de débats entre 36 partis politiques et groupes ethniques, de sorte qu'aujourd'hui nous ne devons pas les marginaliser, le Kurdistan ne doit inclure seulement ces 5 composantes citées. Ici encore, je demande à tous les partis de prendre des mesures sur la question de la constitution et je leur apporte mon soutien total. Empêchons une crise politique afin de ne pas troubler la paix dont jouit notre peuple. Utilisons toutes nos forces et nos moyens pour saisir toutes les occasions dans la région disponibles pour notre peuple et notre nation.

Je ferai tous les efforts pour mettre en place une nouvelle plate-forme afin de parvenir à un consensus. Le peuple du Kurdistan et les partis politiques ont vu que j'ai déjà fourni des efforts considérables pour atteindre un consensus au sujet du projet de constitution avant son approbation en 2009 et comme il a obtenu l'accord de tous les partis du Kurdistan. J'ai insisté sur le fait que toutes les ethnies et les groupes religieux devaient trouver leur place dans cette constitution et c'est ce qui s'est produit. Ensuite le parlement a approuvé le projet de constitution. Là encore, j'ai voulu mettre en place une plate-forme pour un consensus par-delà toutes les différences au sein des partis politiques.

Malheureusement, le comportement de l'opposition, durant ces quatre dernières années, a amené

un grand nombre de gens à conclure que l'opposition ne peut se satisfaire de quoi que ce soit et que, dans sa perspective, « consensus » signifie imposer ses vues aux autres, ce qui est en contradiction avec les normes politiques et la démocratie.

Les trois partis d'opposition devraient savoir qu'en plus du PDK et de l'UPK, il y a d'autres composantes au Kurdistan qui ont connu des temps difficiles et que ces parties se sont sacrifiées pour défendre l'existence de notre peuple et le nom du Kurdistan.

En outre, aujourd'hui, nous pouvons voir beaucoup d'autres partis légaux qui ont leur mot à dire sur l'évolution du Kurdistan.

Les trois partis d'opposition ne peuvent en aucun cas se permettre d'empêcher les autres d'exprimer leur point de vue devant les plus hautes institutions du Kurdistan, ni d'humilier ces partis d'aucune façon, dans leurs discours, car c'est totalement anti-démocratique. Aussi je demande à tous les collègues de l'opposition d'agir sur la base de l'acceptation des autres.

Cher et vaillant peuple du Kurdistan,

Le 30 juin 2013, le Parlement du Kurdistan, par l'adoption de deux lois, a prolongé les mandats du parlement et de la présidence, ce qui induit un report de l'élection présidentielle. Ici je voudrais redire que je n'ai jamais été intéressé pour assumer une fonction quelconque. Aujourd'hui je n'ai pas l'intention d'échanger l'histoire de ma lutte pour la liberté du Kurdistan contre quoi que ce soit d'autre. Il vaut mieux se faire connaître pour son combat et ses sacrifices pour son peuple, sa nation ou l'humanité que pour des rangs, des positions ou des titres.

J'ai signé la loi prolongeant le terme du Parlement afin d'empêcher tout vide juridique et constitutionnel qui pourrait survenir dans la Région du Kurdistan. Le mandat de la présidence de la Région du Kurdistan a été prolongé par le parlement du Kurdistan. L'Alliance du Kurdistan (PDK et UPK) ainsi que d'autres groupes de partis, d'ethnies et d'indépendants ont voté pour cette loi, sauf l'opposition.

Maintenant, je me trouve avec la responsabilité qui résulte de l'alliance entre le PDK et l'UPK ainsi qu'avec un certain nombre de partis et de groupes ethniques au sein du Parlement du Kurdistan qui a décidé de prolonger le mandat présidentiel de deux ans supplémentaire, décision qui fut prise sans aucune intervention directe de ma part...

De surcroît, j'ai l'obligation morale de ces responsabilités et devoirs de par la longue coopération avec mon cher frère Mam Jalal et ce qui est la continuation et le renforcement de notre alliance.

J'espère sincèrement que Mam Jalal recouvrera rapidement la santé et qu'il reviendra vite chez lui où tout se stabilisera. Je suis pleinement conscient des obligations nées de l'alliance entre le PDK et l'UPK. Cette alliance a réellement amené une stabilité et un développement considérables au Kurdistan. Dans le même temps, cette alliance a rendu les Kurdes plus actifs dans les changements survenus entre la Région et l'Irak. Comme Mam Jalal n'est pas présent au Kurdistan, aujourd'hui, en raison de ses problèmes de santé, je sens que je dois aussi assumer ses responsabilités afin de maintenir et renforcer notre alliance, comme un symbole de loyauté

envers des années de travail commun et de lutte pour notre peuple et notre pays.

Par ailleurs, prenant en compte l'appréhension des composantes ethniques et religieuses au Kurdistan devant une aggravation de la crise politique, et pour préserver la stabilité au Kurdistan irakien, ainsi que celle des autres parties du Kurdistan, et après consultation de la plupart des pouvoirs politiques et des partis du Kurdistan concernant la prolongation du mandat présidentiel, j'ai décidé de ne pas rejeter cette loi.

Toutefois, cela ne veut pas dire que j'approuve la forme légale et le contenu de ce prolongement de mandat présidentiel et c'est pourquoi je ne l'ai pas signé.

Afin de respecter les votes de la majorité du Parlement du Kurdistan et ne causer aucun désagrément à cette majorité, j'annonce à mon peuple bien aimé que je resterai temporairement en fonction et remplirai mes devoirs jusqu'à ce que la 4ème législature débute et parvienne à un consensus. À ce moment, je demanderai à la présidence de la 4ème législature, à la lumière de la lettre que j'ai adressée à l'actuelle présidence parlementaire, le 12 juin 2013, de poursuivre les mécanismes pour amender le projet de constitution et des élections présidentielles, immédiatement après les élections du 21 septembre 2013. Un nouveau président de la Région du Kurdistan sera élu et ainsi nous remettrons notre confiance à celui qui a gagné la confiance du peuple du Kurdistan. Le vice président Kak Kosrat Rassoul et moi-même fournirons tout le soutien pour la future présidence du Parlement.

Tous ensemble, nous devons montrer un grand exemple de

démocratie. Personne ne doit rester au pouvoir pour toujours et nous ne permettrons jamais cette idée d'un président éternel. Je crois fermement que chaque fois que quelqu'un quitte une fonction, les gens doivent se demander pourquoi il ou elle est

parti, plutôt que de se demander pourquoi ils ne sont pas partis.

Cher peuple du Kurdistan... Je vous assure que vous seuls pouvez décider de votre sort et que personne ne peut vous retirer ce droit.

Vive le Kurdistan...

Gloire et immortalité aux martyres qui ont sacrifié leurs vies pour libérer le Kurdistan,
Massoud Barzani
Président de la Région du Kurdistan
16 juillet 2013

SYRIE :

VIOLENTS COMBATS ENTRE DES DJIHADISTES ET LES FORCES DU PYD

Les combats entre les djihadistes et les combattants kurdes syriens du parti de l'unité démocratique (PYD) se sont durcis cet été, notamment dans les zones de peuplement mixte, comme Serê Kaniyê, où Jabhat al Nusra a investi les quartiers arabes, les quartiers kurdes étant tenus et défendus par le PYD. Les nouvelles de guerre émanant souvent soit de l'Armée syrienne d'libération (ASL) ou des islamistes, soit de communiqués du PYD, il est difficile d'avoir des renseignements neutres et fiables sur les pertes de part et d'autres ou sur l'identité des groupes que combattent les YPG, parfois désignés comme Jabhat Al Nusra ou ISIS, parfois simplement comme bataillons de l'ASL, sans que l'on puisse savoir réellement leur affiliation à cette nébuleuse armée, de plus en plus éclatée sur le terrain.

Le 17 juillet, les Kurdes annonçaient avoir chassé les islamistes de Serê Kaniyê, repoussés le long de la frontière turque. L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) estimait que les combats pouvaient avoir fait au moins 29 victimes, 19 morts pour Jabhat al Nusra, 10 morts parmi les YPG.

Mais l'expulsion des djihadistes de Serê Kaniyê n'a pas mis fin au combat, des représailles de la part des islamistes affectant les environs de la ville, que ce soit dans des villages kurdes ou des

check-points. Les combats se sont même intensifiés et la capture d'un chef de guerre d'ISIS a amené un « échange » de prisonniers entre cet « Abu Musab » (de nationalité inconnue) et trois cents civils kurdes de la ville de Tell Abyad, retenus en otage par ISIS qui les aurait menacés d'exécution si leur chef n'était pas libéré.

Le 23 juillet, l'OSDH a estimé le nombre des victimes djihadistes à environ 70 et a tiré la sonnette d'alarme sur le caractère de conflit « ethnique » kurdo-arabe que commençait à prendre la rivalité militaire entre milices islamites et YPG.

Alors que les combats faisaient rage, Salih Muslim, le leader du PYD, a annoncé publiquement l'intention de son parti de créer un « gouvernement autonome provisoire » pour les régions kurdes, à l'instar de la zone autonome fondée au Kurdistan d'Irak après 1991, jusqu'à la chute de Saddam Hussein en 2003.

Salih Muslim a insisté sur le caractère « intérimaire » de cette disposition, niant avoir un plan secret pour une future déclaration d'indépendance. Il a également affirmé avoir discuté de ce gouvernement avec l'UPK et le PDK, les deux partis qui dirigent le Kurdistan d'Irak, ainsi qu'avec le PKK, lui-même engagé dans des négociations avec la Turquie. Selon Salih Muslim, ses interlo-

uteurs soutiennent ce projet, même s'ils n'ont fait aucune déclaration formelle.

Il était en tout cas prévisible que la Turquie, elle, réagisse, et le 27 juillet, le Premier Ministre Recep Tayyip Erdogan a lancé un avertissement contre les « actions dangereuses » du PYD, à l'issue d'une rencontre à Istanbul entre Salih Muslim et les services secrets turcs (MIT).

Dans un entretien avec le journal Radikal, le ministre des Affaires étrangères turc, Ahmet Davatoglu, a résumé en trois points la position de la Turquie : « Nous attendons principalement trois choses des Kurdes de Syrie : d'abord qu'ils ne coopèrent pas avec le régime [du Baath]. Quand cela arrive, les tensions montent entre Kurdes et Arabes. Deuxièmement, ne pas établir une entité de facto basée sur une ligne sectaire et ethnique sans consulter les autres groupes. Si une telle entité est établie, alors tous les groupes voudront faire de même et une guerre sera inévitable.

La troisième « attente » de la Turquie est que les Kurdes ne soient pas impliqués dans des activités « mettant en danger la sécurité frontalière de la Turquie ».

Au sujet des groupes islamistes, et notamment Jabhat al Nusra, Ahmet Davatoglu parle de « trahison de la révolution syrienne », peut-être parce que la Turquie a

décidé de prendre ses distances avec les éléments les moins populaires et les plus contestés de la révolution syrienne, alors que le PYD l'accuse depuis longtemps de soutenir ces bataillons contre les combattants kurdes.

« Je pense que leur comportement est une trahison de la révolution syrienne, mais nous avons toujours soutenu l'opposition syrienne légitime et nous continuerons. »

Le compte-rendu fait par Salih

Muslim de sa rencontre, qu'il juge « positive » avec les services turcs, dans le journal *Milliyet*, contraste, par son optimisme, avec l'avertissement de Recep Tayyip Erdogan. Non seulement la Turquie lui aurait promis une aide humanitaire dans les régions kurdes, mais il affirme que ce pays aurait « changé d'attitude » à l'égard du PYD, en avançant pour preuve sa présence même à Istanbul.

Le 30 juillet, l'assassinat d'un

homme politique kurde syrien, tué par une voiture piégée qui a explosé devant chez lui, à Qamishlo, a suscité diverses accusations et hypothèses. Isa Husso était membre du Conseil suprême kurde, une organisation qui regroupe des partis proches du PYD, ce qui pourrait faire privilégier l'hypothèse islamiste, comme le laisse entendre un communiqué des YPG, daté du même jour, appelant tous les Kurdes à prendre les armes contre les Jihadistes.

TURQUIE : LE PKK MENACE DE METTRE FIN AUX NÉGOCIATIONS

Le plan de paix annoncé conjointement par Abdullah Öcalan et le gouvernement turc ne semble guère se traduire par des pas concrets sur le terrain. Les procédures judiciaires à l'encontre des Kurdes soupçonnés d'appartenance au KCK se poursuivent et le 9 juillet, 13 responsables politiques, la plupart membre du parti BDP, ont été ainsi condamnés chacun à 6 ans et 3 mois de prison par la 9ème Haute Cour criminelle de Diyarbakir.

Du côté de la guérilla, le remplacement de Murat Karayilan à la tête du PKK par Cemil Bayi et une alter-ego féminine, Bese Hozat, suivant la nouvelle règle de parité, a été vu par beaucoup d'analystes politiques comme le choix d'un dirigeant qui serait plus, plus « faucon » que « colombe », peut-être parce que, dans la période qui a suivi immédiatement l'arrestation d'Öcalan, il menait le courant qui était d'avis de poursuivre la lutte armée, en dépit des appels à la reddition du chef du PKK. Par la suite, le conseil intérimaire de la présidence s'était rallié à la ligne politique d'Öcalan. Quelques rivalités internes avaient le commandement du PKK, finissant

par la fuite d'Osman Öcalan et une certaine mise en retrait politique de Cemil Bayik, au profit de Murat Karayilan.

Aucune explication tangible n'a pu être avancée concernant ce changement de leadership, Murat Katayilan restant à la tête de l'aile militaire, mais il a été naturellement mis en relation avec le processus de paix lancé en mars dernier, sans que l'on puisse affirmer s'il s'agit ou non d'une prise de distance avec la politique d'Öcalan, ou bien d'un avertissement adressé à la Turquie, accusée de ne pas respecter ses propres engagements dans ce processus.

Le communiqué annonçant l'élection du nouveau conseil a, en tout cas, déclaré vouloir « poursuivre les efforts de paix » et a appelé « chacun à prendre part au combat démocratique de sorte que tous puissent vivre ensemble fraternellement sur la base d'une résolution de la question kurde et de la démocratisation de la Turquie », ce qui reprend peu ou prou les résolutions précédentes se ralliant à l'appel d'Öcalan.

Mais le 20 juillet, le ton se durcissait et le PKK adressait un « dernier avertissement » à la Turquie,

la sommant de prendre des « mesures concrètes » pour faire avancer le processus de paix, sous peine d'être « tenue responsable » de son gel.

Sept jours plus tard, le propre leader du PKK, Abdullah Öcalan, faisait une déclaration reprise dans la presse, où il estimait que le processus de paix se poursuivait avec tout le sérieux possible, mais qu'Ankara devait faire des gestes concrets avant la réouverture du parlement en octobre prochain.

Entretemps, le 24 juillet, une interview au journal allemand *Deutsche Welle* de Sabri Ok, un des dirigeants de l'exécutif du KCK, l'organisation au sein de laquelle le gouvernement turc s'est livré à des arrestations et des procès de masse pour liens organiques avec le PKK, donnait le sentiment général de son mouvement entre réserve et déception.

Selon Sabri Ok, la Turquie n'a donné, jusqu'ici, « aucun signe de bonne volonté » dans ce processus qui doit se faire en trois étapes, dont la première a été le cessez-le-feu et le début de retrait de la guérilla, que Sabri Ok présente comme effectif. Par contre, c'est dans la deuxième étape qu'aucune avan-

cée n'a été faite, malgré la mise en place, assez précoce, d'un « conseil des sages » ; les demandes du PKK concernant ce chapitre sont « à court terme », la libération des prisonniers politiques malades et incarcérés, qui serait vue comme « un acte d'humanité » ; à long terme, la libération d'Öcalan, le droit à l'éducation des Kurdes dans leur langue maternelle, la reconnaissance constitutionnelle du peuple kurde et la levée du seuil électoral des 10% de voix qui permettrait au BDP de siéger en tant que tel au Parlement et non via des députés élus en indépendants.

Au contraire, selon Sami Ok, la Turquie n'a entamé aucune de ses réformes et a profité du retrait de combattants de son sol pour renforcer sa présence militaire dans les régions kurdes et poursuivre son programme de construction de barrages contestés, notamment celui d'Ilisu.

Quant au retrait de la guérilla il est présenté comme progressif et ardu en raison de la surveillance constante des drones et de la longueur du chemin pour certains bataillons, Ainsi, un des groupes qui a quitté la Turquie, venant de la région de

Dersim, a mis 56 jours à gagner la frontière. Quant aux rumeurs faisant état d'un transfert de bataillons de Turquie pour renforcer ceux des YPG au Kurdistan de Syrie, Sabri Ok les qualifie de « spéculations ».

Mais alors que Sabri Ok indiquait que, d'après Abdullah Öcalan, si, à la date du 15 octobre aucun pas n'a été fait par la Turquie, le cessez-le-feu prenait fin de facto, le 31 juillet, c'est la date du 1er septembre que Cemil Bayik a posé comme ultimatum, semblant confirmer la ligne de durcissement politique de la part de l'aile armée du PKK.

IRAN : RÉPRESSION ACCRUE CONTRE LES VILLAGES KURDES FRONTALIERS

Cinq jeunes Kurdes ont été exécutés le 3 juillet, dans une prison d'Urmiah, et leurs corps ont été remis à leur famille. Les condamnations à mort sont monnaie courante à l'encontre des Kurdes d'Iran mais il s'agissait, cette fois, de villageois, non pas condamnés pour crimes politiques, mais pour activités liées à la contrebande.

Le même jour, deux autres villageois kurdes étaient tués et deux autres blessés par des Gardiens de la Révolution, qui ont ensuite ouvert le feu sur les habitants d'un village frontalier de la province de Kermanshah, accourus sur la scène de ce qui semble une exécution extra-judiciaire. Les semaines précédentes, sept personnes avaient été tuées de la même façon et d'après l'association kurde des droits de l'homme, 37 personnes ont été exécutées en 2012.

Depuis quelques temps, l'Iran a accentué sa politique de répression contre la contrebande au Kurdistan d'Iran, qui est souvent le seul moyen de survie, pour des familles démunies, alors que

la crise économique sévit dans tout le pays, (40% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté et le taux de chômage est de plus de 20%) et principalement dans des régions délaissées par le pouvoir central, comme les régions kurdes. Le Kurdistan d'Iran souffre d'un sous-développement économique dû aussi à une politique de répression et de dépeuplement des frontières, ainsi quand des forêts ont été délibérément incendiées par l'armée pour déplacer de force des paysans.

Si le gouvernement iranien investit peu dans l'économie des provinces kurdes, il ne lésine pas sur sa militarisation et une nouvelle force de sécurité va être mise en place dans ces régions, les forces « Razim », et ce avec l'aval et le soutien du Guide suprême Ali Khamenei. Sa mission sera d'assurer « la sécurité et la stabilité » du Kurdistan d'Iran, ce que les Kurdes comprennent comme une pression renforcée contre leurs libertés et leurs droits fondamentaux.

Brayim Zewayee, un des cadres chargés des relations publiques pour le Parti démocratique du

Kurdistan d'Iran, rappelle que les militants kurdes, tous partis confondus, mènent des actions civiles et politiques, sans recours aux armes (hormis le PJAK, certaines années), ce qui ne nécessite pas une riposte armée de la part du gouvernement central : « Au lieu de s'attaquer aux problèmes économiques et politiques, le gouvernement utilise l'armée pour s'imposer. » (source Rudaw).

De fait, des troupes iraniennes et des chars ont été déployés cet été le long de la frontière avec le Kurdistan d'Irak, ce qui rappelle les précédentes incursions armées dans le territoire du Gouvernement régional du Kurdistan contre les bases du PJAK, la branche iranienne du PKK, bien qu'un cessez-le-feu ait été conclu en 2012.

Le PJAK a déclaré, en août dernier, être prêt à envoyer des troupes combattre le groupe djihadiste sunnite État islamique en Irak et Syrie (ISIS), pour épauler le PYD. Mais la perspective d'une gestion autonome des régions kurdes (sous contrôle du PYD et de ses Asayish), ne peut guère plaire à Téhéran, pas plus

qu'à la Turquie, tout simplement par crainte que ces volontés d'autonomie ne gagnent les provinces kurdes iraniennes.

De plus, bien que son calendrier soit constamment reporté depuis plusieurs mois, la Conférence nationale kurde qui doit se tenir à Erbil, avec tous les partis kurdes de toutes les régions du Kurdistan, inquiète aussi bien la Turquie que l'Iran, et peut-être plus encore ce dernier, comme l'a déclaré Jaffar Ibrahim Eminki, le porte-parole du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak, interviewé par le journal arabe Niqash qui l'interrogeait sur la

visite en Iran du Premier ministre du GRK, Nêçirvan Barzanî : « Tout comme la Turquie, l'Iran garde un œil sur la conférence et il ne veut certainement pas que cette conférence interfère avec ses propres affaires internes ».

Alors que la conférence était reportée une fois de plus (cette fois-ci pour cause d'élections), un membre du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran, Muhammad Nazifi Kadri, confiait au journal Basnews, que l'Iran ne souhaitait pas la tenue de cette conférence, même s'il allait de la responsabilité de tous

les partis kurdes d'en assurer le succès.

Avec l'avènement de Rouhani et la possible reprise d'un dialogue politique entre l'Iran et les USA, la question des minorités pourrait être délaissée par le monde occidental, au grand dam des partis kurdes, comme le craint l'actuel leader du PDKI. Mustafa Hijri. Quant aux relations entre Téhéran et le PJAK elles vont dépendre en partie de l'évolution des relations turco-iraniennes (les deux pays ont connu plusieurs phases de refroidissements-réchauffements), notamment sur le terrain syrien.

CULTURE :

HADASSA YESHURUN, CHANTEUSE ISRAÉLIENNE AU RÉPERTOIRE KURDE ET ARAMÉEN

Les juifs du Kurdistan émigrés en Israël en 1950-51 ont toujours eu à cœur de garder vivantes leurs traditions et leurs cultures et il semble que cette passion se transmette aux plus jeunes générations, surtout par le biais de la musique et de la chanson, comme en témoigne le grand nombre de groupes et de chanteurs se produisant en kurde et en araméen, langue qui le plus souvent, n'est plus parlé que par leurs parents ou leurs grands-parents. Avec la mondialisation et les contacts dans les diaspora, ces artistes israélo-kurdes suscitent l'intérêt de leurs compatriotes non-juifs. Le journal Rudaw a ainsi rencontré et interviewé la chanteuse Hadassa Yeshurun, née de parents kurdes irakiens, et qui chante en kurde et en araméen.

« Les chansons et les poèmes sont les éléments les plus importants dans toute culture. J'aime énormément les cultures kurde

et araméenne, aussi, quand je chante, je privilégie ces deux cultures, même si je chante aussi en arabe, en persan, en turc et en hébreu. Je sens qu'il est de ma responsabilité de protéger la culture kurde de l'extinction, à travers mes chansons. Je suis contente de chanter en kurde ou en araméen, parce que quand je le fais, cela rend mes fans kurdes heureux. Quand je chante en kurde, je vois des larmes dans leurs yeux et je réalise qu'après tant d'années d'épreuves, quelque chose peut finalement leur donner de la joie. »

Hadassa Yeshurun explique que les Kurdes israéliens ont des contacts avec les autres Kurdes dans le monde entier, surtout les Kurdes vivant en Irak et en Europe. Parlant des Kurdes israéliens, elle en fait le portrait d'une communauté très soudée et très attachée à ses coutumes, que ce soit dans des fêtes kurdes ou dans la vie de tous les jours :

« Il y a actuellement plus de 100 000 Kurdes vivant en Israël. Nous fêtons le Newroz, le nouvel an kurde, et nous partons en pique-nique. Nous avons des cours de danse kurde, nous passons ensemble nos congés. Nous faisons des plats kurdes. Nous portons une grande attention aux instruments kurdes traditionnels que nous utilisons, comme les flutes et les tambours. Malheureusement, aucun d'entre nous ne parle kurde, surtout les jeunes générations. Nous parlons hébreu à la place. »

Bien que ne parlant donc ni l'araméen ni le kurde, Hadassa Yeshurun apprend par cœur les paroles de son répertoire ainsi que leur signification. Elle écoute régulièrement d'autres chanteurs kurdes, dont elle s'inspire, comme Chopi Fattahm ou Zakaria Abdullah, et travaille actuellement à mémoriser le répertoire de grands chanteurs classiques comme Hassan Zirek, Tahir Tofiq.

Iran president-elect calls for engagement

TEHRAN

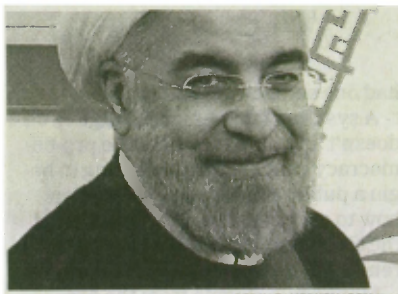
BY THOMAS ERDBRINK

Hassan Rouhani, the president-elect of Iran, says he will engage with the West and fulfill his electoral promises to allow more freedom for the Iranian people.

Mr. Rouhani, who calls himself a moderate, won the June 14 presidential election by a large margin, surprising many who expected Iran's governing establishment to block any candidate calling for change. Hinting at the revolutions that have ousted several leaders in the Middle East, Mr. Rouhani emphasized Saturday that it was important to listen to the "majority of Iranians."

"In our region, there were some countries who miscalculated their positions, and you have witnessed what happened to them," he said during a live broadcast of a conference organized by Voice and Vision, Iran's state television and radio organization. "The world is in a transitional mood, and a new order has yet to be established," he said. "If we miscalculate our national situation, it will be detrimental for us."

He also said Iran should not hesitate to criticize the Syrian government for some of its actions in its war against rebels seeking to oust it. While Iranian officials have staunchly defended Iran's support for President Bashar al-Assad



Hassan Rouhani said it was important to listen to the "majority of Iranians."

of Syria, Mr. Rouhani warned against a double standard in international affairs.

"We should not describe as oppressive brutal actions in an enemy country while refraining from calling the same actions oppressive if they take place in a friendly country," he said. "Brutality must be called brutality."

Mr. Rouhani appealed for more moderation in foreign and domestic policies and praised the police for tolerating recent street celebrations over his election victory and for Iran's soccer team.

He also hinted that he would consider loosening some of the restrictions imposed by the much-loathed morality police, who arrest people for wearing "improper clothing" or not observing Islamic codes strictly. "Happiness is

our people's right," he said. "We should not be strict toward the people. People follow the morality codes by themselves and are careful about them."

Mr. Rouhani, who will be sworn in on Aug. 3, reminded those opposing change in Iran that the election was also a referendum on the country's future.

"The majority of Iranian people voted for moderation, collective wisdom, insight and consultation," he said. "Everybody should accept the people's vote — the government should accept the people's vote. The people have chosen a new path."

Many Iranians are cautiously optimistic about Mr. Rouhani. Last week, Iran's currency gained strength against the dollar. Business owners said they were hopeful that he would address domestic economic problems and possibly find a way to ease the international sanctions over Iran's nuclear program.

Mr. Rouhani also appealed for the state news media to be more open. "The age of monologue media is over; media should be interactive," he said.

In Iran, millions of Web sites are blocked, and the state news media have a monopoly, while the authorities use radio waves to block satellite transmissions from abroad.

"In a country whose legitimacy is rooted in its people, then there is no fear from free media," he said.

Rudaw 4 July 2013

Rohani Comments in Iran Surprise Kurds, Other Minorities

RUDAW.net

ERBIL, Kurdistan Region - Many Iranian Kurds, who put their faith in Iran's newly-elected President Hassan Rohani to push for greater rights for Iran's minorities, are surprised at his recent TV interview, in which he said, "There is only one nation in Iran and that is structured by Islamic system."

"It came as a shock to me when I heard Rohani said such a thing," said Baram Walidbagi, the head of the Kurdish Institute in Tehran. "Rohani is one of the moderate clerics in Iran, and he used to chair the Strategic Research Center where they have a specific department for the minorities," he added.

Rohani's pledge during his election campaign, to include minorities in his administration,



led many Iranian Kurds to support him in last month's election.

"Let's wait to see his cabinet," said Walidbagi, adding it was still too early to completely judge Rohani's attitude toward minorities. "He can be judged by the type of people he will choose for his cabinet," he added.

Mawlavi Juma, a Sunni preacher at the Zahidan Mosque, said he believes that Rohani will do more for the minorities than is widely expected.

Iranian minorities, who include Kurds, Azeris, Turks, Arabs and Baluchis, comprise an estimated 45 percent of Iran's more than 70 million population.

"Rohani cannot ignore such a large population," Walidbagi said, adding that the president-elect's comments about national reconciliation during his campaign in the Kurdish city of Sanandaj, "can be developed as a foundation to resolve the Kurdish issue in Iran."

Walidbagi, who has been organizing cultural activities for almost two decades, said that the rule of outgoing President Mahmoud Ahmadinejad had been "the worst in 30 years for cultural activities and freedom of speech."

"We weren't able to conduct any cultural activities for the

Kurds, because Ahmadinejad's regime closed down all the Kurdish magazines and newspapers," he said.

There has been some debate in Iran over whether the peace process underway in Turkey between Ankara and the Kurds, can be used as a model to resolve the Kurdish issue in Iran.

"We must know that Iran and Turkey are two different countries, and that Iranian Kurds must have their own strategy and approach to resolve the Kurdish issue in Iran," Walidbagi said.

The Kurds are the largest minority in Iran with an estimated 12 million population, but with no legal political party inside Iran.

"The traditional and religious structure of Iran has made it difficult to form political parties, but this doesn't mean the Kurds should give up," Walidbagi said.

Qatar defies U.S. warning on arming Syrian rebels

WASHINGTON

Emirate confounds allies by supplying powerful shoulder-fired missiles

BY MARK MAZZETTI, C.J. CHIVERS AND ERIC SCHMITT

As an intermittent supply of arms to the Syrian opposition gathered momentum last year, the Obama administration repeatedly implored its Arab allies to keep one type of powerful weapon out of the rebels' hands: heat-seeking shoulder-fired missiles.

The missiles, U.S. officials warned, could one day be used by terrorist groups, some of them affiliated with Al Qaeda, to shoot down civilian aircraft.

But one country ignored this admonition: Qatar, the tiny, wealthy emirate that has made itself the indispensable country to rebel forces battling calcified Arab governments and that has been shipping arms to the Syrian rebels fighting the government of President Bashar al-Assad since 2011.

Since the beginning of this year, according to four U.S. and Middle Eastern officials with knowledge of intelligence reports on the weapons, Qatar has used a shadowy arms network to move at least two shipments of shoulder-fired missiles, one of them a batch of Chinese-made FN-6s, to Syrian rebels who have used them against Mr. Assad's air force. Deployment of the missiles comes at a time when U.S. officials expect that President Barack Obama's decision to begin a limited effort to arm the Syrian rebels might be interpreted by Qatar, along with other Arab countries supporting the rebels, as a green light to drastically expand arms shipments.

Qatar's aggressive effort to bolster the embattled Syrian opposition is the latest brash move by a country that has been using its wealth to elbow its way to the forefront of Middle Eastern statecraft, confounding its allies in the region and in the West. The strategy is expected to

continue, even though Qatar's longtime leader, Sheik Hamad bin Khalifa al-Thani, stepped down last week, allowing his 33-year-old son to succeed him.

"They punch immensely above their weight," one senior Western diplomat said of the Qataris. "They keep everyone off balance by not being in anyone's pocket."

"Their influence comes partly from being unpredictable," the diplomat added.

Mr. Obama, during a private meeting in Washington in April, warned Sheik Hamad about the dangers of arming Islamic radicals in Syria, though U.S. officials for the most part have been wary of applying too much pressure on the Qatari government. "Syria is their backyard, and they have their own interests they are pursuing," said one administration official.

Qatari officials did not respond to requests for comment.

In the latest fighting in Syria, the government used planes and heavy artillery to assault rebel-held areas of the central city of Homs, residents said. The attack, which started Saturday, was continuing Sunday, The Associated Press reported.

In the south of the country, rebels claimed Friday to be in control of most of the city of Daraa, the cradle of the 2011 uprising, after having battled Mr. Assad's forces there for two weeks. The assertions, if confirmed, would represent a rare military victory for the insurgency, which has been struggling since it lost the city of Qusair, near Lebanon's border, on June 5.

The United States has little leverage over Qatar on the Syria issue because it needs the Qataris' help on other fronts. Qatar is poised to host peace talks between U.S. and Afghan officials and the Taliban, who have set up a political office in Doha, the Qatari capital. The U.S. Central Command's forward base in Qatar gives the U.S. military a command post in the heart of a strategically vital but volatile region.

Qatar's covert efforts to back the Syrian rebels began at the same time that it was increasing its support for opposition fighters in Libya trying to overthrow the government of Col. Muam-

mar el-Qaddafi. Its ability to be an active player in a global gray market for arms was enhanced by the C-17 military transport planes it bought from Boeing in 2008, when it became the first country in the Middle East to have the durable, long-range aircraft.

The Obama administration quietly blessed the shipments to Libya of machine guns, automatic rifles, mortars and ammunition, but U.S. officials later grew concerned as evidence grew that Qatar was giving the weapons to Islamist militants there.

U.S. and Arab officials have expressed worry about something similar happening in Syria, where Islamists in the north have turned into the most capable section of the opposition, in part because of the weapons from Qatar. Saudi Arabia recently has tried to wrest control from Qatar and take a greater role in managing the weapons shipments to Syrian rebels, but officials and outside experts said the Qatari shipments continue. The greatest worry is over the shoulder-fired missiles — called man-portable air-

defense systems — that Qatar has sent to Syria since the beginning of the year. Videos posted online show rebels in Syria with the weapons, including the Chinese FN-6 models provided by Qatar, and occasionally using them in battle.

The first FN-6s were seen in the custody of groups under the Free Syrian Army banner, suggesting that they were being distributed, at least initially, to fighters backed by the United States and not directly to extremists or groups with ties to Al Qaeda.

U.S. and Arab officials said that Qatar's strategy was a mixture of ideology — the ruling family's belief in a prominent role for Islam in political life — and more hard-nosed calculations.

"They like to back winners," one Middle Eastern official said.

Erin Banco and Mark Landler contributed reporting from Washington, Karam Shoumali from Antakya, Turkey, Anne Barnard and Hania Mourtada from Beirut, and Rick Gladstone from New York.

Erdogan à l'épreuve

L'avenir du premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, semble menacé par plusieurs défis : poursuite des manifestations, critiques internationales, risque d'un coup d'Etat militaire, résurrection de la crise kurde et peur de perdre son rêve européen.

Maha Al-Cherbini avec agences

Les fardeaux qui alourdissent le dos du premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan — confronté à la plus grave contestation populaire depuis le 31 mai — menacent fort son avenir politique. Longue est la liste de défis qui enveniment l'existence d'Erdogan. Après quelques jours de calme à Istanbul, plusieurs milliers de personnes ont de nouveau manifesté aux abords de la place Taksim, scandant des slogans : « Gouvernement démission ! » ou « Contre le fascisme ! ». Cette fois, les manifestations avaient un motif beaucoup plus dangereux : dénoncer l'intervention de l'armée vendredi contre plusieurs centaines de personnes qui protestaient contre l'agrandissement d'un camp militaire dans le sud-est du pays, faisant un mort et 8 blessés. Cet attentat, qui s'est produit dans une région fort critique — sud-est, à majorité kurde — a ressuscité la crise kurde qui était en voie de solution après l'accord conclu il y a quelques mois entre le pouvoir et le chef kurde emprisonné, Abdullah Ocalan. Pour dénoncer la répression de l'armée à leur égard, les Kurdes ont fondé dimanche un mouvement intitulé *Gouvernement*, prends une mesure, pour faire pression sur les autorités en vue d'obtenir des progrès dans le processus de paix avec eux. Dimanche, des milliers de Kurdes ont manifesté, alors que la police antiémeute a fait usage de gaz lacrymogène pour les disperser. Envenimant l'existence d'Erdogan, le Parti de la Paix et de la démocratie — pro-



Les manifestations en Turquie se poursuivent malgré l'intervention de l'armée et la répression de la police. (Photos : Reuters)

kurde — a annoncé qu'il organiserait de tels mouvements dans toute la Turquie, afin de contraindre le gouvernement à régler le conflit.

Les rebelles armés du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont commencé à se retirer le mois dernier vers leurs bases du nord de l'Iraq, première étape de l'accord entre le chef rebelle et Ankara. Dans la deuxième étape, le gouvernement turc doit faire les réformes pour accroître les droits de la communauté kurde. Dans ce contexte de contestation populaire où l'armée pourrait renverser le pouvoir à aucun moment, le parti islamocconservateur au pouvoir (AKP) a tenté de se sécuriser en déposant au Parlement un projet de loi qui amende une disposition du règlement intérieur des armées, maintes fois utilisée pour justifier des coups d'Etat militaires.

L'armée turque a réalisé 3 coups d'Etat et forcé en 1997 un gouvernement d'inspiration islamiste à démissionner. L'article 35 stipule que le devoir de l'armée est « de

préserver et de protéger la République de Turquie ». Les militaires turcs ont mené leurs deux coups d'Etat de 1971 et 1980, sur la base de cet article, arguant que les autorités civiles ne parvenaient pas à préserver les principes constitutionnels. La formule présentée par l'AKP cantonne l'armée aux fonctions militaires. Depuis son arrivée au pouvoir, l'AKP a mis en oeuvre des réformes en ce sens, au début pour accélérer ses négociations d'adhésion à l'Union Européenne (UE) et aujourd'hui pour prévenir un coup d'Etat devenu « très probable ».

Le rêve européen entre parenthèses

Outre ces défis intérieurs, Erdogan risque de payer la lourde facture d'un mois de brutalités envers ses adversaires. Selon les experts, ces brutalités pourraient lui voler son rêve d'adhérer au club européen. Un bilan de 4 morts et 8 000 blessés a suscité de vastes critiques dans le monde et terni l'image du premier ministre. La semaine dernière,

un coup de froid a frappé les relations entre l'Allemagne et la Turquie à cause de ce dossier, ce qui pouvait menacer l'adhésion turque à l'UE.

Malgré les réticences de l'Allemagne, la réunion de l'Assemblée parlementaire du conseil de l'Europe a pu réaliser la semaine dernière un compromis : repousser l'ouverture d'un nouveau chapitre de négociations avec Ankara — qui devrait commencer ces jours-ci — jusqu'à l'automne. Ce compromis a été trouvé après d'intenses discussions entre ministres européens réunis à Luxembourg sur fond de divergences sur le message à envoyer aux autorités turques. D'un côté, l'Allemagne, soutenue par les Pays-Bas et l'Autriche, prônait la fermeté.

De l'autre, les autres pays de l'UE étaient favorables à la relance des négociations, car il est important de « laisser la porte ouverte » à la Turquie. Selon les experts, ce report vise à donner la chance à Ankara de prouver qu'elle mérite sa place au sein de l'UE. Surtout que ces négociations interviendront après la présentation du rapport annuel de la Commission qui évalue chaque automne les progrès réalisés dans l'harmonisation de la législation turque avec celles de l'UE. Reste à Erdogan de ranger ses cartes dans son pays avant de payer une lourde facture à tous les niveaux.

Dutch Firm Says Kurdistan Can Build Better and Cheaper Roads

by Armando Cordoba
rudaw.net

ERBIL, Kurdistan Region - Better soil may be the solution for more durable roads and highways in Kurdistan, according to a Dutch company that wants to introduce a new technology to the autonomous Iraqi region.

Representatives from Netherlands-based Terra Stab met with the Kurdistan Regional Government (KRG) recently to discuss how a new technique, known as "soil stabilization," could solve a big problem: building a large network of roads that can last, despite the wear-and-tear from large truckloads and cargo.

Maarten Maas, engineer and representative for Terra Stab, said that soil stabilization guarantees a 20-year life for roads.

Terra Stab's technique first assesses the soil within a region to understand its strengths and weaknesses, and then injects certain minerals and chemicals into the soil to compensate for debilities. The end result is a stronger and longer-lasting foundation for roads and highways.

"Basically we make a new formed foundation for your road



A brand new highway connecting the city of Sulaimani to the Dukan summer resort. Photo: kurdsat

networks that will make it last longer," Maas explained.

In the most recent Regional Development Strategy for 2012 to 2016, Kurdistan's Ministry of Planning noted that wear-and-tear on roads from large truckloads and cargo was a major hurdle to creating a large, efficient road network across the landlocked region.

Using the new technique, Maas said, Kurdistan could save a tremendous amount of money on imported raw materials, because it would use its own natural soil to make the founda-

tion.

At a recent tourism investment conference in Erbil, the Ministry of Trade and Industry said that a total of \$350 million would be needed to build additional infrastructure, including roads and services, to stimulate industry within Kurdistan.

To achieve this, the Ministry of Planning said it hopes to increase the length of roads to 45,000 kilometers and to also construct three highways to connect major cities with each other and neighboring countries. The plans also include better

bridges, tunnels and public transportation.

The total cost of the infrastructure project, along with improvements in various sectors, is estimated at \$1.1 billion, according to the ministry.

"If you can use your existing soil as a foundation for your road, you save a lot of time and money," Maas said.

The KRG hopes to achieve its lofty development goals within the next five years.

Maas said if the roads are built quickly and efficiently, these goals are more likely to be achieved, helping the region also achieve its economic goals.

Without a highly connected road system, the Ministry of Planning claims the economic sector in the region will not prosper.

This is due to the massive amount of trade linking the Kurdistan Region to Turkey and Iran.

Serwan Said, mayor of Rovia, a small trader's town, recently told Rudaw that good roads are essential because of the oil and gas transported from the energy-rich enclave, and for the crucial link the region plays between Europe and Asia.

Kurdistan the shortest route from Europe to the economically booming Gulf region, outside of transport from large cargo liners through the Mediterranean Sea and the Suez Canal. ■

AFP

Malgré les difficultés, Ankara déterminé à faire la paix avec les Kurdes

ANKARA, 05 juillet 2013 (AFP)

MÊME FRAGILISÉ par la vague de contestation sans précédent qui a agité le pays, le gouvernement turc reste déterminé à mener à bon port le processus de paix "historique" engagé l'hiver dernier avec la rébellion kurde, qui rencontre ses premiers accrocs.

Depuis ses débuts le 31 mai, la fronde contre le Premier ministre a fait passer au second plan le conflit kurde. Cette semaine, Recep Tayyip Erdogan s'est lui-même chargé de rappeler sa volonté à mettre un terme à un conflit qui a causé plus de 40.000 morts depuis 1984.

"Rien ne pourra nous détourner de notre chemin (...) le processus de paix va continuer", a-t-il assuré mardi lors de sa harangue hebdomadaire devant les députés de son parti.

Un rappel qui n'a rien d'anodin, alors que les premières embûches sont apparues sur le chemin de la paix depuis le cessez-le-feu unilatéral décrété le 21 mars par chef emprisonné du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) Abdullah Öcalan.

Le 21 juin, un hélicoptère de l'armée a été visé par des coups de feu au-dessus

du sud-est du pays, aussitôt attribués par les autorités au PKK. Puis le chef du gouvernement s'est plaint à mots couverts du retard pris par le retrait des combattants kurdes, engagé en mai, vers leurs bases arrières du nord de l'Irak.

Mais c'est surtout la mort, il y a une semaine, d'un jeune kurde, tué par l'armée alors qu'il manifestait contre la construction d'une nouvelle gendarmerie à Lice (sud-est), près de Diyarbakir, qui a fait monter la tension.

L'incident a été suivi dans les zones à majorité kurde de manifestations dont les slogans antigouvernementaux ont rappelé ceux entendus ces dernières semaines à Istanbul ou Ankara au plus fort de la contestation.

Dans la foulée, les élus kurdes ont mis la pression sur le pouvoir pour qu'il engage sans plus tarder la seconde phase du processus de paix, c'est-à-dire les réformes attendues pour élargir les droits de la minorité kurde.

IMPATIENCES

Jusque-là sans résultat. "Les conditions requises pour entamer la deuxième phase ne sont pas encore réunies", a jugé le ministre de l'Intérieur, Muammer Güler, expliquant que tous les combattants rebelles n'avaient pas encore quitté la Turquie.

M. Erdogan a lui prôné la "patience" pour venir à bout d'un conflit qui date →

→ de près de trente ans. Mais côté kurde, l'impatience monte.

"Le temps presse, le PKK a tenu sa promesse (de se retirer de Turquie), maintenant il appartient au gouvernement de résoudre sur le fond la question kurde", a lancé le coprésident du Parti kurde pour la paix et la démocratie (BDP), Selahattin Demirtas.

Le gouvernement islamo-conservateur est resté jusque-là très discret sur ses intentions. Et s'il évoque un renforcement des "libertés individuelles", il se garde bien de répondre précisément aux revendications kurdes sur une reconnaissance explicite de leur identité dans la Constitution ou l'enseignement du kurde à l'école publique.

Sur le sort de M. Öcalan, qui purge une peine de prison à vie, son refus est par contre explicite. Pas question de libération ou d'une assignation à résidence de celui que nombre de Turcs considèrent toujours comme un "terroriste" ou un "tueur d'enfants".

Alors, certains commencent à redouter que ce nouvel effort de paix ne se solde

par un échec, comme les précédents.

"La capacité du gouvernement (turc) à poursuivre le processus de paix avec les Kurdes a été mis à l'épreuve par la contestation", explique le politologue Cengiz Aktar, de l'université Bahçeşehir d'Istanbul.

Pour lui, le Premier ministre qui a réprimé les récentes manifestations "a moins de chances de parvenir à une solution négociée". "Quelqu'un qui ne peut pas supporter des manifestations pacifiques ne pourra pas proposer de solution démocratique" au conflit kurde, tranche M. Aktar.

D'autant plus que la réforme constitutionnelle qui doit permettre les réformes attendues par la minorité kurde semble vouée à l'échec.

"Nous (les partis politiques) n'avons pu nous entendre que sur un tiers de ses articles", reconnaît le président de la commission ad hoc, Mustafa Sentop, "ça n'avance pas". ○

L'EXPRESSION

7 JUILLET 2013

Rare visite à Bagdad du président du Kurdistan pour des entretiens officiels

BAGDAD, 07 juil 2013 (AFP) — Le président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, a fait dimanche une rare apparition à Bagdad pour des entretiens avec le Premier ministre Nouri al-Maliki, notamment sur leurs différends financiers concernant l'exploitation du pétrole.

M. Barzani, dont la région dans le Nord irakien jouit d'une grande autonomie, n'était pas venu à Bagdad depuis près de trois ans, sur fond de querelles avec le gouvernement fédéral, notamment sur la question du partage des recettes pétrolières.

"Nous avons discuté de nos désaccords et sommes convenus de faire adopter au Parlement des lois en sursis, notamment celles ayant trait à l'exploitation pétrolière et gazière", a déclaré M. Maliki lors d'une conférence de presse au terme des entretiens.

"Nous nous sommes mis d'accord pour coopérer, travailler ensemble, et affronter tout ce qui met en danger l'Irak et la région (kurde). Nous voyons cela comme un devoir national", a déclaré pour sa part M. Barzani, habillé d'un costume traditionnel kurde.

En mai, les ministres et députés kurdes irakiens avaient mis fin à un boycottage du gouvernement central et du Parlement, entamé



Le président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, et le Premier ministre de l'Irak, Nouri al-Maliki, en conférence de presse dimanche à Bagdad.

deux mois plus tôt en raison d'un différend sur la rémunération des sociétés pétrolières étrangères implantées au Kurdistan.

Le Kurdistan, qui dispose d'importantes réserves de pétrole, a unilatéralement signé des dizaines de contrats avec des compagnies pétrolières étrangères, au grand dam du gouvernement fédéral qui a placé sur une liste noire nombre de celles-ci en représailles.

En juin, M. Maliki s'était rendu à Erbil, la capitale kurde, pour une réunion spéciale du Conseil des ministres où les parties étaient tombées d'accord pour mettre en place des commissions mixtes

pour résoudre leurs différends.

Outre la question pétrolière, Bagdad et les Kurdes s'opposent sur la souveraineté d'une portion de territoire dans le nord du pays, notamment autour de Kirkouk, une région riche en pétrole, que les Kurdes veulent inclure dans le Kurdistan.

M. Barzani, 66 ans, qui est également chef du Parti démocratique du Kurdistan (PUK), devait quitter son poste de président régional en septembre, au terme de deux mandats comme l'exige la Constitution locale.

Les députés régionaux viennent toutefois de décider d'un report de deux ans de la prochaine élec-

tion présidentielle, ce qui pourrait permettre à M. Barzani de se maintenir au pouvoir d'une région en pleine expansion économique qui dispose de ses propres forces de sécurité.

Les récentes rencontres entre MM. Barzani et Maliki témoignent d'une amélioration des relations entre Bagdad et le Kurdistan. L'an passé, le dirigeant kurde était un des principaux critiques du chef du gouvernement fédéral, réclamant sa démission, et les deux parties avaient déployé des troupes le long de leur frontière après un incident.

L'ambassade américaine à Bagdad a salué cette visite, dans un communiqué, appelant "tous les dirigeants de l'Irak à entretenir un esprit de réconciliation nationale et d'unité".

L'Irak est secoué par une recrudescence de violences, attisées par un blocage politique et une mobilisation de la communauté sunnite contre le Premier ministre chiite.

Le représentant spécial de l'ONU à Bagdad, Martin Kobler, s'est également félicité de la rencontre Barzani-Maliki, estimant que cela "confirme qu'il y a une volonté politique de faire face à des questions en suspens entre le gouvernement fédéral et la région, par le dialogue direct et en accord avec la Constitution".

Governor Najmladin Karim: Security Trench Will Make Kirkuk Safer

by RUDAW.net

ERBIL, Kurdistan Region – For the past decade Kirkuk has remained one of Iraq’s deadliest cities, but its governor says that since his election two years ago much has changed, including better security, more jobs and longer hours of electricity.

“Electricity has improved, unemployment rates have dropped and a large number of people have been employed with the money that used to be returned to Baghdad,” governor Najmladin Karim said in an interview with Rudaw.

Over the past decade the multi-ethnic province has witnessed some of the deadliest attacks by Islamist and other insurgent groups. Most recently a car bomb, targeting officials of the city’s Turkmen Front in Tuz Khurmatu, killed its deputy chief and several others.

But Karim, 64, said that the police and security forces are in a constant fight with those groups in order to improve the province’s security and stability. He said things had improved since the capture of senior leaders of Al-Qaeda and other extremist Sunni groups in southern Iraq.

Karim said that a project is underway to dig a three-meter by two-meter trench around Kirkuk

to prevent bombers from infiltrating the city. “Digging the trenches has made a huge difference,” he said. “I am sure the security situation will be much better after its completion.”

Kirkuk is at the heart of a stretch of so-called disputed territories claimed by the autonomous Kurds in the north and the Iraqi central government. The Iraqi constitution stipulates that only the people of Kirkuk can decide through a referendum whether the province should be attached to the Kurdish regions or remain under central government control.

Karim, a native of Kirkuk, said he has tried to curb the interference of Kurdish political parties in his work and that jobs are given based on merit, not nepotism or contacts.

He also described his relations with the city’s Arab and Turkmen ethnic groups as “excellent.” He said, “We have good relations with their leaders, too.”

In the Rudaw interview, Karim dismissed a report by a local newspaper that he had sole control over the province’s share of oil money, and that he had awarded some companies with millions of dollars for contracts.

“The petrodollar budget is sent from Baghdad based on project proposals,” he said. “The



governor does not control this budget.”

He said that even the budget to build the governor’s office comes from the Ministry of Planning, and in instalments.

The governor said that in the past two years he has rooted out certain local officials who used to award project contracts to companies in which they had shares. He added that that this year alone, he has blacklisted more than 10 companies.

A senior official in the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), Karim said he was elected governor based on an agreement between his party and the Kurdistan Democratic Party (KDP).

However, he said he maintains good relations with all parties in the province, including the

opposition. “I am the governor of all Kirkukis,” he said. “I am not the governor for any certain political party.”

Karim said that Kurdish officials in Erbil can prove their claims that Kirkuk is a Kurdish city by giving its people the right to vote in the region’s parliamentary elections and the writing of the draft constitution.

“The people of Kirkuk and other Kurdish cities outside of the Kurdistan Region should have a say,” he said. “That is because this (Kurdish) parliament makes decisions for the whole population of South Kurdistan.”

“Not only the Kurds in these areas, but the Arabs and Turkmen too have the right to vote on the Kurdistan constitution,” he added. ■



July 03, 2013

By Salam Faraj /AFP

BAGHDAD – A bombing on Baghdad’s southern outskirts killed seven people Wednesday, the latest in a three-day wave of bloodshed targeting Shiite Muslims that has left 113 dead amid fears Iraq is slipping back into all-out sectarian war.

The surge in violence also wounded more than 300 others, and comes as the country grapples with a protracted political standoff and months of anti-government protests, with analysts warning the deadlock is unlikely to be resolved at least until general elections due next year.

No group has claimed responsibility for the killings, but Sunni militants linked to Al-

Iraq attacks on Shiites kill 113 in three days



Qaeda often target Shiites, whom they regard as apostates.

In the latest attack, a bomb went off in the Nahrawan area of southeast Baghdad on

Wednesday morning, killing seven people and wounding at least 14 others, security and medical sources said.

It came after a wave of bombings and shootings across Iraq a day earlier killed 57, with 49 others having died in violence on Monday.

And, according to one lawmaker, the situation is unlikely to get any better as Iraq heads into Ramadan, traditionally a month when insurgents look to step up their attacks.

“Nothing will change,” Hassan Jihad, a Kurdish MP on parliament’s security ⇒

⇒ and defence committee, told AFP.

"This month will not be better because the security forces will carry out the same routine, there will be no change in their activities."

And "they (militants) will continue to show that they are everywhere, that they can reach any place."

The worst of Tuesday's violence struck Baghdad, with at least six car bombs hitting markets and commercial areas in predominantly Shiite neighbourhoods, leaving 42 people dead and more than 100 wounded.

Four others were killed in shootings in the capital, while bombs were also set off in the mostly-Shiite southern cities of Basra, Amara and Samawa, as well as the Sunni Arab cities of Abu Ghraib, Kirkuk, Baquba and Mosul.

Tuesday's violence came a day after a series of attacks north of Baghdad left 49 people dead, among them 23 in a suicide bombing at a funeral in a Shiite religious hall.

The United Nations has said that more than 2,500 people were killed in a surge of violence from April through June.

Figures compiled by AFP, meanwhile, showed the death toll in that time was more than twice that of the first three months of the year.

Attacks in recent months have targeted a wide cross-section of Iraqi society -- government buildings and security forces were hit by car bombs, mosques were struck by suicide attackers, anti-Qaeda militiamen were shot dead, and Iraqis watching and playing football were killed by blasts.

Many of those attacks have struck

Baghdad, but shootings and bombings have also been concentrated in the Sunni Arab north and west of the country.

The surge in violence comes amid a protracted political standoff within Iraq's national unity government.

While political leaders have pledged to resolve the dispute, with Prime Minister Nuri al-Maliki meeting his two main rivals last month, no tangible measures have been agreed.

Meanwhile, tensions have continued along a swathe of disputed territory in north Iraq, and months of protests among the Sunni Arab community have continued unabated, albeit in smaller numbers since provincial elections earlier this year. ○

Iraqi Kurd President Makes Symbolic Baghdad Visit

BAGHDAD — July 07, 2013 /Reuters / By Suadad al-Salhy

THE PRESIDENT of Iraqi Kurdistan, Masoud Barzani, visited Baghdad on Sunday for the first time in more than two years, in a symbolic step to resolve disputes between the central government and the autonomous region over land and oil.

The visit follows an equally rare trip by Iraqi Prime Minister Nuri al-Maliki who met Barzani in Kurdistan last month, breaking ice between leaders who have repeatedly accused each other of violating the constitution.

There was no breakthrough then or on Sunday, but Barzani described himself and Maliki as "brothers" and said they had agreed to "reactivate" committees previously formed to try to resolve their long-running disputes.

"True, there are problems and different orientations ... but we have a constitution to refer back to as a reference to agree on appropriate solutions, and now there is a real will to resolve the problems," said Barzani at a joint news conference.

The constitution itself is a source of contention, because the two sides interpret it differently and disagree on the extent to which power should be centralized in Baghdad or devolved to the provinces.

The last time Barzani was in Baghdad was in 2010, during protracted negotiations that eventually produced the "Arbil agreement", under which a power-sharing central government was formed between Shi'ite Muslims, Sunnis and ethnic Kurds.

That bargain, like others thereafter, was never fully implemented, and the central government in Baghdad and the Kurdish region have since been at odds over oil and disputed territories along their internal boundary.

In recent years, the Kurds have signed contracts on their own terms



with the likes of Exxon Mobil, Total and Chevron Corp, antagonizing Baghdad, which says it alone has the authority to control exploration and export of Iraq's oil.

A decade after the U.S. led-invasion that toppled former dictator Saddam Hussein, legislation to govern the world's fourth largest crude reserves remains caught up in Iraq's deadlocked parliament.

In the meantime, the Kurds have passed their own oil and gas law and are currently laying the final stretch of an independent export pipeline to Turkey that could reduce their reliance on Baghdad for a share of the national budget.

Better relations with the Kurds would help insulate Maliki from the fallout from the civil war in neighboring Syria, which has inflamed sectarian tensions in Iraq and spurred Sunni insurgents to take on the Shi'ite-led central government.

Shi'ite lawmakers and analysts said a rapprochement was of mutual interest to Barzani and Maliki, who are both under pressure from domestic opposition and instability spilling over from Syria.

"Arbil needs Baghdad and Baghdad needs Arbil. If Barzani can't get rid of Maliki, the only option is to work with him," said Ramzy Mardini at the Beirut-based Iraq Institute for Strategic Studies. "As long as Arbil is financially dependent on Baghdad, there's no other way around it. Luckily for Barzani, Maliki needs his cooperation for the moment too." ●

Iran : Un climat moins pesant pour négocier

Farhad Khosrokhavar

Directeur de recherche à l'EHESS

L'élection de Hassan Rohani comme président de la République pour les quatre années à venir relance la question du nucléaire. Il est connu, et Mahmoud Ahmadinejad, le président sortant, l'a dit à la fin de son mandat : le dossier nucléaire n'était pas de son ressort. C'est le Guide suprême, l'ayatollah Khamenei, qui détient le pouvoir de décision et, jusqu'à présent, il a refusé de donner son aval à un compromis qui serait, à ses yeux, une capitulation devant un Occident dominateur et arrogant.

Le dossier traîne depuis au moins le mandat de Mohammad Khatami, élu pour la première fois en 1997. Sous sa présidence, l'équipe iranienne, menée par Hassan Rohani, avait dans un premier temps réussi un compromis avec l'Occident, au prix de l'arrêt de l'enrichissement de l'uranium, compromis remis en question sous Ahmadinejad en 2005. L'ayatollah Khamenei compara, par la suite, sans le nommer directement, Khatami à « *Chah Sultan Hussein* », le souverain safavide qui accepta passivement la défaite iranienne devant l'invasion étrangère (par l'armée afghane) en 1722. On enleva dès lors les scellés de l'usine de l'enrichissement et on redémarrà le processus pour atteindre, en quelques années, le seuil critique de l'uranium enrichi aux alentours de 20 %.

La communication avec les pays occidentaux se transforma progressivement en un dialogue de sourds. Du côté occidental, on vise à mettre fin à tout enrichissement qui pourrait rendre possible la production de la bombe atomique. Du côté iranien, on voudrait maintenir les coudées franches afin de procéder à un enrichissement qui n'est pas interdit par le traité de non-prolifération nucléaire. Sous Ahmadinejad, un compromis mené sous le patronage du Brésil et de la Turquie pour l'arrêt de l'enrichissement fut rejeté par les puissances occidentales, amplifiant les soupçons mutuels : pour les Iraniens, les Américains visent à dénier à l'Iran son droit imprescriptible à l'enrichissement de l'uranium, sous prétexte d'interdire la production de la matière fissile pour la fabrication d'une bombe. Pour les Occidentaux, l'Iran cherche avant tout à gagner du temps pour se rapprocher du seuil irréversible de l'enrichissement qui lui permettrait de passer à la production de la bombe.

Tant qu'Ahmadinejad était au pouvoir, le dialogue était en plus vicié par ses déclarations intempestives, notamment au sujet du déni de la Shoah, de son désir d'annihilation de l'Etat juif et de ses diatribes contre l'Occident. La suspicion envers la théocratie iranienne était ainsi doublée de la présence importune d'un président qui ne respectait pas le « minimum de la décence » dans ses propos inconsidérés.

Avec l'élection de Rohani, on est face à un technocrate qui manie, malgré son turban, le langage diplomatique avec beaucoup plus de doigté et évite les provocations gratuites. Il a déclaré vouloir améliorer ses relations avec les pays arabes et l'Occident et a promis de donner des gages de bonne foi au sujet du nucléaire. Mais la situation n'est plus la même qu'il y a une décennie. Nombre de spécialistes du nucléaire soulignent que l'Iran détient désormais le savoir-faire pour passer à la production d'une bombe. L'essentiel est de savoir s'il entend franchir ce seuil symbolique ou pas.

S'il le fait comme la Corée du Nord, cela change la donne régionalement. L'Égypte, l'Arabie saoudite et la Turquie voudront également accéder à la bombe et le traité de non-prolifération perdra une grande part de sa crédibilité sur le plan international. Il faudrait donc pour l'Iran renoncer à l'enrichissement de l'uranium comme gage de bonne volonté, afin que les négociations puissent aboutir, compte tenu de son savoir-faire acquis.

Le problème du côté iranien est d'abord la nature du pouvoir théocratique. Sous Khatami et Ahmadinejad, une conclusion satisfaisante de la négociation aurait entraîné un surplus de légitimité pour le président de la République, diminuant à terme le pouvoir du Guide suprême. Tout au long de l'histoire de la République islamique, le président a été en tension avec le Guide suprême. Les Guides successifs ont marqué leur hégémonie en mettant au pas les présidents récalcitrants. Or, avec l'élection de Rohani, on peut présumer que cette compétition en termes de légitimité ne revêt plus la même acuité. L'ayatollah Khamenei est considéré comme le détenteur ultime du pouvoir et le président, un technocrate bon teint dans sa soixantaine, ne semble pas viser à supplanter le Guide. Les relations semblent plus apaisées, le président ayant intériorisé les leçons de ses prédécesseurs.

Le nouveau président ne pourra pas faire plier le Guide s'il persiste dans son attitude de refus de compromis avec l'Occident

Tout se concentre donc sur le Guide. Voudrait-il aboutir à une conclusion heureuse des négociations avec l'Occident qui fasse sortir l'Iran du marasme économique dans lequel il se débat, ou pense-t-il qu'il n'est pas possible d'entamer des négociations sincères et équilibrées avec l'Occident ?

Sa vision du monde est ancrée dans une méfiance profonde à l'égard de l'Amérique. Il a été le traducteur de Seyed Qotb (1906-1966), le révolutionnaire islamiste égyptien exécuté par Nasser (1918-1970) qui, comme lui, voyait en l'Occident l'ennemi intransigeant de l'islam. Quant à l'Amérique, voudra-t-elle humilier l'Iran en cherchant à lui imposer des conditions draconiennes ou est-elle prête à une paix des braves, version iranienne ?

Le trinôme Guide-président Rohani-Amérique est traversé par de multiples lignes de tension dont le dénouement ne dépend pas du côté iranien de Rohani, le pouvoir de décision ultime étant aux mains de l'ayatollah Khamenei. M. Rohani pourra déminer le terrain en mettant fin à la détestable atmosphère de méfiance et de mutuelle récrimination qui régnait sous Ahmadinejad. Il pourra apaiser les craintes des pays arabes quant à l'éventuelle volonté d'hégémonie de l'Iran dans la région. Mais il ne pourra pas faire plier le Guide s'il persiste dans son attitude de refus de compromis avec l'Occident, de même qu'il ne pourra pas forcer les pays occidentaux à assouplir leur position, si la volonté de « neutraliser » l'Iran, poussée par le gouvernement israélien et les « groupes faucons » américains, persiste comme par le passé.

Dans les six mois à venir, on assistera à un jeu complexe dont l'aboutissement est loin d'être connu d'avance, tant la méfiance mutuelle et la suspicion de double jeu alourdit l'atmosphère générale des négociations des deux côtés. Toutefois, ladite atmosphère sera moins pesante que sous l'ancien président. ■

Des députés européens remettent en question les aides à la Turquie

Le pays, candidat à l'adhésion à l'UE, a reçu 4,8 milliards d'euros de Bruxelles depuis 2007

Bruxelles
Bureau européen

La Turquie, qui espère voir relancées prochainement les négociations en vue de son adhésion à l'Union européenne (UE), a reçu, depuis 2007, 4,8 milliards d'euros pour faciliter son adaptation aux critères européens, alors même qu'un seul des 35 chapitres de la négociation entre Ankara et les autorités de Bruxelles a pu être conclu.

Long, complexe et politiquement sensible, le processus d'adhésion à l'UE prend, dans le cas de la Turquie, des allures de marathon sans fin. Il a démarré en 2004 et pourrait, selon certains, durer encore une dizaine d'années au minimum. Sa conclusion est d'autant plus douteuse qu'Ankara, par exemple, refuse toujours de recon-

naître un Etat déjà membre, Chypre, ce qui paralyse notamment tout accord de libre-échange. Certains pays, dont la France alors présidée par Nicolas Sarkozy, mais aussi l'Allemagne et l'Autriche, se sont en outre opposés à la discussion de tout chapitre qui pourrait supposer une sorte de préadhésion.

Aujourd'hui, Ankara considère que l'intégration reste « une priorité stratégique », ainsi que l'a expliqué, samedi 29 juin, le ministre des affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, à l'hebdomadaire allemand *Focus*. Et l'Europe encourage financièrement la Turquie pour l'aider à préparer une adhésion toujours improbable : l'instrument d'aide de préadhésion (IAP) de la Commission, approuvé par tous les Etats, permet de verser, en moyenne, 685 millions d'euros par an à Ankara. « Ce n'est pas une

aide au développement, mais un moyen d'aider à une possible adhésion et de faciliter l'intégration des critères européens », souligne Peter Stano, porte-parole du commissaire à l'élargissement, Stefan Füle.

Les principaux objectifs de l'IAP sont l'édification d'institutions démocratiques et d'une économie de marché, une amélioration de la capacité administrative, le développement régional et rural, etc.

Certains eurodéputés se sont émus récemment, au moment de la violente répression des manifestations antigouvernementales, que l'UE ne remette pas en cause cette aide. Dans une tribune virulente parue dans le quotidien néerlandais *De Volkskrant* le 25 juin, l'un d'eux, Derk Jan Eppink, élu du parti belge Liste Dedecker, reprochait aux dirigeants européens de « nourrir leurs adversaires », dont le président turc, Recep Tayyip Erdogan. D'autres déplorent le manque de clarté et de transparence quant à l'utilisation des fonds de l'IAP. Et s'étonnent que les rapports sur l'état d'avancement des réformes dans les pays candidats ne comportent pas un volet financier détaillé.

Réforme pour 2014

La Commission européenne annonce pour 2014 une réforme de cette politique ambitieuse qui a été dotée, pour 2007-2013, d'un budget global de 11,5 milliards d'euros,

affectés à neuf Etats : outre la Turquie et l'Islande, sept Etats des Balkans sont candidats à l'adhésion. La Serbie touchera, par exemple, 208 millions d'euros en 2013, tandis que l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la Bosnie-Herzégovine et l'Albanie en recevront respectivement 113, 109 et 95.

Il s'agirait de modifier l'usage de ces fonds pour les rendre « plus efficaces », selon la formule de la Commission. Qui défend toutefois leur principe au nom du réalisme. « Ils sont à la fois un bon investissement et une préservation de nos intérêts, affirme M. Stano. Ces pays font partie de notre voisinage immédiat. Avec ces fonds, ils peuvent mener à bien des réformes, renforcer leurs institutions, améliorer leurs critères environnementaux, lutter plus efficacement contre la criminalité. »

Pour la Commission, la stabilité et la sécurité de l'Europe s'en trouvent, du coup, améliorées et le contrôle des frontières, l'immigration ou l'approvisionnement énergétique sont sous surveillance. « Enfin, l'investissement dans les pays candidats à l'élargissement peut créer de nouvelles opportunités pour nos entreprises », conclut le porte-parole de M. Füle. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS

Les complots fleurissent sous les pavés de la place Taksim

Yigit Bulut est, depuis début juillet, le nouveau conseiller en chef du premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan. Une promotion-récompense pour cet ancien directeur de l'information de la chaîne 24, qui chantait à l'antenne les louanges du gouvernement. Au point d'être l'un des plus zélés pourfendeurs des contestataires de la place Taksim.

Après avoir qualifié les manifestants de « casseurs », de « marginaux » et de « terroristes », les responsables de l'AKP, le parti islamo-conservateur au pouvoir, et les médias progouvernementaux ont utilisé toutes sortes de théories conspirationnistes pour

discréditer le mouvement de protestation qui a éclaté, fin mai, à Istanbul. Sont visés, pêle-mêle, le lobby de la finance internationale, les réseaux sociaux, « la diaspora juive », les médias étrangers... Ou encore la compagnie aérienne Lufthansa, qui aurait, selon M. Bulut, financé les manifestations, trop effrayée par la concurrence de Turkish Airlines.

Pour M. Erdogan, le milieu de la finance internationale serait le premier responsable de cette situation. A commencer par le milliardaire américain George Soros, pourtant autrefois brocardé par l'opposition pour son prétendu soutien au parti au pouvoir.

« C'est le même jeu qui est joué en Turquie et au Brésil, le même

piège, le même objectif », a expliqué, fin juin, le premier ministre turc. « Le bouton pour activer les émeutes dans les deux pays a été poussé depuis le même centre », avait-il déclaré au Parlement.

Les médias étrangers, CNN, Reuters et la BBC en tête, ont été accusés de tenir un rôle-clé dans cette écriture d'une « propagande » contre le gouvernement. La chaîne américaine a rétorqué, lundi, dans un communiqué, qu'elle « assumait son traitement de la Turquie ». La journaliste du service turc de la BBC, Selin Girit, a, elle, été accusée d'être « une espionne britannique » par le tonitruant maire d'Ankara, Melih Gökçek, au point de devenir son bouc émissaire sur Twitter.

« Du travail d'Arménien »

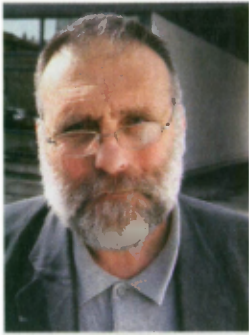
D'obscures forces extérieures seraient impliquées dans ce grand complot contre l'AKP. « Sinon, que

feraient tous ces étrangers venus de différentes parties du monde à Taksim ? », a interrogé M. Erdogan d'un air entendu. On y retrouve les éternels ennemis de l'intérieur, la cinquième colonne guettant depuis un siècle tout faux pas du pouvoir pour affaiblir la Turquie. « C'est du travail d'Arménien », a déclaré au sujet de la révolte de la place Taksim le lutteur Riza Kayaalp, porte-drapeau de la Turquie aux Jeux méditerranéens de Mersin, en juin.

Le 1^{er} juillet, le vice-premier ministre, Besir Atalay, a poussé encore plus loin la théorie conspirationniste vers l'antisémitisme : « Ceux qui, à l'intérieur comme à l'extérieur, sont envieux de la puissance de la Turquie, sont en train de s'unir », a-t-il lancé, accusant « la diaspora juive » d'être au cœur de la machination. ■

GUILLAUME PERRIER
(ISTANBUL, CORRESPONDANCE)

Chrétiens de Syrie: un reliquaire?



PAOLO DALL'OGLIO
prêtre jésuite italien,
refondateur dans les
années 1980 du monastère
catholique syriaque de Mar
Mûsa (monastère de saint
Moïse l'Abyssin), au nord
de Damas; auteur de « la
Rage et la Lumière », avec
Eglantine Gabaix-Hiale,
Editions de l'Atelier, 2013.

On me demande pourquoi les chrétiens devraient rester en Syrie. La question est plutôt celle-ci: restera-t-il encore des chrétiens en Syrie? Eux qui sont ici des autochtones, qui ont participé à la création d'une civilisation étonnante et fertile. Ils ont su vivre avec les juifs aussi au sein d'un Etat musulman. Ils ont été des partenaires actifs et enthousiastes. Le bon voisinage entre fils d'Abraham (le grand patriarche biblique père des juifs, des chrétiens et des musulmans) a une portée théologique et sociologique. Puis, par étapes, la chrétienté syrienne s'est restreinte et appauvrie. Et la crise actuelle risque d'en laisser seulement quelques vestiges ayant valeur de reliques. En général, les chrétiens n'ont pas pu se lancer massivement dans la révolution comme leurs concitoyens sunnites. Ils n'ont pas tous voulu non plus, Dieu merci, se ranger de manière compacte avec les Alaouites du côté du régime et de sa répression horrible. Ceux qui avaient déjà de la famille à l'étranger ont pris la voie de l'exil. Les plus pauvres restent et encourent les mêmes risques que les autres. Mais l'infiltration et la pénétration de groupes extrémistes sunnites radicaux clandestins (les mêmes que le régime des Assad avait envoyés en Irak après 2003) dans les rangs de la révolution a donné lieu à des attentats explicitement antichrétiens, comme en Irak, semant une terreur que les

bonnes déclarations et les grands principes de la révolution ne peuvent contraster efficacement. La question devient: les chrétiens pourront-ils rester? Cela dépend directement de la capacité de la révolution à assurer la sécurité de tous. Subir ensemble les bombardements, oui, mais les assassinats prémédités de chrétiens font peur, alors ils partent. Chez les Kurdes du Nord-Est où les quelques chrétiens qui demeurent sont en sécurité et forment un premier reliquaire, comme en Irak. A l'ouest, d'une façon ou d'une autre, les chrétiens de la côte partageront le destin des Alaouites (le clan des Assad). Mais si les massacres subis par les sunnites de l'Ouest continuent de la sorte, les chrétiens risquent à la fin d'être mis dans le même panier que les partisans alaouites du régime, et donc de subir des vengeances. Le reste de la Syrie est dans la tourmente. Damas et Alep attendent de tomber. L'angoisse et l'espérance se mêlent. Si les Amis de la Syrie interviennent rapidement, et si les démocrates – en majorité musulmans sunnites – reçoivent l'aide nécessaire, alors il se peut que des chrétiens décident de rester pour rebâtir la patrie dans une liberté partagée. Tout retard et tout manque de discernement, en revanche, conduiront à l'extinction d'une communauté fondée il y a deux mille ans par les Apôtres de Jésus.

Le Monde

Mardi 9 juillet 2013

Ahmed Jarba, un proche de l'Arabie saoudite, élu à la tête de l'opposition syrienne

L'Arabie saoudite est de retour au premier plan du monde arabe. Après la chute du président égyptien, Mohamed Morsi, qui était un poulain de l'émir du Qatar, grand rival de la monarchie saoudienne, Riyad a eu un second motif de satisfaction avec l'élection, samedi 6 juillet, de son protégé, Ahmed Assi Jarba, à la tête de la Coalition nationale syrienne, la principale plateforme de l'opposition au régime de Bachar Al-Assad.

Au troisième jour de leur réunion à Istanbul, les 114 membres de la Coalition ont désigné, par 55 voix contre 52, M. Jarba, un chef tribal arabe sunnite, proche de l'Arabie saoudite et opposant notoire au régime syrien.

Né en 1969 à Qamishli, dans le Kurdistan syrien, M. Jarba avait été emprisonné à deux reprises: une première fois à la fin des années 1990, sous Hafez Al-Assad, puis à nouveau en mars 2011, quelques jours après le déclenchement de la révolution syrienne. Libéré en août 2012, il s'était enfui en Arabie saoudite, où il réside.

Le principal concurrent de M. Jarba, Moustapha Al-Sabbagh était un homme d'affaires proche du Qatar. C'est aussi le cas de Ghassan Hitto, qui occupe le poste de premier ministre du gouvernement provisoire de la Coalition, qui n'a jamais eu d'action effective sur le terrain. La victoire de M. Jarba marque un revers pour les Frères musulmans syriens, soutenus par le Qatar et qui formaient jusqu'à récemment le bloc le plus important au sein des instances représentatives de l'opposition.

Livraison d'armes accélérée

Ahmed Jarba, qui succède à Moaz Al-Khatib, démissionnaire en mars, était chargé jusqu'à présent du dossier de l'armement au sein de la Coalition. L'entrée en scène décisive du Hezbollah, au côté du régime syrien, permettant la reprise de la ville stratégique de Qoussair en juin, a entraîné une mobilisation de l'Arabie saoudite qui voit dans l'intervention de la milice libanaise une intolérable ingérence chiite pro-iranienne sur la scène régionale.

Depuis, Riyad a accéléré ses livraisons d'armes à la rébellion syrienne et nettement rehaussé la qualité des équipements livrés. Des vidéos ont ainsi permis d'attester la présence de missiles sol-air chinois de dernière génération, ainsi que de missiles antichars français de type Milan, notamment dans la région d'Alep, où le régime et ses alliés projetaient une contre-offensive qui a fait long feu.

Bloquée à Alep, où elle ne dispose pas de la puissance de feu et de troupes suffisantes, l'armée syrienne, et ses alliés libanais, a décidé de concentrer ses efforts

sur la ville de Homs, un carrefour stratégique au centre de la Syrie, que le pouvoir syrien n'a jamais réussi à prendre définitivement malgré ses offensives répétées; notamment contre le quartier de Baba Amro en février 2012.

L'offensive contre Homs est entrée dans son dixième jour. « Nous avons eu confirmation d'informations faisant état de recours à des armes chimiques contre des civils innocents », a accusé, samedi, à Istanbul le porte-parole de la Coalition. M. Jarba a annoncé, au lendemain de son élection, des livraisons prochaines d'armes sophistiquées en faveur de l'Armée syrienne libre. Ses connexions saoudiennes devraient l'y aider. ■

CHRISTOPHE AYAD

■ Les islamistes turcs font davantage preuve d'incompétence que de dogmatisme

Cengiz Aktar

Politologue à l'université de Bahçeşehir

Le dernier parti issu du vieux courant d'islam politique en Turquie, le Parti pour la justice et le développement (AKP), est au pouvoir depuis novembre 2002. L'Occident et la Turquie étaient perplexes. Allait-on assister à une seconde équipée antidémocratique et antioccidentale comme en Iran, à proximité immédiate de l'Europe ?

Or cette Turquie-là était déjà en contact avec l'Union européenne (UE) et le Fonds monétaire international, deux rapports nécessaires – mais pas suffisants ! – pour sa normalisation politique et économique. En effet, il fallait une volonté interne forte et légitime pour entrer en synergie avec ces deux dynamiques externes. L'AKP représentait la masse de croyants qui a été exclue des sphères politique et publique par l'élite modernisatrice laïque et jacobine dès la création de la République, en 1923. D'autres l'ont également été, comme les Kurdes ou les non-musulmans qui ont été exterminés, et ce furent les représentants de l'islam politique qui arrivèrent au pouvoir.

Très vite, le gouvernement de l'AKP se lance dans la foulée de son prédécesseur pour approfondir les réformes démocratiques, les mesures de stabilisation macroéconomique et le lancement de chantiers inédits comme la Sécurité sociale universelle, les transports publics, les réseaux de communication interurbains, les logements et surtout la consommation de masse, clef de voûte du dispositif de l'AKP.

Des réformes symboliques qui ne relèvent pas forcément de la politique musulmane, comme l'abolition de la peine de mort – une première dans un pays musulman – ou encore une démilitarisation vigoureuse de la vie politique, se mettent en place. La démilitarisation – d'actualité de par le monde arabe – fait froncer des sourcils en Europe et en Turquie, où l'armée est vue par certains comme l'unique garante possible de la laïcité turque. Vaine méfiance, tant et si bien que, l'armée prenant le chemin de sa caserne, la voie réformiste se dégage davantage pour finir par inclure les Kurdes.

Arrivé en 2005, le bilan réformiste est tel que l'UE, malgré ses rigidités antédiluviennes par rapport à une Turquie européenne, est amenée à donner le feu vert des négociations d'adhésion. C'est que les tenants de l'islam politique ont réussi, là où de nombreux gouvernements ont échoué depuis 1923, à ouvrir l'espace politique et à sustenter la démocratie. Au total, la communauté internationale a assisté au développement d'une synthèse inédite entre modernité et islam, contredisant du coup le cliché sur l'impossibilité structurelle de l'islam à pouvoir accepter démocratie et modernité. La Turquie s'est aussi propulsée au-devant de la scène comme un modèle pour la région. Bien que chaque pays ait sa propre histoire et que le cas turc reste difficilement transposable, « l'islam politique façon Turquie » devient une alternative crédible aux autocraties voisines.

Cependant, l'expérience a du mal à résister au temps et l'islam politique turc commence à se retransformer, victime de la surconfiance acquise à coups de

succès politiques et économiques. Depuis les élections parlementaires de 2007, mais surtout après celles de 2011 remportées haut la main, l'AKP finit par se muer en parti classique de droite, autoritaire, moraliste, néoconservateur en économie et hégémonique grâce au manque cruel d'alternative crédible. L'AKP a toujours été en avance sur son riyal immédiat, le Parti républicain du peuple (CHP), parti fondateur de la République, incapable de se débarrasser des tabous fondateurs : centralisme, laïcisme militant, ostracisme vis-à-vis des minorités non musulmanes.

Vient s'y ajouter l'usure du pouvoir de Recep Tayyip, premier ministre et leader incontesté du parti. Erdogan, qui, après les dernières élections, se sent pousser des ailes pour réclamer un système présidentiel à la Poutine, taillé sur mesure pour sa gouverne. Entre-temps, le vent d'Ouest s'est tari sous les coups conjugués d'Européens frileux et d'un gouvernement turc surconfiant sur ses capacités de mener seul sa barque.

L'obstination et la préférence d'Erdogan pour le conflit plutôt que pour le consensus risquent d'approfondir le tropisme multipolaire du pays dans les mois et les années à venir

Le conte de fées se transforme en mauvais rêve : mesures symboliques touchant à la vie privée, valse-hésitation pour la rédaction d'une nouvelle Constitution afin de remplacer celle héritée du coup d'Etat de 1980, laborieuse paix avec les Kurdes et, plus récemment, contestation citoyenne partie d'un jardin public en plein centre d'Istanbul à Taksim qui le premier ministre, « déguisé » en promoteur immobilier, voulait raser pour y construire une réplique kitsch d'une caserne militaire ottomane. L'homme est un micro-manager invétéré qui prend les décisions seul, sans aucune consultation.

Rappelant davantage Mai 68 et les « indignés » de son voisin grec que le réveil arabe, la contestation, durement réprimée par la police, s'étend à d'autres villes où d'éclectiques groupes de gauche et de droite se côtoient dans la furie antigouvernementale.

On ne sait pour l'heure ce qui en restera mais une chose est sûre, c'est que le confort gouvernemental de M. Erdogan est terminé à jamais. Son obstination et sa préférence pour le conflit plutôt que pour le consensus risquent d'approfondir le tropisme multipolaire du pays dans les mois et les années à venir.

Alors qu'en penser ? Malgré les quelques tentatives moralisatrices rappelant les évangélistes américains à propos de la consommation d'alcool et l'avortement, la dérive des tenants de l'islam politique relève moins du dogmatisme religieux que de maladresses et d'incompétences en ce qui concerne les techniques de résolution des conflits, de gestion de crises et d'ingénierie sociale appropriée.

Que conclure ? Essoufflement de l'islam politique turc qui atteint ses limites « naturelles » en considérant la « quantité » de démocratie suffisante ? Sonnette d'alarme pour l'Europe qui a trop vite lâché l'ancre du bateau Turquie ? La fin du « modèle turc » ? L'avenir le dira. En revanche, la société civile, renforcée par le pouvoir de l'islam politique, est là pour rester, sinon pour assurer le modèle. ■

Iraqi Kurdish Parties Dispute Law Extending Barzani Presidency

By: Abdel Hamid Zebari for Al-Monitor Iraq Pulse
www.al-monitor.com

The Iraqi Kurdistan parliament ratified two laws that will extend the term of Iraqi Kurdistan Region President Massoud Barzani by two years and extend the current parliamentary session for two months. This comes amid signs of an objection to the decision by the three main Kurdish opposition forces — the Movement for Change, the Islamic Group and the Kurdistan Islamic Union — who are talking of ways to pressure the government in case the laws go into force, including organizing demonstrations against Mr. Barzani. The Iraqi Kurdistan parliament's regular session on June 30, 2013 devolved into physical fighting, with members of the three opposition blocs attacking the parliament speaker with water bottles.

The opposition forces in the Iraqi Kurdistan parliament control 35 out of 111 seats — 25 for the Movement for Change, four for the Islamic Group and six for the Islamic Union. This is compared to the 59 seats of the Kurdish bloc, which represents the ruling Kurdistan Democratic Party (KDP), led by Barzani, and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), led by Iraqi President Jalal Talabani.

The number of opposition MPs do not constitute the quorum required to reject the laws, whereas the Kurdish bloc was able to do so, given that laws are ratified after the approval of a two-thirds majority of MPs.

A statement by the Iraqi Kurdistan parliament mentioned that the law, which was ratified by a parliamentary majority, extends the term of the Kurdistan region president from Aug. 20, 2013, to Aug. 19, 2015.

Moreover, Article 10 of the law of the presidency of the Kurdistan Region of Iraq specifies, "The president of the region is authorized to promulgate laws enacted by the Iraqi Kurdistan National Assembly (parliament) within 10 days as of the date of their enactment. The president may completely or partially object to these laws and refer them back to parliament for re-examination. The parliament's decision on these referred laws shall be deemed final."

The focus is currently on Barzani to show his position regarding these two laws after his July 4 return from his European tour, which included stops in Russia, Romania and France. He then went to Baghdad to meet with Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki after a three-year rupture.

The Iraqi Kurdistan Region presidency announced on July 1 that Barzani would express his position upon his return from his tour.

For its part, the Kurdish opposition in the Iraqi Kurdistan parliament — the Movement for Change, the Islamic Group and the Kurdistan Islamic Union — is considering several options to exert pressure on Kurdistan's presidency, if Barzani were to sign the laws.

The opposition, which has not yet made a final decision, is heading toward either mobilizing the Kurdish public opinion, withdrawing from the political process or collecting signatures of citizens.

In a statement to Al-Monitor, Ashti Aziz, an MP in the Movement for Change, said, "The opposition forces do not exert direct pressure on the Kurdistan region president. Yet they are putting pressure on the public because this issue has become important for the public and is a clear violation of many laws, including the Iraqi Kurdistan parliament internal bylaws, the draft constitution before it goes into force and a direct violation to the Kurdistan Region Presidency Law."

Ashti Aziz emphasized, "The pressure entirely goes toward creating a [favorable] public opinion regarding the issue and mobilizing the Kurdish street not to accept violations [made] by parties in power." Aziz sees the steps taken by Barzani since his return from Europe as being unresolved and prove that thus far he has not made a final decision on whether or not he will sign the two laws.

"I think that all steps taken by the president of the Kurdistan region are unresolved and not well considered, for if this was not the case, he would have consulted Kurdistan's citizens and made a speech. Yet a



Iraq's Parliament Speaker Osama al-Nujaifi (R) meets with Iraqi Kurdish President Massoud Barzani (L) in Baghdad, July 7, 2013. (photo by REUTERS/Azad Lashkari)

week has passed without getting any position from him," she added.

Ashti Aziz said, "I believe that Barzani's intention is to sign the laws, yet he fears the reaction of the Kurdish street and opposition forces. For this reason, we see him taking his time before signing and announcing his position."

Observers believe that Barzani's meeting with Kurdish parties, whether or not they have seats in parliament, does not affect the political process in Kurdistan.

In this regard, political analyst Zarzis Cooley Zadeh told Al-Monitor, "These forces and parties are very small. They are more groups than parties or political movements. They are founded on financial interests and privileges, not on an intellectual and political ideology. They are not similar to the opposition parties, which were founded on religious or intellectual beliefs, or on a reformist idea."

He said, "Many of these parties could not get a single seat in the Iraqi Kurdistan parliament, so how will they have influence on public opinion to support Barzani's decisions?"

Moreover, in a position that seems strange to the political scene in Kurdistan, Sirwan Zahawi — a former MP from the Kurdistan Alliance bloc in the Iraqi parliament, and a member of the KDP — said that the two recent laws to extend Barzani's term and the current parliament session are illegal, according to the Iraqi Kurdistan parliament's internal bylaws.

In a statement to Al-Monitor, Zahawi said, "After a six-day study, I came to the conviction that the laws ratified by the Iraqi Kurdistan parliament on June 30, 2013, are not in accordance with Articles 54, 59 and 71 of the amended Iraqi Kurdistan parliament law No. 1 for 1991."

He added, "The majority has the right to promulgate laws. However, it should not violate the applicable laws or the institutional work of the Iraqi Kurdistan parliament, and it should use legal methods." He also explained that the Kurdistan region is in the process of building an institutional state and does not have to violate the applicable laws, stressing the need not to breach the laws. At the same time, he called on Barzani to demand that the Iraqi Kurdistan parliament reconsider these laws.

He added, "I believe that it will be better if Barzani demands that the Iraqi Kurdistan parliament review the laws, allowing all MPs to hold broader discussions on these laws and to issue them legally, so that their issuance does not embarrass any party." ♦

Abdel Hamid Zebari is a contributing writer for Al-Monitor's Iraq Pulse. A reporter from Erbil who works in print journalism and radio, he has published several reports in local and world media, including Agence France-Presse and Radio Free Iraq (Radio Free Europe).

Oil and Gas Law Key to Resolving Issues Between Baghdad, Erbil

Abdel Wahed Tohme Translated from Al-Hayat(Pan Arab).
www.al-monitor.com

Iraqi Kurdistan Region Natural Resources Minister Ashti Hawrami said that the shares of oil companies operating in the region have exceeded \$3.5 billion. He stressed the importance of the oil and gas law's enactment, and estimated that oil reserves in the three Kurdish governorates are at more than 45 billion barrels.

In an interview with Al-Hayat, Hawrami said that the negotiations with Baghdad will be in accordance with the law, which determines the Kurdistan region's financial share of federal revenues. "The provincial government informed Baghdad at the beginning of this year that the investing companies requested more than \$3.5 billion [in shares], and they are constitutionally entitled to this," he said.

He denied Baghdad's accusations that the region is exporting crude oil without coordinating with Baghdad, adding, "This is taking place under an agreement with Baghdad to export our production, on the condition that 50% of proceeds is deducted to pay companies' dues, while the other 50% is kept by the state treasury. However, all the proceeds were seized."

He denied rumors of smuggling, saying, "There is no oil smuggling, we do not accept such cheap accusations. What was claimed is a legal entitlement and it came because we forbid them from grabbing it." He criticized the current management of the country's imports, which "still follows the methods of the former regime and include laws that are imposed on us by force from the federal government."

Hawrami demanded that the central government provide the region with the 55 million barrels of fuel "that we did not receive from 2004 to 2012, and that are needed for domestic consumption."

Hawrami stressed the need to enact the oil and gas law, and said, "The law, which we are seeking to pass according to the constitution, will be the key for all the contentious issues between the two sides in the oil sector."

During a joint news conference with Kurdistan Region of Iraq President Massoud Barzani on Sunday, July 7, Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki

said, "There are no disputes between the federal government and the provincial government, it is merely a divergence in views regarding the Constitution." Hawrami continued, "Most of the differences are political and they arise from the non-application of the Constitution in relation to the distribution of proceeds."



Article 112 of the Iraqi Constitution stipulates: "The federal government with the producing governorates and regional governments shall undertake the management of oil and gas extracted from current fields provided that it distributes oil and gas revenues in a fair manner in proportion to the population distribution in all parts of the country with a set allotment for a set time for the damaged regions."

The article stresses, "The federal government, with the producing governorates and regional governments, shall undertake the management of oil and gas extracted from current fields provided that it distributes oil and gas revenues in a fair manner in proportion to the population distribution in all parts of the country with a set allotment for a set time for the damaged regions."

Hawrami downplayed the importance of the pressure exerted by Baghdad on oil companies operating in the region to discourage them from implementing the contracts. "This does not affect the work of these companies and they are ready to continue despite the delay in payment of their dues," he added.

"Crude oil reserves in the Kurdistan region, excluding the disputed areas, are at 45 billion barrels, and possibly even more. Yet the preliminary gas estimates are at 100 or 200 trillion cubic meters," he said. Concerning his ministry's plans to increase production in the coming period, he said, "The target production for 2015 is 1 million barrels per day, reaching 2 million barrels per day in 2019. As for the refining of crude oil and the production of hydrocarbons, they are estimated to increase to 150,000 barrels per day, and could reach up to 250,000."◆



Kurdish peace process under threat as militants step up activity

ISTANBUL / July 16, 2013 / (Reuters) - By Daren Butler

A SURGE in Kurdish militant activity in southeast Turkey is fuelling fears that a peace process with Ankara could unravel, complicating the government's task of enacting reforms without inflaming nationalist sentiment.

Jailed Kurdistan Workers Party (PKK) leader Abdullah Ocalan and Ankara launched peace talks last October with the goal of ending a conflict which has killed 40,000 people in three decades and stunted the mainly Kurdish southeast's development.

But the process has faltered with Ankara complaining a Kurdistan Workers Party (PKK) withdrawal into northern Iraq is happening too slowly and the PKK renewing attacks in frustration at the lack of government action on minority reforms.

"If it continues like this, forget the process, Turkey may be swept into a more troubling spiral than in the past," said veteran columnist Taha

Akyol from the mainstream Hurriyet daily.

Kurdish frustration is now finding expression in militant youths, their faces concealed by scarves, parading in southeast towns with PKK flags and carrying out roadside identity checks on drivers, according to images screened on Turkish television.

The PKK has also attacked military outposts in the region, breaking a ceasefire announced in March.

At the weekend, several thousand Kurds attended a ceremony in Diyarbakir province for dead militants at a newly inaugurated PKK cemetery decked with Kurdish flags and a portrait of Ocalan.

Such images add to the anger of Turks opposed to talks with a group designated a terrorist organisation by Ankara, the United States and European Union. A prosecutor is now investigating the cemetery, according to media reports.

The images also make it hard for the government to announce the "democratisation package" - reforms boosting minority rights - which it

➔ says it is working on, according to Abdulkadir Selvi of the pro-government Yeni Safak newspaper.

"At a time when PKK fighters with their faces concealed are blocking roads and conducting identity controls, when military elements are holding 'martyrs' cemetery ceremonies, which political power could present such a package to parliament?" Selvi said in a column.

Prime Minister Tayyip Erdogan, who has championed the detente with the PKK, is also facing the biggest test of his decade in power after weeks of violent anti-government protests.

PKK STRATEGY

The PKK's show of strength coincides with its naming of a veteran militant viewed as a hawk as co-head of its KCK umbrella political group, stoking speculation it will take a harder line.

Erdogan's chief adviser Yalcin Akdogan played down the personnel changes, saying they had been sought by Ocalan himself and were not expected to have a negative impact on the process.

But doubts about the prospects for peace have also been fostered by a

PKK call last week for its guerrillas to assume an "active defence" position and for "rebellions" by the Kurdish people to exert pressure on the government.

"In this way they want to dynamite the peace process from within. They are not just doing this against Turkey, but against Ocalan," Selvi said.

Pro-Kurdish politicians are stepping up pressure on the government to push through reforms, including abolishing an anti-terrorism law under which thousands have been imprisoned for links to the PKK, granting full Kurdish-language education and lowering the threshold of votes need to enter parliament.

Peace and Democracy Party deputy Pervin Buldan called on Monday for parliament, now on summer recess, to reconvene after the current Muslim month of Ramadan to pass the reforms.

The PKK took up arms against the state in 1984 with the aim of carving out a Kurdish state, but subsequently moderated its goal to regional autonomy. Kurds represent around a fifth of Turkey's population of 76 million people. ●



July 12, 2013

Barzani's Goodwill Baghdad Tour

By: Mustafa al-Kadhimi for Al-Monitor Iraq Pulse
www.al-monitor.com

Kurdistan Region of Iraq President Massoud Barzani's visit to Baghdad on July 7 carries many connotations. It also reflects an Iraqi environment favorable to dialogue, not only to resolve the problems between Erbil and Baghdad, but also to address the ongoing Iraqi crises at various levels.

Barzani's visit to Baghdad sought to end the rift between the central government and the Kurdistan Region of Iraq, and to set out principles that can be invoked to resolve the problems between the two sides. It also firmly established a concept that seemed absent over the past three years, which is the spirit of initiative among Iraqi leaders.

Barzani did not content himself with official discussions with Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki, but sought to visit Iraqi political icons at their headquarters. He met with Iraqi parliament speaker Osama al-Nujaifi at the parliament headquarters.

He visited Ammar al-Hakim, the leader of the Islamic Supreme Council of Iraq (ISCI), in his residence, and also held a meeting with Ayad Allawi, the leader of the Iraqi National Accord, at the movement's headquarters.

The common denominator between all these meetings is what Barzani himself stressed by saying, "The current Iraqi environment is suitable for national reconciliation."

The term "national reconciliation" in Iraq was subject to a lot of generalizations, and was misleading over the years. The only constant is that Iraq has not seen a genuine reconciliation among its parties, nor has it had a chance to overcome the legacy of the past and move toward the future.

Through this visit, Barzani sought to confirm two main facts. First, Iraq can only be governed through a genuine consensus and partnership among its groups. And second, Iraq's political class needs to rise above the differences and make concessions for the transition of Iraq from a stage full of challenges.

These indications have obviously emerged in the form and content of the visit, particularly since Barzani insisted on visiting Iraqi leaders at their headquarters and conducting expansive meetings that focused more on Iraqi affairs than Kurdish.

The most prominent question today is: Did Iraqi leaders understand



[Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki (R) meets with Iraqi Kurdish President Massoud Barzani (L) in Baghdad, July 7, 2013. (photo by REUTERS/Azad Lashkari)]

Barzani's lesson? Are they ready to make similar initiatives to hold bilateral and collective meetings to defuse the crisis and bring about the required consensus?

The answer to this question will be provided in the coming days, illustrating whether or not the current Iraqi political class will hold on to its positions in leading the political scene.

The Iraqi people expressed their satisfaction with Barzani's visit — as they did with Maliki's visit to Erbil, where he held a cabinet session a few weeks ago. This popular satisfaction reflects a popular willingness to accept mutual concessions by all parties and bring the country back from the brink of the abyss, which it has reached due to the tense policies of its political parties and leaders.

Barzani in Baghdad seemed like an older brother for various Iraqi groups, which is a position he deserves due to his political history and his regional and international weight. Yet, the Iraqi people need all of their leaders to have this attitude of being the "big brother" who embarks on real initiatives that Iraq needs today more than ever before.

Mustafa al-Kadhimi is an Iraqi writer specializing in defense of democracy. He has extensive experience in documenting testimony and archiving documentaries associated with repressive practices.



13 juillet 2013

Irak: attentat suicide sanglant à Kirkouk

Près de 40 personnes ont été tuées vendredi soir.

Par AFP / Libération

Até tuées vendredi soir dans un attentat suicide contre un café à Kirkouk, dans le nord de l'Irak. L'attentat, qui a également fait 29 blessés, a été perpétré par un kamikaze portant une ceinture d'explosifs. Il s'est produit à 22h30 locales dans le quartier sud de Wahd Hozeran, lorsque les habitants se trouvaient dans les rues au terme de leur journée de jeûne pour le ramadan.

Des dizaines de personnes, paniquées, criant, et pour certaines couvertes de sang, se sont précipitées à l'hôpital à la recherche de parents disparus, tandis que les forces de sécurité, irakiennes et kurdes, bouclaient les rues de la ville, a indiqué le docteur Chakour, responsable de la morgue à l'hôpital principal de Kirkouk, à 240 kilomètres au nord de Bagdad. Tous les morts sont des jeunes hommes, selon le médecin.

«Les gens s'étaient réunis au café après l'Iftar (le repas de rupture du jeûne) pour y jouer aux

dés. Un gros homme est rentré dans le café et nous avons juste entendu 'Allah u Akbar' et puis tout a été détruit», a raconté Ahmad al-Bayati, qui s'en est sorti avec une blessure à la jambe. Après l'explosion «il y avait des gens qui brûlaient». Yahya Abdul Rahman, patron d'un café proche du Classico, celui frappé par l'explosion, a estimé que «toutes les communautés étaient ciblées» par cette attaque.

Ceci porte à plus de 300 le nombre de personnes tuées dans des actes de violence en Irak depuis le début du mois, selon un bilan établi par l'AFP.

Plus tôt dans la journée, neuf personnes, dont un général de la police, avaient été tuées dans des attaques visant principalement les forces de sécurité, au lendemain d'une série de violences qui a fait 56 morts, selon des sources sécuritaires et médicales.

Le général Sabri Abed Issa se rendait dans une mosquée d'un village non loin de Charqat, au



Des soldats se tiennent à côté de la carcasse d'une voiture, à Kirkouk, en Irak, le 11 juillet 2013 (Photo Marwan Ibrahim. AFP)

nord-ouest de Bagdad, lorsqu'il est tombé dans une embuscade, selon la police et un médecin légiste.

A Mouqdadiya, au nord-est de la capitale, un policier à la retraite a été assassiné devant chez lui par un groupe armé. Toujours au nord de Bagdad, un membre des milices anti-Al-Qaïda a été tué par une bombe près de Bakouba.

A Mossoul, dans le nord du pays, un kamikaze a tué quatre policiers et en a blessé deux en faisant sauter à un barrage la voiture piégée qu'il conduisait.

Un autre policier a été tué par l'explosion d'un engin piégé sur une route au sud de Mossoul, tandis qu'un civil est mort en ville dans l'explosion de sa voiture sur laquelle une bombe avait été fixée.

L'escalade des violences a ravivé les craintes d'un nouveau conflit confessionnel entre la majorité chiite, qui contrôle le gouvernement, et la minorité sunnite, qui dominait le pays sous l'ancien président Saddam Hussein. ♦



14 JUILLET 2013

Irak. Un nouveau charnier de Kurdes découvert

Saddam Hussein avait fait disparaître 8 000 Kurdes de Barzan en 1983. Seuls 500 corps avaient été retrouvés. D'autres ont été localisés au sud de Bagdad et seront inhumés en septembre.

Erbil. Correspondance

Le Dr Mohammed Ihsan est un homme carré, multidiplômé. Il connaît l'histoire du génocide kurde par cœur. Alors il n'est pas du genre à s'émouvoir. Il en a tellement entendu... Et pourtant, les images qu'il est en train de regarder



der sur son ordinateur, à Erbil, lui donneraient presque les larmes aux yeux. Ces images, personne en Irak ne les a encore vues, à part ses collaborateurs.

Son cameraman les a tournées le jeudi 4 juillet à sa demande, dans le sud du pays, à une vingtaine de kilomètres de la frontière saoudienne. Elles le montrent en train de creuser frénétiquement le sable dans le désert de Busaya, à l'endroit où un de ses indicateurs a repéré des douilles, il y a une dizaine de jours.

À un mètre de profondeur, il trouve enfin ce qu'il cherchait : des balles par dizaines sur un petit mètre carré, des pièces de monnaies irakiennes datant de la fin des années 1970. Des vêtements kurdes, caractéristiques de ceux que portaient les disparus du clan Barzani en 1983. Et un premier corps.

Le Dr Ihsan met l'enregistrement sur pause et explique. ➤

► « L'été 1983, Saddam Hussein a fait arrêter 8 000 hommes dans les camps de prisonniers où tous les Kurdes de Barzan avaient été conduits après avoir été déportés de leurs villages à partir de 1975. »

EN QUÊTE D'UNE RECONNAISSANCE DU GÉNOCIDE

En 2005, un premier charnier de « Barzanis » avait été découvert à

quelques dizaines de kilomètres de celui trouvé le 4 juillet. Quelques mois plus tard, 503 victimes de Barzan avaient ainsi pu bénéficier d'une sépulture décente sur leur terre natale.

Le Dr Ishan s'en souvient comme si c'était hier. Ce jour-là, il a promis à une veuve éplorée de consacrer le reste de sa vie à retrouver tous les disparus de Barzan. « J'ai mis huit ans pour

trouver ce second charnier. Chaque année, j'ai utilisé mes vacances pour aller dans ce désert qui recèle certainement d'autres corps. J'ai développé un réseau d'alerte avec des bergers. Voilà le résultat, dit-il en regardant l'écran de son ordinateur. Alors, oui, je suis heureux pour cette femme et pour toutes les autres. Vous vous rendez compte, 29 ans, 11 mois et 5 jours

après qu'on leur a pris leurs maris, leurs pères, leurs fils ! Ce charnier, c'est un nouveau témoignage pour l'histoire. Pour que la communauté internationale reconnaisse enfin le génocide officiellement. Mais ma quête n'est pas finie. Pour les veuves de Barzan, j'irai jusqu'au bout. » □

L'Orient
LE JOUR.com

17 juillet 2013

Syrie: les jihadistes chassés d'une localité kurde

BEYROUTH, (AFP) — Des combattants kurdes syriens ont chassé les groupes jihadistes affiliés à Al-Qaïda d'une localité frontalière de la Turquie, à Ras el-Aïn, à la suite de violents combats, rapporte mercredi l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Les comités de protection du peuple kurde (YPG) ont expulsé les combattants du Front Al-Nosra et de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL), ainsi que d'autres groupuscules extrémistes, de la localité de Ras al-Aïn (nord), par laquelle les jihadistes transitaient entre la Syrie et la Turquie.

"Au moins neuf combattants d'Al-Nosra et de l'EIIL et deux combattants kurdes ont été tués dans les combats en 24 heures dans la ville", a précisé l'OSDH, qui s'appuie sur un vaste réseau de militants et de sources médicales et militaires.

Les affrontements ont com-



"Au moins neuf combattants d'Al-Nosra et de l'EIIL et deux combattants kurdes ont été tués dans les combats en 24 heures dans la ville", a précisé l'OSDH, qui s'appuie sur un vaste réseau de militants et de sources médicales et militaires.

mencé lorsque des membres d'Al-Nosra ont attaqué une patrouille de combattantes kurdes qui sont cependant parvenues à s'enfuir, a expliqué à l'AFP Rami Abdel Rahmane, président de l'OSDH.

Selon les militants à Ras el-Aïn, des combattants d'Al-Nosra, partisans d'un islam rigoriste, faisaient pression depuis le début du mois du ramadan sur les habitants

pour qu'ils observent le jeûne, et s'en prenaient aux femmes ne portant pas le voile, ce qui est le cas des combattantes kurdes.

Depuis le début de la révolte contre le régime il y a plus de deux ans, les Kurdes (10% de la population), présents essentiellement dans le Nord, tentent de se tenir à l'écart du conflit, leur objectif étant avant tout de conserver le contrôle sur leurs territoires.

Ces accrochages surviennent au moment où les tensions sont fortes entre la rébellion modérée soutenue par des pays arabes et occidentaux et représentée par l'Armée syrienne libre (ASL) et Al-Nosra et l'EIIL, avec une multiplication des attaques des deux bords.

Sur un autre front, dans la province de Damas, un attentat à la voiture piégée a fait sept morts, dont un enfant, dans la localité de Kanaker, selon l'OSDH.

Et dans la ville de Homs, l'armée appuyée par les combattants du mouvement chiite libanais Hezbollah poursuivait son offensive contre les quartiers rebelles lancée il y a 18 jours, selon l'OSDH et des militants.

Les troupes gouvernementales ont tenté de pénétrer dans le quartier de Bab Hod, tandis que les autres secteurs étaient toujours assiégés, a indiqué le militant Yazan.

"La situation humanitaire continue de se détériorer jour après jour en raison du siège étouffant", dit-il via internet.

Les violences quotidiennes en Syrie ont encore fait 112 morts mardi à travers le pays, selon un bilan de l'OSDH. ■

AFP

Turquie: quatre blessés dans l'explosion d'un engin dans une zone kurde

DIYARBAKIR (Turquie), 16 juil 2013 (AFP)

QUATRE personnes ont été blessées mardi par l'explosion accidentelle d'une bombe artisanale que l'un d'eux transportait à Diyarbakir, la principale ville du sud-est de Turquie peuplée en majorité de Kurdes, a-t-on appris de source sécuritaire locale.

Le jeune homme de 18 ans qui transportait la charge a eu les mains arrachées par l'explosion et son complice présumé, âgé de 16 ans, a lui aussi été blessé,

a-t-on précisé de même source.

Selon la police locale, ces deux jeunes s'apprêtaient à commettre un attentat au nom du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste).

Deux adolescentes âgées de 14 qui passaient au moment de l'explosion ont également été touchées par des éclats de l'engin mais leurs jours ne sont pas en danger.

Les autorités turques et le PKK sont engagés depuis la fin de l'an dernier dans des discussions de paix pour tenter de mettre un terme au conflit kurde, qui a fait plus de 40.000 morts depuis 1984.

Dans le cadre de ce processus, les rebelles kurdes ont déclaré un cessez-le-feu en mars et commencé en mai à se retirer du territoire turc. ○



16 JUILLET 2013

Les jihadistes font imploser la rébellion syrienne

Les affrontements au sein de l'insurrection laissent augurer une fragmentation du pays.



Des soldats de l'Armée syrienne libre accompagnés de combattants du Front al-Nusra (lié à Al-Qaeda), dans la vieille ville de Homs, le 2 juillet.



«Quand nos frères ont eu besoin de notre aide, nous leur avons envoyé des centaines de combattants.»
Un taliban pakistanais

Par JEAN-PIERRE PERRIN

Responsable du courant salafiste dans le sud de la Jordanie, cheikh Mohammed al-Chalabi, alias Abou Sayyaf, a le mérite de parler franchement. Dans une interview parue hier dans le quotidien Al-Hayat (à capitaux saoudiens), il a annoncé que les combats au sein de la rébellion entre islamistes et «modérés» étaient inévitables et allaient encore s'intensifier après la chute du régime de Bachar al-Assad. Pêle-mêle, le religieux accuse l'Armée syrienne libre (ASL) d'avoir partie liée avec la dictature syrienne et de chercher à imposer la démocratie plutôt que la charia. Ce n'est donc plus une seule guerre qui se déroule aujourd'hui en Syrie, celle entre le régime et l'opposition, mais deux, trois, voire davantage, le pays étant devenu la terre d'accueil, de rencontre et d'affrontements de toutes les mouvances islamistes radicales. Avec, comme corollaire, la fragmentation des zones dites «libérées». Un phénomène qui commence à apparaître aussi dans les régions tenues par les forces loyalistes, où se créent des fiefs contrôlés par des chefs de chabiha (milices composées à l'origine de voyous, surtout alaouites, et à présent plus idéologiques) qui échappent de plus en plus au contrôle central de Damas. Sans compter le Hezbollah libanais, dont les déclarations des responsables laissent entendre qu'il se comporte désormais sur le terrain comme une force autonome.

ANALYSE

C'est l'assassinat, jeudi, de Kamal Hamami, un chef rebelle de l'Armée syrienne libre (ASL) par des insurgés islamistes liés à Al-Qaeda, qui témoigne de l'ampleur de la fracture entre ces deux composantes de la rébellion. Au début de l'intifada syrienne, les insurgés, qui cherchaient désespérément de l'aide face à la puissance de feu de l'armée régulière, avaient accueilli à bras ouverts les jihadistes, dotés de meilleures armes, aguerris au combat et prêts à se battre jusqu'au dernier souffle. Depuis, ils ont déchanté devant le fanatisme de ces derniers. Début juin, l'exécution d'un garçon de 15 ans par des combattants de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL) à Alep, tué pour avoir prononcé ironiquement le nom de Mahomet, avait particulièrement choqué.

POINT DE NON-RETOUR. Désormais, enlèvements, meurtres et combats se multiplient entre ces deux parties que ne réunit plus leur haine commune du régime syrien. Samedi, des affrontements ont éclaté à l'aube près de Ras al-Hosn, dans le nord de la province d'Idlib, entre guérilleros de l'EIIL et combattants de l'ASL, les premiers cherchant à s'emparer d'armes stockées dans des dépôts des seconds, selon Rami Abdel Rahmane, directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). C'est dans cette même province frontalière avec la Turquie que des dizaines de rebelles de l'ASL avaient été tués il y a quelques jours lors d'une bataille contre l'EIIL, toujours selon l'OSDH.

Un chef de brigade avait même été décapité par l'ASL. «Il y des attaques [islamistes] de ce genre dans de nombreuses provinces», a encore souligné Rami Abdel Rahmane.

Depuis, l'assassinat de Kamal Hamami apparaît comme un point de non-retour. Le meurtre aurait été commis lors d'une rencontre entre Hamami et un responsable de la branche locale de l'EEIL dans la province de Lattaquié (nord-ouest du

La Syrie est en passe de devenir le pays par excellence du jihadisme global, un terrain où pourraient se cimenter les différents réseaux liés à Al-Qaeda.

pays). C'est ce dernier, un jihadiste irakien du nom de Abou Ayman al-Baghdadi, qui a tué personnellement le jeune chef de l'ASL et son frère, dont les corps n'ont toujours pas été rendus. Pour le politologue franco-libanais Khattar Abou Diab, les raisons du différend portaient vraisemblablement sur une divergence de stratégies, les islamistes voulant s'en prendre à la communauté alaouite (dont est issu Bachar al-Assad), très importante dans cette province, et l'ASL s'y opposant, désireuse de plaire aux Occidentaux dont elle espère des armes.

POUDRIÈRE. En fait, les jihadistes sunnites n'interviennent pas seulement contre le régime de Bachar al-Assad. Ils ont aussi un objectif de guerre confessionnelle contre les alaouites, les chiïtes et les autres minorités jugées hérétiques ou infidèles. Les talibans pakistanais, qui haïssent également les chiïtes et les autres minorités musulmanes, s'inscrivent dans cette logique. Or, ils viennent d'annoncer avoir envoyé des centaines de combattants en Syrie, où ils auraient déjà établi leurs propres camps. «Puisque nos frères arabes sont venus ici pour nous soutenir, nous sommes tenus de les aider dans leurs différents pays, et c'est ce que nous avons fait en Syrie», a déclaré dimanche à Reuters un chef du mouvement Tehrik-e Taliban Pakistan, resté anonyme. Il a aussi promis la prochaine diffusion de vidéos illustrant leur participation aux combats. C'est donc un renversement de l'histoire: les combattants arabes venus s'entraîner clandestinement dans les camps d'Al-Qaeda dans les zones tribales pachtounes pakistanaises et afghanes reçoivent aujourd'hui, en retour, le soutien des talibans pakistanais, eux-mêmes très liés à Al-Qaeda.

Dès lors, la Syrie est en passe de devenir le pays par excellence du jihadisme global, c'est-à-dire un terrain où pourraient se cimenter les différents réseaux liés à Al-Qaeda. «Ils sont tous là, souligne Khattar Abou Diab, les talibans pakistanais, mais aussi des sunnites irakiens, des islamistes du Cachemire.» Pas seulement. Car, à l'instar du Hezbollah, des groupes chiïtes sont venus eux aussi s'impliquer dans la poudrière syrienne, à la fois pour défendre le régime d'Al-Assad et contrer la poussée sunnite. «On compte des jihadistes chiïtes irakiens, une vingtaine de chiïtes venus de Bahreïn», ajoute

le politologue. Pour rejoindre l'insurrection, les jihadistes sunnites, y compris les plus extrémistes, transitent par la Turquie, avec la complicité d'Ankara. Les jihadistes chiïtes passent, eux, par le Liban et l'Irak.

De guerre entre un régime et son peuple, le conflit syrien est donc en passe de devenir aussi une guerre sunnites-chiïtes. Avec une épuration confessionnelle de plus en plus évidente, notamment dans la région de Homs, où sévit à présent le Hezbollah. Désormais, après avoir repris aux insurgés la ville d'Al-Qoussayr, coupé les lignes d'approvisionnement de la rébellion du centre de la Syrie et séparé les combattants du Nord de leurs frères du Sud, le parti chiïte libanais semble suivre son propre agenda: lier les enclaves alaouites et chiïtes syriennes à la Bekaa libanaise, majoritairement chiïte. Mais la guerre passe aussi à l'intérieur des formations islamistes, notamment au sein du Front al-Nusra, entre sa branche jihadiste liée à

Al-Qaeda et celle nationaliste. La Syrie traverse donc actuellement une situation dramatique de pourrissement.

Un fait qui ne peut que profiter à Damas, dont les services de sécurité ont une longue expérience de manipulation des groupes islamistes de la région. Ils avaient ainsi permis à des centaines de kamikazes de traverser la frontière syro-irakienne pour se faire exploser en Irak contre les troupes américaines. Au Liban, ce sont encore les services syriens que l'on retrouve derrière le groupe terroriste Fatah al-Islam qui, en 2007, avait tenu pendant des semaines l'armée libanaise en échec dans un camp palestinien près de Tripoli, ville du nord du Liban. Pour le régime, l'irruption de

tous ces groupes jihadistes est donc une aubaine. Damas va pouvoir dresser les différentes composantes de l'opposition les unes contre les autres, tout en plaçant sur la scène internationale que son pays est devenu le théâtre d'opération des groupes terroristes venus du monde entier. Un discours qu'il tenait déjà lorsqu'il n'en était rien. Le régime baasiste a tout fait pour qu'il devienne réalité. ◆

REPÈRES

LES FAITS DU JOUR

» **Au moins 29 personnes ont été tuées** dans des bombardements d'une extrême violence, dimanche en fin d'après-midi, dans la province d'Idlib, une région du nord-ouest de la Syrie tenue en grande partie par les rebelles.

» **A Damas, l'offensive de l'armée dans le quartier de Qaboun** a causé la mort

de 18 personnes et des centaines de familles sont bloquées en raison de l'opération militaire. La Coalition de l'opposition syrienne a appelé lundi l'ONU et la Ligue arabe à agir pour permettre «l'ouverture de corridors humanitaires».



Un faucon à la tête des rebelles kurdes du PKK

ANKARA, 11 juillet 2013 (AFP)

LE PARTI des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui a engagé avec la Turquie un processus de paix, a désigné Cemil Bayik, considéré par Ankara comme un faucon, à la tête de sa branche politique, a rapporté jeudi l'agence pro-kurde Firat.

Cemil Bayik, un dirigeant de longue date de l'organisation, remplace Murat Karayilan, considéré comme un modéré.

Ankara et le PKK ont engagé un processus de paix, qui a conduit à un début de retrait dans le nord de l'Irak des militants kurdes à partir de mai, mais ce retrait est loin d'être terminé. Le Premier ministre turc a récemment annoncé que seuls 20% des quelque 2.000 hommes et femmes armés du mouvement armé avaient quitté le territoire turc.

Le retrait constitue la première phase du processus. Une fois celui-ci terminé,

vraisemblablement en automne, le gouvernement turc est censé renforcer les droits de la communauté kurde avec une série de réformes.

Dans un communiqué, le PKK a renouvelé son attachement au processus de paix "malgré l'attitude défavorable du gouvernement" islamo-conservateur turc.

Le conflit entre le PKK et les forces de l'ordre turques a tué plus de 40.000 personnes depuis 1984, selon Ankara.

Ce changement à la tête du PKK n'a pas été expliqué mais selon les observateurs cités par la presse turque, Karayilan sera le principal dirigeant de la branche militaire du PKK qui reste dirigée par son fondateur, Abdullah Öcalan, emprisonné depuis 1999 et qui purge une peine à vie dans le nord-ouest de la Turquie.

C'est avec lui que les autorités turques négocient une paix au conflit kurde. ○



middle east online
میدل ایست اونلاین

JULY 13, 2013

Kirkuk mourns 38 people after suicide bombing at crowded cafe

Violence in Iraq kills 47 people, with deadliest attack in Kirkuk after suicide bombing ripped through crowded cafe, leaving 38 dead.

www.middle-east-online.com

By Marwan Ibrahim - KIRKUK (Iraq)

Violence in Iraq killed 47 people on Friday, with the deadliest attack a suicide bombing that ripped through a crowded cafe, leaving 38 dead, police and doctors said.

The bomber struck at a cafe in the city of Kirkuk as people thronged the streets after the iftar meal that breaks the fast during the Muslim holy month of Ramadan.

Thirty-eight people were killed and 29 wounded in the south Kirkuk blast, police and Dr Ibrahim Shakur said.

Dozens of family members of the victims gathered in front of the main hospital in Kirkuk, some with blood on their clothes.

People cried and screamed, waiting to know the fate of their relatives.

"While people were gathered in this cafe, a fat man entered ... and we didn't hear anything except 'Allahu akbar' (God is greatest), and then everything was destroyed," said Ahmed al-Bayati, who was wounded in the leg.

"There were burned wounded people and burned martyrs," he said.

All cafes in Kirkuk closed after the attack, the first time a suicide bomber targeted a cafe in the city.

"We closed our cafe in case there were more attacks," said Yahya Abdulrahman, the owner of a cafe in the same area as the bombing.

"We don't know why we were targeted today," he said.

"Those that were targeted today are people of Kirkuk from all its components," Abdulrahman said, referring to the various ethnic and religious groups that make up the city.

Police and Kurdish security personnel deployed in force around the site of the attack and the hospital.

Iraq has been hit by a surge in violence that has killed more than 2,500 people have been killed this year, including over 300 this month



alone.

Analysts point to widespread discontent among Iraq's minority Sunni community, and the Shiite authorities' failure to address their grievances, as the main factors driving the increase in violence.

Attacks mainly targeting security forces killed nine people earlier on Friday.

Gunmen shot dead police Brigadier General Sabri Abed Issa on his way to a mosque near Sharqat, northwest of Baghdad. Others killed a retired policeman outside his home in Muqdadiah, northeast of the capital.

In the northern city of Mosul, a suicide bomber detonated an explosives-rigged vehicle at a police checkpoint, killing four policemen and wounding two more.

A magnetic "sticky bomb" also killed a civilian in Mosul, while a roadside bomb south of the city killed a policeman and wounded another.

And a "sticky bomb" killed an anti-Al-Qaeda militiaman and wounded another person near Baquba, also north of the capital.

Friday's attacks came a day after a wave of violence killed 56 people, 31 of them members of the security forces.

In Thursday's single worst incident, gunmen shot dead 11 police charged with protecting the country's vital oil infrastructure and three soldiers on the road between Haditha and Baiji, northwest of Baghdad.

In another bloody attack on Thursday, a car bomb ripped through a funeral tent where family members of a Shiite man were receiving condolences in Muqdadiah and a suicide bomber detonated explosives when emergency personnel arrived.

Sunni militants including those linked to Al-Qaeda frequently target members of Iraq's Shiite majority, whom they regard as apostates.

Iraq was plagued by sectarian violence that killed tens of thousands of people in past years, and there are persistent fears that tensions will again boil over into all-out conflict.

Violence in the country has declined from its peak at the height of the sectarian conflict in 2006 and 2007, but the number of deaths in attacks has been rising since January. ○

MONDAY, JULY 15, 2013

Battle zone of a different kind mires Syria in debt

BEIRUT

Damascus considers tightening state controls to stanch economic losses

BY ANNE BARNARD

Even as the Syrian government makes some gains against the rebels on the battlefield, it is suffering a rout on an equally important front: the economy.

Two years of war have quintupled unemployment, with 2.5 million people out of work in a country of 20 million; reduced the Syrian currency to one-sixth of its prewar value; cost the public sector \$15 billion in losses and damage to public buildings; slashed personal savings and shrunk the economy 35 percent, according to government and U.N. officials.

The pillars of the Syrian economy have crumbled as the war has destroyed factories, disrupted agriculture, vaporized tourism and slashed oil revenue, with the United States and Europe imposing sanctions and rebels taking over oil fields.

Increasingly isolated in the face of a growing economic crisis that has reduced \$18 billion in foreign currency reserves to about \$2 billion to \$5 billion, a government that has long prided itself on its low national debt and relative self-sufficiency has now been forced to rely on new credit lines from China, Iran and Russia — its main remaining allies — to buy food and fuel.

The government has a \$1 billion credit line with Iran and borrows \$500 million a month to import oil products delivered on Russian ships, a government consultant, Mudar Barakat, said in a recent interview in Beirut. Some analysts say the government will need even more aid from those countries to keep paying government workers and a growing roster of security personnel.

Now, some officials hope to push through measures to tighten state control of the economy, rolling back some of the modest economic liberalization and support for private business that President Bashar al-Assad introduced early on, in a departure from his party's socialist roots.

"We're thinking of going back to the way it was in the 1980s, when the government was buying the main necessities of daily life," Mr. Barakat said. "We,

as a government, must cover the daily needs of the people, no matter how much the cost is, and keep the prices low."

Syrian economic problems, in Mr. Barakat's view, are rooted in the loosening of state control favored early in Mr. Assad's tenure, which he said "vandalized" the economy "into this liberalized sort of chaos."

A faction that includes Kadri Jamil, a Russian-educated socialist and a former professor who was appointed deputy prime minister in charge of the economy in a shake-up last year, hopes Syria can weather the storm by raising wages, tightening price controls on subsidized goods like bread, cracking down on illegal currency dealers and even ceasing government trade in dollars and euros.

The government, Mr. Barakat said, now signs new foreign trade deals only in the currencies of friendly countries to insulate itself from what it sees as an economic conspiracy orchestrated by its international enemies.

But such measures — met with ridicule and even defiance by some Syrian business owners — will provide at best short-term relief, economists say.

Even the free-flowing aid from Iran and other allies inspires little confidence among Syrians, said an economist in Damascus who asked not to be identified publicly as criticizing government policies, because it shows the government "has no means and depends on others to save it."

A Damascus businessman derided the new policy of doing business in the Chinese, Iranian and Russian currencies.

"These countries themselves do business in dollars and euros," he said, adding: "Syria today is not Syria in the 1980s. It is easy to keep the door closed, but it is hard to close it after it has been open 13 years and people are used to breathing the fresh air."

This month, the government banned food exports and announced a crackdown on illegal money traders. The value of the Syrian pound has since plunged to 330 to the dollar, down from 47 before the war.

On Wednesday, amid a flurry of panicked dealing, the Syrian central bank tried and failed to strong-arm traders into selling the Syrian pound at a higher, preset price. Dealers said central bank officials had offered to guarantee a tiny profit if they would sell the pound at a rate of 250.

The traders declined, several said. The government, they said, lacks the power to impose its will, in part because a few wealthy businessmen influence the dollar rate and corrupt officials profit from the trade.

The next day, currency exchange shops in the Damascus districts of Hariqa and Marjah were bustling. Cus-

tomers clamored to change their savings into foreign currency — Saudi riyals, Emirati dirhams, anything — and traders shouted into phones, asking of the dollar, "How much is the green?"

Ammar, 35, a trader who gave only his first name for safety purposes, said the events last week had showed that the government had no clearer plan for the economic crisis than it did for the political or military ones. "The government

"We're thinking of going back to the way it was in the 1980s, when the government was buying the main necessities."

doesn't understand the main problem or doesn't want to understand," he said. "Syrians no longer trust the Syrian pound."

The currency crash last week deepened a steady decline that has helped send prices soaring even for basic foodstuffs and reduced most Syrians' buying power to a fraction of prewar levels, making it hard even for once-well-off families to afford meat and fish.

The economic crisis threatens one of the government's most crucial selling points. Because of their social safety net and affordable goods, Syrians have long been envied in neighboring countries, even by the Lebanese, who have far more political freedom.

On paper, Syria still provides free education and medical care and heavily subsidized fuel and food staples. But

scores of hospitals have been destroyed or damaged, medical supplies are scarce, and bread and diesel fuel sell for many times their official prices.

Yet in a polarized country, it is unclear whether economic troubles will turn more citizens against the government, which blames foreign-backed terrorists and profiteering merchants and bakers, who, Mr. Barakat said, "are playing a very dirty role."

"You could decide that you don't want to support the regime," said Jihad Yazigi, the editor of Syria Report, an economic journal based in Beirut. "But you can also blame the situation on other factors, like the sanctions and the opposition."

And economists said inflation was likely to harm the population more than it would hamper the war effort.

The government recently raised government salaries by 40 percent. But in real terms, that does not cover the loss in buying power. And at the same time, the Damascus economist noted, the government raised the official price of diesel fuel, adding to the inflationary cycle.

The government still manages to pay salaries across the country — even communicating by fax and messenger with rebel groups to arrange for them to rendezvous with trucks delivering cash, Mr. Barakat said. "The government employees come with the terrorists to pick them up," he said.

The government has a harder time

with subsidies, spending far more to make bread than it charges, Mr. Barakat said, while shops and bakeries take advantage of subsidized diesel fuel and then sell bread at market prices. "Basically," he said, "they are stealing the diesel!"

Residents and bakers in opposition areas say that the government favors loyalist areas with supplies and that they have to buy diesel fuel on the open market.

Reporting was contributed by an employee of The New York Times from Damascus, Hala Droubi from Dubai, Hania Mourtada and Hwaida Saad from Beirut, and Ben Hubbard from Cairo.

Le Monde

Mardi 16 juillet 2013

TAYYIP ERDOGAN DANS LES PAS DE KEMAL ATATÜRK

ANALYSE

PAR GUILLAUME PERRIER

Istanbul, correspondance

Un portrait géant de Mustafa Kemal Atatürk, accompagné d'un drapeau turc d'un rouge éclatant, trône sur la façade de l'ancien centre culturel monumental qui porte le nom du fondateur de la Turquie moderne. L'un de ceux que l'on ne sort habituellement que pour les fêtes nationales.

C'était l'un des premiers objectifs de la police lorsqu'elle a réinvesti la place Taksim à Istanbul le 11 juin. Cette opération quasi militaire devait d'abord permettre de reprendre le contrôle du mémorial de la République et du centre Atatürk, occupés par les manifestants. Quelques heures plus tôt, ces deux espaces sacrés de l'histoire républicaine étaient couverts de slogans révolutionnaires, de banderoles de groupes d'extrême gauche. Une vision intolérable pour les autorités. Le pouvoir de Recep Tayyip Erdoğan a rétabli l'ordre républicain et le culte d'Atatürk, le guide éternel.

Dans cette éruption de colère contre les méthodes de gouvernement du premier ministre, c'est aussi l'héritage kémaliste qui est en question. Le dogme national reste la boussole de la vie politique, pour une partie des manifestants comme pour M. Erdoğan, bien moins en rupture avec l'ancien régime qu'on ne le pense souvent. « Les dirigeants de l'AKP [Parti de la justice et du développement] se sont coulés dans le moule de l'éducation kémaliste », note Etienne Copeaux, spécialiste de la Turquie au Groupe de recherches et d'études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient (Gremmo). La brutalité du discours politique, la répression et les atteintes aux libertés ont des airs de déjà-vu pour les Turcs.

Les générations précédant celle de Taksim ont connu quatre coups d'Etat militaires, des années de plomb parsemées d'assassinats politiques, de révoltes écrasées, de violences d'Etat et d'impunité judiciaire. « Le passé de la Turquie a peu à offrir en termes d'inspiration démocratique », juge l'historien Edhem Eldem, de l'université du Bosphore. « Et l'on compare souvent Erdoğan à un sultan, mais il y a un modèle plus pro-

che et bien plus pertinent », dit-il : Atatürk. Les ressorts du régime autocratique fondé en 1923 par Mustafa Kemal sont restés en place bien après sa mort, malgré l'introduction du multipartisme.

Le parti islamo-conservateur AKP s'est réapproprié les symboles patriotiques et républicains. Arrivé en 2002, avec un discours de rupture, une posture anti-establishment, M. Erdoğan a pris les clés du pouvoir et la répression de la place Taksim montre la permanence des fondements autoritaires de l'Etat. « Erdoğan est arrivé après quatre-vingts ans de tutelle militaire. Il ne veut pas modifier le système mais seulement en être le leader. Le rêve de devenir une sorte de dictateur lui a tourné la tête », constate le romancier et journaliste Ahmet Altan.

Après dix ans de règne, M. Erdoğan a l'idée d'imposer un régime présidentiel et de se porter candidat à l'élection au suffrage universel, prévue en 2014. Son ambition personnelle, celle de son parti politique et celle de l'Etat ne font plus qu'une. Le plan de développement économique et stratégique de l'Etat, baptisé « Objectif 2023 », était le slogan de sa dernière campagne. Et Ankara célébrera en 2023 le centenaire de la fondation de la République par Atatürk.

Un « kémaliste religieux »

« Depuis qu'il a décidé de devenir président, c'est un général, poursuit M. Altan. Il marche dans les pas des généraux du coup d'Etat du 28 février [1997] : même style brutal, mêmes théories conspirationnistes, même haine de l'opposition. Il instrumentalise les questions religieuses et, comme eux, il déteste l'Europe et veut se tourner vers la Chine ou la Russie... On a maintenant un kémaliste religieux qui veut prendre la place de l'icône. » Les instruments de coercition ont évolué. La police, dont les effectifs ont été démultipliés, est devenue une armée civile. Et les militaires qui exerçaient un pouvoir de tutel-

le sur les institutions ont été mis au pas. L'ère des coups d'Etat est révolue. Mais, fait remarquer l'historien Etienne Copeaux, « il serait naïf de penser que l'armée a perdu son pouvoir ». Elle l'exerce différemment, au service du gouvernement et plus comme un rempart idéologique. Depuis la nomination de l'actuel chef d'état-major Necdet Özal, elle n'est plus dirigée par son aile nationaliste laïque mais par des « généraux qui prient ».

M. Eldem va plus loin car, pour lui, le régime

de M. Erdoğan, loin de rompre avec le passé, est le produit de la doctrine introduite par les généraux putschistes en 1980 pour endiguer la « menace communiste » : « la synthèse turco-islamique » ou l'union entre le nationalisme turc et l'islam sunnite d'Etat, un mariage déjà opéré par Atatürk. D'ailleurs, l'AKP ne s'est pas empressé de réformer la Constitution, héritée de la junte, et il a repris à son compte le contrôle des universités, par le biais du YÖK (Conseil de l'enseignement supérieur), créé par les militaires, et de la censure des médias. L'historien Hamit Bozarslan souligne les références permanentes du pouvoir de M. Erdoğan aux théoriciens du nationalisme turc des années 1920, notamment à Ziya Gökalp. L'idéologie nationaliste à laquelle se raccroche, comme ses prédécesseurs, le premier ministre demeure le principal obstacle à la démocratisation de la Turquie. ■

perrier@lemonde.fr

« LE RÊVE DE DEVENIR UNE SORTE DE DICTATEUR A FAIT TOURNER LA TÊTE » AU PREMIER MINISTRE TURC

Ahmet Altan
romancier
et journaliste

Les luttes internes menacent la rébellion syrienne

Les accrochages se multiplient entre les combattants de l'ASL et des djihadistes issus de la branche irakienne d'Al-Qaïda

Longtemps, Abou Bassir Al-Jebelaoui a été le chef rebelle le plus craint du djebel turkmène, une région accidentée du nord-ouest de la Syrie qui surplombe la côte méditerranéenne et la ville de Lattaquié, encore aux mains du gouvernement. De son vrai nom Kamal Hamami, Abou Bassir avait fondé le premier groupe armé de la montagne turkmène avec l'argent de la famille. Rejeton d'une famille de riches commerçants sunnites de Lattaquié, il recevait hôtes et journalistes de passage dans sa villa de Rabie, la « capitale » du djebel. Ses hommes ont participé aux plus dures batailles.

Mais jeudi 11 juillet, Abou Bassir circule en convoi dans la montagne quand il tombe sur un barrage dressé par les hommes de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL), une émanation d'Al-Qaïda

Peu à peu, les djihadistes de l'EIL, qui ont passé dix ans à combattre en Irak, s'installent dans l'est et le nord de la Syrie

en Irak de plus en plus présente en Syrie. Furieux de la présence nouvelle de ce groupe extrémiste dans sa région, le chef rebelle a exigé la levée du barrage. Le ton est monté, un combattant étranger de l'EIL a tiré, tuant Abou Bassir et blessant deux de ses hommes. « Vous venez dans notre pays pour nous aider ou pour nous créer des problèmes ? aurait lancé le chef insurgé avant d'être tué, selon le témoignage d'un de ses hommes. Vous n'avez rien à voir avec l'islam. »

Cet incident entre les groupes de la rébellion syrienne affiliés à l'Armée syrienne libre (ASL) et des fondamentalistes islamistes n'est pas le premier, mais il est assurément le plus grave. A tel point que le Front Al-Nosra, considéré comme la branche syrienne d'Al-Qaïda mais réfractaire à toute fusion avec l'antenne irakienne, a promis de livrer le coupable du meurtre d'Abou Bassir.

Depuis jeudi, la tension est vive entre le groupe djihadiste, essentiellement formé de combattants étrangers, et le reste de la rébellion. Depuis le début de l'année, les conflits se multiplient entre les étrangers d'Al-Qaïda et les habitants des « zones libérées » où ils s'implantent : parfois c'est l'interdiction de fumer qui est à l'origine des incidents, d'autres fois la volonté d'imposer le drapeau noir frappé de la profession de foi à la place de celui de la révolution.

Abou Bassir avait déjà eu maille à partir avec les combattants étrangers de l'EIL après la prise d'un village chrétien, durant laquelle les djihadistes étrangers s'en étaient pris à l'église locale. « On voit assez peu l'Etat islamique en Irak dans les opérations armées », note Thomas Pierret, spécialiste de la Syrie et maître de conférences à l'université d'Edimbourg. En revanche, sa propagande est très présente sur les réseaux sociaux, et il travaille surtout à installer un Etat islamique parfait, à son sens. »

Peu à peu, la branche irakienne d'Al-Qaïda, qui a passé dix ans à combattre dans son pays d'origine, s'installe dans l'est et le nord de la Syrie, voisins de l'Irak. Les provinces de Deir ez-Zor, Rakka, Alep et maintenant Lattaquié sont touchées. Une dizaine de villes sont passées sous son contrôle, dont Rakka, cogérée avec les rebelles salafistes syriens d'Ahrar Al-Cham, mais aussi les villages de Daret Ezza, Jarablous ou Dana. Ce dernier par exemple, à moins de dix kilomètres de la frontière turque, est un lieu de passage quasi-obligé d'une grande partie de l'aide humanitaire destinée aux provinces d'Idlib et d'Hama. Samedi, l'Etat islamique a attaqué un entrepôt d'armes de l'ASL à Ras Al-Hosn, dans le nord de la province d'Idlib.

A Alep, l'EIL a exécuté en public un adolescent de 15 ans, qui avait ironisé sur le nom du prophète Mahomet, suscitant un tollé. A Rakka, les hommes cagoulés de noir sont soupçonnés d'avoir enlevé le président du conseil municipal, Abdallah Khalil, un militant des droits de l'homme local qui



Des combattants de l'ASL, accompagnés d'hommes du Front Al-Nosra, patrouillent dans Homs, le 2 juillet. MOHAMED IBRAHIM/SHAAM NEWS NETWORK/REUTERS

voulait organiser des élections après la « libération » de la ville des forces du régime. Ils y ont organisé des exécutions publiques d'officiers alaouites prisonniers, qui ont choqué jusque dans les rangs révolutionnaires.

Samedi, à Alep, les habitants du quartier de Bustan Al-Qasr, à la lisière d'un quartier loyaliste, ont manifesté pour que les combattants étrangers d'Al-Qaïda, qui contrôlent le point de passage menant aux zones gouvernementales, lèvent le blocus frappant leurs voisins. Ils ont eu gain de cause. Est-ce le signe d'un début de recul de l'Etat islamique ?

Pour le moment, l'ASL, qui multiplie les mises en garde, semble soucieuse d'éviter le déclenchement d'une guerre intestine au sein de la rébellion, qui serait désastreuse alors que le régime est en pleine contre-offensive. Il est difficile de savoir si le meurtre d'Abou Bassir relève de l'incident isolé ou s'il prélude à une offensive d'Al-Qaïda pour prendre la tête de la rébellion, ce qui enclencherait un processus autodestructeur similaire à celui qu'a connu l'Algérie lorsque le Groupe islamique armé a supplanté le Front islamique du salut.

Enfin, l'incident pourrait, selon Thomas Pierret, inciter les pays qui appuient les modérés au sein de l'insurrection – à commencer

par l'Arabie saoudite, la Grande-Bretagne et la France – à accélérer leurs livraisons d'armes pour éviter que leurs protégés ne se fassent déborder par les extrémistes. ■

CHRISTOPHE AYAD

Les talibans pakistanais à la rescousse de la rébellion

Les talibans pakistanais ont établi des bases et envoyé des centaines d'hommes en Syrie pour lutter au côté de la rébellion contre les forces du président Bachar Al-Assad, selon des commandants du Tehrik-e-Taliban Pakistan (TTP). Bachar al Assad est issu de la minorité alaouite, branche du chiisme, considérée comme impie par les extrémistes sunnites. « Quand nos frères ont eu besoin de notre aide, nous avons envoyé des centaines de combattants aux côtés de nos amis arabes », a déclaré dimanche 14 juillet un haut commandant du TTP. Un autre commandant du TTP, également sous anonymat, a déclaré que la décision d'envoyer des combattants en Syrie avait été prise à la demande d'« amis arabes » et pour consolider les liens avec le commandement central d'Al-Qaïda.

Syrian Kurds Clash with Islamists, Prepare for Autonomy

Syrian Kurds clashed with radical Islamist rebels, killing at least four. Turkish boy killed by stray fire

By Chana Ya'ar
www.israelnationalnews.com

Syrian Kurdish militants clashed Tuesday with Al Qaeda-linked rebel fighters, killing at least four members of the Jabhat al-Nusra (Al Nusra Front) terrorist organization as the Kurds prepared to set the stage for an autonomous region, while Islamists group attempt to establish their own independent "emirates", ruled by sharia (Islamic law).

Gunfire also spilled over the border with Turkey into the nearby town of Ceylanpinar, killing a 17-year-old Turkish boy and wounding two other people.

The Kurdish People's Defense Units (YPG) issued a "victory message" late Tuesday, celebrating the 'liberation' of Ras al-Ain, in northern Syria, and called on Arabs in the city to cooperate with its group, according to

Hawar News. The YPG claimed to hold control over the entire city, as well as the headquarters of the Islamist combatant groups in Ras al-Ain.

The battle took place in the city of Ras al-Ain in the northern province of Hasakeh, according to the UK-based Syrian Observatory for Human Rights, about 62 miles (100 kilometers) from the unofficial Syrian Kurdish capital of Qamishli.

The city is home to some 50,000 people, a mix of Kurds, Arabs, Christians and the Kurdish religious minority Yezidis.

Last January, a Turkish citizen was seriously wounded when a bullet was fired from Ras al-Ain into a Turkish border village. It was the third such incident in a week to occur in fighting between the jihadist rebel forces and Kurdish fighters for control over the city, which have been going on since last year.

The Kurdish National Council, a pro-opposition umbrella group of Syrian Kurdish parties, in January condemned what it said was an ongoing assault "against unarmed civilians" by jihadist insurgents on Ras al-Ain, AFP reported. The Kurds called on the Free Syrian Army to "pressure these militants to stop this criminal war which is detrimental to the Syrian revolution."

According to a jihad expert quoted by the Al-Monitor website, Middle East Forum Shillman-Ginsburg Fellow Aymenn Jawad al Tamimi, there is a possibility that the Islamic State of Iraq and Syria (ISIS) - the merged group formed from the Iraqi branch of Al Qaeda and Syria's Jabhat al-Nusra - may be planning to set up Islamic emirates in the areas controlled by its armed terrorist groups.

"In towns such as Jarabulus, where ISIS... has control, ISIS has declared an 'emirate of Jarabulus,' for instance," Tamami wrote in an email to Al-Monitor. "ISIS has an emir of northern operations: Abu Omar.... who leads Jaish al-Muhajireen and was appointed... in May."

Apparently to counter these moves, the Kurdish militants are reportedly planning to form a transitional Kurdish administration in the areas they control as well.

The YPG is allegedly uniting with Syria's Kurdish Democratic Union Party (PYD) and the Turkey-based Kurdistan Workers' Party (PKK), which is listed as a terrorist organization in Turkey and the United States. The groups have formed a plan to hold elections for a local Kurdish government in Syria within six months.

PYD spokesman Alan Semo told the Al-Monitor in a Skype interview, "If they are declaring Islamic emirates, why can the Kurds not form their own government? It would be moderate, democratic and non-fanatic, and benefit regional and international interests," he said.

Tensions in Middle Eastern nations with Kurdish populations - Iran, Iraq, Syria and Turkey - are high due to the conflict in Syria, as well as disputes over oil and gas resources (particularly in Iraq) and the loyalties of the Kurdish population in southeastern Turkey.

Kurds in Iraq, Turkey and Syria dream of an independent state of Kurdistan, although they acknowledge it is unlikely one will emerge anytime in the near future. They are the largest nation in the Middle East without an independent homeland. ■

Cemetery for PKK militants opened in Diyarbakır

DİYARBAKIR - Doğan News Agency

Thousands of people attended the opening ceremony of a cemetery for outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) militants in the southeastern district of Lice in a move followed by a public prosecutor's investigation.

Around 5,000 people, including Peace and Democracy Party (BDP) members and around 15 PKK militants, who covered their faces with kaffiyeh, attended the opening of the cemetery where around 170 PKK militants are buried on July 14.

The Chief Public Prosecutor's office in Diyarbakır opened an investigation about the cemetery opening, hours after the images of the event were emerged on the media, daily Hürriyet reported.

One PKK militant held a speech in Turkish at the 250-grave capacity cemetery opened in a rural area near the Yolçatı village of Lice.

Turkish police checked the IDs of those who were on a bus going to the cemetery when leaving Diyarbakır city limits. Turkish soldiers made another ID check on the road to Lice. A few kilometers later, a group of young people who covered their faces with kaffiyeh and introduced themselves as the security forces of the Kurdistan Communities Union (KCK), the so-called urban wing of the PKK, held ID checks on the road.

The group traveled around two kilometers to the cemetery in the rural Serkis area. Some BDP members held prayers near the cemetery.

BDP Diyarbakır deputy Nursel Aydoğan and provincial head Zübeyde Zümrüt as well as many other party members were present at the opening. Posters of some PKK members who died during clashes as well as a poster of Abdullah Öcalan, the convicted PKK leader imprisoned for life, were present. An unidentified



Around 5,000 people, including Peace and Democracy Party (BDP) members and around 15 PKK militants, who covered their faces with kaffiyeh, attended the opening of the cemetery where around 170 PKK militants are buried. DHA Photo

PKK militant was buried, and the group observed a minute of silence while making victory signs. A PKK militant read the names and code names of the PKK militants buried at the cemetery, while the crowd replied "present" in Kurdish.

The group dispersed without any incident after the ceremony. □

Poll: Public supportive of cemevis, warm to education in Kurdish

www.todayszaman.com
İPEK ÜZÜM, İSTANBUL

A recent survey by the Ankara-based MetroPOLL Strategic and Social Research Center has shown that the majority of the public approves of the possible recognition of cemevis as Alevi places of worship and is now more receptive to the idea of providing an education in their mother tongue for the Kurdish population.

A large-scale survey was conducted by the MetroPOLL Strategic and Social Research Center to determine the Turkish public's attitudes on some domestic and international issues that have topped the nation's agenda over the last few months.

One of the subjects that has been intensely debated in recent months is the issue of whether the Alevis' cemevis should be recognized by the state as places of worship. The debate intensified after Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan said in February that cemevis are places of cultural activity rather than worship, drawing harsh reactions from the Alevi communities in Turkey. In response to a question about whether cemevis should be recognized as Alevi houses of worship in the MetroPOLL survey, 68.1 percent of respondents support the official recognition of cemevis while 19.7 percent object. Another 12.2 percent of respondents expressed no opinion on the issue.



Evaluating this result, Professor Özer Sencar, director of MetroPOLL, told Today's Zaman that this high percentage affirming the recognition of cemevis shows that there is public consensus. He stated: "This 68.1 percent support shows that the recognition of cemevis as houses of worship has ceased to be a matter of debate. I believe this support for cemevis can pave the way for new bridges between the Alevi and Sunni communities in Turkey."

Another hot item on the Turkish agenda is the right to receive an education in one's mother tongue, which is a key issue for the Kurdish people. The MetroPOLL survey reveals that the Turkish public has warmed to the idea. When asked whether people should be able to receive an education in the Kurdish language in predominantly Kurdish-populated areas, 48.2 percent of survey participants responded favorably, while 47.9 percent responded nega-



A group of Alevis are seen performing a sema, an Alevi ritual characterized by turning and swirling, in a cemevi. (Photo: Today's Zaman, Mehmet Ali Poyraz)

tively. In terms of support from political parties' voters, the survey indicates that 92.5 percent of pro-Kurdish Peace and Democracy Party (BDP) voters support providing for an education in their mother tongue and only 7.5 percent do not. Of the respondents who vote for the ruling Justice and Development Party (AK Party), 52 percent say they support the idea while 43.4 percent say they do not. The survey also shows 41.8 percent of main opposition Republican People's Party (CHP) voters support having the opportunity for an education in the Kurdish language while 55.6 percent of CHP voters oppose this. Similarly, only 27.7 percent of the Nationalist Movement Party (MHP) voters support the right of receiving education in mother tongue while 71.4 percent of them don't support the idea.

Regarding these results, Sencar said the survey shows that the Turkish public has softened its stance against providing an education in the mother tongue. He attributed this change in attitude to the positive impacts of the ongoing settlement process, launched in October 2012 by the government to end up long-standing Kurdish question in Turkey. 57.5 percent identify Gezi protests as attempted coup



The Gezi protests, which erupted in late May over the government's plan to demolish Gezi Park in Istanbul's famed Taksim Square, are another major issue that has recently held a place on the Turkish agenda. In response to the question whether they evaluate the

protests a democratic movement or an attempted coup d'état against the government, 57.5 percent of all voters say they consider the Gezi protests an attempted coup while only 33 percent say the Gezi protests were a democratic movement. In terms of support by political party, 82.4 percent of AK Party voters say they think the protests were an attempted coup against the government and only 9.9 percent identify them as a democratic initiative. Of the CHP respondents, 78.5 percent believe the Gezi protests originated from democratic motivations and 14.8 percent say the protests were an attempted coup. Of MHP voters, 49.6 percent indicate that the protests were an attempted coup while 42.9 percent say the protesters had democratic intentions. Among BDP voters, 47.8 percent say the protests were an attempted coup while 35.8 percent said the protests were a democratic movement. Sencar says this result shows that the majority of the public agrees with the government's conspiracy claims regarding the Gezi Park protests.

Social media networks and Twitter, in particular, played a major role in spreading the recent nationwide anti-government Gezi protests, which motivated the government to consider implementing some restrictions on the use of social media. Possible government limitations on social media led to harsh public debate over the last month. The survey shows that 53.6 percent of voters are against any kind of restriction on the use of social media while 36.0 percent find some restrictions to be necessary. The most support for limiting social media comes from AK Party voters, with 56.0 percent approving, while the least support comes from CHP voters, with only 5.4 percent agreeing to the need for changes.

The survey also produced important results about the distribution of party affinity. When asked which political party they would vote for if parliamentary elections were held this Sunday, 43.2 percent of respondents in the MetroPOLL survey say they would vote for the ruling AK Party while 20.4 percent say they would vote for the main opposition CHP. The MHP received 13.9 percent support and 6.5 percent say they would vote for the BDP. Another 2.5 percent say they would vote for other political parties, 5.8 percent say they are undecided, 4.7 percent did not respond to the question and 3.0 percent were recorded as providing protest votes.

Analyzing this recent distribution of likely votes, Professor Sencar recalled the results of another MetroPOLL survey conducted in early June in which the AK Party's potential support was measured at 35.3 percent, adding that there has been a 7.9 percent increase in the potential votes for the AK Party in a

►► month. Stating that the June survey was conducted during the hottest period of the Gezi protests, Sencar gave three reasons for the increase. He says: "The public started to become annoyed with the Gezi protests, as they began to last a long time. Even the people who sympathized with the protests at the beginning started to become irritated with the protests in time when they saw that the protests were misused by some groups and that some protesters caused great damage to the cities. Some of these people started to support the government for its firm stance against the protests. Another reason for the increase might be the effective arguments that Erdoğan used during the rallies and meetings during and following the Gezi protests. One of those arguments was attributing the Gezi protests to some external conspiracies against the development of Turkey. The majority of the public agreed with this argument. Erdoğan also sought to gain the support of religious people by accusing the Gezi protesters of drinking alcohol inside a mosque

[Dolmabahçe Mosque near Taksim Square]. The latest results show he was successful in defending his arguments."

Sencar added that the third reason behind the increase in the votes of AK Party in the survey might be the firm stance that Erdoğan took on



a recent military coup in Egypt. He said: "While most Western countries supported the Egyptian military coup directly or indirectly, Erdoğan took a clear stance against the coup. This led him to gain the support of anti-coup people in Anatolia. As Turkey has a history full of military coups, the people in Anatolia have some fears over any possible return of coups to Turkey. The coup in Egypt reminded those

people of the difficulties they had during the coup period. Therefore, these people started to support the AK Party for its firm anti-coup policies."

Furthermore, when asked whether they believe Turkey has been isolated in the Middle East region in the last two years, 51.4 percent of respondents responded positively while 44.4 percent disagreed. The survey suggests that the opposition parties are highly critical of Turkey's foreign policy in the Middle East. According to the results, 79.1 percent of CHP voters and 73.9 percent of MHP voters say they believe Turkey has been isolated in the region in the last two years.

The polling took place from July 6-10 with the participation of 1,335 adults residing in 31 provinces. The Computer Assisted Telephone Interview (CATI) method was used to conduct the survey. The margin for error for the complete poll is 2.7 percentage points and the confidence level is 95 percent. ○

Iranian Kurds Suspicious About Planned Security Force in Their Regions

by RUDAW.net
By Nasir Piroti

ERBIL, Kurdistan Region – Tehran's announced intention of establishing a new security force in its western regions worries Kurdish groups and residents, who fear disguised efforts by authorities to tighten their grip on the country's largely poor and restive Kurds.

Mohammed Hossein Rajabi, a Revolutionary Guards' commander in Iran's Kurdistan province, recently announced plans for the force, which he said would try and recruit Kurds and be named Razim.

Rajabi said that the new unit was recommended by Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, and would enjoy the government's full support.

The paramilitary Revolutionary Guards – or Pasdaran -- claim that the intention behind this new force is to guarantee security and stability in the area.

But militant Iranian Kurdish groups, which have stopped armed confrontations with the Tehran regime since 1996, say the force is a smokescreen by Iran to tighten its grip on the Kurdish regions.

Iranian authorities – always wary of the country's estimated seven million Kurds ever since crushing a 1946 uprising that briefly declared a Kurdish state and more trouble after the 1979 Islamic revolution -- are especially worried about developments in neighboring Turkey, Syria and Iran.

"It is about Iran's fear of an uprising in the future," claimed Ahmed Azizi, an Iranian Kurdish political observer. Syria, Iraq and Turkey all share large Kurdish minorities with Iran, where the Kurds populate the country's poorest and most deprived regions.

Iraq's Kurds have set up their own autonomous Kurdistan Region, Turkey is in the process of a landmark peace process to end decades of conflict with the separatist Kurdistan Workers Party. In Syria, the Kurds are demanding guarantees of self-rule, as the armed uprising against President Bashar al-Assad is in its third year, with an estimated 100,000 killed.

"All the political parties in eastern (Iranian) Kurdistan are currently engaged in civil and political activities only," noted Brayim Zewayee, public relations officer of the Kurdistan



The paramilitary Revolutionary Guards – or Pasdaran -- claim that the intention behind this new force is to guarantee security and stability in the area. Photo: AFP

Democratic Party of Iran (KDPI), questioning the need for the planned Razim security force.

Zewayee said that forming the unit to ensure stability is a lame excuse.

"Instead of tackling the political and economic issues, the government uses the army to impose itself," he added.

Following the 1979 revolution that ousted the Iranian Shah the new Islamic authorities sent in troops to wrest control of the

country's western regions from armed groups, mainly KDPI, that had benefited from the turmoil of the uprising and taken brief control.

The Kurdish groups were forced to retreat after months of fierce fighting with Revolutionary Guards' forces. In its fight against Kurdish rebel groups, the Iranian government established local paramilitary units to support the military. ■

Les Echos 13 juillet 2013

L'Irak se dit incapable d'éviter les vols iraniens vers la Syrie

reuters

Bagdad ne peut pas empêcher les avions iraniens de passer par l'espace aérien irakien pour livrer des armes au gouvernement du président syrien du président Bachar al Assad, allié de Téhéran, a affirmé samedi Hochiar Zebari, ministre irakien des Affaires étrangères.

Les Etats-Unis ont demandé à l'Irak de ne pas autoriser les vols venus d'Iran, très majoritairement chiite, qui transportent des armes destinées à être utilisées par Damas

contre les rebelles syriens, largement sunnites.

"Nous rejetons et nous condamnons le transfert d'armes par notre espace iranien, et nous en ferons officiellement part au camp iranien", a dit Hochiar Zebari au quotidien arabophone Achark al Aousat. "Mais nous ne sommes pas en mesure d'y mettre fin."

Le ministre invite les pays occidentaux à prendre eux-mêmes des mesures pour éviter le transit d'armes par l'espace aérien irakien.

Il précise néanmoins que les vérifications effectuées ponctuellement par Bagdad, depuis septembre, n'ont permis de trouver que de l'aide alimentaire et sanitaire à bord des avions iraniens.

Le gouvernement irakien est dominé par des partis chiites proches de Téhéran, mais il ne soutient officiellement aucun camp dans le conflit en Syrie, avec qui l'Irak partage sa frontière occidentale.

En Irak, la guerre civile syrienne a réveillé des tensions entre la majorité chiite, plutôt favorable au gouvernement majoritairement alaouite de Bachar Al Assad, et les minorités sunnites et kurdes, ce dont témoigne une recrudescence des attentats à caractère confessionnel. □

Les Echos 19 juillet 2013

"Dernier avertissement" des militants du PKK à Ankara

Ankara responsable si le processus de paix échoue, dit le PKK Les autorités turques dénoncent la lenteur du retrait des combattants Les séparatistes inquiets pour la santé de leur chef emprisonné (Déclarations, contexte)

Les militants séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont adressé vendredi ce qu'ils présentent comme "un dernier avertissement" à la Turquie pour qu'elle accélère le processus de paix lancé au printemps afin de mettre fin à trente ans d'insurrection.

Si le plan de paix échoue, le gouvernement turc en portera seul la responsabilité, ajoute le PKK.

Les rebelles insistent pour que le gouvernement dirigé par les islamistes-conservateurs de l'AKP (Parti de la justice et du développement) lance sans attendre la "phase 2" des accords de paix, portant sur des réformes en faveur de la minorité kurde.

Les autorités d'Ankara exigent d'abord que le PKK accélère le retrait du pays de ses unités combattantes, qui doivent toutes se replier sur le Kurdistan irakien.

"En tant que mouvement, nous avertissons pour la dernière fois le gouvernement de l'AKP (...) Si des mesures concrètes ne sont pas prises au plus vite sur les sujets énoncés par notre peuple et par l'opinion publique, le processus (de paix) n'avancera pas et le gouvernement de l'AKP sera tenu pour responsable", dit le PKK dans un communiqué mis en ligne.

Le groupe kurde ajoute être inquiet pour la santé de son chef Abdullah Öcalan, dit "Apo", détenu depuis 1999, et affirme que ses demandes pour qu'une équipe de médecins indépendants puisse l'examiner dans sa prison de l'île d'Imrali, au sud d'Istanbul, n'ont pas eu de réponse.

Le PKK dit douter vraiment de "la sincérité d'un gouvernement qui traite ainsi la santé d'Apo".

LE POIDS DE LA GUERRE EN SYRIE

Il accuse aussi Ankara de soutenir les groupes islamistes qui affrontent les Kurdes dans le nord de la Syrie.

"Nous appelons l'AKP à renoncer rapidement à cette attitude hostile envers les droits démocratiques des Kurdes de Syrie et à rom-

pre ses liens avec les groupes qaédistes", ajoute-t-il.

Le conflit entre les séparatistes kurdes et Ankara a fait plus de 40.000 morts depuis 1984.

Le PKK, considéré comme une organisation terroriste par les Etats-Unis, l'Union européenne et la Turquie, ne cherche plus à créer un Etat indépendant dans le sud-est de la Turquie, comme lors du déclenchement de l'insurrection, mais réclame un régime d'autonomie.

En Syrie, des combattants kurdes ont pris cette semaine le contrôle de la ville de Ras al Aïn, à la frontière avec la Turquie, et affrontent des groupes rebelles islamistes liés à Al Qaïda pour le contrôle des champs pétroliers du nord-est du pays.

Cette progression des hommes du Parti de l'Union démocratique (PYD), mouvement proche du PKK, inquiète le gouvernement d'Ankara.

Les Turcs craignent en effet que l'apparition d'une région autonome kurde en Syrie, à la faveur de la guerre civile dans ce pays, n'incite le PKK à revenir sur ses engagements.

Le PYD a d'ailleurs fait savoir vendredi qu'il voulait mettre en place une autorité indépendante dans les régions kurdes du nord-est de la Syrie. o (reuters)

ZAMAN FRANCE 22 JUILLET 2013

Öcalan veut rencontrer les médias turcs

Par Redaction / www.zamanfrance.fr

Le leader du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan, s'est exprimé sur ses conditions d'emprisonnement, qui selon lui, limitent sa contribution au processus de paix en cours. Il a en outre déclaré qu'il souhaitait être directement impliqué dans le processus en communiquant directement avec les médias.

Malgré les événements récents et menaçants pour le processus de paix qui ont eu lieu dans le sud-est de la Turquie, Öcalan a toutefois affirmé que le processus était en bonne voie.

Öcalan appelle Ankara et le PKK à ne rien faire contre la paix

Deux députés du parti pro-kurde pour la paix et la démocratie (BDP) se sont rendus dimanche à Imrali, île de la mer Marmara où le chef du

PKK est actuellement emprisonné, afin d'accélérer le processus de paix, voyant que ce dernier ralentit quelque peu depuis quelques semaines. Les députés ont organisé une conférence de presse à leur retour à Istanbul après plusieurs heures de pourparlers avec le chef du PKK. Après avoir déclaré que ses conditions de prison ne l'encourageaient aucunement à être davantage engagé dans le processus, Öcalan a appelé le gouvernement turc à prendre des mesures concrètes au plus vite pour accélérer le processus, à un moment où les voisins de la Turquie connaissent une période critique. Le chef de l'organisation a, de plus, appelé à la fois l'Etat turc et le PKK à ne pas commettre d'erreurs qui soient préjudiciables à un processus de paix déjà fragile.

Les combats entre Kurdes et islamistes s'étendent en Syrie

par Erika Solomon et Jonathon Burch

BEYROUTH/ANKARA (Reuters) - Des combattants kurdes ont pris le contrôle de la ville syrienne de Ras al Aïn, à la frontière avec la Turquie, et affrontaient jeudi des groupes rebelles islamistes liés à Al Qaïda pour le contrôle des champs pétrolifères du nord-est de la Syrie.

La progression des hommes du Parti de l'Union démocratique (PYD), mouvement kurde de Syrie proche du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui opère en Turquie, inquiète le gouvernement d'Ankara alors que se poursuit le fragile processus de paix lancé au printemps entre les autorités turques et les militants séparatistes.

Les Turcs craignent que l'apparition d'une région autonome kurde en Syrie, à la faveur de la guerre civile dans ce pays, n'incite le PKK à revenir sur ses engagements.

Dans un communiqué publié mercredi soir, l'armée turque a annoncé que la ville de Ras al Aïn était tombée aux mains du PYD, groupe qu'elle présente comme "une organisation terroriste séparatiste".

Lors des combats, deux roquettes tirées de Syrie étant tombées mercredi sur un poste turc à Ceylanpinar, face à

Ras al Aïn, les soldats d'Ankara ont riposté en ouvrant le feu sur des combattants du PYD de l'autre côté de la frontière. Un incident similaire s'était déjà produit mardi.

Les affrontements à Ras al Aïn ont éclaté mardi soir quand des miliciens islamistes du Front al Nosra ont attaqué une patrouille kurde et pris un otage, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Les islamistes chassés de Ras al Aïn se sont repliés près de la ville qu'ils continuent de bombarder, poursuit l'ONG proche de l'opposition syrienne.

Elle précise que les combats, qui ont fait au moins 29 morts, se sont étendus dans la province de Hassakeh, largement peuplée de Kurdes, et que des batailles font rage autour du gisement pétrolier de Roumeïlan, à 200 km à l'est de Ras al Aïn.

La plupart des installations pétrolières de Roumeïlan sont fermées mais quelques oléoducs continuent de ravitailler les raffineries de Homs et de Baniyas.

CHAMPS PÉTROLIFÈRES

Des unités kurdes ont pris le contrôle du champ pétrolier de Souweïdia 20 et des combats se déroulent toujours à Souweïdia 3, précise l'OSDH.

Depuis le soulèvement contre le président Bachar al Assad en mars 2011, la production pétrolière syrienne a chuté de près de 60%, à 153.000 barils par jour, selon les chiffres diffusés en octobre dernier par le gouvernement américain.

Nawaf Khalil, porte-parole du PYD, a affirmé que les combattants kurdes feraient tout pour conserver le contrôle de la région. "Nous nous sommes durement battus pour chasser le régime oppresseur (d'Assad) et son armée, ce n'est pas pour laisser des groupes liés à Al Qaïda nous voler notre victoire", a-t-il dit.

"Les islamistes ne veulent pas de



Miliciens kurdes de Syrie.

zones kurdes autonomes et cherchent à prendre le contrôle des installations pétrolières de Roumeïlan", a-t-il expliqué.

Kurdes et islamistes coopéraient depuis plusieurs mois dans la région, jusqu'aux affrontements de mardi.

Plus au sud, dans la campagne autour de Damas où s'affrontent l'armée gouvernementale et les rebelles, l'OSDH fait état de violents bombardements, tout comme à Homs, où les combats font rage depuis trois semaines.

Des heurts ont aussi été signalés dans les villes de Deraa et de Kouneïtra, dans le sud du pays.

En Jordanie, le secrétaire d'Etat américain John Kerry s'est rendu jeudi au camp de Zaatari, où vivent 115.000 réfugiés syriens.

Il s'est entretenu pendant une quarantaine de minutes avec des représentants des réfugiés qui ont réclamé l'instauration de zones d'exclusion aérienne en Syrie afin de protéger la population civile.

Le chef de la diplomatie américaine a déclaré que Washington envisageait plusieurs options, notamment l'établissement de "zones tampons" pour mettre les civils à l'abri, mais il a souligné l'extrême complexité de la situation. □

AFP

Des jihadiste relâchent des civils kurdes dans le nord de la Syrie

BEYROUTH, 21 juil 2013 (AFP)

Des jihadistes ont relâché dimanche quelque 300 civils kurdes qu'ils ont capturés en représailles à l'arrestation d'un de leur commandant par des combattants kurdes dans le nord de la Syrie, a rapporté une ONG syrienne.

"L'État islamique en Irak et au Levant (EIIL), a relâché 300 Kurdes qui ont été capturés dans la nuit de samedi à dimanche, en représailles à la détention du commandant (jihadiste) Abou Moussab", libéré à son tour dans la journée, a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'Homme.

Des combats opposant des membres des brigades kurdes à des jihadistes ont éclaté en plusieurs endroits de Tal-Abyad dans la province de Raqa, après que les combattants (kurdes) ont capturé l'émir d'EIL dans la ville, Abou Moussab, avait indiqué auparavant l'OSDH, qui s'appuie sur un large réseau de militants et de sources médicales.

Capturé tard samedi, Abou Moussab a été relâché dimanche après-midi selon l'OSDH et un militant à Tal Abyad qui a requis l'anonymat.

La capture du commandant jihadiste était intervenue quelques jours après la conquête par des combattants de Comités de protection du peuple kurde (YPG) de la ville kurde de Ras al-Aïn, lieu de passage stratégique vers la Turquie, qui

était auparavant aux mains du Front jihadiste Al-Nosra et de l'EIL.

En représailles, les jihadistes ont capturé des "centaines de civils kurdes", selon l'OSDH.

Les heurts à Tal-Abyad, qui se trouve également sur la frontière avec la Turquie, ont éclaté après que les jihadistes ont tendu une embuscade aux combattants kurdes dans une école de la ville utilisée comme base, selon l'OSDH, basée en Grande-Bretagne.

Dans la journée de samedi, des combattants kurdes dans la province majoritairement kurde de Hassaké avaient chassé les jihadistes d'un point de contrôle et saisi leurs munitions.

Depuis le début de la révolte contre le régime il y a plus de deux ans, les Kurdes (15% de la population), présents essentiellement dans le Nord, tentent de se tenir à l'écart du conflit, leur objectif étant avant tout de conserver le contrôle sur leurs territoires.

En 2012, l'armée de Bachar al-Assad s'était retirée de neuf localités kurdes dans cette région et depuis les territoires kurdes du Nord syrien sont administrés par des conseils locaux de cette ethnie.

Mais au cours de la seule semaine passée, plus de 50 jihadistes et combattants kurdes ont été tués dans des combats dans le nord de la Syrie, selon un bilan publié samedi par l'OSDH.

INTERNATIONAL | CHRONIQUE

PAR ALAIN FRACHON



Iran : la bombe et le turban du président

LA
SAUVEGARDE
DU RÉGIME
PASSE
PAR UNE
ATTÉNUA-
TION DES
SANCTIONS,
LAQUELLE
VAUT BIEN DE
LÂCHER DU
LEST SUR LE
NUCLÉAIRE

À la fin des années 1960, un jeune Iranien se rend clandestinement en Irak pour y rencontrer celui qui allait devenir le père de la révolution islamique. L'ayatollah Ruhollah Khomeyni (1902-1989) vivait en exil à Nadjaf, un des lieux saints de l'islam chiite. Etudiant en religion, le jeune homme porte un turban blanc, signe de son respect pour le dogme et la tradition. Il prend des risques : les deux pays s'entendent mal (déjà), et Khomeyni fait figure d'opposant résolu au régime du chah Mohamed Reza Pahlavi, qu'il renversera quelque dix ans plus tard.

Au moment de franchir la frontière, le passager demande à l'étudiant de retirer son turban. Il ne faut pas attirer l'attention. Le séminariste hésite : d'un côté, la fidélité au symbole de sa foi, de ses vœux, de ce qu'il a choisi d'être ; de l'autre, une mesure relevant d'un empirisme de nécessité. Hassan Rohani, c'est son nom, choisit : il se défait de sa coiffe.

Depuis le 16 juin, l'ayatollah Hassan Rohani est, à 64 ans, président de la République islamique. L'anecdote du voyage à Nadjaf est rapportée par le correspondant du *New York Times* à Téhéran, Thomas Erdbrink. Elle figure dans des Mémoires déjà publiés par le nouveau président. Celui-ci la mettrait en avant pour montrer son pragmatisme et son interprétation libérale du dogme – son côté modéré, en somme.

Le président doit entrer en fonctions le 3 août. Mais, à peine élu, Hassan Rohani, fines lunettes d'intellectuel, barbiche poivre et sel taillée en pointe, sourire bon enfant, divise les observateurs. Qui est-il ? Qui est ce candidat qui s'est présenté comme un centriste (sur l'échiquier politique iranien, s'entend), a obtenu les suffrages du camp réformiste, mais n'en est pas moins depuis des années un proche de l'ayatollah Ali Khamenei, Guide suprême de la République, vrai patron du régime et idéologue obtus d'une révolution qui mélange allègrement ultranationalisme, militarisme et intégrisme islamique ?

La question intéresse l'avenir de la négociation sur le nucléaire iranien – que les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, Chine et Russie comprises, accusent d'être à vocation militaire. Le premier ministre israélien a tranché. Pour Benjamin Nétanyahou, il n'y a pas de mystère Rohani. L'Iranien joue la comédie de la modération : « *Il critique son prédécesseur [Mahmoud Ahmadinejad] pour avoir été un loup déguisé en loup. Sa stratégie à lui est d'être un loup déguisé en mouton, de sourire tout en fabriquant la bombe.* »

Avec ou sans turban sur la tête, Hassan Rohani a toujours fait partie de l'élite politique de la République islamique, disent les Israéliens. Il est au cœur du système, toujours solidaire ; il est l'un des hommes du projet nucléaire,

même s'il était arrivé en 2003 à un accord avec les Occidentaux sur la suspension (très provisoire) du programme d'enrichissement de l'uranium. Dans ce domaine, le Guide a le dernier mot, pas le président. Ali Khamenei a fait du programme nucléaire, comme de l'alliance avec la Syrie des Al-Assad et avec les chiites du Hezbollah libanais, l'instrument privilégié de la défense du régime et de ses velléités de domination régionale.

S'il n'y a pas de nouvelles sanctions, appuyées sur une menace militaire crédible, l'Iran poursuivra sa course à l'arme nucléaire. Et si Téhéran amasse un stock d'uranium enrichi à 20 % de quelque 250 kg, censé être nécessaire à la fabrication d'une bombe, Israël pourrait s'estimer contraint d'agir avant même les Etats-Unis, a prévenu M. Nétanyahou.

Un CV en or

Pas si vite, répliquent d'autres « téhéranologues », pas forcément naïfs. M. Khamenei avait besoin, disent-ils, de la victoire de M. Rohani pour relégitimer le régime à l'intérieur et à l'extérieur. Il fallait montrer que la République islamique n'est pas qu'une dictature militaro-religieuse. Cela a un prix politique. Le candidat a été élu sur un programme, il a un mandat : allègement de l'embargo auquel est soumis l'Iran, pour cause de nucléaire, afin de relancer une économie atrophiée. La sauvegarde du régime passe par une amélioration de la situation économique et sociale des Iraniens, laquelle passe par une atténuation des sanctions, laquelle vaut bien de lâcher du lest sur le nucléaire, au moins provisoirement. Au minimum, M. Khamenei aurait estimé qu'il devait courir le risque Rohani.

Car Hassan Rohani pèse sur la scène intérieure, plus que son prédécesseur. Il a un CV de « républicain islamiste » en or : dignitaire religieux, vingt ans parlementaire, seize ans secrétaire général du Conseil suprême de la sécurité nationale, un des lieux de pouvoir du régime. Il parle anglais, peut-être avec un accent écossais : il a rédigé une thèse de science politique dans une université de Glasgow (sujet : « *Souplesse d'interprétation de la loi islamique* »). Il maîtrise la technique du dossier nucléaire. Enfin, il a l'écoute du Guide. L'ensemble lui donne la légitimité requise pour se faire entendre sur le dossier nucléaire – s'il le souhaite.

Durant sa campagne, il a aussi donné sa préférence en politique étrangère. Il entend défendre une ligne moins idéologique, a-t-il dit, c'est-à-dire se rapprocher des pays du Golfe et, d'abord, a-t-il insisté, de l'Arabie saoudite. Ce qui supposerait de s'éloigner de l'axe révolutionnaire formé avec Damas et le Hezbollah...

On peut balayer cela d'un revers de main, au nom de ce qui serait la nature profonde du régime iranien. On peut penser aussi que rien n'est écrit. Pas plus qu'il n'était écrit que le jeune Rohani enlève un jour son turban sur la route de Nadjaf. ■

« Les Kurdes ne veulent pas que les forces islamistes dominent leurs régions »

OLJ/AFP

Syrie Vers la création d'un gouvernement autonome temporaire.

Les combats contre les jihadistes implantés dans le Nord syrien prouvent la volonté des Kurdes d'instaurer une autonomie territoriale et économique sur une région où ils sont majoritaires, à l'instar de leurs frères d'Irak, selon des analystes. Une trentaine de combattants islamistes et kurdes ont été tués cette semaine en deux jours de heurts, qui ont abouti à l'expulsion des fondamentalistes dans une ville frontalière avec la Turquie.

« Les Kurdes poursuivent des intérêts qui leur sont propres, en l'occurrence éliminer les obstacles à l'établissement d'une entité proto-étatique dans le nord de la Syrie. Or les jihadistes sont l'un des principaux obstacles », assure Thomas Pierret, expert de la Syrie et des mouvements islamistes. Pour lui, « les Kurdes exploitent un contexte défavorable aux jihadistes, notamment l'hostilité croissante de la part de l'Armée syrienne libre (ASL) et de la population ainsi que des grandes puissances ».

Ces accrochages surviennent en effet au moment où les tensions se sont exacerbées entre l'ASL – rebelles soutenus par des pays arabes et occidentaux – et le Front el-Nosra et l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL), deux groupes affiliés à el-Qaëda qui combattent également le régime de Damas. D'ailleurs, ces combats surviennent alors que des responsables kurdes ont annoncé hier que les Kurdes de Syrie prévoient de créer un gouvernement autonome tem-



Une trentaine de combattants islamistes et kurdes ont été tués cette semaine, ce qui a abouti à l'expulsion des fondamentalistes de Qamishli, une ville frontalière avec la Turquie. Photo AFP

poraire pour administrer les régions où ils sont majoritaires dans le nord du pays ravagé par la guerre.

« Nous pensons que la crise en Syrie n'est pas près de se terminer, donc nous avons besoin de créer une entité autonome démocratique dans le Kurdistan occidental », a déclaré Saleh Muslim, chef du Parti de l'union démocratique (PYD), émanation syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), considéré comme « terroriste » en Turquie. La région que le PYD appelle « le Kurdistan occidental » correspond aux territoires à majorité kurde dans le nord de la Syrie, notamment la province de Hassaka et des parties de la province d'Alep. La création de ce gouvernement « a été notre projet depuis 2007 », a ajouté M. Muslim, insistant sur son aspect temporaire. « Une fois qu'il y aura un accord large sur l'avenir de la Syrie, nous mettrons fin à cette autonomie », a-t-il avancé.

Les heurts de ces derniers jours coïncident également avec le premier anniversaire du départ de l'armée de

Bachar el-Assad de neuf localités kurdes qui sont alors passées entre les mains de cette communauté. Le chef de la diplomatie turque Ahmet Davutoglu a mis en garde hier les Kurdes contre toute velléité autonomiste car elle « aura pour effet d'envenimer les combats, et d'aggraver la situation intenable en Syrie ». En fait, il s'agit d'une bataille pour le contrôle de cette région. « Il y a de bonnes raisons de croire que cette intention de déclaration d'autonomie a retenti comme un signal d'alarme pour les islamistes, car cette région isolée était devenue très importante, notamment pour les jihadistes qui peuvent la transformer en un refuge et bénéficier des revenus de champs pétroliers qui s'y trouvent », souligne M. Lister.

L'écrivain et analyste politique kurde syrien Farouq Hajji Moustapha confirme que « les Kurdes ne veulent pas que les forces islamistes dominent leurs régions ». « Les déclarations d'islamistes disant vouloir créer leur État dans le nord de la Syrie ont suscité de grandes craintes chez les Kurdes, c'est pour cela qu'ils

sont prêts au combat et à protéger les puits de pétrole contre toute partie étrangère », ajoute-t-il. Les Kurdes représentent environ 15 % de la population syrienne et sont surtout présents dans le Nord. Ils usent en Syrie de la même stratégie que leurs frères irakiens, qui ont profité des crises successives en Irak pour imposer au pouvoir central de Bagdad une autonomie complète. « Ils savent mettre de côté leurs divergences et s'unir quand ils font face à des problèmes », souligne Farouq Hajji Moustapha.

Mais « il est trop tôt pour dire que les jihadistes sont en train de perdre », relève M. Pierret, même s'« il est clair qu'ils font face à des milices kurdes bien armées et déterminées (...) et que l'ASL n'est pas mécontente de voir l'EIIL prendre des coups ». Selon M. Lister, lancer une bataille pour expulser les jihadistes placera l'YPG dans une situation difficile, même si cette milice est « militairement, logiquement et tactiquement nettement supérieure à ce qu'elle était il y a un an, peut-être grâce à l'aide du PKK ».

En tout cas, un autre expert du Moyen-Orient, Aron Lund, relève que l'état-major de l'ASL et l'opposition syrienne ont appelé « les différents groupes de l'ASL à ne pas se laisser entraîner dans ces combats secondaires ». Dans un communiqué commun publié jeudi, ils « condamnent les combats entre frères » avant de les mettre en garde « de ne pas tomber dans le piège des affrontements internes suscités par le régime assassin » de Bachar el-Assad. ■

Kurdish Rebel Group in Turkey Re-Focuses on Syria

By: Amberin Zaman for Al-Monitor Turkey Pulse.

www.al-monitor.com

A surprise reshuffle in the top leadership of the Kurdistan Workers Party (PKK) has prompted fresh worries that the ruling Justice and Development Party (AKP)'s efforts to solve Turkey's most complex problem may be doomed.

In a statement carried by the pro-PKK Firat news agency on July 10, the Kurdistan Communities Union (KCK), an umbrella group for the rebels, announced that its long-serving Chairman Murat Karayilan had been replaced by Cemil Bayik and female militant Bese Hozat. Karayilan, who remains a member of the KCK leadership council, was the government's chief interlocutor among rebel commanders based in Kurdish-controlled Northern Iraq. Talks with Karayilan were mostly conducted via Iraqi Kurdistan Regional Government (KRG) President Massoud Barzani and his Kurdistan Democratic Party (KDP). The KDP, which is now closely allied to Turkey, hails Karayilan as a "moderate" who "genuinely wants peace."

Bayik, on the other hand, is often described as a "hawk" with close ties to Iran. He is also known to be on good terms with the KDP's chief rival, the Patriotic Union of Kurdistan, whose ailing leader Jalal Talabani is also the president of Iraq. Does the apparent ascendancy of Bayik signal a toughening in the PKK's stance?

Turkish governmental officials insist it does not. As Yalcin Akdogan, an AKP lawmaker who is Prime Minister Recep Tayyip Erdogan's chief adviser on the Kurds, noted in a recent column, "The organization's decision to end the fighting and to withdraw from Turkey was decided by all of the aforementioned individuals" long before the reshuffle took place.

Akdogan added that it was inconceivable that the changes were made without imprisoned PKK leader Abdullah Ocalan's consent.

The PKK has taken a similar line. The KCK statement reaffirms the rebels' commitment to the peace process and its absolute loyalty to Ocalan. So the real question then is this: Is there a process worthy of its name?

Any answer would be left incomplete without considering developments in Syria, where the PKK is continuing to consolidate its hold over a string of Kurdish towns. These fell under its control in July 2012, when Syrian regime forces redeployed elsewhere in Syria. But first, a brief reminder of what is happening inside Turkey:

The picture is confusing. Mutual distrust and deception prevail. Erdogan keeps repeating that he is determined to see the peace process through, yet he insists that a reform package that would address the Kurds' key demands can only be adopted after PKK forces uphold pledges to fully withdraw from Turkish soil.

Senior government sources speaking on condition of anonymity concede that there are sharp differences over how to handle the Kurds. Justice Minister Saadullah Ergin is pushing for reform but nationalist hard-liners are pulling Erdogan in the opposite direction. It seems increasingly unlikely that Erdogan will move until after local elections to be held in 2014.

Citing this lack of progress, the PKK has made thinly veiled threats about resuming the fight "if need be." This is unlikely in the near term because the Kurds too have kicked into electoral mode. The municipal elections which allow them to run most of the mainly Kurdish provinces, including their unofficial capital Diyarbakir, are critical.

There has been not a single casualty on either the Turkish or the Kurdish side since the peace process was officially announced in January. The lull in violence has emboldened Kurds to expand their political activities. Its return would not only alienate their own supporters (and the same holds true for the government), it would unravel the



[Kurdish female fighters from the Popular Protection Units (YPG) take positions to guard the area in Aleppo's Sheikh Maqsoud neighborhood, June 19, 2013. (photo by REUTERS/Nour Kelze)]

Kurds' burgeoning alliance with Turkish protesters.

It's about Syria, stupid

Just as importantly, the PKK is pouring much of its energy into Syria. And this is where the picture gets even more blurred. The main reason Erdogan resumed talks with Ocalan was out of fear that Syria and Iran — and Russia, some claim — would boost their support for the rebels in order to punish Turkey for its support for Syrian rebels. How else could the PKK, however briefly, control broad swathes of Turkish territory along the Iran-Iraq border just as they made gains in Syria? The peace process was meant to reverse all this. In exchange for concessions inside Turkey, Ocalan was supposed to put the brakes on "Rojava" or "Western Kurdistan," as the Syrian Kurds call their territories. And if all went according to plan, the Syrian Kurds would have joined the Syrian opposition. Hopes of a deal grew when Turkey went public with the news that it had been holding talks with Salih Muslim, the head of the PKK's Syrian arm, the Democratic Union Party (PYD) in May.

Muslim had long complained that Turkey was behind a string of attacks by Syrian rebel forces, and in particular by the radical militant group Jabhat al-Nusra, against the PYD's armed unit, known as the YPG.

These seemed to subside when Muslim began talking with Ankara. Turkish officials vehemently deny any connection with Jabhat al-Nusra. But in a recent Skype interview, Muslim told Al-Monitor that not only had the attacks resumed, but that they had intensified.

"Turkey is encouraging this," he claimed, adding that his contacts with Turkish officials had ended.

On July 15, the PYD issued a statement that three Tunisians arrested by its forces in the town of Afrin two weeks before had "revealed al-Nusra ties to Turkey." The men allegedly said they had crossed into Syria with the help of Turkish military officers, who "facilitate cross-border incursions and provide hospital treatment for wounded militants." If the claims are true, this would suggest that Turkey is not keeping its promise to Washington to distance itself from Jabhat al-Nusra. At any rate, the PKK has a vested interest in creating this impression, not least because the US State Department issued a statement condemning PYD attacks against Kurdish groups resisting its iron grip.

The KDP is also keeping up pressure on the PYD by refusing to reopen common border crossings under its control. These were sealed in May after YPG forces arrested dozens of pro-KDP Kurds. Informed Kurdish sources say pressure on the PYD has intensified because of the Syrian regime's recent gains in the battlefield. These, in turn, allegedly propelled the PYD (and therefore the PKK) to reassess its position on Damascus.

It is no coincidence that opposition rebels have stepped up their campaign to capture Qamishli, the Syrian Kurds' putative capital, which remains home to a sizeable number of Syrian government troops.

The KCK's recent announcement that the Syrian Kurds were preparing for autonomy and that elections would be held in six months to choose "a popular government" cannot be understood without taking these developments into account. The move aims to boost PYD legitimacy by proving that it is willing to share power, if only for show. Little

noticed but equally striking was the announcement that a cease-fire struck with Iran had been extended. It is hard to foresee where all this will lead, but what is clear is that for now, the peace process in Turkey continues to determine the fate of the Syrian Kurds.

Yet the longer Turkey refuses to move on reforms, the less control it (and Ocalan) will have over its own Kurds, let alone those beyond its borders. And should the Syrian conflict drag on, the risks of Turkey being sucked into open conflict against the PYD can only grow. The PYD's ambitious autonomy plans (the areas under their control are separated by large swathes of Arab-populated towns) are pouring oil onto the flames.

In a potentially game-changing development, on July 17 the PYD clai-

med that it had seized full control of the town of Ras al-Ain, including a strategic border crossing with the Turkish town of Ceylanpinar, from Jabhat al-Nusra militants. If the claim is true, this would mark the first time the PYD has won control of a border crossing to Turkey. This brings us back to the change of guard in the PKK. Does it spell a shift? To those who keep insisting that it doesn't, one might respond, "Thou doth protest too much." ♦

Amberin Zaman is an Istanbul-based writer who has covered Turkey for The Washington Post, The Los Angeles Times, The Daily Telegraph and the Voice of America. A frequent commentator on Turkish television, she is currently Turkey correspondent for The Economist, a position she has retained since 1999. On Twitter: @amberinzaman



July / 17 / 2013

'Deadlock of resolution process solved after we received a letter,' says PKK's senior figure

ISTANBUL – Radikal

The Kurdish peace process is no longer in deadlock since the outlawed Kurdistan Workers' Party's (PKK) military headquarters in the Kandil Mountains received a letter from its jailed leader, a senior figure of the organization has said.

Murat Karayılan, who was appointed leader of the PKK's armed wing, the People's Defense Forces (HPG) after handing over the leadership of the organization to Cemil Bayık and Bese Hozat, had warned last week that the peace process might face a blockage if Turkey failed to make a step.

"[Öcalan] has written a letter to the state and another to our movement regarding what has to be done during the second phase [of the process]. He told the delegation which had visited him that 'if this letter is not delivered, it would mean that [the government] does not want to make a step.' And the letter was not delivered later on," Karayılan said, in a statement to militants in Turkey and Northern Iraq via radiotelephone, daily Radikal reported.

"If the letter had not been given, there would have been a deadlock as a result," Karayılan said.

A letter from Öcalan arrived in Kandil after being delivered by Peace and Democracy Party (BDP) deputy parliamentary group head Pervin Buldan on July 9. A delegation comprising BDP co-chair Gültan Kışanak and independent Kurdish deputy Ahmet Türk went to Kandil as planned before Buldan, but couldn't deliver the letter reportedly due to "bureaucratic problems."

JAILED LEADER PROPOSES ESTABLISHMENT OF EIGHT COMMISSIONS

Karayılan said the PKK's jailed leader has proposed the establishment of eight commissions to facilitate the process. "In



Murat Karayılan was appointed leader of the PKK's armed wing, the People's Defense Forces (HPG) after handing over the leadership of the organization to Cemil Bayık and Bese Hozat. DAH photo

his letter, [Öcalan] presents his point of view on what can be done by the state to ease the moving forward of the process. He proposes the creation of eight commissions. These are: a justice commission, a socio-economic commission, a National Pact [Misak-I Milli] commission, a women's freedom commission, an ecology commission, a civil society commission, a security commission and a truth commission," Karayılan said without elaborating further.

"[Öcalan] makes serious efforts for the resolution of the Kurdish issue and it is important that the state acts accordingly," he added.

Karayılan also said that the letters intended to incite the state to make steps and remove the concerns of the militants. "We are clear: We stand behind our leader's [Öcalan] project," he said.

The peace process has entered a critical phase after the PKK started the withdrawal of its militants from Turkish soil in May. However, while the pullout has reportedly been slower than expected, both the PKK and BDP became more vocal about the reforms that are planned to be implemented in what is called "the second phase" of the process.

CRITICISM OF LICE EVENT, WISE PERSONS' LACK OF IMPACT

Karayılan also slammed the government over the Lice incident when a Kurdish teenager died after soldiers opened fire on protesters demonstrating against the construction of a new gendarmerie board in the sensitive district in Diyarbakır. He criticized the government for continuing with the building of posts and dams in the region.

"They haven't behaved according to the spirit of the time; our people, who have shown their democratic reaction against all the unjust practices, have witnessed a harsh intervention. This is a big oppression and an insult," Karayılan said.

He also added that the works of the 63 wise persons appointed by the government had not been taken into consideration as much as it should have been. "For instance, it was expected that the government would take steps after the Wise Person's commission delivered their final report. But they did not do it. They could have made a lot of steps even starting with the [recommendations] made in the Wise Person's report," Karayılan said.

The commission, who visited all seven regions in Turkey explaining the process, presented their report to the government on the beginning of July. □

Turkey Voices Concern Over Kurdish Victories in Syrian Civil War

Turkey is increasingly concerned as Kurdish groups edge closer to cementing autonomy in northern Syria

By Chana Ya'ar
www.israelnationalnews.com

Turkey is growing increasingly concerned over the activity of Kurdish militants in Syria's civil war, as a flashpoint town takes ever-greater prominence on the Turkish-Syrian border.

After months of clashes between Syrian Islamist rebels and Kurdish fighters, large areas previously controlled by Islamist extremists in the city of Ras al-Ain were finally conquered by Kurdish groups this week.

But the capture of Ras al-Ain by the Democratic Union Party (PYD) and Kurdish People's Defense Units (YPG) has the Turkish government concerned.

Just across the border, the Kurdistan Workers' Party (PKK) - proscribed as a terrorist group by Turkey, the US and others - has



Kurdish YPG fighters

waged a campaign for Kurdish autonomy for decades. Despite recent steps towards a peace agreement between Turkey and the PKK, sources within the Turkish military told foreign journalists on Thursday that Ankara is concerned an autonomous Kurdish region could embolden the PKK to fight even harder for a similar secessionist state in Turkey.

The PKK, PYD and YPG have strong ties, and have formed a plan to create an autonomous transitional government in areas they control, with an eye towards holding elections for a local Kurdish government in Syria within six months.

Kurdistan is a region spanning parts of Syria, Iraq, Turkey and Iran. The Kurdish people are the largest ethnic group in the Middle East without an independent state, although the Kurdish Regional Government in northern Iraq has a significant degree of autonomy from the Iraqi central government.

Urgent action

Turkish Foreign Minister Ahmet Davutoglu called on the international community this week to take urgent action in Syria after a man was killed and a 15 year old boy was seriously wounded by stray bullets in spillover gunfire during the clashes in Ras al-Ain.

Davutoglu told a gathering late Wednesday at an iftar dinner following the daily Ramadan fast in Konya, "The time for saying 'stop' to this cruel massacre in Syria has already passed. Otherwise, the meaning of a lot of international organization missions, in particular of the U.N. Security Council, will disappear," he warned. ●

Barzani Accepts Extended Presidency, Says He Was Not Interested in Running Again

by RUDAW.net

ERBIL, Kurdistan Region - The president of Iraq's autonomous Kurdistan Region Massoud Barzani ended weeks of speculations on Tuesday by accepting a parliamentary decision that extended his presidency for two more years.

"After consultation with most of Kurdistan's political parties, I decided not to reject the extension of my term," Barzani said in a speech.

On June 30, the Kurdish parliament decided to extend Barzani's presidency for two more years, following an agreement by the two ruling parties, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and Barzani's own Kurdistan Democratic Party (KDP), which hold the majority of seats in the regional legislature.

Barzani did not sign the copy of the parliamentary decree sent

to him on the extension within the 15 days he was expected to, but according to parliamentary rules it still automatically goes into effect.

"I now stand before an alliance with the PUK and other parties that are present in parliament and who decided to extend my presidency without my own participation in the decision," Barzani said in his speech.

Barzani said that he respected the will of parliament, as well as the people of Kurdistan who had voted for that parliament.

"And from this moment on, I ask the parliament to resolve the issue of the constitution and find a new mechanism for the election of president within one year," said Barzani.

In the meantime, Barzani criticized opposition groups for creating a political crisis and not heeding to his calls for a consensus to resolve a months-long political stalemate.



"But let me tell the people of Kurdistan that I was not interested in running again for president," Barzani continued. "I will abide by the law and hand over this task to whoever the people will elect."

The support of PUK leaders and their MPs in parliament was crucial in extending Barzani's presidency. However, many PUK members were dismayed by their party's unconditional alliance with the KDP.

Following parliament's deci-

sion on the extension, PUK and KDP leaders said that the move was to prevent a power vacuum while all parties were in the middle of amending the constitution and drafting a new election law.

The political bureau of the PUK released a statement on Tuesday, congratulating Barzani on the extension and describing his acceptance as "a responsible act".

Meanwhile, leaders of Kurdistan's three opposition groups, the Change Movement (Gorran), the Islamic Union and the Islamic League have said they will gather to discuss Barzani's decision and pick their next course of action.

Abdullah Malanuri, a Gorran MP, said that opposition MPs may consider pulling out of parliament in protest. ■

Assad gains momentum as war shifts in his favor

BEIRUT

With help from allies, government forces retake control in major cities

BY BEN HUBBARD

Not long ago, rebels were pressing their fight into Damascus and the rumors swirled that President Bashar al-Assad's family had fled the Syrian capital. Countered at nearly every turn, Mr. Assad unleashed SCUD missiles on populated areas, a sign of his growing desperation.

Fears grew that as his losses mounted, Mr. Assad would make widespread use of chemical weapons.

But the momentum is now reversed. In recent days rebels have literally been killing each other, increasingly alienating the public, and losing significant ground on the battlefield. The United States and Western allies have at the same time shown fresh reluctance to arming the opposition.

While few expect that Mr. Assad can reassert his authority over the whole of Syria, even some of his foes acknowledge that his position now is stronger than it has been in months. His resilience suggests at a minimum that he has carved out what amounts to a rump Syrian state, backed firmly by Iran, Hezbollah and Russia, that could prolong regional instability and continue to chip away at the splintered rebel movement.

"Assad is powerful now, not as a president who controls a state but as a warlord, as someone who has more and more sophisticated weapons than the others," said Hassan Hassan, a Syrian commentator at the Abu Dhabi-based newspaper *The National*. "He is not capable of winning back the country."

The fighting across Syria has Balkanized the country, with different areas controlled by competing groups. The government retains its grip on the capital and has increasingly reasserted itself across major population centers. Rebels have preserved their strongholds in the north, though they are far from a united force with competing militias setting up what amount to fiefdoms, imposing their own laws and at times attacking and



A Syrian Army armored vehicle in the city of Homs recently. In the last few days rebels have been killing each other, alienating the public and losing significant ground on the battlefield.

killing other rebel forces. The Kurds continue to control their own areas, as well.

But the stalemate that has gripped the country for months has begun to shift as Mr. Assad's forces — helped by regular support from his allies — have rolled back rebel gains and taken the pressure off of the capital. Even fighters who had hoped he would end up deposed, dead, jailed or exiled have begun to acknowledge the new reality.

"If the revolution continues like this, the people will revolt against us," said Ahmed Farzat, a rebel commander from the central city of Homs, where Mr. Assad's forces have made gains in recent days. "If a regular Syrian comes and asks me what we have given him, I don't know what to say."

Throughout the more than two years of fighting, the military prowess of both sides has been heavily linked to the generosity of international backers. Mr. Assad has had continuous military and financial support from Russia and Iran as well as added muscle on the battlefield from Hezbollah, the Lebanese military, social and political organization.

Meanwhile, the many rebel groups have had to compete for support from Saudi Arabia, Qatar and a range of private financiers, each with its own ideological interests. The United States and its Western allies have talked about arming the rebels, and the Europeans lifted an arms embargo on Syria, but they have not actually followed through.

"They do not want the fall of this regime; that is why they are not helping," said Gen. Salim Idris, the head of the Free Syria Army, a loosely knit umbrella group that has been soliciting aid and is supposed to funnel it to vetted groups and keep it away from extremists.

He said unreliable support left the rebels at a huge disadvantage to Mr. Assad's forces.

"Assad is powerful now, not as a president who controls a state but as a warlord."

"They have Russia and Iran and Hezbollah," he said. "But these democratic countries that call for freedom, when you have people seeking freedom from dictatorial, oppressive regimes and need help, they do not give any aid."

But the rebels have also demonstrated an inability to consolidate their victories and strategically plan and execute new advances.

Nearly a year after launching the battle to take Syria's largest city, rebels have failed to capture all of Aleppo. Instead, it has been divided between rebel-held and government-controlled zones and has been heavily scarred by airstrikes and gunfights, angering many residents for the destruction brought to the area.

Last month, government forces — with substantial help from Hezbollah — seized the town of Qusayr, which the rebels had held for a long time and which served as pathway for rebel fighters and arms from Lebanon into Homs. The loss of the city was a strategic and psychological blow to the rebel movement as a whole.

The rebel movement has shown other signs of internal disarray. Armed clashes between rebel battalions are on the rise as they compete for scarce resources. And many who welcomed international jihadists for their battlefield know-how have now turned against them, accusing them of pursuing their own Islamist agendas and isolating civilians by imposing harsh punishments for routine offenses.

"As long as he presents people with a very stark choice — it's either me or ji-

hadists, chaos and starvation — then the choice is very easy for most upper-class Syrians,” said Joshua Landis, a Syria expert and professor at the University of Oklahoma.

All of this has given Mr. Assad a new level of confidence, said Assem Kansou, a member of the Lebanese Parliament whose children grew up with Mr. Assad and who has visited him frequently throughout the crisis.

Mr. Assad appeared worried months ago when rebels on the outskirts of Da-

ascus often fired shells at the center of the city, Mr. Kansou said. But his mood appeared better during his visit last month, after the army took Qusayr and pushed the rebels farther away from the capital.

“Now you sit with him and you see that he is at ease,” Mr. Kansou said. “He’s a person who is very confident in himself, working bit by bit. All needs to be fixed, but he has a sense that this crisis will pass with all of its consequences.”

“There was great hope in the beginning of the uprising that a monstrous coalition would form, that the Arab League would nail him legally and that everybody would jump in against Assad,” said Mr. Landis, the Syria expert. “But it hasn’t happened and in fact people are turning away from the opposition now.”

He added: “Assad knows that and he is feeling triumphant.”

Hwaida Saad contributed reporting.

Herald Tribune WEDNESDAY, JULY 24, 2013

Pentagon outlines range of Syria options

WASHINGTON

Logistics, costs and risks are detailed for first time, and with note of caution

BY MARK LANDLER AND THOM SHANKER

The Pentagon has provided Congress with its first detailed list of military options to stem the civil war in Syria, suggesting that a campaign to tilt the balance from President Bashar al-Assad to the opposition would be a vast undertaking, costing billions of dollars, and could backfire on the United States.

The list of options — laid out in a letter from the chairman of the Joint Chiefs of Staff, Gen. Martin E. Dempsey, to the chairman of the Senate Armed Services Committee, Carl Levin — was the first time the U.S. military has explicitly described what it sees as the formidable challenge of intervening in the two-and-a-half-year war.

It came as the White House, which has limited its military involvement to supplying the rebels with small arms and other weaponry, has begun implicitly acknowledging that Mr. Assad may not be forced out of power anytime soon.

The options, which range from training opposition troops to conducting airstrikes and enforcing a no-fly zone over Syria, are not new. But General Dempsey provided details about the logistics and costs of each. He noted, for example, that long-range strikes on the Syrian government’s military targets would require “hundreds of aircraft, ships, submarines and other enablers,” with a cost “in the billions.”

General Dempsey, the highest-ranking U.S. military officer, provided the unclassified, three-page letter at the request of Mr. Levin, Democrat of

Michigan, after testifying last week that he believed it was likely that Mr. Assad would be in power a year from now.

On that day, the White House, for the first time, began publicly hedging its bets about Mr. Assad. After saying for nearly two years that Mr. Assad’s days were numbered, the press secretary, Jay Carney, said, “While there are shifts in momentum on the battlefield, Bashar al-Assad, in our view, will never rule all of Syria again.”

Those last four words represent a subtle but significant shift in the White House’s wording: an implicit acknowledgment that after recent gains by the government’s forces against an increasingly chaotic opposition, Mr. Assad now seems likely to cling to power for the foreseeable future, if only over a rump portion of a divided Syria.

That prospect has angered advocates of intervention, including Senator John McCain, Republican of Arizona, who had a testy exchange with General Dempsey when the general testified before the Armed Services Committee about why the administration was not doing more to help the rebels. The plan to supply the rebels with small arms and other

weaponry is being run as a covert operation by the C.I.A., and General Dempsey made no mention of it in his letter.

If ordered by the president, General Dempsey wrote, the military is ready to carry out options that include efforts to train, advise and assist the opposition; conduct limited missile strikes; establish a no-fly zone; establish buffer zones, most likely across the borders with Turkey or Jordan; and take control of Mr. Assad’s stockpile of chemical weapons.

“All of these options would likely further the narrow military objective of helping the opposition and placing more pressure on the regime,” General Dempsey wrote. But he added: “Once we take action, we should be prepared

for what comes next. Deeper involvement is hard to avoid.”

A decision to use force “is no less than an act of war,” General Dempsey wrote, warning that “we could inadvertently empower extremists or unleash the very chemical weapons we seek to control.”

President Barack Obama has shown no appetite for broad military engagement in Syria, and, if anything, General Dempsey’s letter underscores the president’s reluctance. Some analysts said they believed the administration’s more circumspect public language about Mr. Assad was meant to lay the groundwork for the long-term reality of a divided Syria.

“It’s not a shift, but it’s recognition that the administration’s policy goals will not be achieved during this presidency,” said Andrew J. Tabler, a senior fellow and expert on Syria at the Washington Institute for Near East Policy. “We’re in this for a long slog.”

In his letter, General Dempsey assessed the risks and benefits of different military options. But his tone was cautious, suggesting that the Pentagon views all of these options with trepidation.

Training, advising and assisting opposition troops, he wrote, could require anywhere from several hundred to several thousand troops, and cost about \$500 million a year. An offensive of limited long-range strikes against Syrian military targets would require hundreds of aircraft and warships and could cost billions of dollars over time.

“Thousands of Special Operations forces and other ground forces would be needed to assault and secure critical sites,” he wrote, with costs well over \$1 billion a month.



J. SCOTT APPLEWHITE/AP

Gen. Martin E. Dempsey wrote that taking action would bring deeper involvement.

Alors que les troupes de Bachar Al Assad reprennent du terrain

L'opposition syrienne tombe dans les bras des Saoudiens

www.elwatan.com
Zine Cherfaoui

Longtemps soutenue par le Qatar, la principale plateforme d'opposition de la Syrie semble désormais pencher pour son voisin mais non moins rival saoudien. Les changements intervenus récemment à la tête de la Coalition nationale syrienne (CNS), le regroupement de partis d'opposition désormais interlocuteur privilégié des puissances occidentales et arabes devenues hostiles à Bachar Al Assad, le confirment d'ailleurs assez. Le 6 juillet dernier dans la capitale turque, après trois jours de houleuses délibérations, la formation a nommé à sa tête Ahmad Assi Jarba, chef de tribu et opposant historique, réputé proche de l'Arabie Saoudite.

Premier parrain de la contestation, le Qatar – dont l'émir vient de connaître une fin sans gloire – aura échoué d'une manière lamentablement à placer son candidat. Une petite révolution interne qui traduit l'implication croissante, ces derniers mois, de Riyad au détriment de Doha dans la crise syrienne. Le signe également qu'une majorité à la CNS a basculé du côté des Saoudiens qui visiblement sont décidés à reprendre leur rôle de leader dans le monde arabe.

LES KURDES VEULENT L'AUTONOMIE

Comment cela a pu de se produire ? Simple. Les Frères musulmans – soutenus à l'origine par le Qatar et qui dominent la coalition – ont tout bonnement retourné leur veste en faveur du candidat des Saoudiens. En récompense de cette «trahison», ils y ont gagné un «petit» poste de vice-président à la CNS. Un repositionnement très étonnant à l'heure où l'Arabie Saoudite fait tout pour empêcher le retour des Frères en Egypte.

Conséquence de ces revirements, Ghassan Hitto, proche des Qataris et Premier ministre d'un gouvernement qu'il a échoué à former depuis quatre mois, a démissionné le 8 juillet. Autre indice de l'influence grandissante de Riyad, la chaîne saoudienne Al Arabiya, concurrente de la qatarie Al Jazeera, a célébré avec grandiloquence l'anniversaire de la création de la brigade rebelle Liwa al Tawhid, proche des Frères et jusque-là financée par le Qatar. A ce propos, certains observateurs sont persuadés que les hommes de cette brigade sont eux aussi passés du côté saoudien.



Le 6 juillet dans la capitale turque, après trois jours de houleuses délibérations, la CNS a nommé à sa tête Ahmad Assi Jarba, chef de tribu et opposant historique, réputé proche de l'Arabie Saoudite.

Quelle direction prendra «la révolte» syrienne maintenant que l'Arabie Saoudite est aux commandes ? Les Saoudiens privilégieront-ils la solution politique vu que tout le monde sait que le régime de Bachar Al Assad, activement soutenu aussi par la Russie, l'Iran et le Hezbollah, ne pourra pas être vaincu militairement ? Possible. Une chose est sûre, les Kurdes syriens ont décidé de ne pas prendre le risque d'attendre pour connaître la réponse à la question. Inquiets du poids grandissant des groupes djihadistes au sein de la composante militaire de l'opposition syrienne, les rebelles kurdes ont pris l'initiative de rétablir le rapport de forces en leur faveur dans les régions qu'ils contrôlent. Surtout que beaucoup de ces groupes ont commencé à jeter le discrédit sur l'opposition, en commettant des massacres et de nombreuses autres exactions. En veillant à garder le contrôle de leurs régions, les Kurdes entendent bien sûr aussi rester maîtres de leur avenir, leur objectif à terme étant de devenir autonomes.

Une trentaine de combattants islamistes et kurdes ont ainsi été tués cette semaine en deux jours de heurts, qui ont abouti à l'expulsion des fondamentalistes de Hassaka, une région frontalière avec la Turquie. Gracieusement payés par le Qatar et l'Arabie Saoudite, les mercenaires islamistes envoyés en Syrie avec l'appui de la Turquie et des Occidentaux au milieu de l'année 2011 pour «briser les reins à Bachar Al Assad» sont également persona non

grata pour le commandement de l'Armée syrienne libre (ASL, opposition modérée), dont certains chefs viennent d'être éliminés par des djihadistes du Front Al Nosra.

LES DJIHADISTES FONT ÉCLATER LA RÉBELLION

Depuis, les tensions se sont particulièrement exacerbées entre l'ASL et le Front Al Nosra et l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL), deux groupes affiliés à Al Qaïda. Les «accrochages» entre eux sont d'ailleurs devenus très fréquents. Sur le terrain des combats, le vent est en train de «tourner en faveur» de Bachar Al Assad qui a renforcé sa position face aux groupes armés. Cet état de fait le rend incontournable dans toute négociation sur la Syrie. Les Etats-Unis et les autres puissances occidentales, qui ont réclamé son départ, montrent d'ailleurs maintenant des réticences à livrer des armes à ces groupes qui s'avèrent incontrôlables. A ce sujet, l'influent journal américain The New York Times a estimé, dans son édition de jeudi, que la dynamique qui était favorable aux rebelles «s'est inversée». Le quotidien new-yorkais a ajouté qu'au cours des dernières semaines, les rebelles, qui ont commencé à reconnaître la nouvelle réalité, ont non seulement perdu du terrain sur le champ de bataille, mais se sont également aliénés la population syrienne qu'ils disent vouloir libérer, alors que les puissances occidentales se montrent circonspectes quant à la livraison des armes.

La preuve : le chef de la diplomatie française, Laurent Fabius, a déclaré jeudi, avant la tenue lundi à Bruxelles d'un conseil européen notamment consacré à la Syrie, que la France «n'a pas modifié sa position» de ne pas livrer d'armes létales à l'opposition syrienne. La Coalition nationale syrienne réclame, rappelle-t-on, du matériel antichar et antiaérien pour l'ASL. Les Occidentaux redoutent toutefois que des armes sophistiquées tombent aux mains des groupes djihadistes. Jusqu'à présent, les pays occidentaux se bornent officiellement à livrer des équipements militaires non meurtriers et à apporter une «assistance technique» de conseil et de formation aux combattants syriens. En outre, le New York Times note que bien que peu s'attendent à ce qu'Al Assad puisse réaffirmer son autorité sur l'ensemble de la Syrie, même ses plus farouches ennemis reconnaissent que sa position est plus forte qu'elle ne l'a été il y a quelques mois. Le quotidien fait observer que les groupes armés sont en revanche loin d'être unifiés, se tournant, parfois, les armes les uns contre les autres.

Pour ce journal américain, tout au long de plus de deux années de combats, les prouesses militaires des deux côtés ont été fortement liées à la «fiabilité» de leurs bailleurs de fonds internationaux respectifs. Concernant ce point précis, ➤

» le journal américain mentionne qu'Al Assad a reçu un soutien militaire et financier continu de la Russie et de l'Iran, auquel s'ajoute l'apport des hommes du Hezbollah libanais rompus à la guérilla urbaine. Pour leur part, les nombreux groupes rebelles rivalisaient pour des soutiens «irréguliers»

de l'Arabie Saoudite, du Qatar et de bailleurs de fonds privés, qui accordent leur soutien selon «leurs propres intérêts idéologiques», soutient le New York Times. Cette situation, reconnaît-il également, a exacerbé les tensions entre les groupes rebelles, à laquelle s'est greffée la montée

des groupes affiliés à Al Qaïda, comme ceux du Front Al Nosra et de l'Etat islamique d'Irak et au Levant qui ont fait «éclater la cause syrienne». Bref, la fin de Bachar Al Assad n'est pas pour demain. ■

Le Monde 26 juillet 2013

Polémique après une affiche à la gloire du président kurde irakien

Par Bruno Meyerfeld

Au centre de l'affiche, on aperçoit un homme, souriant et moustachu, la tête enroulée dans un turban, plein de confiance et de bonhomie. "Massoud Barzani, l'espoir et le soutien de sa nation", détaille la légende, dans un éloge pompeux au président du Kurdistan irakien. L'affiche fait également la promotion de la région autonome, "îlot de stabilité au Moyen-Orient", illustrée par des photographies de puits de pétrole, de bâtiments en construction, et d'un groupe d'étudiants fraîchement diplômés.

L'affiche, qui ressemble à un poster de propagande, a été collée sur au moins 150 kiosques à Paris dans la période allant du 8 au 14 juillet, donnant à Massoud Barzani une publicité inhabituelle dans les rues de la capitale.

Le leader du Kurdistan irakien est une personnalité controversée. Les ONG le dénoncent pour népotisme et corruption. En février, Human Rights Watch avait accusé les autorités kurdes d'étouffer la liberté de parole, et d'avoir emprisonné sans les inculper des dizaines de journalistes, militants et opposants politiques. "Ce sont des jours sombres pour la liberté d'expression au Kurdistan irakien", avait alors déclaré l'organisation.

FINANCÉE PAR LE KURDISTAN IRAKIEN

La campagne d'affichage intervient dans un contexte de relations florissantes entre la

France et le Kurdistan irakien. Le 18 juin, Total a annoncé l'acquisition d'une participation de 80 % dans un permis d'exploration pétrolière dans la région autonome. Air France a inauguré mi-juillet un vol à destination d'Erbil, au départ de Roissy-Charles-de-Gaulle. Quelques jours plus tôt, le 29 juin, Massoud Barzani était accueilli à l'Elysée par François Hollande, pour un entretien au plus haut niveau.

Au sein de la communauté Kurde de Paris, la campagne d'affichage a surpris. Aucun organisme ni aucune association n'a été mise au courant, pas même la Représentation officielle du gouvernement régional du Kurdistan irakien, qui s'est refusée à tout commentaire.

Et pour cause : la campagne a été directement financée par le gouvernement du Kurdistan irakien. Commande avait été prise début juillet auprès de l'agence française Prestige communication, qui édite le magazine L'Essentiel, un bimestriel spécialisé dans les relations internationales dont certaines "unes" ont été consacrées à Paul Biya, président du Cameroun depuis plus de trente ans, ou au dictateur kazakh Noursoultan Nazarbaïev, réélu en 2011 avec plus de 95 % des voix.

Pour Laurent Taïeb, directeur de Prestige communication, l'affiche ne comporte "aucune connotation politique. Son but était de mettre en valeur les différents secteurs d'activité de la région", assure-t-il. Il affirme par ailleurs ne



L'affiche à la gloire de Massoud Barzani a été collée sur au moins 150 kiosques à Paris, du 8 au 14 juillet, donnant au leader kurde une publicité inhabituelle dans les rues de la capitale. L'affiche à la gloire de Massoud Barzani a été collée sur au moins 150 kiosques à Paris, du 8 au 14 juillet, donnant au leader kurde une publicité inhabituelle dans les rues de la capitale. | Alicia Bourabaa

"pas porter de regard spécifique sur Massoud Barzani".

"VALIDÉE UN PEU VITE"

L'affiche embarrasse la société Mediakiosk, qui bénéficie depuis 2005 d'une délégation de service public de la Mairie de Paris, lui conférant la responsabilité de la publicité sur les kiosques de la capitale. "Massoud Barzani a été élu démocratiquement, ce n'est pas un dictateur sanguinaire", se justifie l'entreprise, regrettant cependant que "le service commercial [ait] peut-être validé un peu vite..."

Mediakiosk aurait pu saisir l'Autorité de régulation professionnelle de la publicité (ARPP) pour juger de l'éthique de

l'affiche avant sa diffusion. Mais celle-ci n'a pas été consultée. "L'affichage publicitaire à vocation politique est très encadré en France, mais seulement lorsqu'il s'agit d'hommes politiques nationaux", explique Stéphane Martin, directeur général de l'ARPP.

La Mairie de Paris aurait aussi pu empêcher la diffusion de l'affiche si elle avait estimé qu'elle portait atteinte à l'ordre public. "C'est vrai que, techniquement et judiciairement, nous aurions été en droit de retirer cette publicité...", admet-on à la Mairie de Paris, où l'on soutient "ne pas avoir vu passer cette affiche", pourtant visible place de la Bastille et boulevard Saint-Michel.

Syrie : les islamistes, cible des Kurdes et des rebelles de l'ASL

www.arte.tv

Bachar al Assad doit se frotter les mains. Les combats entre opposants islamistes, Kurdes, et rebelles de l'armée syrienne libre se multiplient. Au nord de la Syrie, ce sont les Kurdes qui affrontent les djihadistes. Des combats qui prouvent la volonté des Kurdes d'instaurer une autonomie territoriale et économique sur un territoire où ils sont majoritaires, à l'instar de leurs frères d'Irak, selon les analystes. Pour Nora Benkoric, chercheuse au Collège de France, les groupes islamistes ont aujourd'hui une supériorité militaire sur le terrain. L'Armée syrienne libre (ASL) ne sortira pas vainqueur du conflit tant que les occidentaux ne lui apporteront pas une aide militaire concrète. L'interview de Nathalie Daiber.

Une trentaine de combattants islamistes et kurdes ont été tués cette semaine en deux jours de heurts, qui ont abouti à l'expulsion des fondamentalistes dans une ville frontalière avec la Turquie. "Au moins 19 combattants du front (djihadiste) Al-Nosra et 10 combattants kurdes ont été tués depuis mardi lors de violents affrontements qui se poursuivent dans la région pétrolière de Hassaka", a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

AL-NOSRA S'EN PRENAIT AUX FEMMES QUI NE PORTAIENT PAS LE VOILE

Mercredi, les combattants kurdes syriens ont infligé une cuisante défaite à Al-Nosra et à l'État islamique en Irak et au Levant (EIL), deux groupes affiliés à Al-Qaïda, en les chassant de la localité frontalière de Ras el-Aïn. Ils les ont également chassés du poste-frontière, ce qui représente un revers sérieux car les djihadistes avaient transité un temps par ce point de passage pour pénétrer en Syrie. Selon des militants à Ras el-Aïn, des combattants d'Al-Nosra, partisans d'un islam rigoriste, faisaient pression depuis le début du mois du ramadan sur les habitants pour qu'ils observent le jeûne, et s'en prenaient aux femmes ne portant pas le voile, ce qui est le cas des combattantes kurdes.

LA RÉGION PÉTROLIÈRE DU NORD EST IMPORTANTE POUR LES DJIHADISTES

Pour Thomas Pierret, expert de la Syrie et des mouvements islamistes, "les Kurdes exploitent un contexte défavorable aux djihadistes, notamment l'hostilité croissante de la part de l'Armée syrienne libre et de la population ainsi que des grandes puissances". Ces accrochages surviennent en

effet au moment où les tensions se sont exacerbées entre l'ASL -la rébellion modérée soutenue par des pays arabes et occidentaux- et le Front Al-Nosra, associé à l'EIL. "Cette région isolée dans le nord était devenue très importante, notamment pour les djihadistes qui peuvent la transformer en un refuge et bénéficier des revenus de champs pétroliers qui s'y trouvent", souligne Charles Lister, expert auprès du IHS Jane's Terrorism and Insurgency Centre à Londres.

LA FRANCE REFUSE TOUJOURS DE LIVRER DES ARMES

"La France n'a pas modifié sa position de ne pas livrer d'armes létales à l'opposition syrienne", a déclaré jeudi le chef de la diplomatie française Laurent Fabius, avant la tenue lundi à Bruxelles d'un Conseil européen notamment consacré à la Syrie. Sous la pression de Londres et Paris, les Européens ont décidé fin mai de lever l'embargo sur les armes à destination de l'opposition syrienne. Ils s'étaient cependant engagés à ne pas livrer d'armes avant le 1er août et avaient convenu de réexaminer leur position d'ici là. La réunion mensuelle des chefs de la diplomatie européens de ce lundi, est la dernière avant cette date. Jusqu'à présent, les pays occidentaux se bornent officiellement à livrer des équipements militaires non meurtriers et à apporter une "assistance technique" de conseil et de formation aux combattants syriens.



14 juillet 2013

Turquie: la justice permet à un couple d'appeler sa fille «Kurdistan»

Par RFI, Avec notre correspondant à Istanbul, Jérôme Bastion

« Kurdistan ». Il ne s'agit pas là du territoire de ce peuple partagé entre plusieurs pays, dont la Turquie, mais bien le nom d'une petite fille. Ses parents se battaient pour avoir le droit de la baptiser ainsi. Samedi 13 juillet, la plus haute juridiction turque a donné son feu vert. « Kurdistan » était un terme jusque-là totalement banni.

Ce prénom ne sera peut-être pas facile à porter en toutes circonstances. En revanche, il fera au moins la fierté de sa propriétaire dans sa région et dans les zones kurdes des pays voisins. En effet, elle est certainement la toute première à le porter; en Turquie, mais également en Syrie, en Irak et en Iran.



Une femme kurde et son enfant célèbrent la fête de Norouz, le 21 mars à Diyarbakir, en Turquie.

L'affaire n'aura pas été des plus simples. La petite fille, née il y a maintenant deux ans, avait été d'abord débaptisée par un tribunal local, qui estimait que ce mot était trop

étroitement associé au désir d'autonomie du peuple kurde de Turquie, et donc séditionnel.

Mais les temps changent, bon an mal an. Il y a 13 ans, la même cour de cassation avait déjà brisé un tabou en autorisant l'utilisation de prénoms kurdes. Aujourd'hui, à la faveur d'un processus de négociation avec la rébellion kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et d'une volonté affichée de réconciliation avec la population kurde, cette cour en a brisé un autre.

Ainsi, c'est un nouvel interdit qui disparaît. Il faut, en tout cas, espérer pour la petite « Kurdistan », qui vivait depuis deux ans avec le prénom Helin, que ce processus aille à son terme, sans quoi il ne lui restera plus qu'à demander un nouveau changement d'identité. ●

Londres pessimiste : la Syrie est "sur la mauvaise trajectoire"

Bombardements violents dans le nord-ouest, combats meurtriers près de Damas.

OLJ/AFP

L'évolution de la situation en Syrie est "sur la mauvaise trajectoire", a déclaré dimanche le Premier ministre britannique David Cameron, selon qui la position du président syrien Bachar el-Assad semble s'être renforcée ces derniers mois.

"C'est une situation très déprimante, et c'est une situation qui, est à mon avis, sur la mauvaise trajectoire", a déclaré M. Cameron au cours d'une interview avec la BBC. "Vous avez un président maléfique qui fait des choses terribles à son peuple. Je pense qu'il est peut-être plus fort qu'il ne l'était il y a quelques mois. Mais je décrirais toujours la situation comme une impasse", a dit le chef du gouvernement britannique.

Pour autant, la Grande-Bretagne, qui évoque depuis quelques mois la possibilité de fournir des armes à des groupes rebelles qui combattent le président Assad, n'a pas encore décidé si elle le ferait ou pas, a indiqué M. Cameron. Mais il a estimé qu'il était possible de faire davantage pour aider ceux des rebelles qui veulent une Syrie démocratique.

"Nous n'armons pas les rebelles. Nous n'avons pas pris de décision à ce sujet", a déclaré M. Cameron. "Nous devons faire plus pour aider ces secteurs de l'opposition qui veulent une Syrie libre, démocratique, pluraliste", a-t-il dit. "Et c'est pourquoi nous fournissons une aide avec de l'équipement non militaire, avec de l'assistance technique et de l'entraînement", a détaillé le Premier ministre britannique.

Les pays occidentaux qui ont manifesté l'intention d'armer la rébellion, comme la Grande-Bretagne ou la

France, sont confrontés au fait que cette rébellion comprend des groupes jihadistes dans les mains desquelles ils ne voudraient pas que ces armes arrivent.

Il y a "trop d'extrémisme" chez certains groupes rebelles, a reconnu M. Cameron dans son interview. Mais "cela n'est pas une raison pour se contenter de lever le pont-levis" et de ne rien faire, a-t-il dit. "Ce que nous devons faire, c'est travailler avec nos partenaires internationaux pour aider les millions de Syriens qui veulent avoir une Syrie libre et démocratique, qui veulent que ce pays ait une chance de succès", a encore dit M. Cameron.

LA VIOLENCE FAIT RAGE PARTOUT EN SYRIE

Sur le terrain, des combats et bombardements violents ont touché plusieurs localités syriennes dimanche.

Dans la province d'Idleb (nord-ouest), le centre-ville d'Ariha a été visé par un bombardement. Dix-huit personnes ont trouvé la mort dans cette attaque qualifiée de "massacre horrible" par un groupe de militants.

Les forces du régime se trouvent à la périphérie d'Ariha et maintiennent trois barrages à l'intérieur, tandis que les rebelles ont pris position dans plusieurs parties de la ville et tentent d'en prendre le contrôle, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) qui s'appuie sur un large réseau de militants et de sources médicales et militaires.

Dans la province de Hama, le village de Souran, aux mains des rebelles, a été la cible d'un bombardement causant la mort de sept personnes.

Plusieurs localités dans et

autour de la capitale syrienne ont également été concernées par des violences. A Adra, à la périphérie nord-est de Damas, 28 rebelles, le chef des opérations de la Garde républicaine et plusieurs de ses hommes ont trouvé la mort dans des affrontements entre les deux camps.

Selon l'agence officielle Sana, l'armée a "capturé plusieurs terroristes du Front Al-Nosra, dont certains sont étrangers", à l'ouest de Adra, alors qu'ils tentaient de se rendre à la Ghouta orientale, fief rebelle à la périphérie est de Damas.

Dans le sud de Damas, à Yarmouk, six personnes ont été tuées dans un bombardement et des affrontements. Des "armes chimiques" ont été utilisées dans les bombardements sur cette ville a affirmé dans un communiqué la Coalition syrienne de l'opposition s'appuyant sur des vidéos postées par des militants.

A Alep, des combats intenses ont éclaté à l'aube près de l'aéroport international et de la base aérienne de Nairab dont les rebelles tentent de prendre le contrôle, dans l'objectif selon eux d'empêcher le régime de mener des raids aériens.

Un an tout juste après le début d'une importante offensive rebelle sur cette ville, les rebelles "ne sont pas parvenus à leur objectif de prendre la contrôle de la capitale commerciale syrienne", soulignait dimanche le quotidien Al-Watan, proche du pouvoir.

Dans un village côtier, treize membres d'une même famille, dont six enfants ont été tués par une milice pro-régime et leurs corps ont été retrouvés dimanche dans leur maison de Bayda, près de Baniyas, a rapporté l'OSDH. "Les miliciens pro-régime ont

voulu venger leurs morts en tuant cette famille", a précisé Rami Abdel Rahmane, directeur de l'OSDH, rappelant que quatre supplétifs des forces du régime avaient été tués dans la région le même jour.

A Ras al-Aïn (nord), des jihadistes ont relâché quelque 300 civils kurdes qu'ils avaient capturés en représailles à l'arrestation d'un de leur commandant par des combattants kurdes. Dans ce lieu de passage stratégique vers la Turquie, pris par les combattants kurdes il y a quelques jours, un obus de mortier tiré par des combattants jihadistes a fait un mort et un blessé.

(Lire aussi: « Les Kurdes ne veulent pas que les forces islamistes dominent leurs régions »)

La Syrie est en proie à un conflit déclenché en mars 2011 par une révolte pacifique qui s'est transformée en insurrection armée face à la répression menée par le régime de Bachar el-Assad.

Dimanche, au moins 82 personnes -40 civils, 36 rebelles et 6 soldats- ont péri dans les violences, selon le décompte quotidien de l'OSDH, qui estime que plus de 100.000 personnes ont été tuées en 28 mois de guerre en Syrie.

Alors que les violences ne faiblissent pas, Moscou, une des dernières capitales à soutenir le régime syrien auquel elle vend des armes, s'appête à recevoir lundi le vice-premier ministre syrien Qadri Jamil qui doit s'entretenir avec le ministre des Affaires étrangères Sergei Lavrov.

Le chef de l'opposition syrienne en exil, Ahmad Jarba, a pour sa part annoncé que les monarchies du Golfe envisagent la création d'un fonds de 400 millions de dollars pour aider la Coalition, sans précisions sur les modalités de mise en place ou de financement de ce fonds.

Kurdish-Islamist fighting spreads to Syrian oil fields

By Jonathon Burch, Erika Solomon

Reuters

BEIRUT/ANKARA: Kurdish fighters have seized control of a Syrian town on the border with Turkey and are battling Islamist rebel groups linked to Al-Qaeda for control of oilfields in the northeast of the country.

The fighting is further evidence that the conflict between rebels and President Bashar al-Assad's forces that has engulfed Syria since early 2011 has splintered into turf wars that have little to do with ousting him.

In southern Syria, attacks by rebels on gas and fuel pipelines that supply power stations caused widespread electricity outages, Syria's official news agency said.

Across the border in Jordan, U.S. Secretary of State John Kerry visited a refugee camp and was told by angry Syrians that the United States should set up a no-fly zone and safe havens in Syria to protect them.

The capture of Ras al-Ain by the Democratic Union Party (PYD), a Syrian Kurdish party with links to Kurdish militants in Turkey, rang alarm bells in Ankara.

The Turkish government fears the emergence of an autonomous Kurdish region in Syria could embolden home-grown militants of the Kurdistan Workers' Party (PKK), which is fighting for autonomy in Turkey.

In a statement late on Wednesday, the Turkish military said Ras al-Ain had fallen under the control of the PYD, which it described as a "separatist terrorist organisation". Fighting in the town had now stopped.

Turkish troops had shot at PYD fighters in Syria after two rocket-propelled grenades fired from Syria struck a border post on the Turkish side of the frontier.

It was the second time in as many days the military has answered in kind after several stray bullets from Syria struck the Turkish town of Ceylanpinar on Tuesday. The military has now strengthened security

along that part of the border.

Clashes in Ras al-Ain between Kurdish militias, who broadly support an autonomous Kurdish region, and Islamist fighters of the Nusra Front broke out on Tuesday after Nusra fighters attacked a Kurdish patrol and captured a gunman, the Syrian Observatory for Human Rights said.

The Observatory, a pro-opposition group, said fighting had now spread deeper into the largely Kurdish province of Hassakeh and battles were raging around the Rumeilan oil field, about 200 km (125 miles) east of Ras al-Ain.

The field had mostly been shut down, opposition activists said, but a few of its pipelines may still be supplying refineries in the government-held cities of Homs and Baniyas.

Since March 2011, when the uprising against Assad began, Syria's overall oil production has fallen by nearly 60 percent to 153,000 barrels per day last October, the U.S. Energy Information Administration estimates.

The Observatory said at least 29 people had been killed since fighting between Islamists and Kurds erupted on Tuesday.

Kurdish units have seized an oil field area called Suwaidiya 20 and there are clashes in Suwaidiya oil region 3, according to the Observatory.

It said the Nusra Front and others Al-Qaeda-linked fighters were shelling Ras al-Ain from nearby positions

"Part of the reason for the spread is just anger at the Kurdish consolidation of control in Ras al-Ain, it's like revenge and punishment," said one activist who works with the rebels and who asked not to be named.

"But I also believe there this is part of a growing struggle for control of oil and gas in the region and the rebels are using this as an opportunity."

Nawaf Khalil, a spokesman for the Kurdish PYD, said the Kurds would fight back to maintain the autonomous zone they had set up in the area.

"We fought hard to drive out the repressive regime and its army and we liberated the area from oppression. We will not allow either regime control or these Al-Qaeda-linked groups.

"What is pushing them to fight us is their antagonism against our autonomous rule in Kurdish areas. I believe their other goal is Rumeilan because it is an important oil resource."

The fighting indicated the collapse of a deal, negotiated by prominent Syrian opposition leader Michel Kilo, under which both sides in the area had cooperated peacefully for months.

Visiting a camp that holds 115,000 Syrian refugees in Jordan near the Syrian border, Kerry heard refugees vent their anger at the world's failure to end a war that has claimed more than 90,000 lives.

He told them Washington was considering various options, including buffer zones for their protection, but that the situation was complex and much was still under consideration.

"What are you waiting for?" a Syrian woman, who did not give her name, asked Kerry at the United Nations' Zaatari refugee camp. "At least impose a no-fly zone or an embargo."

In London, sources told Reuters that Britain had abandoned plans to arm the rebels and now believed Assad might survive in office for years.

The sources also said a peace conference to try to end the conflict might not happen until next year if at all.

"Britain is clearly not going to arm the rebels in any way, shape or form," said one source.

The reason for the shift was the largely hostile public opinion and fears that any weapons supplied could fall into the hands of Islamists.

"It will train them, give them tactical advice and intelligence, teach them command and control. But public opinion, like it or not, is against intervention," the source said.

In southern Syria, the Observatory reported heavy shelling in the Damascus countryside. There were also further shelling of the city of Homs, where fighting has raged for the past three weeks. Clashes erupted in the towns of Deraa and Quneitra in southern Syria, the Observatory said. ■

Gunmen kill five Kurdish security forces in northern Iraq

KIRKUK, Iraq (Reuters): Gunmen killed five members of the Kurdish security forces at a checkpoint in northern Iraq on Sunday, bringing the day's death toll from bombings and shootings across the whole country to 14.

The attacks are the latest in a campaign

of violence that has raised fears of a return to full-blown sectarian conflict in a country where Kurds, Shi'ite and Sunni Muslims have yet to find a stable way of sharing power.

The checkpoint attack took place in al-Zad, a town near the northern Iraqi city of

Kirkuk. In a separate attack, gunmen attacked a police checkpoint in the northern city of Mosul on Sunday, killing two people.

Recent attacks have targeted mosques, football fields, commercial areas and cafes where people often gather to socialise after breaking their daily fast for the holy Muslim month of Ramadan.

"The holy month of Ramadan should be a time for spirituality and forgiveness instead of increasing violence and division," said Martin Kobler, in his final

statement as the United Nations envoy to Iraq.

"I am deeply saddened that my last words as the SRSG (UN Secretary-General's Special Representative) for Iraq have to be linked to violence and criminal acts," Kobler said.

In other incidents on Sunday, a bomb exploded near a fish market in Taji, 20 km (12 miles) north of Baghdad, killing three people. Another bomb detonated close to the house of a Sunni government-backed

militia member, killing three of his relatives, police said.

Further south, gunmen shot dead a Sunni preacher (Imam) near his home in the southern city of Hilla, police and medics said.

Sectarian tensions in Iraq have been inflamed by the civil war in neighbouring Syria, which has drawn in Shi'ite and Sunni fighters from Iraq and beyond to fight on opposing sides.

Sunni insurgents, including the al

Qaeda-affiliated Islamic State of Iraq, have been recruiting from Iraq's Sunni minority, which resents Shi'ite domination of their country since the U.S.-led invasion that toppled Saddam Hussein in 2003.

Nearly 600 people have been killed in militant attacks across Iraq so far this month, according to violence monitoring group Iraq Body Count.

That is still well below the height of bloodletting in 2006-07, when the monthly death toll sometimes exceeded 3,000. ■

Daily Press

July 19, 2013

Syrian Kurdish group aims for independent local administration

Erika Solomon and Isabel Coles

BEIRUT/ARBIL, Iraq (Reuters) - A Syrian Kurdish group said on Friday it aims to set up an independent council to run Kurdish regions until Syria's civil war has ended, a move likely to alarm Syrian rebels and neighboring Turkey, both wary of a possible Kurdish state.

Kurdish militias have seized control of districts in northern Syria in the past year since President Bashar al-Assad's forces focused elsewhere, and are now seeking to consolidate those gains despite deep divisions in their ranks.

Syria's two-year conflict has pitted the Kurds against Assad's forces at times, and against the rebels seeking to oust him at others.

Divided between Iran, Turkey, Iraq and Syria, the Kurdish people are often described as the largest ethnic group without a state of their own. Kurdish militants and the government in Turkey have begun peace talks to end a conflict in the country's southeast that has claimed 40,000 lives.

The Democratic Union Party (PYD), which is proposing a local authority in northeastern Syria, is the strongest local Kurdish group due to its well armed and effective militias. It is believed to be linked to the Kurdistan Workers' Party (PKK), a group seeking autonomy in Turkey.

Saleh Muslim, the head of the PYD, said the proposals were under discussion by Kurdish groups.

"This is not a call for a separation it is just that for a year now we have been on our own in our own territories and people have needs, they want some kind of administration to run their issues, they cannot be left like that."

He said once an agreement is reached an election will be held within three to four months to choose administration officials. He expected a final decision in a week or two.

"This administration will be like a temporary government," PYD spokesman Nawaf Khalil

told Reuters from his home in exile in Germany. "We need to protect our borders and our people, we need to do something to improve the economic situation.

"We also militarily have to face both Assad's regime and the rebels and the Turks. And we hope to try to improve our relationships with all of these neighbors."

KURDISH ENTITY

Rebels accuse the PYD of working with Assad and have sporadically fought the Kurds.

The rebels oppose a separate Kurdish entity, as does their ally and neighbor Turkey, which believes the emergence of an autonomous Kurdish region in Syria could embolden home-grown PKK militants. Mainly Kurdish southeast Turkey is strategically located on the country's borders with Syria, Iraq and Iran.

The Kurdish militias, who have allowed both Assad's and rebel forces to move through their territories, insist they are anti-Assad but do not want their region to suffer the sort of military devastation that has leveled many opposition areas across Syria.

There have been talks since last month between the PYD and its main rival, the Syrian Kurdistan Democratic Party (KDP-S), under the auspices of Iraqi Kurdish President Masoud Barzani in Arbil, the capital of Iraq's Kurdish region. But the two sides have yet to reach an agreement.

The PYD's opponents have played down the possibility of reaching an agreement but other political leaders have pushed for a deal, citing their concerns over intensifying clashes between the Kurds and the rebels in northeastern Syria.

"The recent fighting proved that the burden is on our shoulders," said Aldar Khalil of the Higher Kurdish Council, a group formed by Barzani to unite Syrian Kurdish parties,

"We are currently discussing a transitional administration. After that, we want to hold elections within three months. We must all take part," he said.

PYD militias have been engaged in fierce bat-

les this week with al Qaeda-linked Islamist rebels in northeastern Syria and seized the town of Ras al-Ain, which borders Turkey.

The PYD militias are also fighting the rebels for control of local oil fields, highlighting a struggle not only to establish dominance in the region but to assert control of the area's natural resources.

MILITIAS A STICKING POINT

A PYD source said that political leaders are already circulating a list of names to run the proposed administration.

Hamid Darbandi, a Kurdish Iraqi official, said that the PYD's proposal had still not been agreed by other parties. Another senior source, who asked not to be named, said a deal for governance in the area was necessary.

"The Syrian government is no longer capable of providing services and security," the source said. "It may be necessary for these Kurdish groups to develop arrangements and institutions to deliver basic services and security, and also prevent the extremist (rebel) groups from terrorizing the population."

PYD spokesman Khalil said his group also hoped to develop a draft for a transitional constitution in the region and put it to a referendum. But he denied this would lead to separation.

"It will be a framework for local administration. It is not uncommon for different regions in a country to have varying sets of laws and governance," he said.

The main sticking point between the PYD and its rivals, according to sources at the talks in Arbil, is the issue of who would run armed forces in the region.

The PYD says its militias should control armed protection, warning of a factional conflict within Syria's civil war if other parties are allowed to maintain their own militias. It has argued that other groups' fighters should be absorbed within its ranks, but other units have rejected this. □

Turkey Adds Fuel to Fight Of Iraqi Kurds for Independence

By: Semih Idiz for Al-Monitor Turkey Pulse

The capture of the Syrian town of Ras al-Ain near the Turkish border by the Kurdish Democratic Union Party (PYD) from al-Qaeda-linked Islamist groups has activated Ankara's Kurdish phobia once again, given the close ties between the PYD and the Kurdistan Workers Party (PKK), which has been waging a campaign of terror in Turkey for autonomy.

Turkey's age-old fear is that any political advances toward autonomy or independence by the Kurds in contiguous regions near its border will also encourage separatism among its own restive Kurds. Turkish-Kurdish relations, however, are proving to be more complex than meets the eye. Ankara's fears about Kurdish political ambitions has not prevented the growing energy ties between Turkey and the Kurdistan Regional Government (KRG), even if this cooperation could be paving the way to independence for Iraqi Kurds.

Baghdad and Erbil, the capital of Iraqi Kurdistan, remain at odds over how to share Iraqi oil and gas revenues despite recent friendly overtures between KRG President Massoud Barzani and Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki. These overtures peaked with the visit by Maliki to Erbil on June 9 and the return visit to Baghdad by Barzani on July 7.

It was agreed during these contacts to form a series of joint committees to study the sources of disagreement between the sides on territorial, energy and budgetary issues and provide advice on how solve them. Results are still coming, but few on either side are bracing themselves for any major breakthroughs. Meanwhile, the KRG continues to push its independent plans for its oil reserves unabated.

KRG Natural Resources Minister Ashti Hawrami said in recent an interview, reported on by Al-Monitor on July 7, that estimated crude-oil reserves in Northern Iraq, excluding reserves in areas in the region whose ownership is disputed with Baghdad, stand at 45 billion barrels "and possibly even more." He added that preliminary estimates for natural-gas reserves stood at between 100 or 200 trillion cubic meters.

With such reserves, Northern Iraq can not only finance itself as an independent entity, with good prospects for international recognition, but also stands to be one of the richest regions of the Middle East. Not surprisingly, Baghdad continues to reject the independent deals Erbil has signed with international oil companies, including Turkish companies, calling them illegal under the constitution.

Erbil, for its part, accuses Baghdad of withholding the KRG's fair share of the country's oil revenues, and argues that its agreements with international companies are legal under its current status in the constitution. The argument rages on with no apparent end in sight, despite the recent pleasantries between the sides. Meanwhile, Washington continues to pressure Erbil and Ankara to work with Baghdad on energy issues in order not to endanger Iraq's fragile territorial integrity.

This has, however, largely failed so far. The fact that the largest American oil companies are doing business with the KRG undermines the US position, a point frequently highlighted by Turkish officials. Ankara says if the United States is so concerned, it should chastise its companies first.

For example, Barzani, who headed a high-ranking delegation to the International Economic Forum in St. Petersburg on June 20-22, held talks with senior Chevron officials and was assured of the company's full commitment to its production-sharing agreement with the KRG.

In St. Petersburg, Barzani also met Alexey Miller, the chairman of the Russian Gazprom Neft Company, which has a growing stake in Northern Iraqi energy, too. Miller is also reported as having "reiterated that his company will continue its operations in Kurdistan."

All in all, Barzani acted more like the leader of an independent state than the head of a mere administrative, albeit autonomous, subunit of Iraq during this gathering of government and oil-industry representatives. One of his most crucial meetings in St. Petersburg, however, was with Turkish Energy and Natural Resources Minister Taner Yildiz.

Tellingly, this meeting came a few days after Yildiz's counterpart in the KRG, Hawrami, said during a June 19 press conference in London that the long-debated oil pipeline between Northern Iraq and Turkey's Mediterranean coast would be completed by the end of September.

With this pipeline, Kurdish oil will enter the currently inactive pipeline between Kirkuk and Ceyhan in Turkey at the Fishkhabur pumping station near the Turkish border. From there, it will flow to the port of Ceyhan for use in the Turkish market and for exporting to world markets. The KRG, which is unable to use the Kirkuk-Ceyhan pipeline, has been sending small amounts of its stranded 1 million barrels of oil to Turkey by road tanker.

It hopes to send an initial 300,000 barrels per day (bpd) once the pipeline is up and running. Hawrami said during his London press conference that they would be able to export over 1 million bpd by December 2015, and 2 million bpd by 2019, once new pumping stations are constructed. He added that the KRG is also interested in exporting some of its estimated 3 to 6 trillion cubic meters of natural gas to Turkey and beyond after its domestic needs are met.

Ankara, whose ties with the Maliki government are tense for reasons which have also to do with other developments in Iraq and the region, and not just Turkey's increasingly strategic energy ties with the KRG, says it wants to increase energy cooperation with Baghdad. Pointing to Turkey's own hunger for energy, the Atlantic Council's Ross Wilson (a former US ambassador to Turkey) and David Koranyi indicated in a recent brief that Ankara also wants to decrease its natural-gas dependence on Russia and Iran. Ross and Koranyi wrote, "Turkey would like access not just to KRG resources, but also to those in the rest of the country, and it wants a friendly Iraq as well."

According to the Cihan news agency, Taner Yildiz told Barzani during their meeting in St. Petersburg that Turkey was prepared to do what was necessary for normalization of ties between Erbil and Baghdad. Yildiz said, "With its north, south, east and west, Iraq as a whole remains extremely important for us."

But with the actual situation unfolding on the ground, news of the pipeline connecting Northern Iraq and Turkey is a harbinger of new tensions, as Wilson and Koranyi point out. They argue, "By making possible oil not controlled by the Iraqi central government, this new pipeline and what it represents pose risks for Erbil's relationship with Baghdad and for Turkey and its ties with both the KRG and the Iraqi government of Prime Minister Nouri al-Maliki."

Meanwhile, eyes are trained on the recent fighting between the PYD and Islamist Arab groups in northern Syria, but little attention is paid to those who say that part of the reason for this confrontation is control of the region's oil fields. According to Reuters, on July 18 the Syrian Observatory for Human Rights said the fighting had spread into the largely Kurdish province of Hassakeh, and battles are raging around the Rumeilan oil field, about 200 km (125 miles) east of Ras al-Ain.

Kurdish units have already seized an oil field called "Suwaidiya 20" and there are clashes in Suwaidiya Oil Region 3, according to the observatory. Turkey is closely monitoring the headway the PYD is making in northern Syria, and will no doubt do what it can behind the scenes to try and prevent it from taking control over these reserves. It will be interesting, however, to note how Ankara responds to moves toward regional autonomy by the Syrian Kurds, when its own energy ties with Northern Iraqi Kurds is encouraging the emergence of an independent Kurdistan. ♦

Semih Idiz is a contributing writer for Al-Monitor's Turkey Pulse. A journalist who has been covering diplomacy and foreign policy issues for major Turkish newspapers for 30 years, his opinion pieces can be followed in the English-language Hurriyet Daily News. His articles have also been published in The Financial Times, The Times of London, Mediterranean Quarterly and Foreign Policy magazine.



No Longer 'Sick Man,' Turkey Is Lonely, Tired

By: Cengiz Çandar for Al-Monitor Turkey Pulse

“**SICK MAN OF EUROPE**” was Ottoman Turkey’s epithet in the 19th century. It is attributed to Russian Czar Nicholas I, but no one is sure. It is based on correspondence between two British diplomats prior to the 1856 Crimean War. Sir George Hamilton Seymour, the British ambassador in St. Petersburg, in a letter to Sir John Russell, is said to have quoted the czar as saying, “A very sick patient. Sick man.” These remarks stuck as characterization of 19th century Ottoman Turkey, but it took another 65 years and a world war for the Ottoman Empire to collapse. Along with the empire, czarist Russia was also erased from history.

After nearly two centuries now, no one calls Turkey the “sick man of Europe.” Regardless, Turkey has not succeeded in getting itself accepted by Europe. Its request for full membership in the European Union appears to be a hopeless venture. Though full membership negotiations between Turkey and EU began in the fall of 2005, they lost momentum with the stalling of Sarkozy’s France and Angela Merkel’s Germany, two backbones of the EU. Turkey’s passion for integration with Europe cooled off considerably in the second decade of 2000s. We can’t say that the European Union, engulfed in a multitude of its own problems, is particularly keen on seeing Turkey as a member. But Croatia, which started full membership negotiations at the same time, became the 28th member of the EU as of July 1, 2013.

While the frenzy Turkey’s European excitement was dissipating, a development that would compensate for it and nourish the dignity and self-confidence of Turks was emanating from in the Middle East. Turkey was appearing as the new power center in the region, seen as the country that profited the most from the Arab Spring that blossomed at the end of 2010 and beginning of 2011 in Tunisia and Egypt.

Turkey had already expanded its influence over the region with its “soft power” in contrast with the “revisionist power” of Iran. Foreign Minister Ahmet Davutoglu’s “zero problems with neighbors” formula had made an impact.

We were close enough with Iraq to sign 48 treaties. While nobody was going to Baghdad, from 2009 until 2011, the Turkish prime minister was flying to Baghdad with an Airbus full of ministers, bureaucrats and businessmen to be received on a red carpet by Prime Minister Nouri al-Maliki. Turkey and Syria were close enough to hold two joint cabinet meetings in one day in Aleppo and Gaziantep. Syrian President Bashar al-Assad came to Turkey on holidays with his wife. Visas were abolished. Foundations were laid for a free-trade region covering Turkey, Syria, Lebanon and Jordan. Until that dramatic “one-minute” exchange between Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan and Israeli President Shimon Peres at Davos on Feb. 3, 2009, Turkey had very special — indeed, uniquely equidistant — relations and open channels with Tehran and Tel Aviv, and was welcomed by both countries.

It was this vision of Turkey that prompted the president of the United States, Barack Obama, to make his first foreign visit to Ankara and Istanbul in 2009.

The rise of Turkey as a regional power in the Middle East gave Turkey a major place in the international arena and endowed it with such influence that the Turks forgot, in a way, to be concerned about the loss of Europe — even more important, stopped caring about it.

Special relations between the US and Turkey, built on the new position of Ankara in the Middle East and the close personal relationship between Obama and Erdogan, began replacing the view that Turkey needs Europe with a new narrative: It is Europe that needs Turkey. The connection consolidated Turkey’s stature in the Middle East des-

pite the disastrous deterioration in relations with Israel following the Mavi Marmara affair on May 31, 2010. Actually, Erdogan’s championing of Gaza and simultaneous worsening of relations with Israel made Erdogan the “darling of the Arab street” and gave Ankara a big edge in its regional competition with Iran.

This is why it is now incredible for Turkey to be called the “lonely man of Middle East” just as it was branded as the “sick man of Europe” in the 19th century. The new position ascribed to Turkey in the Middle East expresses a potentially traumatic situation with unpredictable outcomes.

The trauma had its roots about a half year after the Syrian developments that began on March 15, 2011. In fall 2011, Turkey blew up its bridges to the Damascus regime and began hosting the Syrian opposition while Assad extended his lifespan with the support of Turkey’s two neighbors, Iran and Russia. That trauma peaked on July 3, 2013 Egyptian coup when the Muslim Brotherhood that Erdogan and his Justice and Development Party (AKP) government wanted to see as their replica in Egypt were deposed.

The “regional power” that was once seen as the main beneficiary of the Arab Spring began to be treated as the “worst loser” of that momentous development. Similarly, its perception as a regional power and its stature are also on shaky ground.

The sight is nothing to be envied. Turkey, or more accurately, the AKP government under Erdogan, has no robust alliance with any state in the region. Two elements said to be the closest to Turkey are non-state actors. One is the Palestinian Hamas, which is facing a likely decline in power after the removal of the Muslim Brotherhood from Egyptian power, and the other is the Kurdistan Regional Government in Northern Iraq. Erdogan’s ties with Assad, Maliki and Israeli Prime Minister Benjamin Netanyahu have been severed. We may well see relations with Saudi Arabia and the UAE replicate the cool, distant relationship we have with the Iranian leadership. We can’t really say that Jordan’s king is feeling close to the rulers in Ankara, either.

Whether relations with Massoud Barzani and even warmer ones with Hamas’ unpredictable leader Khaled Meshal will enable Erdogan to sustain his and Turkey’s international standing and remain a regional power is very much open to debate.

We have gone from “zero problems with neighbors” to “no neighbors without problems.” Once the darling of the Arab street, Erdogan is toiling away in the political labyrinths of the Arab world and Turkey is becoming fatigued.

Of course, this unexpected reversal of fortunes in the Middle East is bound to reflect on relations with the United States and Europe one way or the other. Moreover, while Erdogan is lambasting Europe at every occasion, one can’t expect rewarding European gestures to uplift Turkey’s fading profile in the Middle East.

In other words, a troublesome near future is likely for Turkey. But Turkey’s unmatched geopolitical position will not change. Also, there is no threat in foreseeable future to the continuation of the Erdogan and his AKP rule. This brings about a paradoxical situation for Turkey.

Turkey’s paradoxical place in the international arena is also a paradox of the international system in the Middle East. What will serve as the pillar of the international system in the region, and what will happen to its hopes for the future should the Turkish model be discarded and the moderate Islam that was seen as an antidote to Islamist extremist variations of al-Qaeda nature lose its glimmer?

If Turkey turns out to be the “lonely man of the region,” that spells serious consequences for the entire international system in the region. If Turkey is no longer a cure for the region, does the international system have another one? If Turkey is heading for troublesome times in the Middle East, it also means we are at the threshold of an important historic era. ♦

Cengiz Candar is a contributing writer for Al-Monitor’s Turkey Pulse. A journalist since 1976, he is the author of seven books in the Turkish language, mainly on Middle East issues, including the best-seller Mesopotamia Express: A Journey in History.

Irak : flambée de violence contre les forces de sécurité

La branche locale d'al-Qaïda cherche à discréditer le gouvernement à majorité chiite de Nouri al-Maliki, soutenu par l'Iran.

GEORGES MALBRUNOT
gmalbrunot@lefigaro.fr

MOYEN-ORIENT Double attentat suicide à Mossoul qui tue au moins 25 soldats, gigantesque évasion de deux prisons au nord de Bagdad avec un bilan particulièrement lourd de 40 tués : l'Irak subit une flambée de violences à l'occasion d'un mois de ramadan déjà sanglant, puisque 570 personnes sont mortes en trois semaines à travers le pays.

Lundi matin, un kamikaze au volant d'une voiture piégée a attaqué un convoi militaire, qui circulait dans le quartier de Kokjeli à Mossoul, dans le nord. Au moins 22 soldats ont été tués dans cette explosion, qui a été suivie d'une seconde déflagration dans un autre secteur de Mossoul, faisant quatre morts parmi les forces de sécurité. Ces attentats n'ont pas été revendiqués, mais tout porte à croire qu'ils sont l'œuvre de la mouvance al-Qaïda, bien implantée dans cette région à majorité sunnite, qui profite du conflit voisin en Syrie pour se regrouper autour de Mossoul. L'organisation terroriste vise les symboles d'un pouvoir irakien, dominé par les partis chiïtes autour du premier ministre Nouri al-Maliki.

Au même moment, après dix heures de combat acharné face aux forces de l'ordre, qui ont mis au tapis une vingtaine de leurs membres, pas moins de 500 prisonniers se faisaient la belle de deux prisons près de Bagdad, au terme de deux opérations d'évasion coordonnées, œuvres de la encore d'al-Qaïda.

Vers 21 h 30 dimanche soir, les attaques contre les centres de détention de Taji et d'Abou Ghraïb ont commencé par

dés tirs de mortiers. Des voitures et des engins piégés ont ensuite explosé près des entrées des prisons, tandis que trois kamikazes portant des ceintures d'explosifs se jetaient sur un accès du pénitencier de Taji.

Les accrochages ont duré toute la nuit, nécessitant l'intervention d'hélicoptères de l'armée, tandis que des renforts militaires bouclaient les alentours des deux prisons. À Taji, au moins neuf membres des forces de sécurité, dont des gardiens, ont été tués. Dix militaires

ont été tués lors d'une opération de rité directe de Nouri al-Maliki. Peu après sur Twitter, des djihadistes se félicitaient de ces libérations, rejoints par des habitants de Faloudja, la ville sunnite de l'ouest de Bagdad. Dans le passé, la branche irakienne d'al-Qaïda avait appelé à « libérer des prisonniers musulmans partout où ils se trouvent et à pourchasser les juges, les procureurs et leurs gardes du corps pour les éliminer ».

Depuis la fin de l'année dernière, les attaques d'islamistes sunnites, souvent liés à al-Qaïda, se sont multipliées contre la communauté chiïte, qui domine le gouvernement. La proximité de la Syrie a entraîné la mort de deux soldats américains dans le centre d'Abou Ghraïb, rendu tristement célèbre par les sévices commis par les soldats américains à l'encontre de détenus irakiens en 2004. Une vingtaine de captifs ont également péri durant les combats à Taji et Abou Ghraïb.

Alors que le calme était revenu à l'aube, au moins 500 prisonniers manquaient à l'appel dont plusieurs dirigeants d'al-Qaïda. Parmi la vingtaine de militaires tués au combat, beaucoup étaient issus du commandement des opérations de Bagdad, placé sous l'auto-exacerbe la division entre chiïtes et sunnites irakiens. Par milliers, les premiers rejoignent les forces de sécurité syriennes qui cherchent à écraser une rébellion sunnite qui bénéficie d'appuis en armes et en combattants venus de l'ancienne Mésopotamie. Mi-juillet, un attentat particulièrement violent avait déjà tué 41 personnes à Kirkouk dans le nord, tandis que dans la capitale, ce regain de violence écarte les Bagdadiens des célébrations du ramadan. Pour les spécialistes, ces attaques d'al-Qaïda visent à « augmenter la colère de l'opinion vis-à-vis du gouvernement Maliki ». ■

570
personnes
sont mortes
en trois semaines
à travers l'Irak



La police irakienne inspecte la scène d'un attentat à la bombe survenu, le 14 juillet, à Bassora, au sud-est de Bagdad, tuant 24 personnes. STRINGER/IRAQ/REUTERS

En Syrie, les djihadistes rejettent la démocratie

Le Front al-Nosra qui refuse toute idée d'élections bénéficie des largesses de leurs sponsors du golfe Persique.

GEORGES MALBRUNOT
gmalbrunot@lefigaro.fr

MOYEN-ORIENT Oui « à la guerre sainte et à la justice de la charia ». Non « aux élections et aux partis politiques ». Dans un enregistrement audio relayé par des sites islamistes, le chef du Front djihadiste al Nosra indique clairement sa conception du pouvoir dans la Syrie de l'après Bachar el Assad. « Nous ne croyons ni aux partis politiques ni aux élections parlementaires, nous croyons à une gouvernance islamique basée sur la choura » (assemblée de juges musulmans), affirme Abou Mohammed al Joulan pour qui « le moyen d'appliquer la charia, c'est à travers le djihad ».

Au côté de l'Émirat islamique d'Irak et au levant (EIL), le Front al-Nosra, qui a prêté allégeance à al-Qaïda en avril, est la principale organisation djihadiste luttant contre le régime de Damas. Cette prise de position ne peut que gêner la composante plus modérée de

l'opposition autour de l'Armée syrienne libre (ASL), qui coopère parfois avec les djihadistes, tout en cherchant à les marginaliser pour complaire à ses pairs occidentaux. Mais sans armements de qualité, les promesses de l'ASL restent lettre morte, quand elles ne sont tout simplement pas contredites par des actions communes menées par ses

200

dollars

C'est environ le montant de la solde d'un soldat de l'ASL. Celle des djihadistes est plus élevée

hommes, qui n'hésitent pas, comme c'est le cas actuellement, à s'allier aux groupes djihadistes contre les forces kurdes dans le nord du pays.

« Les djihadistes sont les bourgeois de la révolution », ironise un opposant. Profitant de la complaisance de la Turquie, principal pays de transit jusqu'en Syrie, ce sont les seuls à recevoir, sans interruption, armes et argent de leurs sponsors du Golfe. « Chaque semaine, munis de valises d'argent que personne ne contrôle, des hommes d'affaires et des responsables salafistes font l'aller-retour entre la Turquie et la Jordanie depuis l'Arabie saoudite », poursuit l'opposant.

Du Koweït, un « comité de soutien aux moudjahidins en Syrie », présidé par

le député salafiste Walid Tabatabaï, dépêche des avocats convoyer de l'argent aux rebelles les plus radicaux.

Enfin du Qatar, les émissaires des cheikhs Abdelrahmane Nouaimi et Ali Sweidi font de même, épaulés par un ressortissant libanais à Doha. Autant d'initiatives plus ou moins privées, qui permettent aux autorités de ces pays de se dédouaner de toute responsabilité dans un quelconque financement du terrorisme.

Pendant longtemps, d'autres valises passaient par le Liban, mais depuis la reprise d'al-Qusayr à 30 km du pays du Cèdre, la « route des valises » a été stoppée net par le régime syrien qui contrôle mieux sa frontière avec le Liban. Résultat : si chaque rebelle de l'ASL perçoit en moyenne 200 dollars chaque mois, la solde djihadiste est plus élevée. Cette relative opulence n'empêche pas les groupes djihadistes de se livrer à des eulèvements, y compris de citoyens européens. Pour libérer ses otages, l'EIL exigerait que les pays occidentaux continuent de fermer les yeux sur ses routes d'approvisionnements en armes et en argent, via l'Irak et la Turquie.

L'argent et les armes ont été la principale motivation des combattants syriens qui rejoignaient al-Nosra. « Le problème, c'est que ses chefs exercent rapidement un lavage de cerveau auprès de leurs nouvelles recrues, leur retour au bercail sera donc difficile », prévient un expert onusien. Alors qu'ils ne représentaient que 5 à 10 % des rebelles, il y a un an environ, les djihadistes pèsent aujourd'hui entre 35 et 40 % dans leurs bastions du Nord et de l'Est. « Si la situation continue d'évoluer ainsi et que dans six mois on arrive à une confrontation entre le régime et al-Qaïda, une centaine de groupes laïques sur les 1 300 que compte la rébellion affirment que s'ils sont acculés à choisir entre al-Qaïda et le régime, ils choisiront Bachar », avertit la source onusienne, en contact avec les rebelles. ■

REUTERS

Cinq policiers kurdes tués dans le nord de l'Irak

KIRKOUK, 21 juillet 2013 Irak (Reuters)

DES HOMMES armés ont ouvert le feu dimanche sur un poste de contrôle près de la ville de Kirkouk, dans le nord de l'Irak, tuant cinq membres des forces de sécurité du gouvernement autonome kurde, rapporte la police.

Les attentats à la bombe et les fusillades dimanche à travers l'Irak, notamment une attaque contre un barrage de police à Mossoul, ont fait au total 14 morts.

À Tadjji, à 20 km au nord de Bagdad, une bombe a explosé près d'un marché, faisant trois morts, et une autre explosion près de la maison d'un milicien sunnite a aussi tué trois personnes.

Plus au sud, dans la ville de Hilla, un imam sunnite a été abattu près de sa maison.

Samedi soir, une trentaine de personnes sont mortes dans plusieurs attentats à la voiture piégée qui ont visé des quartiers à majorité chiite de Bagdad. L'explosion la plus meurtrière a eu lieu dans le quartier de Tobchi, dans le nord de la capitale, et a fait dix morts.

Les violences politiques et religieuses ont fait près de 600 morts depuis le début du mois en Irak, selon l'ONG "Iraq Body Count".

L'Irak en proie à une flambée de violences inédite depuis le retrait américain

Les attentats d'Al-Qaida se multiplient, révélant l'incurie du gouvernement de Nouri Al-Maliki

Al-Qaida en Irak peut se frotter les mains. L'attaque de haute volée, menée lundi 22 juillet contre deux prisons de Bagdad, qui a permis à des centaines de détenus de se faire la belle, renvoie aux heures les plus noires du pays. Revendiquée par l'Etat islamique en Irak et au Levant, la franchise locale de la nébuleuse djihadiste, le double assaut a fait une quarantaine de morts et démontré une fois de plus l'incurie du gouvernement du premier ministre Nouri Al-Maliki. Ce chiïte, au pouvoir depuis sept ans, paraît incapable d'endiguer la flambée de violence, qui a fait plus de 620 morts en juillet, l'un des bilans les plus sanglants depuis le retrait américain, en décembre 2011.

Le caractère nihiliste de ces attentats, qui frappent aussi bien des convois militaires que des terrains de football ou des cafés, rappelle les années de guerre civile, entre 2006 et 2009, quand miliciens chiïtes et combattants d'Al-Qaida commettaient des massacres à l'aveuglette et à la chaîne. « On est revenu à la case départ, analyse Pierre-Jean Luizard, historien au CNRS. Le pays se retrouve prisonnier de groupes qui veulent en faire une terre brûlée, y propager le chaos, dans le seul but de mettre en échec la puissance américaine. »

Al-Qaida a pris pour cible les deux plus importantes prisons d'Irak : celle de Taji, dans la banlieue nord de Bagdad, et celle d'Abou Ghraïb, dans la périphérie ouest, rendue célèbre par les sévices que des soldats américains y ont commis en 2004 sur des détenus irakiens. Les attaques, qui ont débuté de manière simultanée dimanche soir et se sont poursuivies jusqu'au lendemain matin, ont manifesté un degré de sophistication rare. Barrage de roquettes contre les établissements, puis explosion de kamikazes et de voitures piégées devant leurs portes, le tout combiné avec une mutinerie de prisonniers, en collaboration avec des gardiens.

Revers cinglant pour Maliki

Planifiée depuis des mois, l'opé-



Un attentat à Basra, à 550 km au sud de Bagdad, le 14 juillet. NABIL AL-JURANI/AP

L'année 2013 est la plus meurtrière depuis cinq ans

20 mars 2003 Invasion américaine de l'Irak.

30 décembre 2006 Pendaison de Saddam Hussein.

2006-2007 Guerre civile entre milices sunnites et chiïtes. Moyen de 3 000 morts par mois (30 000 morts estimés en 2007).

2007-2008 Envoi de renforts américains et mobilisation de supplétifs parmi les tribus sunnites pour combattre Al-Qaida.

ration a permis l'évasion d'au moins 500 prisonniers, dont plusieurs hauts responsables d'Al-Qaida condamnés à mort. Un revers cinglant pour le premier ministre Nouri Al-Maliki, en butte depuis six mois à un mouvement de protestation de la minorité sunnite, qui s'estime discriminée. « Que les deux pri-

2011 Les violences atteignent leur niveau le plus bas depuis l'invasion américaine : 2 771 morts dans l'année.

21 décembre 2012 début de l'« intifada » sunnite.

23 avril 2013 Attaque d'un sit-in sunnite par l'armée à Hawijah (nord), qui causeront 110 morts en deux jours.

Mai 2013 1045 morts, mois le plus meurtrier depuis 2008.

sons les mieux protégées du pays, situées à quelques kilomètres du siège du gouvernement, puissent être pilonnées pendant des heures, ce n'est plus une bavure, c'est le signe d'un dysfonctionnement structurel de l'Etat », soutient Hosham Dawod, un chercheur basé en Irak.

Cette opération spectaculaire intervient dans un contexte de recrudescence très forte de la violence. Chaque jour ou presque amène son lot d'attentats ou d'embuscades. Samedi 20 juillet, l'explosion de dix voitures piégées dans des rues commerçantes de Bagdad, à majorité chiïte, a ainsi fait 60 morts et 190 blessés, soit l'offensive la plus meurtrière dans la capitale depuis le début du ramadan. Les déflagrations sont survenues en début de soirée, après l'iftar, le repas de rupture du jeûne, alors que la foule se pressait dans la rue, pour faire des courses ou profiter d'un semblant de fraîcheur après une journée caniculaire. La veille, vingt personnes avaient péri dans un attentat perpétré dans une mosquée sunnite à Wadjihiya, une localité au nord de Bagdad.

Rares lieux de coexistence entre communautés, les cafés et les terrains de football ne sont plus épargnés. Selon un décompte de l'AFP, quelque 50 personnes ont trouvé la mort ces derniers mois

dans une dizaine d'attaques contre des joueurs. En février, l'irruption d'un kamikaze dans le stade de Shoula, dans le nord de Bagdad, a coûté la vie à 18 personnes, pour la plupart de jeunes footballeurs. Le fait de cibler les cafés participe du même objectif : semer la panique au sein de la population et augmenter la colère de l'opinion publique à l'égard du gouvernement. A la mi-juillet, une quarantaine de clients d'un café de

Kirkouk, dans le nord du pays, ont péri dans un attentat-suicide, alors qu'ils jouaient aux dés, après l'iftar. D'habitude bondés, surtout en cette période de ramadan, les cafés sont aujourd'hui délaissés, signe de la peur et de la défiance qui rongent la société irakienne.

La radicalisation du camp sunnite, dont témoigne le retour en force d'Al-Qaïda et auquel répond le réveil des milices chiïtes, est alimentée par le conflit en Syrie. « Le

déclenchement du soulèvement contre le régime Assad a été perçu par les sunnites irakiens comme le signal de la revanche, la preuve qu'ils peuvent échapper à leur statut de minorité marginalisée », explique Pierre-Jean Luizard.

Le pays est-il voué à replonger dans la guerre civile ? Le niveau de violences reste pour l'instant en deçà de celui des années 2006 et 2007, où l'on recensait plus de 3 000 morts par mois. Mais la professionnalisation au galop de

la scène politique, qui se traduit par la disparition des listes transcommunautaires, suscite une lourde inquiétude. De même que l'intransigeance de Nouri Al-Maliki, hostile à toute idée de démission.

« Chaque camp est en train de se barricader, note Hosham Dawod. Le peu d'Etat qui avait été bâti ces dernières années est en passe de s'effondrer. Al-Maliki a échoué à produire une alternative au sectarisme et à réunir la population sur des valeurs partagées. » ■

BENJAMIN BARTHE

Le Monde

Jeudi 25 juillet 2013

En Irak, retour aux années de plomb

Des attentats à répétition et des morts chaque jour ; une nation du Moyen-Orient qui glisse vers la guerre civile ; un Etat de plus en plus affaibli ; un pays en voie de décomposition territoriale. La Syrie ?

Non, l'Irak. Semaine après semaine, l'Irak se rapproche d'une situation qui ressemble à celle de son voisin de l'ouest. En juillet, le nombre de morts enregistrés quotidiennement y est même supérieur. L'Irak paraît sombrer dans une nouvelle guerre

intérieure.

La journée du 20 juillet en donne une idée. Ce samedi, au moment de la rupture du ramadan, lorsque des familles entières se pressent dans la rue, une vague de dix attentats à la voiture piégée sème la dévastation à Bagdad. Les morts se comptent par dizaines, les blessés par centaines. Le lendemain, nouvelles attaques, cette fois contre les prisons de la capitale.

ÉDITORIAL

Dix ans après l'invasion du pays par les Etats-Unis, l'Irak, l'un des tout premiers producteurs de pétrole du monde, est plus déstabilisé que jamais. Dix-huit mois après le retrait des troupes américaines, ce pays de quelque 35 millions d'habitants est toujours aussi divisé. Au nord, la partie kurde de la population vit en paix

dans une région de plus en plus indépendante du pouvoir central. Dans le reste du pays, la guerre fait rage entre Arabes chiïtes (la majorité) et sunnites (la minorité).

L'intervention américaine au printemps 2003 a fait tomber la dictature de Saddam Hussein, qui s'appuyait sur la minorité sunnite. Les élections ont porté les chiïtes, longtemps opprimés, au pouvoir. Le gouvernement est dirigé par un premier ministre chiïte, Nouri Al-Maliki.

Appuyé par l'Iran, M. Al-Maliki gouverne de manière sectaire : il s'efforcerait de marginaliser les sunnites dans toutes les instances de l'Etat. Ses opposants l'accusent de comportement de plus en plus dictatorial.

Les grandes tribus sunnites, qui s'estiment discriminées depuis l'intervention des Etats-Unis, se rebellent de nouveau - comme au plus fort de la guerre civile qui suivit l'in-

vasion américaine. La frange la plus radicale de l'islamisme sunnite en profite : Al-Qaïda en Irak revit et multiplie les attentats contre les institutions de l'Etat.

La guerre civile syrienne a exacerbé le conflit irakien. Proche de Téhéran, M. Al-Maliki a pris le parti du régime de Bachar Al-Assad contre la majorité sunnite syrienne. Celle-ci reçoit le soutien de groupes armés irakiens, notamment djihadistes. D'un pays à l'autre, la guerre se nourrit de la vieille ligne de fracture qui traverse l'islam et déchire le Moyen-Orient en ce début de XXI^e siècle.

Cela n'absout pas les Etats-Unis d'une responsabilité majeure dans le drame de l'Irak. Il revenait d'abord aux irakiens de se débarrasser de la tyrannie de Saddam Hussein. Pas à une puissance extérieure dont l'intervention massive et brutale a fait voler en éclats une identité nationale irakienne récente et fragile. ■

La presse syrienne accuse les rebelles d'un massacre

BEYROUTH - 27 juillet 2013 (Reuters)

LA PRESSE OFFICIELLE syrienne a accusé samedi les insurgés d'avoir tué 123 personnes, en majorité des civils, lors de leur offensive cette semaine contre la ville de Khan al Assal, dans le nord du pays.

L'agence de presse Sana affirme que "des groupes terroristes armés" ont commis "un massacre (...), mutilant les corps des martyrs et les jetant dans une grande fosse dans les faubourgs de la ville, tout en brûlant plusieurs cadavres".

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), une ONG proche de l'opposition syrienne, a rapporté vendredi, en citant des combattants rebelles, que plus de 150 soldats gouvernementaux avaient été tués - parmi lesquels une cinquantaine exécutés sommairement - lundi et mardi dans les combats pour Khan al Assal.

Une vidéo, postée mercredi sur le site YouTube par un groupe se pré-



sentant comme les "Soutiens du califat islamique", montre une trentaine de cadavres empilés contre un mur et présentés comme ceux de miliciens pro-Assad tués dans ce secteur.

Près de la frontière turque, les combats se sont poursuivis samedi entre militants kurdes et combattants islamistes.

L'armée continue d'autre part de bombarder les grandes villes avec des pièces d'artillerie et l'aviation. L'OSDH a rapporté samedi que 29 civils, dont 19 enfants et quatre femmes, étaient morts dans l'explosion d'un missile sol-sol contre un immeuble d'Alep, grande ville du nord de la Syrie.

Abduction on basis of identity rages between Kurds and jihadists in Syria

Islamists battling Kurdish fighters in northern Syrian town release 300 Kurdish civilians they were holding prisoner in exchange for rebel chief.

Middle East Online / By Serene Assir - BEIRUT

Islamists battling Kurdish fighters in the northern Syrian town of Tal Abyad have released 300 Kurdish civilians they were holding prisoner in exchange for a rebel chief, a watchdog said Sunday.

"The Islamic State of Iraq and the Levant (ISIS) released 300 Kurds who had been taken prisoner overnight and this morning, in exchange for captured (jihadist) commander Abu Musab," said the Syrian Observatory for Human Rights.

Imprisoned by Kurdish fighters late on Saturday, Abu Musab was reportedly released on Sunday.

But tension in Tal Abyad was still palpable even after the prisoners' release, an activist said.

"Things are calm right now, but I think we'll see new clashes by night-fall. Kurdish fighters have deployed snipers," the activist said by phone on condition of anonymity.

Abu Musab and hundreds of Kurdish civilians were detained in the latest confrontation between jihadists and Kurds in northern Syria.

"We've lived through a small civil war over the past few hours," said the activist, who asked not to be named for security reasons.

"After Abu Musab was detained, ISIS deployed a large number of snipers and fighters. There have been clashes since last night, and unfortunately there were abuses by all sides," said the activist.

"Many families fled the violence. Tal Abyad is a ghost city. There is now an ethnic-based hatred against the Kurds, though the truth is Kurds and Arabs, Christians and Muslims have always lived here together," he added.

The violence comes just days after fighters loyal to the Committees for the Protection of the Kurdish People (YPG) expelled Al-Nusra Front and ISIS members from the strategic Kurdish town of Ras al-Ain in Hasake province.

According to Nasser al-Hajj Mansour, a Kurdish official, the Kurds were imprisoned "on the basis of ethnicity".

"What is clear is that there is a will to sow strife," Mansour said by telephone, adding that the violence is likely to escalate.

Kurdish regions have been run by local Kurdish councils since President Bashar al-Assad's forces withdrew from the areas in mid-2012. The Kurds have walked a fine line, trying to avoid antagonising either the regime or the rebels.

But this week alone, more than 50 jihadist and Kurdish fighters were killed in fighting in northern Syria, according to a toll released Saturday by the Britain-based Observatory, which relies on activists and medics on the ground for its information.

Kurds represent about 15 percent of the Syrian population. □



War within war



Syrian Islamist rebel leader freed after clashes among rival rebels

BEIRUT / July 21, 2013 / (Reuters) - By Erika Solomon

THE LOCAL COMMANDER of a Syrian rebel group affiliated to al Qaeda was freed on Sunday after being held by Kurdish forces in a power struggle between rival organisations fighting President Bashar al-Assad, activists said.

However, the pro-opposition activists gave conflicting reports of how the Islamist brigade commander in the Syrian town of Tel Abyad near the Turkish border had come to be free.

The British-based Syrian Observatory for Human Rights said Islamist rebels had exchanged 300 Kurdish residents they had kidnapped for the local head of their group, the Islamic State of Iraq and Sham (ISIS). Other activist groups challenged this account, saying Islamist fighters had freed Abu Musaab by force, with no Kurdish hostages released.

Sporadic fighting over the past five days in towns near the frontier with Turkey has pitted Islamists trying to cement their control of rebel zones against Kurds trying to assert their autonomy in mostly Kurdish areas.

The trouble highlights how the two-year insurgency against 43 years of Assad family rule is spinning off into strife within his opponents' ranks, running the risk of creating regionalised conflicts that could also destabilise neighbouring countries.

The factional fighting could also help Assad's forces, who have launched an offensive to retake territory.

BELT OF TERRITORY

Assad has been trying to secure a belt of territory from Damascus through Homs and up to his heartland on the Mediterranean coast and, with the help of the Lebanese guerrilla group Hezbollah, has won a string of victories in Homs province and near the capital.

On Sunday his forces ambushed and killed 49 rebels in the Damascus suburb of Adra, the Observatory said.

The town was once a critical point along the route used by rebels to bring weapons to the capital, but Assad's forces recaptured it a few months ago and have been working to cut off rebel territories in the area.

To the north, activists reported Turkish troops reinforcing their side of the frontier near Tel Abyad, but the army could not be reached for comment. Turkish forces exchanged fire with Syrian Kurdish fighters in another border region earlier in the week.

The Observatory said the alleged prisoner exchange was part of a ceasefire agreed after a day of fierce clashes in Tel Abyad, but other activists said there was no deal and reported that many Kurdish fighters were being held by ISIS fighters. →

➔ The Observatory said the fighting in Tel Abyad started when the local ISIS brigade asked Kurdish Front forces, which have fought with the rebels against Assad, to pledge allegiance to Abu Musaab, which they refused to do.

Other activists said the clashes were an extension of fighting that broke out last week in other parts of the northern border zone.

Opposition activists also reported the killing of at least 13 members of a family in the Sunni Muslim village of Baida on Sunday, in what they described as a second sectarian massacre there.

FIGHTING NEAR THE COAST

The killings followed a rare eruption of fighting between Assad's forces and rebels in the coastal province of Tartous, an enclave of Assad's Alawite minority sect that has remained largely unscathed by the civil war.

Syria's marginalised Sunni majority has largely backed the insurrection while minorities such as the Alawite sect, an offshoot of Shi'ite Islam, have largely supported Assad, himself an Alawite.

The Observatory said four women and six children were among

those killed in Baida.

"A relative came to look for them today and found the men shot outside. The women's and children's bodies were inside a room of the house and residents in the area said some of the bodies were burned," said Rami Abdelrahman, head of the Observatory.

In May, pro-Assad militias killed more than 50 residents of Baida and over 60 in the nearby town of Banias. In those killings, some bodies, many of them children, were found burned and mutilated.

The anti-Assad revolt has evolved from its origins as a peaceful protest movement in March 2011 into a civil war that has killed over 100,000 people and turned markedly sectarian.

The ethnic Kurdish minority has been alternately battling both Assad's forces and the Islamist-dominated rebels. Kurds argue they support the revolt but rebels accuse them of making deals with the government in order to ensure their security and autonomy during the conflict.

The Kurdish people, scattered over the territories of Iran, Turkey, Iraq and Syria, are often described as the world's largest ethnic community without a state of their own.●

Analysis: Kurdish pain or gain? Turkey faces dilemma via Syrian war, PKK talks

Cihan Çelik

www.hurriyetaidailynews.com

Turkey is facing a dire dilemma over "winning the hearts and minds" of Kurds - both in the national and regional context - as Ankara's slow-moving bid to reconcile with its Kurds in the deadlocked peace talks has recently been intertwined more than ever with the growing Kurdish military influence in Syria.

The upper hand gained by the Kurdish militants of the Democratic Union Party (PYD) in Syria against the al-Qaeda-linked al-Nusra fighters during the recent clashes has delivered a morale and power boost to the Kurdistan Workers' Party (PKK). The PKK leadership has been in a desperate need for such a boost, since its calls on government to fulfill its promises in the peace process have so far fallen on deaf ears.

SIGNALS OF POSSIBLE THAW WITH CENTRAL GOV'T

Now, the PKK has been given a decisive chip on the negotiation table with the ruling Justice and Development Party (AKP), thanks to the march and rise of Kurdish militants in Syria. Regional Kurdish players, including the leader of Kurdish Regional Government (KRG) in northern Iraq, have tacitly admitted this growing PKK influence. In an anxious effort not to lose his self-proclaimed leadership of Kurds in the region, KRG leader Massoud Barzani has gathered a "national conference" and invited all Kurdish groups with different political backgrounds to Arbil



The YPG and al-Nusra are engaging in fighting close to the Turkish border town of Ceylanpinar. AA photo

However, Barzani should be wise enough to see such ethnic-based moves might not be enough to counter a new rise of the PKK, as he also gave signals of a possible thaw with the Shiite Arab central government in Baghdad. Baghdad and Arbil have been at odds over oil and gas revenues in war-ridden Iraq and they even came close to war over the issue. Recently, the direction of winds has slightly shifted, with senior officials from both sides saying the KRG and the central government have made progress on a settlement.

The subtext of the thaw statements was surely to give political signals, as finding a resolution on sharing energy revenues would be a very difficult task for the two sides. The central government in Baghdad, for its part, has been irked by the blooming relationship between Arbil

and Ankara, while Barzani is feeling increasingly insecure over the AKP's reconciliation efforts with Turkey's Kurds.

If the tense Arbil-Baghdad route sees a bit of relief, it would not be the end of world for Turkey, considering the heavy dominance of Turkish firms there, but it would be a huge setback for its neo-Ottoman regional aspirations, particularly considering the Turkish military's increasing involvement in the Syrian conflict.

Making almost daily statements about its "retaliation-in-kind" against firings from Syria, the Turkish military is now confronting the lingering threat of having a new front in a neighboring country, after a short ease in battle over recent months due to the PKK's withdrawal from Turkey as part of the peace plans.

The Turkish military has been showing its usual "mighty-confident" stance over the Syrian conflict. However, the pain of the war would be catastrophic and puzzling, as Turkish soldiers might find themselves under cross fire from both Kurds and Islamists, not knowing who to fight in Syria. As of now, the PYD in Syria has appeared to be trying to avoid a confrontation with Turkey, but that would not be case if the PKK peace talks fail. That being said, if the Turkish government plays its cards sagely by leaving archaic foreign policy engagements behind, it might gain loyal satellites controlled by Kurds and backed by the West against the upcoming threat of "extremists" in the region. □

Syria: Kurds reportedly released by kidnappers linked to Al Qaeda

By Patrick J. McDonnell

BEIRUT — A rebel group in Syria with links to Al Qaeda was reported Sunday to have released hundreds of kidnapped Kurdish civilians after clashes with Kurdish militiamen that reflected the increasingly open hostility among armed factions in rebel-held parts of Syria.

The release of the abducted Kurds follows battles this weekend in the northern Syrian town of Tal Abyad, along the Syrian-Turkish border, pitting Kurdish forces against fighters from the Islamic State of Iraq and al-Sham, a powerful Syrian rebel faction that has ties to Al Qaeda.

The Kurdish civilians were freed in exchange for the release of a rebel leader, or emir, identified only as Abu Musab, reported the Syrian Observatory for Human Rights, a pro-opposition monitoring group based in Britain.

The incident highlights the profound distrust between Syrian Kurdish militias and Syrian Arab rebels, both powerful blocs in “liberated” zones of northern Syria. The dispute is also indicative of what appears to be an increasingly chaotic and fractured tableau inside rebel-held swaths of Syria

The hostilities among armed groups in areas where the government is no longer present underscore the lack of a coherent command structure among the hundreds of Syrian rebel factions on the ground. Some fear the more-than-two-year rebellion against President Bashar Assad could devolve into a series of territorial battles among disparate rebel bands and local militias with varying agendas.

The discord in the opposition ranks comes as the Syrian military has been mounting an offensive aimed at pushing back rebel forces throughout much of the nation.

This week, Gen. Salim Idris, the ostensible head of the U.S.-backed Free Syrian Army, or FSA, is scheduled to visit the United States in a bid to pressure Washington to provide more arms to fighters affiliated with his umbrella faction, the Supreme Military Council. However, some U.S. lawmakers have balked at White House plans to arm the Syrian rebels, voicing fears that weapons could end up in the hands of anti-western militants with ties to Al Qaeda.



Kurdish opposition fighters at a ceremony last week in the northern Syrian border village of al Qamishli. At least 29 people have been killed in fighting between Kurdish and jihadist fighters in northern Syria in recent days, according to a human rights monitoring group. (AFP/Getty Images / July 18, 2013)

The FSA labels itself moderate and says its goal is a secular democratic state in Syria. But the group operates less like a top-down military hierarchy and more in the style of a loose franchise operation. On the ground, the line is sometimes blurred between rebel units that proclaim affiliation with the FSA and fighters who say their goal is an Islamist theocracy.

The FSA says one of its commanders was killed this month by an Islamist brigade in northwestern Latakia province. The FSA leadership has demanded that the alleged killer be handed over. The incident is just one of a number of clashes between rebel groups in recent weeks that have raised the specter of a civil war within Syria's larger civil war.

The tensions among the fractured opposition fighting forces have been especially high in rebel-held swaths of northern Syria. The area is also home to the majority of Syria's Kurds, a non-Arab ethnic group that represents at least 10% of Syrian's total population and has complained of long-running discrimination.

In the past year, well-organized Kurdish militias have tried to take control of Kurdish-majority areas. The Kurds have occasionally clashed with Arab rebels, though both sides have generally sought to avoid confrontation, despite their varying ideologies and goals.

Most Kurdish groups are secular in

nature, while many Syrian Arab rebel brigades are deeply Islamist. Arab rebel factions generally are wary of Kurdish aspirations for greater autonomy. Some rebel leaders view the Kurdish militias as collaborators with the Syrian government—a charge the Kurds deny.

Last week, amid intense fighting, Kurdish militiamen seized control of the Ras al-Ayn, a border town in northern Hassaka province and home to Syria's largest Kurdish population. The Kurds reportedly expelled Al Qaeda-linked rebels from the border town.

This weekend's clashes were reported in Tal Abyad in Raqqah province, east of Ras al Ayn. Tal Abyad is also home to a large Kurdish population.

The rise of autonomy-minded Kurdish armed groups in northern Syria has caused deep dismay in neighboring Turkey, a major regional power and firm backer of the uprising against the Syrian government. For decades, Turkey has fought a bloody war against a Kurdish rebellion led by the Kurdistan Workers Party, or PKK, which Ankara labels a terrorist organization.

Turkish officials view the best-armed Syrian Kurdish group, the Democratic Union Party, as a front for the PKK. Turkish authorities have said they will not tolerate a “terrorist” haven along their border with Syria. ■

Syrian Kurds Reject SNC, Al-Qaeda

By: Wladimir van Wilgenburg for Al-Monitor

www.al-monitor.com/

Fighting erupted on July 17 between jihadists affiliated with al-Qaeda and Kurdish fighters close to the Syrian branch of the Kurdistan Workers Party (PKK) in the province of Hassakeh in northern Syria. The fighting was sparked by an incident at a checkpoint of the al-Qaeda-affiliated Jabhat al-Nusra in the mixed city of Ras al-Ain, where Arabs, Kurds, and Christians live, close to the Turkish border. The fighting was still taking place today, July 22.

It was most likely sparked by the fact that the Democratic Union Party (PYD) wants to form an interim government, while al-Qaeda affiliates such as Jabhat al-Nusra and the Islamic State of Iraq and as-Sham (ISIS) want to form an Islamic emirate in Syria. After fighting several groups such as Jabhat al-Nusra, ISIS and Harakat, Ahrar al-Sham al-Islamiya — the leading faction of the Syrian Islamic Front — declared an operation to seize the oil-rich town of Rumeylan in Hassakeh province from the PYD.

Although many Kurdish activists and PYD rivals closer to Kurdish parties affiliated with the Kurdistan Democratic Party (KDP) of Massoud Barzani in neighboring Iraq are critical of the PYD and fear their plans for Kurdish autonomy. They would prefer the PYD over an al-Qaeda-controlled Islamic emirate that is against an ethnic Kurdish identity.

Before the fighting started on July 17, Kurdish youth groups and PYD critics were angered by the death of six civilians allegedly shot by the People's Defense Units (YPG) at an anti-PYD demonstration in the border town of Amuda on June 27 — an action condemned by the US State Department.

But after the fighting started between al-Qaeda affiliates and the Kurdish people's Defense Units (YPG), most of them criticized the jihadist groups. This shows that attempts by jihadists to get Kurdish support will prove to be fruitless, despite their trying to show they are not against Kurds.

Nevertheless, there were also some Kurdish jihadists who were captured by the YPG in the past. One Iraqi Kurdish jihadist was captured in the recent clashes by the YPG in Ras al-Ain and shown on a pro-Kurdish TV station in addition to pictures of two passports of Iraqi Kurdish jihadists released by the YPG. But, in general, Kurdish identity is stronger than pan-Islamism among Kurds.

On a pro-jihadist Facebook page, a call was made for Kurdish mothers to stop sending their children to fight with the PKK and ask God for forgiveness for sending their sons and daughters to fight against jihadist groups. Moreover, the pro-jihadist page claimed to have carried out revenge for what happened in Amuda by attacking PKK positions in the Hassakeh province.

But even Kurdish jihadists will find it difficult to criticize the PKK in this case, and the Kurdish Islamic Scholar's Union in the Kurdistan region of Iraq released a statement calling on Iraqi Kurds not to wage jihad, but to support Kurds in Syria.

Thus, most Kurdish youth groups did not advocate jihadist calls for support against the PKK. For instance, the Kurdish Youth Coordinators Union launched a campaign to urge Kurds to join the YPG to fight against al-Qaeda proxy organizations and unite all the Kurdish parties.

This, while on June 28 the same Kurdish youth group suggested that Jabhat al-Nusra, the YPG and the regime were terrorists. "But in the current phase we have no choice better than the YPG," a Kurdish Youth Coordinators Union member said, claiming the PYD was acting like the regime and killing Kurdish civilians.

When activists were trying to lobby with a petition in Arabic to put the PYD on the terrorist list — similar to other PKK affiliates — and the Syrian Revolution Facebook page tried to launch Friday protests on



[Syrian Kurdish children with luggage wait to cross into Iraqi territory outside the Peshabur border gate at the Syrian-Iraq border, Feb. 2, 2013. (photo by REUTERS/Azad Lashkari)]

July 12 under the slogan "No to PYD terrorism," most PYD rivals condemned this action and opposed it to uphold a form of Kurdish unity.

Recently, even Abdulhakim Bashar, leader of the Barzani-supported Kurdish Democratic Party of Syria (KDP-S) — who is despised by supporters of the PYD — supported the YPG in an interview on the pan-Arab satellite channel Al Arabiya television, while in the past this prominent Kurdish politician often criticized the PYD and YPG.

"We as Kurds are usually secularists, and the reason for that is the injustice that we suffer through Islamic history, and certainly we would be against any new caliphate project," KDP-S member Mohammed Rashed told Al-Monitor.

Thus, it was no surprise that the Kurdish National Council (KNC) — which was formed in October 2011 as an alternative to the PYD — also backed the YPG against al-Qaeda elements in a statement. However, some in the KNC are worried that a Kurdish interim government would exclude other Kurdish parties.

Even Mustafa Cummaa's Kurdish Freedom Party Azadi — which is often accused by the PYD of backing the Free Syrian Army against the PYD — criticized jihadist groups.

"Brotherhood among the people in Islam does not mean that all have to live in one nation under one political system," said Welid Sexo, a member of the Kurdish Freedom Party, a rival to the PYD.

The jihadist groups are now trying to depict the PKK as atheist, while the PYD follows a more secular ideology. This even led to worries among some Turkish experts that by fighting al-Qaeda groups, the PYD might regain more legitimacy in Western eyes, while the PYD seems to be trying to get more sympathy by fighting jihadists.

"If the United States and the West do not take Kurds into account, radical Islamists will take over, and that will cause Syria to break up," YPG commander Sipan Hemo told Rudaw. "We see radical Islam as a threat not only to ourselves, but also to the Turkish people and the world as well."

Most Syrian Kurds are Sunni Muslim, but nevertheless they do not favor a caliphate and Islamic brotherhood which in the end will be dominated by Sunni Arab Muslims, with less opportunity for Kurdish cultural or political demands.

But the Islamic Ahrar al-Sham movement — which also fights against the YPG — released a statement in May against both Kurdish and Arab nationalism, suggesting that nationalism failed as an ideology in the 19th century in Europe. ⇨

⇒ "Now we see some Muslims who have been deluded into thinking in nationalist terms. The Quran rejects this idea, when it says that Muslims are protectors of one another." The statement added that all Arabs and Kurds are equal in their rights and obligations toward the law of God as part of the Muslim umma.

"Arab nationalism and its system came and created divisions and caused racism between the sons of the umma. And this is prohibited by the Prophet, may God send his peace and blessings upon Him."

The predominant Kurdish nationalism among the PYD and other Kurdish parties explains why most Kurdish parties refused to join the Istanbul-backed Syrian opposition, the Syrian National Coalition (SNC), despite Western pressure. The SNC says that the "division of Syria" is a red line, and that it wants to deal with Kurdish demands after the fall of Bashar al-Assad's regime.

Khaled Khoja, a member of the SNC based in Turkey, told Al-Monitor

by Skype on July 19, "This issue can be discussed in the Syrian parliament after the regime's fall. We are not against any administrative parliament. If the parliament is like the local council in Aleppo, we have no problem with it."

This is the reason that not many Syrian Kurds supported the Syrian opposition blocs, not even when it was headed by Abdul Baset Saïda, a Syrian Kurd from Amuda, or Ghassan Hito, a Kurd from Damascus. Most of the Syrian Kurds prefer a recognition of a form of Kurdish autonomy over an Islamic al-Qaeda emirate or a post-Assad Arab-dominated state. ♦

Wladimir van Wilgenburg is a political analyst specializing in Kurdish politics. He has written extensively for Jamestown Foundation publications and other journals, such as the Near East Quarterly and the World Affairs Journal. He currently writes for the Kurdish newspaper Rudaw. On Twitter: @vvanwilgenburg

Islamic State of Iraq and Syria targets Kurdish neighborhoods

"The battle will not stop until the last element of the Kurdish PKK organization has been expelled from the whole of the Tell Abyad area," says Syrian Islamist

Beirut, Asharq Al-Awsat—The Islamic State of Iraq and Syria (ISIS), which has close links with the Al-Qaeda network in Iraq, attacked Kurdish neighborhoods in the Tell Abyad area of northern Syria on Monday.

The town of Tell Abyad is situated roughly 65 miles (105 km) north of Raqqah. It has a population of some 30,000—a mixture of Kurds and Arabs—and is considered to be an international border between Turkey and Syria.

Local activists said: "The attack came against the backdrop of the Kurdish refusal to swear allegiance to the emir (leader) of the group/state, Abu Musa'b, who was arrested by a Kurdish military formation on Saturday and later released in a prisoner exchange deal between the two parties."

A member of the Local Coordination Committees in Syria, Miral Baroudan, told Asharq Al-Awsat that "many Kurdish villages in Tell Abyad have been targeted, bombed and shelled."

In addition, the committee member noted that ISIS had encouraged the Kurdish citizens to either leave the city immediately or swear allegiance to the "emir of the state," using the minarets of local mosques.

Sixty Kurds were taken prisoner in Tell Abyad.

Baroudan affirmed that "the conflict in the Raqqah province and its surroundings has turned from a conflict between secular and extremist currents into a conflict between Kurds and Arabs. This is very dangerous [and] will harm the revolution."

Regions with a Kurdish majority in eas-



tern Syria have been home to violent battles between the two sides for a number of weeks. Following heavy clashes that claimed 29 lives, Kurdish fighters were able to completely expel Jabhat Al-Nusra militants from Ras Al-Ain, a northern city on the border with Turkey. The fighting later spread to the Tell Abyad area and the Raqqah province.

In contrast, Abu Firas Al-Halabi, an activist, said that "the Ahrar Al-Sham movement, Jabhat Al-Nusra, the Islamic State of Iraq and Syria, and some of the battalions of the Free Syrian Army have been able to exercise complete control over these rural areas, where they have swept the area for some improvised explosive devices that have potentially been planted there."

"The battle will not stop until the last element of the Kurdish PKK organization has been expelled from the whole of the Tell Abyad area," Halabi continued.

Meanwhile, a member of Ahrar Al-Sham pointed out that "the combat is directed against a specific faction of the Democratic

Union Party (PYD), who are allied with the regime—not against the Kurds."

In turn, the London-based Syrian Observatory for Human Rights reported that Jabhat Al-Nusra and ISIS reinforcements arrived at the border town of Tell Abyad and the city of Raqqah, pointing out that "neighborhoods in the Kurdish city [Tell Abyad] were looted by some battalions in the Syrian opposition forces."

"The looting took place on the outskirts of the city amid clashes between units protecting the Kurdish people and the 'Kurdish Front' battalion on one side, and fighters from Jabhat Al-Nusra and [ISIS] on the other."

The report also highlighted that "a female Kurdish citizen had been killed after coming under fire while leaving the city," in addition to successive news about the death of a fighter from a brigade of the Kurdish Front, a day after having been detained for his participation in negotiations between the two sides in conflict at Tell Abyad.

There were also reports indicating that Jabhat Al-Nusra and ISIS had bombarded the villages of Yabisah, Tell Fender, Tell Akhdar and Sousak.

Furthermore, the observatory quoted activists as saying that the Kurdish Front—a recent addition to the battle—was able to destroy one tank and disable a second during clashes in the Tell Sawilah area.

Ongoing and sporadic clashes took place in the villages of Yabisah, Tell Khadr, Sakriyah and Kharbah Saan, while violent clashes took place between the two sides in the village of Tell Fender.●

AFP

Le chef d'un parti kurde syrien à Istanbul pour rencontrer les autorités turques

ISTANBUL, 26 juillet 2013 (AFP)

LE CHEF d'un groupe kurde de Syrie est discrètement arrivé jeudi à Istanbul pour rencontrer les autorités turques, rapporte vendredi la presse turque.

Saleh Muslim, chef du PYD (Parti de l'union démocratique), principal parti kurde de Syrie et considéré comme la branche syrienne des rebelles kurdes de Turquie du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), doit rencontrer dans la mégapole turque des responsables gouvernementaux, précisent les journaux Hürriyet et Radikal.

Interrogé par l'AFP, le ministère turc des Affaires étrangères a refusé de com-

menter.

Selon les médias, la visite du responsable kurde syrien a été planifiée et encadré dans la discrétion par les services de renseignements turcs (MIT).

Le PYD a pris le contrôle de certaines localités située à la frontière turque après des combats avec des djihadistes.

La Turquie a mis en garde cette faction contre toute velléité autonomiste à sa frontière alors qu'elle négocie depuis la fin de l'année dernière une solution politique à son conflit kurde avec le PKK qui perdure depuis 1984.



LE SOIR

23 JUILLET 2013

Les Kurdes syriens progressent, les divisions communautaires aussi

BEYROUTH, (AFP)

Les combattants kurdes ont effectué des avancées dans le nord de la Syrie, où ils cherchent à établir une région autonome, ce qui accentue la méfiance entre les Arabes et cette communauté, a rapporté mardi une ONG.

Des combats ont eu lieu dans plusieurs villages mixtes de la province de Raqa, à la frontière avec la Turquie, dont Yabseh, Kandal ou Jalbeh, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), basé en Grande-Bretagne.

Selon cette organisation qui s'appuie sur un large réseau de militants et sources médicales en Syrie, les Kurdes ont chassé les jihadistes des villages de Kour Hassou, Atwane, Sarej et Khirbet Alou dans la même zone, proches de la ville majoritairement kurde de Kobany.

Plus à l'est, dans la province d'Hassaké à majorité kurde, des combats entre des Kurdes et des membres du front jihadiste Al-Nosra ou de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL), un groupe lié à al-Qaïda, se sont poursuivis pour la septième journée consécutive dans la zone de Jal Agha et d'autres villages, indique l'Observatoire.

Le Front al-Nosra et l'EIL ont été expulsés il y a une semaine de la ville kurde de Ras al-Aïn, point de passage stratégique

entre la Turquie et la Syrie, par des combattants des Comités pour la protection du peuple kurde (YPG), la branche armée d'une émanation syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Depuis, les violences se sont répandues de la province d'Hassaké vers plusieurs points chauds dans la province de Raqa.

"Nous observons l'extension des combats entre Kurdes et jihadistes vers l'ouest, via des zones où cohabitent des communautés kurdes et arabes", a souligné le directeur de l'OSDH, Rami Abdel Rahmane.

Même si les heurts concernent des groupes jihadistes et des combattants kurdes, "le fossé se creuse (aussi) entre les habitants arabes et kurdes de ces zones", a ajouté M. Abdel Rahmane.

"La bataille évolue d'un combat entre YPG et jihadistes vers une lutte plus générale entre Kurdes et Arabes", a-t-il expliqué.

Avant le début du soulèvement contre le président Bachar al-Assad en mars 2011, les Kurdes étaient très marginalisés -- l'une des premières mesures consenties par M. Assad au début de la contestation avait été d'octroyer la nationalité syrienne à partie d'entre eux, qui en était privée.

A partir de mi-2012, les forces de M. Assad se sont retirées des zones kurdes, laissant des conseils kurdes locaux les prendre en main.

Ces changements ont fait remonter à la surface une méfiance profondément ancrée entre les deux communautés, exacerbée par l'incapacité de l'opposition syrienne à faire une place à des représentants de mouvements kurdes au sein de leurs instances, ont indiqué des militants.

Entre Kurdes et rebelles, "il n'y a pas de confiance sur le plan politique depuis le début" de la révolte, a indiqué à l'AFP un militant kurde syrien, Havidar, joint via internet.

"Nous (les Kurdes, NDLR) avons tous soutenu la révolution, mais malheureusement, l'opposition syrienne (...) a manipulé les Kurdes (...) et les a marginalisés," a ajouté Havidar.

En conséquence, "il y a une division flagrante désormais" entre Kurdes et Arabes, estime-t-il.

Un responsable kurde appartenant à la Coalition de l'opposition a souhaité la fin de la violence en assurant que le seul à profiter de ces dissensions est le régime de Bachar al-Assad.

"Celui qui bénéficie de toutes ces opérations (armées) c'est le régime", a affirmé à l'AFP Abdel Basset Sayda, ajoutant "nous devons préserver l'unité de la Syrie".

Selon lui, les YPG ne représentent pas tous les Kurdes, pas plus que les jihadistes ne représentent tous les Arabes dans le nord du pays. "Chacun a son propre plan, (...) Mais nous avons besoin de calme et nous appelons toutes les parties au dialogue", a-t-il ajouté.

Il faisait allusion à la volonté des Kurdes de constituer un territoire autonome et des jihadistes de constituer un Etat islamique.

AFP

Neuf policiers kurdes tués dans un attentat suicide en Irak

KIRKOUK (Irak), 28 juillet 2013 (AFP)

NEUF POLICIERS KURDES ont été tués dimanche matin dans un attentat suicide dans le nord de l'Irak, a-t-on appris auprès de la police et d'un responsable local.

Un kamikaze au volant d'une voiture piégée a attaqué un convoi de trois véhi-

cules de policiers kurdes dans la ville de Touz Khourmatou, non loin de la région autonome du Kurdistan, selon le maire Chalal Abdoul. Neuf autres policiers ont été blessés.

La ville de Touz Khourmatou abrite une communauté kurde importante ce qui explique le déploiement dans cette ville d'environ 700 policiers kurdes appartenant aux forces de sécurité du Kurdistan.

Il s'agit de la première attaque contre un objectif kurde dans cette ville depuis près de trois mois, selon le maire.

Plus de 700 personnes ont été tuées depuis le début juillet dans des actes de violence en Irak, selon un bilan établi par l'AFP.

Turquie: Ankara dans l'appréhension kurde

Malgré la poursuite du processus de paix, un climat de suspicion règne entre le PKK et Ankara. Le conflit armé dans la Syrie voisine n'y est pas étranger.

Abir Taleb avec agences

Le conflit syrien est un conflit régional, répète-t-on sans cesse depuis le début de la crise, il y a plus de deux ans.

En effet, le mouvement de contestation s'est transformé en guerre civile mais a aussi, dans le même temps, impliqué les voisins de la Syrie d'une manière ou d'une autre. Après le Liban frontalier, et dont la vie politique est intrinsèquement liée à Damas, c'est aujourd'hui la Turquie qui se trouve entraînée de plain-pied dans le conflit syrien. Ankara se trouve surtout pris au piège du chaos qui règne chez son voisin : si la Turquie — qui accueille sur son sol quelque 500 000 réfugiés syriens — soutient ouvertement les rebelles syriens et a, à plusieurs reprises, appelé au départ du président Bachar Al-Assad, elle ne veut surtout pas que ce chaos ravive les velléités kurdes de créer leur propre Etat.

Eparpillés entre l'Iran, la Turquie, l'Iraq et la Syrie, les Kurdes sont souvent présentés comme le plus grand groupe ethnique au monde ne disposant pas de son propre Etat.

Et les récents combats entre les djihadistes implantés dans le nord syrien et les Kurdes syriens prouvent la volonté de ces derniers d'instaurer une autonomie territoriale et économique sur une région où ils sont majoritaires, à l'instar de leurs frères d'Iraq.

Ce qui inquiète au plus haut niveau les autorités turques, d'autant plus que ceci intervient au moment où le processus de paix entre Ankara et le PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, semble piétiner.

Ainsi, vendredi dernier, le chef de la diplomatie turque, Ahmet Davutoglu, a mis en garde un groupe kurde qui s'est emparé d'une localité syrienne située à la frontière turque contre toute velléité autonomiste et les « graves risques » que peuvent engendrer leurs actions. Il a estimé que toute volonté autonomiste des combattants kurdes du Parti de

l'union démocratique (PYD), considéré comme la branche syrienne des rebelles kurdes du PKK, qui contrôlent désormais Ras Al-Aïn, juste en face de la Turquie, « aura pour effet d'envenimer les combats et d'aggraver la situation intenable en Syrie ». M. Davutoglu a aussi adressé une mise en garde aux différentes factions de l'opposition syrienne (Kurdes, djihadistes, rebelles), exigeant que les combats ne touchent pas le territoire turc.

AVERTISSEMENT DU PKK

Sur le plan intérieur, malgré des écueils, le chef emprisonné des rebelles kurdes de Turquie, Abdullah Öcalan, a assuré dimanche que le processus de paix engagé avec les autorités d'Ankara se poursuivait avec « sérieux et rigueur ».

Öcalan a exhorté le Parlement turc à « apporter sa contribution à un règlement historique » du conflit kurde en adoptant avec la rentrée parlementaire, le 1er octobre prochain, une série de réformes démocratiques réclamées par les Kurdes. « Les mesures qui seront adoptées concerneront les intérêts de toute la Turquie », des Turcs et des Kurdes, a-t-il estimé. Par ces déclarations, Öcalan a voulu apaiser les tensions à la suite du « dernier avertissement » lancé par le PKK aux autorités turques pour qu'elle accélère le processus de paix lancé au printemps, afin de mettre fin à trente ans d'insurrection. Les rebelles insistent pour que le gouvernement lance sans attendre la « phase 2 » des accords de paix, portant sur des réformes en faveur de la minorité kurde. Les autorités d'Ankara exigent d'abord que le PKK accélère le retrait du pays de ses unités combattantes qui doivent toutes se replier sur le Kurdistan irakien.

Ainsi, malgré les déclarations de bonne volonté, c'est un climat de suspicion qui règne entre le PKK et les autorités. Le PKK accuse Ankara de soutenir les groupes islamistes qui affrontent

les Kurdes dans le nord de la Syrie, et Ankara craint surtout que l'apparition d'une région autonome kurde en Syrie, à la faveur de la guerre civile dans ce pays, n'incite le PKK à revenir sur ses engagements. Les Kurdes

SYRIENS EN QUÊTE D'AUTONOMIE

Loin des combats entre la rébellion et l'armée de Bachar Al-Assad, c'est un autre conflit qui a lieu dans le nord de la Syrie depuis plusieurs jours, opposant des combattants kurdes et des « djihadistes ».

Les milices kurdes syriennes et les rebelles islamistes sont certes parvenus dimanche à un cessez-le-feu, mais la tension reste extrême après de durs combats qui illustrent la montée des tensions confessionnelles dans le nord du pays.

Ces combats ont éclaté en plusieurs endroits de Tal-Abyad dans la province de Raqa, (près de la frontière avec la Turquie), après que les combattants kurdes eurent capturé l'émir de l'Etat Islamique en Iraq et au Levant (EIL) dans la ville, Abou-Moussab, a indiqué l'Observatoire Syrien des Droits de l'Homme (OSDH). Dimanche dernier, des djihadistes ont relâché quelque 300 civils kurdes qu'ils ont capturés en représailles à l'arrestation d'un de leurs commandants par des combattants kurdes dans le nord de la Syrie, selon l'OSDH.

La capture du commandant djihadiste était intervenue quelques jours après la conquête par des combattants de Comités de protection du peuple kurde (YPG) de la ville kurde de Ras Al-Aïn, lieu de passage stratégique vers la Turquie, qui était auparavant aux mains du Front djihadiste Al-Nosra et de l'EIL.

Durant cinq jours de combats, au moins 35 djihadistes ont péri ainsi que 19 combattants kurdes, selon l'OSDH.

Ces combats sont intervenus alors que des responsables kurdes ont indiqué que les Kurdes prévoient de créer un gouvernement autonome

temporaire pour administrer les régions dans lesquelles ils sont majoritaires en Syrie. « Nous pensons que la crise en Syrie n'est pas prête de se terminer, donc, nous avons besoin de créer une entité autonome démocratique dans le Kurdistan occidental », a déclaré à l'AFP Saleh Muslim, chef du Parti de l'union démocratique (PYD), émanation syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan. La région que le PYD appelle « le Kurdistan occidental » correspond aux territoires à majorité kurde dans le nord de la Syrie, notamment la province de Hassaka et des parties de la province d'Alep. La création de ce gouvernement « a été notre projet depuis 2007 », a ajouté M. Muslim, insistant sur son aspect temporaire. « C'est provisoire », a-t-il assuré. « Une fois qu'il y aura eu un accord large sur l'avenir de la Syrie, nous mettrons fin à cette autonomie », a-t-il ensuite avancé.

Shirzad Izidi, un porte-parole du Conseil populaire du Kurdistan occidental, un autre groupe kurde syrien, a confirmé ce projet de création d'un gouvernement temporaire. « Cette administration kurde va servir de gouvernement local temporaire et va prendre des mesures pour organiser des élections dans les territoires kurdes », a expliqué M. Izidi à l'AFP.

En 2012, l'armée de Bachar Al-Assad s'était retirée de neuf localités kurdes dans cette région et depuis, les territoires kurdes du nord syrien sont administrés par des conseils locaux de cette ethnie.

Alors que la majorité musulmane sunnite soutient globalement la rébellion et que les alaouites minoritaires se tiennent derrière le président Assad, qui appartient à cette branche de l'islam chiite, la minorité kurde syrienne se bat alternativement contre Assad et contre les rebelles. Nawaf Khalil, porte-parole du PYD, a ainsi affirmé que les combattants kurdes feraient tout pour conserver le contrôle de la région. « Nous nous sommes durement battus pour chasser le régime oppresseur (d'Assad) et son armée, ce n'est pas pour laisser des groupes liés à Al-Qaëda nous voler notre victoire », a-t-il dit.

AFP

Le Kurdistan irakien accueillera en août une conférence interkurde

BAGDAD, 24 juillet 2013 (AFP)

LA RÉGION AUTONOME du Kurdistan irakien se prépare à accueillir une conférence réunissant des partis kurdes d'Irak, de Syrie, d'Iran et de Turquie, a indiqué mercredi à l'AFP un responsable de cette communauté.

"La conférence générale se tiendra d'ici un mois", a déclaré Adnane al-Moufti, un haut responsable de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), la formation du président irakien Jalal Talabani.

Une réunion préparatoire à laquelle ont participé une quarantaine de partis kurdes s'est tenue lundi à Erbil, la capitale du Kurdistan irakien.

"Nous voulons un accord général et pacifique au problème kurde parce que nous pensons que la nation kurde et les ressources du Kurdistan peuvent grandement contribuer au développement de la région et au bien-être de ses habitants", a déclaré à cette occasion le président du Kurdistan irakien Massoud Barzani.

"Le but principal de cette conférence est, pour toutes les parties kurdes, de s'accorder sur un discours et une stratégie commune visant à faire valoir aux citoyens arabes, turcs, et iraniens que les Kurdes souhaitent vivre en paix et sur une base d'égalité," a-t-il ajouté.

La communauté kurde est très présente en Irak, Syrie, Iran et Turquie.



Vendredi dernier, des responsables kurdes syriens avaient annoncé que leur communauté prévoyait de créer un gouvernement autonome temporaire pour administrer les régions où ils sont majoritaires dans le nord du pays.

Avant le début du soulèvement contre le président Bachar al-Assad en mars 2011, les Kurdes étaient très marginalisés. A partir de mi-2012, les forces de M. Assad se sont retirées des zones kurdes, laissant des conseils kurdes locaux les prendre en main.

AFP

Syrie: 17 morts dans de violents combats entre kurdes et jihadistes

BEYROUTH, 24 juil 2013 (AFP)

AU MOINS 17 combattants kurdes syriens et jihadistes ont péri mercredi dans de violents combats dans la province de Hassaka (nord-est), soit le huitième jour d'affrontements entre les deux bords, rapporte une ONG syrienne.

Les combattants kurdes effectuent des avancées cette région, où ils cherchent à établir une région autonome.

Au moins 13 combattants de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL) et du Front Al-Nosra, deux groupes affiliés à Al-Qaïda, ont été tués dans ces violents combats dans le village de Mechrafé contre les Kurdes, qui ont perdu quatre hommes de leur côté, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Mechrafé se situe au sud de Ras al-Aïn, la ville kurde frontalière de la Turquie d'où l'EIL et Al-Nosra ont été chassés le 23 juillet, provoquant l'embrasement de la région de Hassaka avec des combats dans plusieurs localités.

Les affrontements se sont également répandus dans la province voisine de Raqa, plus à l'ouest. Dans cette région, les localités sont mixtes entre kurdes et arabes, ce qui provoque de plus en plus de tensions entre les deux communautés.

Toujours à Hassaka, dans la localité de Jal Agha, un kamikaze a fait exploser une voiture devant un barrage kurde, faisant deux morts parmi les combattants.

Avant le début du soulèvement contre le président Bachar al-Assad en mars 2011, les Kurdes étaient très marginalisés -- l'une des premières mesures consenties par M. Assad au début de la contestation avait été d'octroyer la nationalité syrienne à une partie d'entre eux. A partir de mi-2012, les forces de M. Assad se sont retirées des zones kurdes, laissant des conseils kurdes locaux les prendre en main. Ces changements ont fait remonter à la surface une méfiance profondément ancrée entre les deux communautés, exacerbée par l'incapacité de l'opposition syrienne à faire une place à des représentants de mouvements kurdes au sein de leurs instances, ont indiqué des militants.

AFP

La Turquie a promis une aide humanitaire aux Kurdes de Syrie

ISTANBUL, 28 juil 2013 (AFP)

LA TURQUIE a changé d'attitude à l'égard des Kurdes de Syrie et s'est engagée à leur fournir une aide humanitaire, a affirmé dimanche le chef du principal groupe kurde syrien, au surlendemain d'une réunion inédite avec des responsables turcs.

"Une promesse a été faite. La Turquie va aider notre peuple dans tous les domaines. C'est-à-dire qu'elle fournira de l'aide humanitaire", a affirmé Saleh Muslim, le coprésident du PYD (Parti de l'union démocratique), dans un entretien publié dimanche par le quotidien turc Milliyet.

"Je constate que la Turquie a changé d'attitude par rapport au PYD. Le simple fait que je sois là constitue déjà le plus grand changement", a poursuivi M. Muslim, invité par le ministère turc des Affaires étrangères à Istanbul, où il a eu vendredi des entretiens avec des diplomates et des responsables des services de renseignement (MIT).

Le PYD est le principal parti kurde de Syrie et est considéré comme la branche syrienne des rebelles kurdes de Turquie du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Le PYD a pris le contrôle de certaines localités syriennes situées à la frontière turque après des combats avec des jihadistes.

La Turquie a mis en garde cette faction, par la voix de son chef de la diplomatie Ahmet Davutoglu, contre toute velléité autonomiste à sa frontière alors qu'elle négocie depuis la fin de l'année dernière avec le PKK une solution politique au conflit qui les oppose depuis 1984.

Interrogé vendredi par des journalistes à Istanbul sur la visite très discrète de Saleh Muslim, le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan a indiqué que "les agissements dangereux" du PYD figuraient au menu des discussions et que "les avertissements nécessaires leur seront formulés".

Selon M. Muslim cependant, les échanges ont été "positifs".

Le chef kurde a indiqué avoir expliqué aux responsables kurdes que son mouvement n'avait pas l'intention de proclamer l'autonomie des régions qu'il contrôle dans le nord de la Syrie, mais que celles-ci avaient besoin "d'être administrées temporairement" dans l'attente d'une "solution politique dans laquelle tout le monde --Kurdes, Turkmènes, Arabes-- trouve sa place".

"Pendant les entretiens, il y a eu une compréhension. Les responsables turcs ont dit: +C'est votre droit+", a souligné M. Muslim.

Kurdish autonomy in Syria alarms Turkey

MURAT YETKİN
www.hurriyetdailynews.com

Two days after the capture of the Syrian border post of Turkey near the town of Rasulayn on July 17, the Democratic Union Party (PYD) in Syria declared that all Kurdish-populated towns in the country had been liberated on the "first anniversary of their autonomy."

Right across from Rasulayn there lies its Turkish twin town of Ceylanpınar, where Turkish officials and reporters could easily see the raising of the flag of the PYD. The flag bears close resemblance to the flag of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), which has been waging an armed campaign for the last three decades in Turkey. The PYD is also known to be the "PKK in Syria."

When the PKK was founded by a handful of left-wing Kurdish militants led by Abdullah Öcalan near Diyarbakır in southeast Turkey in 1978, their aim was to carve out an independent Kurdish state out of the territories of Turkey, Iran, Iraq and Syria.

Kurds gained autonomy in Iraq following the U.S.-led 2003 occupation of Iraq. The military headquarters of the PKK is on the

border of the Kurdistan Regional Government (KRG) of Iraq, led by more traditionalist Kurdistan Democratic Party (KDP) leader Masoud Barzani. Now the autonomy of Kurds in Syria is no good news for Tayyip Erdoğan's government in Ankara.

PKK advances in Syria, where Erdoğan policies regarding the civil war there have not produced a real success, could be harmful for his initiative almost a year ago in pursuit of a peace with the PKK through dialogue for a political settlement for the country's Kurdish problem.

On July 18 President Abdullah Gül, Prime Minister Erdoğan and Chief of General Staff Necdet Özal had a meeting in Ankara in which Syria and Kurdish issues were discussed. On July 19 Erdoğan's chief adviser on security affairs, Yalçın Akdoğan, "warned" the PYD (thus the PKK) not to "play with fire" by labeling the situation as "autonomy," which could have reflections across the border in Turkey. The same day, Turkish Foreign Minister Ahmet Davutoğlu said that Ankara would not accept "any de facto situation, any fait accompli in Syria."

The same evening tens of thousands of demonstrators in the predominantly

Kurdish populated towns in east and south-east Turkey held rallies "to celebrate the revolution in Rojava," or the Kurdish region in Syria, as they call it. (No, the police did not attempt use tear gas to disperse them, instead they took measures for public security.) Over the weekend Gen. Galip Mendi of the Turkish Second Land Command inspected the readiness situation of the troops with more Turkish Air Force jets starting to patrol along the Syrian border.

Will strong messages by Ankara and a beefed-up military along the Syrian border deter the PKK and its sister organizations from their plans to create a Kurdish Spring out of a failed Arab Spring? It is not easy to say "yes" to this question, since it will be a major surprise if the Turkish military intervenes in Syria without a NATO consensus. It may have destructive effects on the government's dialogue with the PKK and also the work to write a new Constitution in the Parliament with the participation of the Peace and Democracy Party (BDP) as the legal conduit of the PKK. And the PKK is escalating the pressure on the government, asking for more, knowing that it has now a trump in its hand with the ongoing civil war in Syria as it complicates the Kurdish issue in Turkey. □

No concrete steps from Turkish government for Kurdish peace, BDP co-chair says

DİYARBAKIR – Doğan News Agency

"This worries us. The esteemed prime minister [Recep Tayyip Erdoğan] still says they will build new military outposts, which means they don't believe in a lasting peace," Demirtaş said in the southeastern province of Diyarbakır after returning from northern Iraq's Arbil, where he attended a "preparatory meeting for the Kurdish National Congress" yesterday.

He said a project or a package must emerge from the government side in the beginning of September.

Demirtaş said the second phase of the peace process cannot be completed otherwise.

"Did the PKK withdraw or not, this debate must end. The real question is how PKK members will return to Turkey," he said.



The Turkish government has not taken any concrete steps and continues to use the "future tense" about plans regarding the "peace process," Peace and Democracy Party (BDP) co-chair Selahattin Demirtaş has said.

The BDP will have an extraordinary general meeting in Istanbul July 28 with Demirtaş's attendance to discuss the

issues.

Kurds will declare where and how they want to live soon

Demirtaş also made comments about the recent developments in Syria and the meeting in Arbil.

He said where and with what status Kurds want to live will be declared to the world after the Kurdish National Congress gathers.

Demirtaş said the first meeting in Arbil was successful in the sense of paving the way for a Kurdish National Congress. The president of Iraq's Kurdistan Regional Government (KRG), Masoud Barzani, opened the meeting in Arbil to discuss the date and participants of a planned Kurdish conference, attended by representatives from many Kurdish groups from neighboring countries, including Turkey.

"It was decided to launch a preparation committee. There is no obstacle ➤

➤ to a national congress gathering. It has been five or six years since a congress was attempted but for the first time a meeting was held that every movement joined," Demirtaş said.

Demirtaş also said Kurds had been living under the flags of "other countries," sometimes autonomously, which created problems for Kurds and for other nations.

"The Kurdish union will comfort the Kurdish population of 40 million, as well as the region," Demirtaş said.

Recent developments will change the balance of power in the region, according to Demirtaş.

"It will be declared to the world where and with what status Kurds want to live with this congress," he said.

"Syria is in a swamp now and the whole world is searching for a way out from this, but it fails. Kurds are in a key position, this will be evaluated; Kurds are in a situation that can pull the sides to a dialogue point, the National Congress can trigger the process that will reach peace and a solution in Syria," he said. □

Rudaw

23 / July / 2013

Long-Awaited Kurdish National Conference to Take Place in Erbil Next Month

by RUDAW.net

ERBIL, Kurdistan Region - A long-awaited National Conference aimed at assembling all Kurdish political parties in the Middle East is due to be held in Erbil next month.

The meeting is to mainly focus on the situation of Kurds in Syria and Turkey who are facing major political developments, with Syrian Kurds contemplating autonomy for their areas and Kurds in Turkey in the middle of a historical peace process with Ankara.

Kurdistan Region President Massoud Barzani, who has sent invitations to all Kurdish groups in the region, is seen as the driving force behind the conference.

"On behalf of myself, Jalal Talabani, the head of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), and Abdulla Ocalan, the Kurdistan Workers' Party (PKK) leader, I ask you to send your high level delegations to participate in the National Kurdish Conference," Barzani's invitation reads.

To set the conference agenda and procedure, Barzani met with representatives of 39 Kurdish political parties from across the Middle East on Monday, telling them that the main aim of the conference is to promote dialogue, peace and democracy among Kurdish groups and "to ensure that the will of the Kurdish people in all four parts of Kurdistan is respected."

Despite serious political disagreements between Kurdistan Region's opposition groups and Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) over



To set the conference agenda and procedure, Barzani met with representatives of 39 Kurdish political parties from across the Middle East on Monday. Photo: krp.org

the extension of his presidency, opposition leaders have welcomed Barzani's initiative and promised to attend the conference.

"Our group has already appointed a delegation to attend the conference," Muhammad Rauf, a senior official from the opposition Kurdistan Islamic Union (KIU), told Rudaw.

Rauf said that political disputes should not come in the way of such an important conference to address the Kurdish question in the region, saying, "The conference has nothing to do with the current internal problems."

According to Kardo Muhammed, the head of the Change Movement (Gorran)'s parliamentary bloc, Gorran will also send its leader Nawshirwan Mustafa to the conference.

The Islamic League (Komal), another opposition group, expressed its support to the conference as well.

The aim of the conference – that of bringing all Kurdish par-

ties Karayilan and Barzani have already met to discuss the path and goals of the planned conference.

"We have conveyed our thoughts about the conference and also learned about the opinion of the other side," Deniz said.

To dispel any suspicions by neighboring countries about the true agenda of the conference, Ahmet Turk, co-founder of Turkey's pro-Kurdish Peace and Democracy Party (BDP), told Rudaw: "We do not aim to create a united Kurdistan. We will gather to tell ourselves what we as Kurds should do in the Middle East."

However, Gorran's Kardo Muhammad urged all parties to discuss in earnest the idea and possibility of an independent Kurdish state at the conference.

But Rauf said the agenda of the conference is to discuss the situation of the Kurds in Iran, Turkey and Syria and possibly put forward the autonomous Kurdistan Region of Iraq as a solution for their current struggles.

BDP representative in Erbil, Mehmet Aydin said that his party "will do whatever it takes to make the conference a success."

He added that Ocalan, the jailed PKK leader, has endorsed the conference and "is eager to see it become a reality."

Mustafa Hijri, secretary general of Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI), also said that his party sees this gathering as an opportunity that could bring Kurds in the Middle East ever more closer to a unity. ■

closer – appears to be already bearing fruit.

"Being an opposition group doesn't mean standing against every decision made in Erbil," said Muhammad Tofiq, an official from the Islamic League (Komal).

KDP's main ally, the PUK is behind this conference, believing it is happening at the right time.

"The situation is now suitable for such a conference," said Saadi Ahmed Pira, a senior PUK leader. "It is time for the Kurds to gather and discuss self-determination."

According to Pira, Iran and Turkey who are usually wary of Kurdish plans, have also consented to this conference.

Kurds from Turkey will feature greatly in the conference, by assigning six delegates to travel to Erbil.

Ahmed Deniz, a PKK spokesperson told Rudaw that the group's acting leader Murat

Turkey breaks ice with Syrian Kurdish group after period of hostility

SİNEM CENGİZ, ANKARA

The surprise visit of the leader of Syria's Democratic Union Party (PYD), an offshoot of the terrorist Kurdistan Workers' Party (PKK), to Turkey amid Ankara's previous warnings to PYD about the establishment of an autonomous Kurdish region in northern Syria seems to be an initiative by Turkey taken to persuade the PYD to not take further steps that could escalate the conflict in Syria.

Ankara has been alarmed since the PYD recently declared its intention to create a political entity in northwestern Syria. Turkey believes that the creation of an autonomous region along the Turkish border may lead to wider conflicts in the war-torn country, as this might put the territorial integrity of Syria in jeopardy and present a security threat to Turkey.

While the armed fighting has escalated between the PYD and al-Qaeda-linked radical groups over control of towns in northern Syria, Ankara has made its position clear, saying it will not take any part in the ongoing fighting between Kurdish groups and al-Qaeda-linked radical groups for control of the northern towns bordering Turkey.

Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan on Friday confirmed that Saleh Muslim is in Turkey, saying an official from the National Intelligence Organization (MİT) will warn him over any unilateral move to establish an autonomous Kurdish political structure in northern Syria. "An official will warn him over the dangerous steps they have taken," said Erdoğan.

Foreign Minister Ahmet Davutoğlu stated on Wednesday that Turkey had no enmity for any ethnic group in Syria, but opposes a bid by Syrian Kurds to create an autonomous region along the Turkish border.

"Any act of fait accompli would lead to far more bloodshed and quickly turn clashes between two parties into a conflict involving several parties. A de facto situation that would emerge as a result of acts of fait accompli would trigger responses from others. If everyone attempts to create their own regions, difficulties will ensue," said Davutoğlu.

Muslim's visit comes amid Turkish officials' warnings against any unilateral move to establish an autonomous Kurdish region in Syria's north.

In a move to assuage Ankara's concerns, the PYD had earlier said that it poses no threat to Turkey's territorial integrity and called for broader cooperation with Ankara against radical groups fighting in northern Syria.

The commander of the Popular Protection Units (YPG) in Syria, the military branch of the PYD, Sipan Hemo, whose forces have recently gained some Syrian districts in the country's north amid ongoing clashes with radical groups, said Turkey has nothing to fear from YPG forces, describing extremist groups



The Syrian Supreme Kurdish Council -- an umbrella organization that includes the Democratic Union Party (PYD) -- replaced the PYD's flag atop an abandoned factory in Ras al-Ain with its own on Friday. (Photo: Cihan)

as the real threat to the region.

Speaking to Rudaw, an online newspaper in northern Iraq's city of Arbil, Hemo said, "Contrary to what has been said we, as the YPG, see ourselves as friends of the Turkish people."

Hemo said Turkey should not see the flag raised by PYD forces in Ras al-Ain, a key town a few hundred meters from the Ceylanpinar district of Şanlıurfa province in Turkey as a problem.

Upon reports that Muslim is expected to meet with Davutoğlu, a senior Turkish diplomat, who spoke to Today's Zaman on the condition of anonymity, stated that there was no such meeting planned with Davutoğlu or any other minister.

The official also denied reports claiming that the PYD leader had talks with Turkish officials at the Turkish Embassy in Cairo few months ago, but added that Muslim met with Turkish officials at a Syria meeting held in Cairo. "The PYD leader didn't have a meeting at our embassy or meet with our ambassador to Cairo," said the official.

Visit a sign of search for cooperation with Turkey, say experts

Speaking to Today's Zaman, Beril Dedeoğlu, an academic at Galatasaray University, considers the visit as a positive development, which would be an opportunity for both the sides to make their position clear over the situation in Syria and also a move to find ways to cooperate with Turkey.

"I believe that the visit is a well-intentioned one. Perhaps, the PYD leader aims to inform Turkey about their activities in the northern part of Syria and also understand Ankara's position over the issue better," said Dedeoğlu.

Davutoğlu said the Syrian Kurds' status within Syria should be determined after the esta-



ishment of a legitimate parliament in the war-torn country. Muslim was quoted as saying on Wednesday that the PYD has agreed with other Kurdish parties in Syria on the establishment of a transitional government in the Kurdish areas of the country.

According to Dedeoğlu, with the visit the PYD leader wanted to show that he is not making a decision independently without consulting Turkey. "The PYD avoids endangering the settlement process of the Kurdish question in Turkey. Being in dialogue with the PYD is better than not being. Otherwise, the risk of cases would emerge between the sides. Therefore, this visit would be beneficial for both sides," said Dedeoğlu.

Ankara fears Kurdish control of the border territory could lead to unrest among its own Kurdish population.

Turkey expects the Syrian Kurds not to cooperate with the Syrian regime and join the Syrian opposition fighting to topple the Assad regime and not to engage in activities that could constitute a threat to the security of the Turkish borders.

Istanbul Bilgi University Professor İtler Turan stated that with the visit, Muslim would create a chance for himself to change the perception of Ankara over the PYD's relations with the Syrian regime.

Turan stated that the PYD would strive to clear Turkey's concerns, adding the PYD would avoid engaging in a fight with Turkey. "The visit would also give an opportunity for Turkey to convey its expectations to the PYD," said Turan.

Supreme Kurdish Council flag replaces PYD's in Ras al-Ain

The Syrian Supreme Kurdish Council -- an umbrella organization that includes the PYD - replaced the PYD's flag atop an abandoned factory in Ras al-Ain with its own on Friday.

On July 19, the PYD replaced the flag of the opposition Free Syrian Army (FSA) with their own after seizing control of a Syrian town on the Turkish border following days of clashes with fighters affiliated with the al-Nusra Front.

The capture of Ras al-Ain by the PYD fueled Ankara's fears that the emergence of an autonomous Kurdish region in Syria could embolden homegrown terrorists of the Kurdistan Workers' Party (PKK), which is fighting for autonomy in Turkey. ●

The Washington Post July 26, 2013

Syrian Kurds' struggle for autonomy threatens rebel effort to oust Assad

By Loveday Morris

BEIRUT — Infighting has escalated in recent days among Syria's rebel forces as Arab opposition fighters clash with ethnic Kurds bent on carving out an independent administrative region in Syria's northeast.

Underscoring the tension, a coalition of Islamist rebel groups vowed Wednesday to "cleanse" the flash-point northeastern town of Ras al-Ayn of fighters affiliated with the dominant Kurdish Democratic Union Party (PYD). The groups accused it of working in the interests of the Syrian government — a charge its leader denies.

While President Bashar al-Assad's forces have been bolstered by militants from Iran and the Lebanese Shiite movement Hezbollah, helping them gain the upper hand in central and southern Syria, the hard-pressed rebels appear to be increasingly embroiled in power plays and factional disputes in the northern areas beyond government control.

As fighting has engulfed the rest of the country over the past two years, Syria's Kurds, who make up about 15 percent of the population and are a traditional bastion of opposition to the government, have been quietly building their own institutions of state in the far northeastern region of Hasaka, including a militia whose fighters are estimated to number in the thousands. But PYD leader Saleh Muslim Mohammed acknowledged that plans to formalize self-governance with a new constitution and elections for a local council will open them up to further clashes with jihadist rebel groups, who have their sights set on the region's oil resources and lucrative border crossings.

"We will not accept them in the Kurdish areas," Mohammed said of the jihadists. "They want to establish Islamic rule, and for the Kurds this is not acceptable."

The United States and Turkey have voiced concerns about the Kurdish party setting up a quasi-state in Syria. The PYD has close links to the Kurdistan Workers' Party (PKK), which Washington and Ankara designate a terrorist organization and which has carried out a three-decade-long separatist insurgency in Turkey. The State Department described the plans this week as "highly provocative," adding that they would only add to Kurdish-Arab tension.

On Friday, Turkish Prime Minister



The Washington Post

Recep Tayyip Erdogan said Syria's Kurds should not try to set up an autonomous region, warning that "these steps they are taking are wrong and dangerous," Reuters news service reported.

The PYD contends that Turkey, fearing incitement of its Kurdish population, has encouraged Syrian rebel groups to work against the party's interests. However, Wednesday's statement from four opposition groups portrayed the clashes as a fight against the PYD rather than Kurds as a whole.

"In our war, we do not discriminate against Arabs or Kurds, we fight everyone who helped this criminal regime, and we consider them a legitimate target for us, and for all the rebel battalions," the statement said. It added that the Kurdish militia had "crossed the line" when it captured Ras al-Ayn last week, pushing out fighters with the jihadist group Jabhat al-Nusra.

In addition to Jabhat al-Nusra, the statement was signed by the Islamist Ahrar al-Sham, the Ahfad al-Rasoul Brigade and the Islamic Kurdish Front, in an indication of a widening conflict on the opposition side. A video posted online also showed a military convoy from the Farouq Brigades, which the cameraman said was heading to Hasaka to fight "the dogs of Assad and their helpers" — although it did not explicitly mention the Kurds or the PYD.

The infighting has spread geographically, embroiling the town of Tal Abyad in the north-central province of Raqqah, where the PYD said it was forced to release a captured commander from the al-Qaeda-linked Islamic State of Iraq and Levant in a prisoner swap this week after fighters from the group kidnapped hundreds of Kurdish civilians in retaliation.

Analysts say that although both sides paint the fight as an ideological struggle, it is more of a battle over resources marked by tit-for-tat revenge attacks.

"It's really about border crossings into Turkey, strategic pieces of infrastructure and oil fields," said Aron Lund, an independent Middle East analyst based in Sweden.

The PYD's Mohammed said the party plans to set up a committee of 30 to 40 people to lay the groundwork for elections for a roughly 150-seat parliament, which he said will represent minorities in the region including Arabs, Turkmens and Assyrians. Analysts say, however, that the Kurds are proceeding cautiously with their autonomy plans to avoid angering either the Syrian government or the opposition.

"They are adopting a pragmatic wait-and-see policy," said James Denselow, a research associate with the Foreign Policy Center in London. "If they do anything more, they risk cutting off money that still comes in from Damascus and annoying the opposition."

If Syria's Kurds hope to follow the Iraqi Kurds' example and set up an autonomous region, they will face challenges, he said.

There is an old saying among Kurds that they have "no friends but the mountains," but Syrian Kurds lack even that. The Jazira plain where they are concentrated doesn't have the rugged terrain that the Iraqi Kurds used to their advantage, or the no-fly zone that protected them from Saddam Hussein's airstrikes.

Adding to the complications is the Syrian Kurds' infighting. Before the clashes with the Islamists, anger had been brewing over the killing of six Kurdish anti-PYD demonstrators in Kurdish-controlled Amuda and the detention of scores of others in the town using what the State Department has condemned as "brutal tactics." Jawad Mella, head of the Kurdistan National Congress, a politically independent umbrella group that works for a united Kurdistan, said that his organization backs the plans for elections but that the PYD's political rivals in Syria are split.

Still, the PYD hopes the fighting with rebel factions might unify the Kurds. According to Mohammed, 300 recruits have joined the party's militia in the past week, and he called on others to take up arms.

"We must protect ourselves," he said.

En Syrie, la guerre civile met en péril un patrimoine culturel mondial

Véronique Grandpierre

Historienne, spécialiste de la Mésopotamie

En 2003, le pillage du Musée de Bagdad en Irak et la destruction du fameux lion de Shadupum sous l'œil des caméras avait alerté l'opinion publique sur les conséquences archéologiques des conflits armés au Proche-Orient. Il en est de même aujourd'hui en Syrie depuis le 15 mars 2011.

Bien sûr la priorité va aux dizaines de milliers de morts et de blessés, à leur sacrifice, à leur héroïsme, à la destruction des maisons, à la désorganisation des services, aux épidémies qui peuvent se propager, à l'aide humanitaire qu'il faut acheminer. Le patrimoine archéologique n'est pas la préoccupation première. Cela est compréhensible, mais la Syrie est aussi un pays à la richesse culturelle exceptionnelle : Ebla et sa bibliothèque aux tablettes d'argile rangées dans des casiers au III^e millénaire av. J.-C. ; Mari et le palais du roi Zimri-Lim qui s'étend sur près de 2,5 hectares au II^e millénaire av. J.-C. ; Palmyre qui résiste héroïquement aux Perses sassanides puis aux Romains ; Damas, la capitale des Omeyyades, et sa célèbre mosquée terminée en 715, dont les décors ont servi de modèle en Orient mais aussi en Espagne ; Rafiqah choisie comme capitale par l'abbaside Harûn al-Rashid, le calife des Mille et Une Nuits.

De nombreux sites sont inscrits au Patrimoine mondial de l'Unesco : les anciennes villes de Damas au centre du pays, Bosra au sud, Alep au nord, Palmyre au milieu du désert, le Krak des chevaliers et le château de Saladin ainsi que les villes byzantines du massif calcaire aux vestiges particulièrement bien conservés : églises, maisons aux linteaux sculptés, thermes. Tous ces sites sont, depuis le 20 juin, inscrits sur une autre liste de l'Unesco, celle du Patrimoine mondial en péril !

De ces lieux parviennent des images de destruction et de pillage : lutte pour la citadelle d'Alep, combats jusque dans la grande mosquée de la ville, impacts de tir au mortier sur la façade du célèbre temple de Bêl à Palmyre... Bien évidemment, l'objectif des uns et des autres n'est pas de dévaster des lieux patrimoniaux. Aucune idéo-

logie, religion, volonté politique n'intervient en ce sens. Il y a seulement que les lieux stratégiques d'aujourd'hui sont les mêmes que ceux d'hier !

La citadelle d'Alep, il y a peu de temps encore haut lieu touristique, est située sur un éperon rocheux qui domine l'agglomération. Celui qui la détient a entre ses mains les clefs de la ville. Elle a tenu bon face aux Perses et, plus tard, ce n'est que grâce à une ruse que les Byzantins qui s'y étaient retranchés ont fini par se rendre. Il en est de même pour le Krak des chevaliers, « *le plus admirable de tous les châteaux du monde* », selon l'écrivain britannique T. E. Lawrence (1888-1935).

Trente-huit musées sont répartis sur l'ensemble du territoire. Une douzaine d'entre eux ont déjà subi des dommages

Érigé par les croisés au XII^e siècle à 650 mètres d'altitude sur l'un des contreforts du djebel Ansarieh au-dessus de la « trouée d'Homs », il contrôle la route est-ouest par laquelle passent tous les échanges entre la vallée de l'Oronte et le littoral méditerranéen. Quant à Palmyre, la perle du désert, joyau de la fameuse reine Zénobie tant redoutée des Romains, les chars occupent la citadelle qui surplombe la ville et la palmeraie, dominant ainsi le désert. En contrebas, les snipers ont pris position au sommet du temple de Bêl, seule construction en hauteur en bordure de la route qui relie l'Euphrate, et par-delà l'Irak, à la Méditerranée.

Certaines villes sont ainsi plus exposées que d'autres et, à l'intérieur de celles-ci, les mosquées sont les premières à être touchées non pas en tant que lieu de culte mais parce les minarets offrent des positions tactiques de choix. Ce sont eux les principales cibles.

Le minaret érigé à la fin du XI^e siècle par Tutush, le premier sultan seldjoukide, sur le flanc de la grande mosquée à Alep a ainsi fait l'objet d'après combats. Ce joyau de 45 mètres de haut, cité en exemple architectural dans le monde entier en raison de sa façade divisée en quatre registres séparés par des inscriptions en écriture coufique, a finalement été réduit à l'état de gravats en mars. Les incendies provoqués par les bombardements se sont propagés dans la vieille ville. Les souks où il faisait si

bon se promener à l'abri du soleil ardent l'été, de la pluie et du froid l'hiver, sont en grande partie détruits...

Ces ravages ne finiront qu'à l'arrêt des hostilités. L'urgence archéologique est aussi ailleurs. Elle est d'attirer l'attention internationale sur d'autres effets tout autant destructeurs : le pillage des musées et des sites archéologiques qui ne sont plus gardés. Certes, les autorités syriennes

ont signalé avoir protégé les « objets de valeur » des deux grands musées nationaux, ceux de Damas et Alep, en les transférant dans les coffres de la banque centrale. Cependant combien d'objets l'ont été ? Et lesquels ?

La Syrie a centré son développement touristique sur la richesse de son patrimoine local. Trente-huit musées sont ainsi répartis sur l'ensemble du territoire. Une douzaine d'entre eux a déjà subi des dommages. Celui de Doura Europos a vu ses portes et ses fenêtres arrachées, il est ouvert à tous vents. Celui de Qala'at Ja'abar, qui recelait les objets recueillis lors des fouilles entreprises avant la construction du barrage de Tabqa sur des sites comme celui d'Emar, a été pillé. On ne sait ce qu'il en est de celui de Homs...

Les sites archéologiques comme Ebla ou Doura Europos, la vallée des Tombeaux, à Palmyre, font l'objet de fouilles clandestines effectuées par de véritables bandes organisées. Les villes byzantines du massif calcaire, comme Al-Bara, sont débitées pierre par pierre. A Apamée, les récentes photographies aériennes montrent, de part et d'autre de la célèbre grande colonnade romaine, un paysage dévasté, lunaire... C'est toute une partie de l'histoire de la Syrie qui est en train de disparaître sous nos yeux, toute une partie de notre histoire aussi !

JEAN-FRANÇOIS PÉROUSE : “ERDOGAN CHERCHE À IMPOSER SA VISION DE L’HISTOIRE ET DU MONDE”

Enseignant-chercheur à l’Université Toulouse-II, Jean-François Pérouse est également l’actuel directeur de l’Institut français d’études anatoliennes à Istanbul, bien qu’il ne s’exprime pas à ce titre dans les colonnes de *France Arménie*. Ce géographe revient sur les événements à l’origine du vaste mouvement de protestation qui a ébranlé récemment la Turquie.



France Arménie : Le mouvement de protestation qui a secoué Istanbul avait pour origine le parc Gézi. En quoi ce lieu est-il symbolique ?

Jean-François Pérouse : Le Parc Gézi a été aménagé dans les années 40, sous la présidence d’Ismet İnönü (1938-1950), sur l’emplacement d’une ancienne caserne du début du XIXe siècle qui s’effondrait. Situé à deux pas de la place Taksim, cet espace vert était menacé depuis déjà un certain temps par un projet de reconstruction de ce bâtiment, qui était destiné à devenir un centre commercial. Au mois d’avril, des activistes appartenant plutôt à la classe moyenne supérieure, appuyés par des associations de défense de l’environnement, des artistes, des

architectes et des urbanistes, ont commencé à se mobiliser pour protéger ces quelques dizaines d’arbres. En raison du contexte particulier dans lequel s’est déroulée leur protestation et par un effet d’accumulation, cette lutte est devenue symbolique du rejet par une partie de l’opinion publique stambouliote des autres grands projets d’aménagement perçus comme ayant été imposés à la population : construction d’un troisième pont sur le Bosphore, d’un troisième aéroport, d’un terminal pour les bateaux de croisière à Galata, d’un gigantesque canal ou encore d’infrastructures pour les possibles prochains Jeux olympiques.

Il faut admettre qu’il existe une réelle exaspération chez les habitants d’Istanbul, qui sont souvent choqués par la façon dont ces chantiers sont décidés, sans aucune consultation ou concertation, par une seule et même personne : le Premier ministre. D’où le caractère très ciblé du mouvement qui s’attaque au seul Recep Tayyip Erdogan, et qui vise en premier lieu à protester contre la manière dont il imposerait son grand rêve d’un Istanbul qui, en devenant la vitrine de la Turquie, ferait la promotion du pays et affirmerait sa puissance retrouvée au reste du monde.

L’urbanisme, est-ce le seul problème ?

Bien sûr que non. En raison de son emplacement central (il est situé au cœur de la ville) et de sa proximité avec la place Taksim – un espace où l’on retrouve le Centre culturel d’Atatürk (AKM) et le monument à la République de Turquie –, le parc Gézi est symbolique de la lutte pour la défense de certaines valeurs de l’idéologie kémaliste. Celles-ci seraient menacées, aux yeux d’une partie des activistes, par un Premier ministre qui chercherait à imposer sa vision personnelle de l’Histoire et du Monde.

À l’autre bout de l’échiquier politique, Taksim est un symbole pour la gauche, pour l’extrême gauche et surtout pour le mouvement syndical. C’est là que le 1^{er} mai 1977, 35 personnes sont tuées par la police, alimentant les tensions qui aboutissent au coup d’Etat militaire de septembre 1980. Depuis 1978, la place est interdite aux manifestations. Et par la suite, la réappropriation de ce lieu constitue l’un des enjeux de la lutte syndicale. En 2009, 2010 et 2011, l’AKP a autorisé les syndicats à y

manifeste le 1^{er} mai. Mais, depuis, l'accès à la place leur est à nouveau interdit, créant un autre rapport de force avec le Premier ministre.

Enfin, rappelés que Taksim a une valeur symbolique pour les Arméniens également. Le fameux hôtel Divan où sont allés se réfugier certains manifestants au cours des affrontements a été construit sur l'emplacement d'un cimetière arménien saisi après 1936.

La focalisation des attaques contre Erdogan est-elle justifiée ?

Recep Tayyip Erdogan a une manière très personnelle de concevoir la gestion des choses publiques. C'est l'ancien Maire d'Istanbul. Et bien qu'il soit aujourd'hui Premier ministre, il

continue à s'octroyer un droit de regard sur la gestion de la municipalité en s'ingérant dans ses affaires et en passant outre l'autonomie des pouvoirs locaux. Que réclament à l'origine les manifestants ? Pour l'essentiel, un droit de regard sur les décisions. Il faut bien se rendre compte de quoi il est question. Les projets annoncés par le Premier ministre, et dont bénéficient des sociétés qui soutiennent l'AKP ou l'entreprise de son

gendre, visent ni plus ni moins à renouveler la moitié du tissu urbain de la Turquie. Sous prétexte d'une mise aux normes sismiques des bâtiments, la moitié des immeubles d'Istanbul qui en compte trois millions vont être détruits et reconstruits. C'est énorme !

Erdogan l'a dit : ce programme vise à « réécrire l'Histoire ». L'enjeu n'est donc pas seulement pour lui de rénover le bâti, mais également de transformer Istanbul pour lui donner une apparence plus conforme à une certaine vision de l'Histoire et du Monde.

Qui manifeste ?

Il existe une grande hétérogénéité des forces sociales et politiques qui se retrouvent dans ce mouvement. Cela va d'une extrême gauche très populaire à une droite nationaliste anti-Erdogan, en passant par les milieux professionnels, certains syndicats, etc. Même s'ils ont tenté de récupérer le mouvement, les partis d'opposition comme le CHP et le MHP n'en sont pas à l'origine, sauf peut-être à travers leurs organisations de jeunesse. Et au final, c'est une coalition hétéroclite qui s'oppose à l'AKP incarné par le Premier ministre.

Tout cela ne fait pas, pour autant, un « Printemps turc ». Les grandes forces populaires que sont les Islamistes d'une part et les Kurdes d'autre part ne participent pas au mouvement.

Il a été question de la mobilisation de la minorité alévie. Qu'en est-il ?

Cette mobilisation existe. Le troisième pont sur le Bosphore a été inauguré le 29 mai. Et ce jour-là, qui se trouve être celui de l'anniversaire de la prise d'Istanbul par les Ottomans en 1453, les autorités ont annoncé qu'il serait baptisé du nom de Yavuz Sultan Selim (Selim 1^{er}) qui, au début du XVI^e siècle, massacra les Alévis ! Cela a été ressenti par cette communauté pourtant

assez hétérogène comme une véritable provocation. Et c'est ce qui explique sa mobilisation.

Certains médias ont spéculé sur des dissensions entre le président Gül et le Premier ministre Erdogan, à travers leurs déclarations contradictoires...

Je n'y crois pas. Ce n'est pas la première fois que les déclarations du Président se démarquent clairement de celles du Premier ministre. On peut considérer que cela fait partie du jeu politique et que cela se fait en bonne intelligence, de façon à concilier les diverses composantes de l'électorat de l'AKP. Je n'accorde pas de crédit à ces rumeurs. Le parti est bien tenu, me semble-t-il. Et la critique qui va jusqu'à un certain point est une manière de mettre en scène la démocratie au sein du parti. Qui elle reste en réalité limitée.

Maintenant, il est vrai que l'image de Recep Tayyip Erdogan est écornée, même s'il fait le fier-à-bras. Mais je pense que c'est un homme capable de tirer des leçons de cette crise, à condition que l'on sorte d'une ultra-personnalisation du débat public.

Quelles sont les prochaines échéances qui attendent la Turquie ?

La question de l'adhésion à l'Union européenne ne fait plus clairement partie des urgences. Cela est lié à la situation financière de l'Europe, bien sûr, mais aussi au fait que la crédibilité de la Turquie, au niveau international, ne passe plus seulement par les échéances européennes. Sur le plan interne, des élections locales seront organisées en mars 2014. Puis ce seront les élections présidentielles et les législatives. Dans sa forme actuelle, l'opposition du CHP et du MHP paraît peu en mesure de l'emporter.

Un autre point est la mise en place de la nouvelle Constitution, dont l'un des enjeux concerne la possibilité pour Erdogan de se présenter ou non à la présidentielle. Sur ce point, on peut penser que le processus de paix engagé au Kurdistan correspond à une volonté de l'AKP d'impliquer davantage le BDP (le parti parlementaire pro-kurde) dans ce processus de réformes. Cela bloque encore.

Un dernier élément important est, justement, la question kurde. Comme vous le savez, le PKK s'est engagé à retirer ses groupes armés de Turquie. 2012 a été l'année la plus meurtrière depuis 1999. Or, cela fait maintenant 150 jours qu'il n'y a pas eu de mort. C'est exceptionnel et c'est un changement majeur. Peut-être même un processus irréversible.

Comment la Turquie prépare-t-elle 2015 et le 100^e anniversaire du Génocide arménien ?

Avec l'aide financière de l'Azerbaïdjan. Celle-ci est devenue l'un des principaux investisseurs en Turquie. En 2012, le plus gros investissement réalisé a été celui de la compagnie pétrolière azerbaïdjanaise Socar, qui a construit près d'Izmir la plus grande raffinerie du pays. L'Azerbaïdjan a par ailleurs racheté Star, l'un des grands journaux turcs, ce qui lui donne un levier pour agir sur l'opinion publique. Comme Ankara dépend aussi de Bakou pour ses approvisionnements énergétiques, l'Azerbaïdjan va continuer à exercer une influence sur la politique de la Turquie vis-à-vis de l'Arménie. Tout ceci me fait dire que 2015 verra un durcissement de la position turque sur la question arménienne, avec une mobilisation de la diaspora turque dont les ressources vont certainement être mises à profit.

Propos recueillis par
Vahé Ter Minassian

War in Syria inspires Kurdish unity

Northern Syria sees battles between Kurds and al-Qaeda-inspired groups, as Kurds prepare for election and autonomy.



An officer of the Syrian Kurdish Democratic Union Party (PYD) stands guard near the Syrian-Iraq border [AFP]

Ece Goksedef

A new front is opening in Syria's devastating civil war as Kurds and al-Qaeda-inspired fighters take advantage of a power vacuum to fight for control of key northern towns.

Self-ruling in most of the north-east, the Kurdish autonomy project has been dealt a blow, as Islamists have emerged as a powerful group, attempting to establish a religious state in the north.

Clashes have engulfed two strategic towns on the Turkish border after Syria's President Bashar al-Assad withdrew his forces to let both sides battle it out while he confronts the Free Syrian Army in other regions.

Battles for the two towns between Kurds and Islamist fighters are bringing rare unity to the fractious Kurds as they prepare for elections that will establish the basis of self-rule.

"This unity is crucial to the success of the implementation of an autonomous administration and proposed elections," said Christian Sinclair, a Syria expert at the University of Arizona and also president of the Kurdish Studies Association.

Divided between Iraq, Syria, Turkey and Iran, Kurds form the largest ethnic group without a state in the world and in Syria number nearly three million people.

Syria's Kurds took the first step towards full autonomy in July 2012, when Assad withdrew his army and bureaucrats from Kurdish territories in the north-east in a bid to bolster support as the uprising against him unfolded.

After decades of oppression, lack of recognition and assimilation, the Kurds hoisted the flag of the Democratic Union Party

(PYD) - the most powerful Kurdish party in Syria and the only one with an armed wing.

A year on Kurdish regions including Ayn al-Arab (Kobane in Kurdish) and Afrin in the west are now being administered by PYD committees, and the party's leader Salih Muslim has announced elections for an interim local parliament, raising the stakes in the pursuit of self-rule.

Muslim told Al Jazeera that whatever the outcome of Syria's civil war, the Kurds will retain their objective of autonomy and have no separatist ambitions.

"Autonomy was always our project and is now accepted by our people. Our measures taken now will always be valid," he said.

"But we have never had a project to split from Syria for a separate state, we will always be under Syrian state authority. After the war, we will reach an agreement with all the parties in Syria for the future of our territory."

TERRITORIAL STRUGGLE

Observers say that before the polls, the PYD is aiming to unite Kurdish territory separated by two towns on the Turkish border until recently controlled by Islamist rebels, Ras al-Ayn and Tel Abyad (Serê Kaniyê and Girê Sipî in Kurdish), which were partially Arabised under former president Hafez al-Assad.

Sinclair suggested that the idea of a temporary administration is largely defensive, to protect the borders of the Kurdish region and those living within it.

"The struggle for control of territory, however, has been increasingly marred by violence," he said.

Since mid-July PYD forces have been battling to seize the towns - which are strategically important for Islamists as the gate-

way for supplies reportedly coming from Turkey.

Ras al-Ayn has been under the control of the al-Qaeda linked Jabhat al-Nusra and Islamic State of Iraq and Levant (ISIL) - both branded terrorist organisations by the West. ISIL also controls most of Tel Abyad along with the non al-Qaeda Islamist group Ahrar al-Sham.

These towns are now the scenes of power struggle between PYD and various groups of Islamist fighters.

In Ras al-Ayn, al-Nusra captured some PYD members who were patrolling the territory. PYD forces eventually took control of most of Ras al-Ayn, including the border crossing with Turkey, but they continue to face mortar fire from al-Qaeda-linked fighters.

Two days after PYD seized Ras al-Ayn, clashes erupted in Tel Abyad. The Syrian Observatory for Human Rights said fighting in Tel Abyad began after the al-Akrad Kurdish militia - which is close to the PYD but also fights under the command of the Free Syrian Army - encountered rebels trying to set explosives at one of their bases.

Clashes have intensified in the town, where the Ahrar al-Sham commander claims to have driven out Kurdish fighters and accuses the PYD of co-operating with Assad.

"We cannot accept the PYD here, they are capturing even Kurdish people. We are against any group who has ties to Assad regime," the commander said.

Salih Muslim said the al-Akrad brigade is now fighting to protect the Kurdish people

in the villages around western Tel Abyad. "Islamist groups started to provoke us. And now al-Akrad is only trying to defend Kurds, as we defended Sere Kaniyê and cleared the town after al-Nusra targeted Kurds. The Kurds will defend themselves

«
The threat of Jabhat al-Nusra can only serve to unite disparate interests of different Kurdish political groups.
 »

Christian Sinclair, Syria expert at the University of Arizona

and resist any kind of attack."

Anonymous sources from al-Akrad front told Al Jazeera that their ultimate goal is to seize the town, where they battle together with PYD's fighters.

The ongoing struggle with al-Qaeda-linked fighters is achieving what many Kurdish leaders in northern Syria have long been unable to do, unifying under PYD and FSA command an ethnic group long divided about its future between at least 16 parties.

On July 25 all the Kurdish parties gathered in Irbil, capital of the semi-autonomous Kurdish territory in northern Iraq

under President Masoud Barzani.

Signalling the new mood of unity, in Ras al-Ayn the PYD hoisted the flag of the Supreme Kurdish Council, an umbrella organisation of Kurdish parties in the country, co-founded by PYD.

The second co-founder is Kurdish National Committee, consisted of 15 other Syrian Kurdish political parties. The Supreme Council was formed on July 2012 by Barzani's effort to unite the two, but was unavailing for a year.

Sinclair said "The threat of Jabhat al-Nusra can only serve to unite disparate interests of different Kurdish political groups."

TURKISH UNEASE

But to achieve meaningful autonomy, the PYD will have to deal with the country's powerful neighbour Turkey, whose government has opposed PYD's autonomy in northern Syria.

The Turkish government has been in touch with Kurdish National Committee as the legitimate Kurdish opposition instead of PYD.

Turkish resistance towards the PYD derives from its 30-year conflict with the PKK - a separatist Kurdish organisation branded terrorists by many countries including the US - who is affiliated with PYD.

Despite ties with the PKK, Muslim denies that he takes orders from its leader Abdullah Ocalan in a clear effort to pave

the way for joining future Western negotiations on Syria's future.

Although a peace process in Turkey began eight months ago and PKK fighters have been demobilising, Turkish authorities remain wary.

They claim that the PKK sends fighters and gives logistical support to the PYD, although this has not been confirmed.

Salih Muslim has maintained a diplomatic position aimed at reassuring the Turkish government, and has made it clear that he is ready to negotiate.

His approach caused Turkish Foreign Minister Ahmet Davutoglu's announcement saying that Turkish officials are having talks with PYD. "The Turkish government doesn't support radical groups in northern Syria," Davutoglu said recently.

After the Irbil meeting and breaking the ice with the Kurdish National Committee, Muslim has gone to Istanbul, where he has meetings with Turkish officials.

While that future looks likely to be divided by bloodshed for a long time to come, for Syria's Kurds at least it appears to be one of emerging unity and autonomy.

In northern Syria the struggle between al-Qaeda-linked fighters and stateless secular Kurds, will make the winner gain a lot more than two towns. ♦

With files from Hozan Ibrahim in Antakya.

San Francisco Chronicle JULY 28, 2013

Suicide car bomb hits Iraq Kurdish patrol, kills 8

By SINAN SALAHEDDIN (AP)

BAGHDAD — Attacks around Iraq Sunday, including a suicide car bombing, killed at least 12 people, officials said, the latest in a surge of violence that has brought up the grim prospect of escalation into sectarian civil war.

The car bomber rammed his vehicle into a Kurdish security patrol in country's north and killing eight. He struck as the patrol was passing through the ethnically-mixed northern town of Tuz Khormato, local police chief Col. Hussein Ali Rasheed said. Five people were wounded, he said.

Tuz Khormato is in territory contested



by Arabs, Kurds and Turkomen about 200 kilometers (125 miles) north of Baghdad. Iraq's Kurdish self-rule zone maintains its own security forces.

In Baghdad's central Karrada neighborhood, a bomb attached to a minibus killed three commuters and wounded nine others, police said. Another bomb went off before dawn near a teahouse in the capital's northern al-Silaikh neighborhood, killing one and wounding 10 others, police said.

Two medical officials confirmed the casualty figures. All spoke on condition of anonymity as they were not authorized to release information to reporters.

The attacks come during an increase in



violence that is raising fears of a return to the widespread sectarian killing that pushed the country to the brink of civil war after the 2003 U.S.-led invasion. More than 3,000 people have died since April.

The bloodshed is linked to rising sectarian divisions between Iraq's Sunni and Shiite Muslims and friction between the Arabs and Kurds, dampening hopes for a return to normal life nearly two years after the last U.S. forces withdrew from the country. □

EN TURQUIE, ÉCONOMIE EN EXPANSION, POPULATION DANS LA RUE

Pourquoi M. Erdogan espère rebondir

En juin, des dizaines de milliers de personnes, regroupées autour de la place Taksim à Istanbul, mais aussi à travers toute la Turquie, ont défié le gouvernement et dénoncé les dérives autoritaires du premier ministre, M. Recep Tayyip Erdogan. Si ce dernier a pu reprendre l'initiative, et si la contestation s'est calmée, ce mouvement aux multiples facettes reflète les changements de la société depuis dix ans.

PAR TRISTAN COLOMA *

* Journaliste.

«**C**APULCU» («racailles») : c'est ainsi que le premier ministre turc, M. Recep Tayyip Erdogan, qualifie les milliers de personnes engagées dans le soulèvement populaire qui défie son autorité ; un mouvement né en réaction à la brutalité de l'intervention policière contre les manifestants qui dénonçaient la destruction du parc Gezi, à Istanbul, le 31 mai 2013. Depuis, les réseaux sociaux ont adapté ce mot en anglais (*chapulling*) et lui ont donné cette nouvelle signification : celui ou celle qui se bat pour les droits de chacun. Or ils sont nombreux, actuellement, ceux qui en Turquie revendiquent leur volonté de «chapuller».

Cette situation traduit avant tout la profonde division de la société. Loin des caricatures – une mobilisation limitée à la défense des quelques arbres du parc Gezi, une agitation juvénile –, elle met au jour un «*clivage en termes de modes de vie*» que «*crystallise la figure de M. Erdogan*», observe Aysegül Bozan, politiste à l'université d'Istanbul. Lui qui, en 2002, représentait la «rupture», reléguant ses concurrents au rang de rétrogrades dépassés, renoue avec les vieux démons nationaux : le voici qui adopte une posture de victime confrontée à un complot international visant à déstabiliser le pays.

Déjà, le 1^{er} avril, le premier ministre turc n'était pas d'humeur badine. «*Au cas où la commission parlementaire de réconciliation sur la Constitution ne parviendrait pas à rédiger une proposition de texte, à*

l'AKP [Parti de la justice et du développement], nous disposons de notre propre projet», avait-il déclaré, impérieux, lors d'une émission télévisée.

Tel le Lapin blanc des *Aventures d'Alice au pays des merveilles*, et malgré ses efforts, M. Burhan Kuzu est en retard. Le responsable de la commission parlementaire multipartite avait initialement jusqu'au 31 décembre 2012 pour soumettre le texte à l'Assemblée. «*Très peu de sujets ont fait l'objet d'un accord*», déplore-t-il toutefois. Et d'ailleurs, a-t-il encore la possibilité d'élaborer une Constitution pour mettre la Turquie sur la voie d'une certaine maturité démocratique ?

La séparation des pouvoirs, un « obstacle »

AU PAYS des merveilles, la Dame de cœur présenterait cette révision comme nécessaire afin d'entériner la mutation d'une société décidée à cultiver d'un même mouvement les préceptes moraux issus de son identité musulmane et son aspiration à davantage de libertés. Mais, si M. Erdogan fait preuve d'un tel empressement et ose une telle ingérence, c'est qu'il est «*entré dans une nouvelle phase du pouvoir*», estime Elise Massicard, chercheuse à l'Institut français d'études anatoliennes. *Jusqu'en 2011, l'AKP s'est attaché à détruire les divers contre-pouvoirs, ou à en prendre le contrôle, comme pour l'armée et la justice. Cette logique est pratiquement achevée (1)*».

Pratiquement, en effet... Les arrestations et les grands procès de militaires, d'avocats, de journalistes, d'universitaires ou d'étudiants sont anticonstitutionnels.

Dans un pays où les contre-pouvoirs sont muselés et l'opposition laïque politiquement faible, le parti majoritaire de M. Erdogan milite pour une nouvelle Constitution dans le but d'imposer un système présidentiel ou semi-présidentiel.

Or, au vu du mouvement de contestation populaire de mai-juin, en bonne partie provoqué par l'arrogance du premier ministre, le projet suscite de plus en plus de réticences au sein même du parti. Nombre de cadres de l'AKP prônent désormais des changements constitutionnels plus limités et plus en phase avec les attentes de la société.

Le parti gouvernemental a continuellement accru ses pourcentages électoraux depuis sa victoire du 3 novembre 2002. Mais, mandat après mandat, le régime a usé de son hégémonie pour tendre vers l'autocratie. Pour preuve, lors d'un discours à Konya, le 17 décembre 2012, M. Erdogan estimait que la «*séparation des pouvoirs*» constituait un «*obstacle*» à l'action de son gouvernement. Un déficit démocratique bien loin des intentions affichées en 2002. En lançant l'AKP, l'aile réformatrice du Parti de la prospérité, interdit en raison de son islamisme supposé, M. Erdogan voulait occuper le centre droit de l'échiquier politique. Il a choisi de le définir comme culturellement conservateur, politiquement nationaliste et économiquement libéral.

Pour Bozan, «*l'AKP a profité de la perte de crédit des partis existants. Il a pu attirer non seulement une grande partie de la masse électorale soutenant diverses formations dans la tradition de Vision nationale [mouvement islamiste], mais aussi des électeurs du centre droit qui n'avaient pas l'habitude de soutenir de tels partis. Les intellectuels libéraux, ou certains sociaux-démocrates, ont vu dans l'AKP le pouvoir civil capable de transformer les opinions de la base populaire dans la perspective d'une démocratisation du pays*».

Si l'aura de M. Erdogan a survécu à dix ans d'exercice du pouvoir, c'est que son bilan affiche des avancées majeures. Tout

d'abord, l'économie a enregistré de bons résultats à l'aune des normes libérales. La croissance annuelle a atteint 7 % en moyenne entre 2000 et 2010; l'inflation a été terrassée et les investissements directs étrangers (IDE) sont passés en dix ans de 1,2 milliard à près de 20 milliards de dollars; les inégalités ont été réduites. Le programme national en vue de l'adhésion à l'Union européenne a étendu les libertés individuelles. Le « processus de règlement » de la question kurde a démontré la capacité du premier ministre à faire reculer les nationalismes les plus radicaux, qui se manifestaient jusque dans son propre camp (2). Enfin, les réformes ont aussi permis d'abolir l'influence de l'armée, qui avait fait tomber quatre gouvernements depuis 1960. Dès lors, le parti pouvait poursuivre sa lutte contre la grande bourgeoisie laïque, et la présenter comme un affrontement entre le peuple et l'élite.

Pour une moitié de la population, la figure de M. Erdogan personifie cette lutte des classes et cette promesse d'une fin de l'exclusion. Selon un rapport de l'institut de recherche turc Konda, les électeurs de l'AKP ont plébiscité le dirigeant du parti (57 %), plus que le parti lui-même, lors des élections de juin 2011 (3).

« Les militants travaillent pour transformer l'opinion et produire des solutions individuelles aux problèmes de chacun, note la chercheuse en science politique

Dilek Yankaya. Si vous avez besoin de vous marier avec une bonne musulmane, ils vous la présentent. Si vous avez besoin de charbon, ou si vous devez être hospitalisé, vous êtes pris en charge. On donne en fonction des besoins de chacun, et on obtient les votes en retour. »

« L'AKP agit à la fois comme une force motrice pour soustraire le marché à l'intervention de l'Etat et comme un vecteur de réintégration des exclus. Il propage ainsi des valeurs procapitalistes et sociales en même temps », analysent quant à eux les politistes André Bank et Roy Karadag (4). Dans la stratégie électorale

du parti, la politique de redistribution facilite la mise en place d'une forme de néolibéralisme social, en superposant un « populisme contrôlé (5) » au principe de la solidarité musulmane.

L'Etat se défait de ses obligations sociales en faveur d'acteurs privés proches du parti, principalement les « tigres anatoliens ». Cette nouvelle génération d'hommes d'affaires, souvent originaires des régions rurales d'Anatolie et inscrits dans la tradition conservatrice et pieuse, se regroupe au sein de la Müsiad (6). La puissante Association des industriels et hommes d'affaires indépendants est ainsi devenue le partenaire patronal de l'islamisme politique et, finalement, de l'AKP. Elle symbolise la

revanche de la « Turquie d'en bas » sur l'élite laïque. « Les politiques qu'Erdogan applique, analyse Yankaya, sont la forme idéologisée du système de valeurs de la bourgeoisie anatolienne : travail, famille, religion. Une idéologie bourgeoise conventionnelle (7). »

Lorsque l'AKP voit le jour, six mois avant les élections de 2002, il représente aux yeux d'une majorité de Turcs le seul moyen de contester la captation des pouvoirs économiques et politiques par les « Turcs blancs » issus de la grande bourgeoisie stambouliote et de la caste militaire. Le parti donne l'impression d'assurer la jonction entre la mosquée et l'esprit d'entreprise. M. Erdogan se façonne une

image d'homme politique religieux, en mesure de s'adapter à la mondialisation. La force de l'AKP réside donc dans sa capacité à se présenter comme le parti du peuple tout en appliquant une politique économique très libérale.

Entre 1985 et 2010, la Turquie a gagné 41,98 milliards de dollars dans ses opérations de privatisation, dont plus de 34 milliards depuis 2002. L'année 2010 a été une « année historique » dans ce domaine, précise même le responsable de l'Administration de privatisation turque (OIB), avec 10,4 milliards d'actifs passés au privé. « La population n'identifie pas les effets des politiques néolibérales. Et ceux qui en sont conscients ne voient pas de solution de rechange », déplore Bozan.

Dépendance envers l'Union européenne

SELON des chiffres transmis par la Confédération des syndicats progressistes de Turquie (DISK), le taux de chômage atteindrait 17 %, alors qu'officiellement il n'excède pas 10 %. Le pouvoir d'achat des salaires dans l'industrie aurait baissé de 15,9 % entre 2002 et 2011. Une réalité masquée par les promesses du candidat Erdogan durant la campagne électorale au printemps 2011. Aidé par sa capacité de conviction et par un produit intérieur brut (PIB) au sommet de sa croissance (11,5 % au premier trimestre 2011), il prédit un taux de chômage bientôt réduit à 5 % et l'ascension imminente de la Turquie à la dixième place du classement des économies mondiales – en 2012, le pays occupait le dix-septième rang. Avec un doublement du PIB entre 2000 et 2010, M. Erdogan peut se gausser d'une « Europe en contraction » face à une « Turquie en expansion ».

En dépit de la rhétorique d'émancipation des dirigeants turcs vis-à-vis de l'Union européenne, le pays tire une part significative de sa croissance de son intégration à cet espace économique occidental; elle lui est nécessairement liée. Si les dirigeants soulignent qu'en 2011 la part des exportations vers cette zone a été réduite à 46 %, ils omettent d'indiquer qu'elle a... augmenté de 22 % en valeur absolue (lire l'encadré). Constatant à la recherche de nouveaux débouchés, les entreprises turques font preuve d'« ottomanisme économique » dans le monde arabe. Mais la capacité financière de ces nouveaux clients ne peut se substituer aux marchés traditionnels. L'Union reste à l'origine de 75 % des investissements réalisés en Turquie (contre 6,1 % en provenance des Etats-Unis et 6,1 % issus des pays du Golfe entre 2008 et 2011).

Les succès économiques d'Ankara pourraient d'ailleurs s'avérer plus fragiles

qu'il n'y paraît, tant ils dépendent de l'afflux de capitaux étrangers. Indicateurs et prévisions dessinent un horizon assombri : croissance en berne, compte courant déficitaire, ralentissement des exportations vers une Union européenne elle-même en récession et, simultanément, faiblesse des recettes fiscales grevées par les fraudes et le travail non déclaré, contraction de la consommation intérieure en raison de l'endettement croissant des ménages (70 % du PIB).

Et si la prospérité passait par une réduction plus importante des inégalités sociales et par l'établissement d'une justice fiscale ? Reste à convaincre le gouvernement de risquer des réformes impopulaires auprès des chefs d'entreprise. A voir le mépris dont le premier ministre fait preuve face aux contestataires de la place Taksim, rejoints mi-juin par deux importants syndicats, le patronat de la très conservatrice Müsiad représente toujours aux yeux du pouvoir son allié le plus précieux.

(1) En septembre 2010, à la faveur d'un amendement constitutionnel, l'AKP a mis fin à l'indépendance du pouvoir judiciaire. Les membres de la Cour constitutionnelle tout comme ceux du Haut Conseil des juges et des procureurs sont nommés par le gouvernement.

(2) Lire Vicken Cheterian, « Chance historique pour les Kurdes », *Le Monde diplomatique*, mai 2013.

(3) www.konda.com.tr/raporlar.php

(4) André Bank et Roy Karadag, « The political economy of regional power : Turkey under the AKP », German Institute of Global and Area Studies, Hambourg, septembre 2012.

(5) Ziya Önis, « The triumph of conservative globalism : The political economy of the AKP era », Koc University (Istanbul), février 2012.

(6) Lire Wendy Kristiansen, « Activisme patronal », *Le Monde diplomatique*, mai 2011.

(7) Sur cette question, cf. son ouvrage *La Nouvelle Bourgeoisie islamique. Le modèle turc*. Presses universitaires de France, Paris, 2013.

Government will not be the side to step back from the resolution process: Turkish PM

ŞIRNAK - Anadolu Agency

The government will not be the side that will step back from the ongoing Kurdish resolution process, Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan assured July 26 during the opening ceremony of the newly finished airport in the southeastern province of Şırnak.

"We will by no means be the side that will give up on the resolution process or sabotage it. The side that disrupts or sabotages the process, or raises difficulties [in its course] will be committing a big sin," Erdoğan told a crowd gathered at the new airport, named after the iconic Kurdish politician Şerafettin Elçi, who passed away last December.

The prime minister criticized the opposition parties for not participating in the process, adding that his ruling Justice and Development Party (AKP) was not seeking political goals or interests from the process.

"The purpose of the resolution process is to stop the deaths of our youths. People can now go to villages and hamlets abandoned for years. There is an ongoing spring that has been longed for in the region for years," he said.

'ELÇİ WILL BE NEVER FORGOTTEN'

Erdoğan also defended the decision to name the airport in tribute to Elçi, a former public works minister at the end of the 1970s for the then-Republican People's Party (CHP) government. He was born in the town of Cizre, which lies 10 kilometers from the facility.

Elçi is known for having broken a taboo on the Kurdish issue when he said,



The airport in southeastern Şırnak has been named after the iconic Kurdish politician Şerafettin Elçi, who passed away last December. AA photo

"There are Kurds in Turkey and I am a Kurd." He was sentenced after the 1980 coup for this statement.

The leader of the Nationalist Movement Party (MHP) Devlet Bahçeli had lashed out against the AKP for the selection of the name, describing Elçi as a separatist, whose recent funeral saw Kurdish flags opened.

Erdoğan, however, insisted that Elçi had been a politician who "gave a struggle" his whole life. "He will never be forgotten for his sincerity," he said.

He also criticized attempts to disrupt the construction of the airport, which started two years ago. "While we're serving this region, there have been some who have tried to obstruct us. Our workers were threatened or abducted. The construction equipment was burned. Some asked us for a 10 percent commission," Erdoğan said, adding that similar things are happening in the ongoing

construction of the Hakkari-Yüksekova airport, near the Iranian and Iraqi borders.

'DON'T BE PLAYED BY THE SYRIAN REGIME'

In the address, Erdoğan also touched on the recent clashes between the Democratic Union Party (PYD) and the al-Nusra Front near the Turkish border. He said that "fait accompli" would provoke more clashes, implicitly referring to an eventual declaration of autonomy by Kurdish groups in northern Syria. "Don't be played by the Syria's regime's plot to put different [players] against each other," he warned.

Şırnak's airport is the third airport opened by Erdoğan in three weeks, after airports in Kastamonu and Bingöl. The visit came at a time when the government is under pressure to secure reforms in order to start the third phase of the resolution process, which was launched seven months ago. □

Turkey moves for 'holy alliance' with Kurds, 'non-radical' Syria rebels

OPINION/ CİHAN ÇELİK

Fearing another autonomous Kurdish region next to its borders and an al-Qaeda-linked retaliation, as well as to keep from losing its influence on the divided Syrian opposition, Turkey has been cautiously trying to switch its friend-turned-foe Islamist allies with the Syrian Kurds amid the latter's overpowering of the former in an ongoing fight.

Last week's developments regarding the Syrian crisis and the role of Kurdistan Workers' Party (PKK) offshoot Syrian Kurdish group pointed to a shift in Turkey's foreign policy on the turmoil in its neighbors. The first signal came after remarks by the Turkish foreign minister, Ahmet Davutoğlu, who said "radicals in Syria are betraying the revolution."

Davutoğlu's remarks were remarkable since the top diplomat has so far avoided having a critical take on "radicals" in Syria, namely the al-Qaeda-linked al-Nusra, arguing it was the calamity created by the regime that gave birth to the notorious group. He even tried to convince Turkey's American allies that al-Nusra was "not such bad boys," when the U.S. labeled the group as "terrorist."

However, Turkey put unwanted distance to al-Nusra fighters after Western pressure but still gave unspoken support to the group by just keeping the border doors open for possible weapon or troop transfers. Turkey's cold shoulder to al-Nusra even stirred claims accusing the group of a deadly attack in the southern Turkish province of Hatay's Reyhanlı district in May. Defiant Davutoğlu appeared keen to turn a blind eye to the claims; instead he put blame on the Syrian regime and its "minions" in Turkey, again shielding ➤

➤ al-Nusra fighters.

Acknowledging the fatal risks of a highly dangerous alliance with al-Nusra, Turkey's tilt toward an unwished-for alliance with the PKK-linked Syrian Kurdish Democratic Union Party (PYD), which has been in a dire fight with the Islamist group, has not only aimed for an end to a sickly marriage with the al-Qaeda-linked group. Under the threat of an al-Nusra backlash for the tough divorce, Turkey wants to have something of a buffer zone, which it thinks it might create with a deal with the PYD.

Despite the fact that the power balance might change like the clappers in war-torn Syria, the Kurds have been cementing their power in their domain in northern Syria, and Ankara now approaches the PYD in a different way thanks to the confidence created by the ongoing reconciliation talks with the PKK. Despite the snag in the PKK talks and threats by the group to spoil the tentative lull in Turkey's east and southeast, the Turkish government has been holding talks with the PYD and hosting its leader in Istanbul in order to boost its ties with the group.

Seeking to make the Kurds part of the opposition Syrian National Council (SNC), Turkey aims at expanding both its influence on the "moderate" rebels and the front against the Syrian regime while also looking to net another oath from the PKK via its Syrian arms that it will not leave the negotiation table.

The idea of a "holy alliance" featuring Turkey with the "non-radical" Syrian rebels and the Kurds is not new after all. It was the core basis of a historic message by the jailed PKK leader, Abdullah Öcalan, in March when he actually heralded a new map for the region drawn by the "brotherhood of Turks and Kurds" perhaps

not only in Turkey but in Syria, in Iraq and in Iran.

He did not mention anything about the SNC, but that is the least of the problems since the survival of the weak group is in the hands of Turkey. Furthermore, the threats and warnings from the PKK leadership in northern Iraq appeared futile considering that Öcalan had already given the nod for the "blessed" pact.

That being said, politics are not often required to have a reflection on the ground, particularly the battleground. And that signal was also given last week during a meeting of the Syrian rebel chiefs in the southeastern Turkish province of Gaziantep. The Free Syrian Army commanders made it clear that they would not hesitate to fight with the PYD fighters if it is necessary, but that is not their priority as of now given a mightier enemy, Bashar al-Assad.

Nowadays, Turkey does not want to see possible friction with the fighting Syrian forces, but it would be the last nail in the coffin of its newly reconstructed Syrian strategy since the political arm SNC has little to say on the ground. The fighting rebels have been already at odds with the group over underrepresentation in political decisions.

The loss of the major Turkish support is likely to force the FSA to the gates of its foe, al-Nusra, since the group is well-connected to the Qatari and Saudi backing while the other did not have what it hoped for from the Western camp. Al-Nusra now has a standing vow of killing all FSA leaders but it would not fulfill its initial promises especially after seeing Turkey not getting any closer. Wishing for more in the Syrian quagmire, Turkey might end up losing its influence in the Syrian crisis.

□□□



Kurds could help shift course of war in Syria

ISTANBUL / Jul 29, 2013 / (Reuters) / By Ayla Jean Yackley

THE HEAD of Turkey's main Kurdish party has welcomed contacts between the Ankara government and Syria's Kurds, saying it could step up pressure on Syrian President Bashar al-Assad and help change the course of the civil war,

Turkish intelligence officers met in Istanbul last week with Saleh Muslim, head of Syria's Democratic Union Party (PYD), a Kurdish group whose militias have been fighting for control of parts of Syria's north near the Turkish border.

The meeting followed Muslim's declaration that Kurdish groups would set up an independent council to run Kurdish areas of Syria until the war ends. Ankara fears that kind of autonomy could rekindle separatist sentiment among its own, much larger Kurdish population as it seeks to end a 30-year-old insurgency.

"Saleh Muslim's visit to Istanbul is a concrete sign that Turkey is moving towards changing a policy that sees Kurds as a menace," Selahattin Demirtas, head of parliament's Peace and Democracy Party (BDP), told Reuters in an interview.

"It won't just affect Turkish-Kurdish relations but also the course of events in Syria by creating pressure on the regime," he said.

"Kurds can be effective in Syria, and we need to increase support for them. Western countries, including the United States, should establish proper ties with Syria's Kurds."

Turkey is one of the strongest backers of the rebels seeking to topple Assad in a war that has claimed more than 100,000 lives since March, 2011.

Syria's ethnic Kurdish minority has been alternately battling Assad's forces and the Islamist-dominated rebels for control of parts of the north.

Turkey wants assurances from the PYD that it will not threaten border security or seek an autonomous region in Syria through violence, and that it will maintain a stance of firm opposition to Assad, officials said.

Turkish Prime Minister Tayyip Erdogan on Friday warned the group against any "wrong and dangerous" moves that could hurt Turkish security.

PEACE AT HOME

Demirtas is a main player in Turkey's efforts to resolve a conflict on its own soil with Kurdish militants in which more than 40,000 people, mostly Kurds, have been killed since 1984.

The 40-year-old party leader has shuttled to the island prison that has held Abdullah Öcalan, the head of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK), since his conviction for treason in 1999 and has delivered the rebel leader's messages to his armed followers in northern Iraq.

The PKK - considered a terrorist group by Turkey, the United States and European Union - announced a ceasefire in March to encourage talks with Öcalan, seen as the best chance yet to end one of the world's longest-running guerrilla wars.

"He is like a good chess player. He makes his move by predicting the next eight or 10 moves in advance," said Demirtas, who met Öcalan for the first time on Imrali this year.

Running red worry beads through his hands, he described Öcalan as a master of Middle Eastern politics and connoisseur of literature, philosophy, art and history.

In recent weeks the rebels have warned that Erdogan's government must show greater commitment if the ceasefire is to hold, and address Kurdish grievances by expanding political and cultural rights.

The BDP expects legislative action by October, when parliament reconvenes after a summer recess, on demands for the release of thousands of party members in detention on terrorism charges, stronger local rule and Kurdish-language education.

Turkey banned the use of Kurdish, a distinct language related to Farsi, outright until 1991 and has only recently allowed it to be used in radio and television broadcasts.

Authorities strictly control access to Öcalan, limiting him to ➔

→ infrequent meetings with family, his lawyers and BDP members involved in the peace process. Supporters would like to see him moved out of his small cell to meet with civic groups and the media, as well as for a hospital to open on Imrali. Conditions for the 64-year-old Ocalan must be improved or his frail health could imperil the peace process, Demirtas warned,

saying eventually he should be freed.

"If there is going to be peace in Turkey, if the enmity is to end, if we're going to have forgiveness, then this should happen," he said. "When this peace process is fulfilled and things normalize, no one is going to keep him there." ●

McCLATCHY

JULY 24, 2013

Kurdish-Nusra battle becoming war within a war in northern Syria

By Roy Gutman / McClatchy

GAZIANTEP, Turkey — Arab Islamists and Kurdish militants, two of the most controversial armed groups in Syria's civil war, for the past week have been battling each other for control of key towns close to the Turkish border after the Kurds announced a plan to declare local autonomy.

The United States views both sides in the conflict, the Kurdish Democratic Union and the Nusra Front, as terrorist organizations, and the prospect of either prevailing is causing deep concern in Washington and Ankara, the Turkish capital.

Dozens have died in fighting and Nusra Front suicide bombings in what threatens to become a war within a war.

The Kurdish militia captured the border town of Ras al-Ayn on Sunday, which had been under rebel control since last November. A day later, the United States said it was "very concerned" at reports that the militia was about to declare self-rule in northern Syria. "Such a declaration is highly provocative, as it will certainly exacerbate tensions between Arabs and Kurds," Jen Psaki, a State Department spokeswoman, said Monday.

Turkey, which embarked on a broad peace process in March with Kurdish militants at home, has warned that it won't tolerate an autonomous Kurdish province across the Syrian border. This week, the Turkish army warned that it had taken "all necessary precautions against threats across the border" and the deputy prime minister, Bulent Arinc, implied that the establishment of a de facto Kurdish entity in northern Syria might put Syria's territorial integrity in jeopardy.

"We have said that we are not going to accept any de facto entities that would be established in Syria by any ethnic groups or sects," he said.

The fear is that a Kurdish entity in Syria would revive demands for a Kurdish

nation made up of predominantly Kurdish areas of Turkey, Syria and Iran in combination with the autonomous Kurdistan Regional Government in Iraq.

The other risk in the fighting is that if the Nusra Front prevails, it might be able, with the area's mineral resources, to set up a self-sustaining autonomous al-Qaida state.

Gen. Salim Idriss, the head of the Syrian rebels' Supreme Military Council, which the United States has said should be the primary recipient of military aid, issued a warning about the risks of either the Kurdish Democratic Union, known by its initials as the PYD, or Nusra prevailing.

"The main goal of the PYD is to found their own state, 'Western Kurdistan,'" Idriss said Monday on Turkish television. "They are receiving support from the Syrian regime and Kurdish militants based in Iraq and Iran, and the PKK," a group that's been fighting the Turkish government for three decades seeking Kurdish autonomy.

Idriss said his group "won't ever accept or recognize such a state" and "will fight anyone who is making efforts to divide Syria." He said his group, whose loosely affiliated rebel units are referred to as the Free Syrian Army, was sending fighters to the region.

What precisely happened in Ras al-Ayn is unclear. Idriss said the Kurdish Democratic Union had taken advantage of rebel forces being distracted by battles at al Malikiyah and over a military airport at Qamishli to take control of the town.

Turkish news media reported that Idriss traveled to Ankara to confer with Turkish officials. The Syrian Opposition Coalition, the political wing of the opposition, said Idriss then went to France to inquire why it hadn't yet shipped the sophisticated French-produced Milan anti-tank missiles that had been expected.

The Kurdish group that helped provoke the crisis is the Syrian branch of the PKK, whose name in English is the Kurdistan Workers' Party. The United States and the

European Union list the PKK as a terrorist group.

Controversy surrounds the Kurdish Democratic Union, because although it says it opposes the government of Syrian President Bashar Assad, it's widely suspected that the group coordinated with the Syrian government when the regime withdrew its soldiers from large parts of the predominantly Kurdish area last year and allowed the Kurdish militia to fill the vacuum. The Kurdish force operates only a short distance from Syrian state security in Qamishli, the most important Kurdish city in Syria.

Kurds are about 10 percent of Syria's 23 million population, and Kurdish Democratic Union officials have been saying for some time that they intended to set up what they described as "an independent council to run Kurdish regions."

Salah Muslim, the head of the Kurdish militia, reaffirmed the plan Friday, which was to have been the day for the declaration. "This is not a call for a separation," he said in an interview with France 24 television. "It's just that for a year now we have been on our own in our own territories, and people have needs. They want some kind of administration to run their issues. They can't be left like that."

July 19 is the anniversary of the militia's takeover of the first Kurdish city in Syria, but it wasn't clear if the militia followed through on its plan to declare a local entity.

The Nusra Front, which has pledged allegiance to al-Qaida leader Ayman al-Zawahiri, has been the most militarily effective of Syria's anti-Assad rebel groups. This year it's seized much of Syria's oil and gas reserves, which are largely in the country's northeast.

Shortly after rebels seized control of Ras al-Ayn from government forces last November, it became clear that Nusra made up the bulk of the fighters that had taken over. Within days, Nusra and Kurdish militias were battling. ■

Œuvre d'Orient

N° 1 - 2013

Les chrétiens de France
au service des chrétiens d'Orient

Perspectives & Réflexions n°1

Les chrétiens de Turquie, derniers Ottomans non musulmans



Christian LOCHON

Directeur honoraire des études au CHEAM

Le titre fait référence à la dénomination des sujets chrétiens dans l'Empire ottoman du XIX^e siècle ; seuls les musulmans avaient le droit d'être appelés "Turcs" ; les non musulmans étaient simplement "Ottomans".

C'est pourtant en Turquie actuelle que se sont déroulés les premiers conciles chrétiens, Nicée (321), Ephèse (431), Chalcédoine, aujourd'hui Karaköi, faubourg asiatique d'Istanbul (451). L'Empire byzantin, successeur de l'Empire romain détruit par les Barbares dès le V^e siècle, se maintiendra jusqu'en 1453. L'Empire ottoman, par la suite, adopte une classification hiérarchique de ses sujets, d'abord les musulmans puis les non musulmans (chrétiens, juifs) qui verront leur communauté religieuse (*millet*) régie par leurs autorités ecclésiastiques autorisées à légiférer en matière religieuse et civile. En 1900, un habitant sur quatre de l'Empire ottoman était chrétien. À partir des premiers pogroms de 1880, l'extermination des Arméniens (2 millions), des Grecs (1,5 million), des syriaques, assyriens, chaldéens (plusieurs centaines de milliers) est programmée. Aujourd'hui la Turquie ne compte plus que 60 000 Arméniens, 2 000 Grecs, 10 000 Syriaques. En tout à peine 100 000 chrétiens, dont 20 000 Latins ; soit 0,2 % de la population contre 98 % de musulmans pour 72 millions d'habitants.

La guerre de 1914-1918 amène la disparition de trois empires, allemand, autrichien et ottoman. L'armistice de Moudros ne laisse à la Turquie qu'une partie de l'Anatolie avec Ankara et le Traité de Sèvres (1920) reconnaît l'indépendance d'une Arménie et d'un Kurdistan "intégraux". Mais le ressaisissement opéré par le Général Kémal Atatürk bote les Grecs hors d'Anatolie et obtient le retrait des troupes italiennes et françaises. Le Traité de Lausanne (24 juillet 1923) reconnaît les frontières de la nouvelle Turquie, mettant fin aux projets d'indépendance des populations chrétiennes ex-ottomanes. assyriens, Arméniens, syriaques fuient vers les pays arabes devenus "mandataires" sous la juridiction de la France (Liban, Syrie), de la Grande-Bretagne (Irak). La République turque, ayant aboli les "Capitulations" qui autorisaient les alliés de l'Empire ottoman (France, Russie, Autriche) à protéger une communauté chrétienne définie, va éradiquer tout pluralisme culturel en imposant une conception

restrictive de l'État-nation turc avec les Constitutions de 1924, 1961, 1982 laquelle indique dans le Préambule : "Aucune opinion ou pensée ne peut se voir accorder protection à l'encontre des intérêts nationaux turcs, du principe d'indivisibilité de l'entité turque du point de vue de l'État et du territoire, des valeurs historiques et spirituelles inhérentes au peuple turc, ni du nationalisme, des principes, des réformes et du modernisme d'Atatürk". D'où des mesures adoptées à l'encontre des religions non musulmanes, et qui se poursuivent encore en ce qui concerne leurs lieux de culte, leurs écoles, leurs établissements culturels. Les citoyens turcs non musulmans ne peuvent plus, comme sous les Ottomans, servir dans la fonction publique comme le journal *Günes* du 25 janvier 1990 le souligne dans un article intitulé *Laïcisme* : "Si un citoyen turc, valeureux, courageux, animé de sentiments patriotiques, adopte la religion catholique, ce citoyen pourra-t-il devenir officier dans l'armée turque ? Un citoyen turc protestant peut-il devenir instituteur dans une école turque ? Un Grégorien turc peut-t-il devenir fonctionnaire au ministère des Finances ? Nous savons tous que la réponse à ces questions sera un "non" catégorique. Pour pouvoir exercer une fonction dans les rouages de l'État turc, il n'est pas suffisant d'être citoyen turc, il faut en outre être musulman. Pourtant, l'État turc est laïc".

En 1998, intervenant dans une session de formation du Centre des Hautes Études Afro-asiatiques Modernes, un diplomate turc à Paris le confirmait : "La turcité, c'est se sentir turc, parler turc et être musulman". Comme on lui faisait remarquer qu'il y avait des citoyens turcs "non musulmans", ce membre d'une famille connue stambouliote pourtant de sensibilité de gauche, ayant fait ses études au lycée francophone de Galata-Sérail répondait : "Ils sont si peu nombreux qu'ils ne comptent pas" (sic). Ainsi, de toutes les régions qui constituaient l'Empire ottoman, le territoire de l'actuelle Turquie est celui qui comptait, jusqu'à la fin du XIX^e siècle, le plus fort pourcentage de chrétiens. Aujourd'hui, de tous les pays du Moyen-Orient, c'est la Turquie qui possède le moins de chrétiens.

1. RAPPEL HISTORIQUE

C'est dans la région qui allait devenir la Turquie que le Christianisme, après avoir pris naissance en Palestine puis à Antioche (en Turquie actuelle) se constitua en Église universelle avec de 325 à 787, sept grands conciles œcuméniques, ses théologiens Saint Ignace d'Antioche, Saint Polycarpe, Saint Basile le Grand (310-379), Saint Grégoire de Nysse (335-394), Saint Grégoire de Naziance (330-390), Saint Jean Chrysostome (345-407), Saint Ephrem de Nisibe-Nusaybin (306-373), Saint Siméon, Saint Théodore le Studite, Diodore de Tarse et Théodore de Mopsueste.

La prise de Constantinople entraîna un pillage de 3 jours en 1453 ; si elle déplaça la recherche théologique orthodoxe en Russie, elle ne mit pas fin à l'existence des chrétiens dans l'Empire ottoman. Très vite, le Sultan se rendit compte de l'importance économique des communautés chrétiennes locales et nomma, en 1454, un Patriarche grec orthodoxe (son prédécesseur avait fui à Rome), et en 1459, un Patriarche arménien grégorien. Tous deux bénéficieront d'une autorité et d'une responsabilité civile sur leurs communautés (*millet*) et celles des autres chrétiens jusqu'au début du XIX^e siècle. Puis la Sublime Porte reconnaîtra les Patriarcats syriaque catholique

(1830), arméno-catholique (1831), chaldéen (1843), protestant (1850), bulgare orthodoxe (1870), syriaque non chalcédonien (1873). Deux autres mesures allaient permettre leur participation pérenne et efficace. L'administration ottomane n'ayant pas confiance dans les sujets turcs ethniques, dont elle craignait que l'influence familiale menaçât l'hégémonie de la dynastie osmanlie, créa le principe du "devshirmé" ; c'était une forme d'impôt pesant sur les sujets chrétiens qui consistait à recruter des enfants reconnus comme physiquement ou intellectuellement favorisés, et qui allaient devenir pour les uns des militaires fidèles dans les régiments d'élite des Janissaires et pour les autres des élèves de l'École des Pages (l'ENA de l'époque) devant servir comme rédacteurs dans différents ministères, et peut-être devenir vizir et même Grand Vizir (aux XVII^e et XVIII^e siècles, 60 % des premiers ministres ne furent pas des Turcs ethniques). Ces (hauts) fonctionnaires devenus musulmans, purent ainsi conserver une courroie de transmission protectrice envers leurs coreligionnaires

de naissance. La deuxième mesure vint de la signature et des six reconductions des "Capitulations" (au sens de "chapitres" d'un Traité de Coopération) qui autorisait la France, en échange du droit de nolisement des navires turcs dans les ports méditerranéens, à protéger l'ensemble des chrétiens occidentaux résidant dans l'Empire Ottoman ; cette protection, au fur et à mesure que le Grand Turc avait besoin de l'aide de la France contre d'autres rivaux, s'étendit discrètement mais sûrement auprès des chrétiens "ottomans" qui bénéficièrent ainsi d'écoles confessionnelles professionnelles, d'ouvrages pour les chrétiennes, et de facilités commerciales. Au XIX^e siècle, la Sublime Porte nomma aux finances, aux relations extérieures et même au Ministère de l'Intérieur, des Arméniens, des Grecs, des Maronites sans qu'ils eussent besoin de se convertir à l'Islam. Les Patriarches deviendront ainsi des hauts dignitaires de l'Empire, particulièrement le Patriarche grec orthodoxe qui étendit sa juridiction sur les chrétiens des Balkans et au Moyen-Orient. Cette situation exaspèrera les sujets musulmans et en 1860, les massacres de chrétiens au Liban et en Syrie révéleront que les réformes imposées par l'Occident au Sultan, connues sous le nom de "Tanzimat", à savoir le Khatti Charif de Gülkhané (1839) et le "Khatti Homayoun" (1856) et qui hissaient les droits des minorités chrétiennes au niveau de celles de la majorité musulmane, ne seront pas acceptées par les sujets musulmans, ni celles contenues dans la Constitution de 1876 donnant l'accès aux chrétiens à toutes les fonctions de l'Administration. La démographie ottomane d'après le recensement de 1880 donnait 6 millions de Slaves, 2 millions de Grecs, 4 millions de Roumains, 2,5 millions d'Arméniens, 6 à 8 millions d'Arabes, 1,5 million d'Albanais, 1 million de Kurdes et 10 à 12 millions de Turcs, soit plus de chrétiens que de musulmans.

Aussi, à partir de 1880 et jusqu'à 1922, une politique répressive envers l'ensemble des communautés chrétiennes de l'Empire va conduire à des massacres et même à des génocides. Si la capitulation du Moudros (30 octobre 1918) et la signature du Traité de Sèvres (10 août 1920) prévoyaient le démembrement de l'Empire ottoman, comme nous l'avons vu plus haut, la reprise en mains d'Atatürk permettra, lors de la signature du traité de Lausanne (24 juillet 1923), de conserver l'intégrité de la Turquie dans des frontières définies, dans la mesure où le Gouvernement turc reconnaissait un statut spécial à certaines Églises qui pouvaient conserver leurs écoles, leurs hôpitaux, leurs dispensaires et leurs institutions culturelles. D'autres, syriaques et chaldéennes, seront négligées. Une exception demeurera dans la nouvelle capitale, Ankara, où toutes les églises ayant été détruites, Mustafa Kémal refusera d'en autoriser la reconstruction. Encore aujourd'hui, les chrétiens n'y disposent d'aucun lieu de culte public. Ce sont les ambassades de France (1928), d'Italie (1938) et la Nonciature (1981) qui mettent à la disposition des fidèles des locaux affectés au culte catholique ; l'ambassade d'Angleterre (1965) assure le culte protestant.

Le Gouvernement turc essaie, dans les autres villes, de se saisir des biens de mainmorte ("vaqfs" garantis sous l'Empire ottoman). En 1965, le droit de propriété des Églises fut remis en cause, et elles ne furent plus autorisées à recevoir de nouveaux dons. En 1967, plusieurs immeubles appartenant à l'Église latine d'Istanbul ont été confisqués parce que leurs titres de propriété n'auraient pas été en règle. Les cimetières confessionnels qui peuvent servir à des opérations immobilières hautement valorisantes, au centre des villes, particulièrement à Istanbul, sont visés ; les tombes chrétiennes y sont démolies, les croix arrachées, les familles découragées de les entretenir. Toutes les églises de village en Anatolie ont été transformées en mosquées ou détruites.

Dans les écoles grecques et arméniennes, la possibilité d'utiliser des langues étrangères est strictement circonscrite. Pour ne pas s'être pliés à ces obligations légales, nombre d'établissements ont été fermés, en particulier ceux des chrétiens de langue syriaque qui ne bénéficient pas de la protection du traité de Lausanne. De même, toute apparence culturelle non musulmane n'est pas tolérée. Les journaux grecs et arméniens sont censurés, parfois interdits sous prétexte qu'ils représentent linguistiquement la culture d'autres peuples voisins menaçant l'intégrité turque. Dans le quartier arménien d'Istanbul, Kumkapi, l'État veut effacer le patrimoine architectural chrétien. Le 25 août 2009, des autocollants de couleur furent apposés sur les résidences des chrétiens de certains quartiers d'Istanbul, faisant craindre aux locataires un éventuel nouveau pogrom.

Comme dans les pays arabes, les chrétiens subissent de facto des interdictions professionnelles, bien qu'il existe un principe d'égalité d'accès aux emplois publics. Dans l'armée, on ne trouve pas des officiers chrétiens ; les non musulmans effectuent leur service militaire dans les unités non combattantes et sont ensuite tenus à l'écart des branches d'activité liées à la défense. Sur le marché du travail, la possibilité pour un chrétien de trouver un emploi salarié est tributaire des dispositions de l'employeur, les discriminations d'origine religieuse n'étant pas sanctionnées par les tribunaux. Aussi les chrétiens sont-ils, pour la plupart, réduits à travailler les uns chez les autres ou à choisir des professions indépendantes (commerce, artisanat ou professions libérales).

La réislamisation ambiante effectuée par l'AKP, le parti islamiste au pouvoir, encourage le nationalisme extrémiste des Loups Gris qui s'attaquent à tous les non sunnites, chrétiens, alevites, et non turcs, Kurdes, Chabaks, Yézidis, en complète opposition aux principes de la laïcité kémaliste, de la diversité ethnique (20 % de Kurdes) et confessionnelle (25 % d'Alevites).

2. LES ARMÉNIENS

Peuple christianisé très tôt, les Arméniens avaient fondé un royaume qui incluait des provinces anatoliennes et iraniennes (50 000 km²) autour des Monts Taurus. Les Seljouquides annexeront cet État et les Arméniens se regroupant en Cilicie, partie méridionale de l'Empire byzantin, y créèrent un nouveau royaume de 1073 à 1375 où se trouvaient des minorités grecques, syriaques, et franques. Le dernier souverain du Royaume arménien de Cilicie, Léon V, de la lignée des Lusignan poitevins mourut à Paris en 1393. Il est enterré à la Basilique Saint Denis. Après le démantèlement de l'Empire ottoman, la région fut incorporée au mandat français en Syrie avant d'être cédée à la Turquie dès 1920.

Au XVIII^e siècle, une centaine de familles arméniennes réussirent dans l'ombre à diriger la haute administration ottomane ; on leur conféra la dignité d'*Amira* (émir, prince, titre réservé aux musulmans) qui les faisant bénéficier de privilèges exceptionnels : l'exemption du tribut auquel est astreint tout infidèle, l'autorisation de porter sur leur *kalpak* (couvre-chef sphérique) le *toughra* (les armoiries du sultan régnant), le droit de porter des fourrures nobles, le droit de

monter à cheval (réservé à l'époque aux seuls musulmans), le droit de porter la barbe. Comme les pachas étaient tenus d'acheter leurs charges et que le prêt à intérêt était interdit aux musulmans, les *Amiras* avancèrent les sommes nécessaires à ces hauts fonctionnaires et leur servirent d'intendants secrets. Ainsi en profitèrent-ils pour envoyer en France de jeunes Arméniens parfaire leurs études et pouvant servir par la suite dans cette administration occulte. L'un d'entre eux, le Chevalier d'Ohsson, drogman de l'ambassade suédoise à Istanbul de 1768 à 1799, négocia la reconnaissance de la République française par Constantinople et fut le confident du Sultan Selim III. Il mourra en France en 1807.

En 1878, le Traité de Berlin impose à l'Empire ottoman des mesures de sécurité envers les Arméniens. Mais dès 1880, les premiers massacres d'Arméniens sont l'œuvre de miliciens kurdes "Hamidiyeh". En 1893, le massacre de Trébizonde, en 1894 celui de Samsoun, en 1895 ceux de Van, Erzeroum, Kharpout font déjà 300 000 victimes. En 1896, Istanbul n'est pas épargné. En 1909, le massacre a lieu à Adana. De 1914 à 1918, les déportations de populations à partir de Mardine jusqu'en Syrie (Alep, Deir Ez Zor) feront 1,2 million de victimes. Le Livre Blanc britannique (1918) mentionnera que deux tiers des Arméniens ont péri. Le beau-père du Sultan, Premier Ministre, Damad Pacha déclare en 1919 : "Ces déportations sont des forfaits de nature à faire tressaillir pour toujours la conscience humaine".

En 1920, 120 000 Arméniens se seront réfugiés en Syrie, au Liban, en Irak. De 1920 à 1929, les Kémalistes regroupent les paysans arméniens dans des bourgs où on leur interdit de travailler, les condamnant à l'exil. 60 000 Grégoriens vivent encore en Turquie, principalement à Istanbul ; leur Patriarche, rattaché discrètement au catholicos d'Etchmiadzine, est reconnu par le Gouvernement turc. La communauté avait, en 1870, 500 écoles dont 50 à Istanbul ; elle n'en a plus qu'une trentaine dont 5 lycées que la malveillance des autorités académiques rend difficile à gérer. Le catéchisme doit être enseigné en turc dans les écoles. En Anatolie, les témoignages artistiques du passé arménien disparaissent, notamment les croix, systématiquement détruites. Les églises tombent en ruine. Curieusement, des Turcs découvrent que leurs grands-parents convertis de force au début du XX^e siècle sont arméniens. Des procès ont lieu pour le faire reconnaître, indisposant les Autorités. C'est une des raisons qui fit assassiner le 19 janvier 2007 le journaliste Hrant Dink, qui publiait un journal bilingue en arménien et en turc et prônait le rapprochement arméno-turc. On l'avait accusé "d'insulte à l'identité turque" puisqu'il rappelait que beaucoup de "Turcs ethniques" avaient des ancêtres chrétiens. À son enterrement, la présence de 100 000 personnes (90 % de Turcs) démontra que le respect des non musulmans n'avait pas complètement disparu de la société turque.

3. GRECS ORTHODOXES

On a vu plus haut le rôle joué par l'Empire byzantin dans la diffusion de la religion chrétienne et que, après la chute de Constantinople, le Sultan Mehmet Fétih intronisa un nouveau Patriarche grec, Gennadios Schollarius, comme ethnarque de la communauté chrétienne avec délégation de prérogatives civiles. Cette situation d'exception allait durer jusqu'à la fin de l'Empire ottoman. Mais de 1920 à 1922 la guerre contre les Grecs qui occupaient la partie occidentale de l'Anatolie les fait rejeter à la mer au moment du sac de Smyrne (1922). Le Traité de Lausanne expulse 1,1 million de Grecs dont les ancêtres pouvaient avoir été dans cette région avant l'arrivée d'Alexandre (-333) et rapatrie 400 000 Turcs de Grèce. Les 100 000 Grecs d'Istanbul y demeurent, comme 100 000 musulmans (Turcs, Pomaks) en Thrace occidentale. De 1921 à 1948, le Gouvernement turc refuse l'intronisation au patriarcat de 8 évêques et crée même une église gréco-turque indépendante. La crise de Chypre de 1955 entraîne des émeutes à Istanbul et à Smyrne et l'exode rapide de

80 000 résidents grecs. Il reste aujourd'hui 2 000 Grecs orthodoxes âgés, la plupart à Istanbul. Le Patriarche Bartholomée I^{er} élu le 22 octobre 1991, comme ses prédécesseurs, ne se voit pas reconnaître par Ankara le rôle international qui est le sien au titre de Patriarche œcuménique. La France l'a accueilli officiellement en cette qualité du 11 au 14 avril 2011. Il n'a pas pu obtenir la réouverture du Séminaire de Halki qui formait les cadres de nationalité turque de son Église ; les écoles communautaires ont été fermées, faute d'élèves, et les cimetières sont profanés. Il existe environ 200 Grecs-orthodoxes arabophones à Antioche (16 000 en 1936) qui sont rattachés au Patriarche d'Antioche, citoyen syrien résidant à Damas, mais cela ne satisfait pas le Gouvernement turc ; nous verrons que les Syriaques non chalcédoniens souffrent de la même discrimination.

4. ASSYRIENS

Les assyriens ou diaphysites ont appartenu à une communauté qui diffusa autrefois le Christianisme jusqu'en Chine et qui prit le nom d'"Église d'Orient". En 485, la hiérarchie chrétienne de Perse pressée par les autorités de couper toutes leurs relations avec Byzance, adopte une variante de la doctrine de l'incarnation, proposée en 428 par le Patriarche Nestor de Constantinople et qui soutenait que Jésus-Christ n'était pas Dieu, mais le temple de la Divinité et le Fils de Dieu par adoption ; Marie, n'étant que la mère d'un homme déifié. Cette théorie fut condamnée au Concile d'Ephèse (451) mais permit aux chrétiens dits "Nestoriens" de se démarquer de leurs coreligionnaires grecs, qui étaient les ennemis des Perses. Les assyriens manifestèrent un extraordinaire zèle missionnaire, à partir de leur catholicos de Séleucie Ctésiphon, tout au long de la route de la soie en Perse, essaimant en Asie centrale, en Mongolie, en Chine, en même temps que, par leurs activités économiques, scientifiques (médecine) et de traduction (transmission de l'héritage grec à la pensée arabe), ils avaient activement participé à l'épanouissement de la civilisation musulmane sous les Abbassides à Bagdad. Les voyageurs occidentaux, dont Marco Polo, mentionnèrent l'extraordinaire activité de ces chrétiens expatriés qui furent, à partir du XIV^e siècle éliminés des territoires conquis par les Mongols et durent se réfugier dans les montagnes du Kurdistan jusqu'au début du XX^e siècle. Là, ils adoptèrent le mode de vie des Kurdes, lois tribales, habits, mœurs, obtenant une parité islamo-chrétienne inconnue ailleurs et l'autorisation de monter à cheval. Un proverbe kurde local rappelle "qu'entre eux et nous, il n'y a qu'un cheveu", et les bons rapports entre émirs kurdes et le Patriarche assyrien durèrent jusqu'au début du XX^e siècle. Le siège du catholicos fut mobile selon les circonstances politiques, Ctésiphon, Bagdad, Erbil, Maragha, Karamles, Hakkari et Kotchannes. Très curieusement, le Patriarcat devint héréditaire à partir de 1451, projet élaboré par Simon IV (1433-1477), et qui passait d'oncle à neveu par ordre de primogéniture, en conservant le patronyme du fondateur Shimoun. Plusieurs missions religieuses étrangères tenteront de "convertir" les assyriens ; les Russes à l'orthodoxie, les Anglais à l'anglicanisme, les Pères Dominicains au catholicisme. Ils furent cependant bien seuls pendant l'hiver 1914-1915 lorsque des milices djihadistes en massacrèrent 250 000. Les survivants fuirent en Irak, d'où ils seront expulsés vers la Syrie, le Patriarche se rendant alors aux États-Unis. En 1960, il en restait 500 au Hakkari. En 1986, le Ministère de l'Intérieur décida de turquiser les toponymes araméens afin qu'il ne reste rien de la culture assyrienne. En 1994, l'armée turque rasa leurs derniers villages en combattant contre les Kurdes.

5. SYRIAQUES NON-CHALCÉDONIENS

Les Syriaques sont les descendants des Araméens qui habitaient l'antique Syrie et la Haute Mésopotamie. Une tribu araméenne avait réussi à constituer autour de la ville d'Edesse entre le

II^e et le III^e siècles avant J.C. un État indépendant. Le roi Abgar VIII (212-279) se convertit vers l'an 206 au christianisme et devint ainsi le premier souverain chrétien dans le monde. La langue araméenne était la langue commerciale et diplomatique dans toute la région. Des formes d'araméen populaire subsistent dans le Tour-Abdin, en Turquie du sud-est, en Irak, dans la région de Mossoul, et en Iran,

près du lac d'Ourmia. Le syriaque actuellement utilisé par les Églises d'Orient est un rameau araméen, fondé sur le dialecte d'Edesse (Urfa actuellement). En 451, survint le schisme du concile de Chalcédoine "monophysite", doctrine selon laquelle le Christ n'a qu'une seule nature. À Kadiköi (Chalcédoine) sur la rive asiatique d'Istanbul, une église syriaque non chalcédoienne conserve une colonne de l'église primitive où se déroula le Concile.

À la fin du XIX^e siècle les Syriques allaient subir les assauts répétés des irréguliers kurdes, puis ceux de l'armée turque républicaine. La population syriaque de Midyat qui était de 22 500 en 1894 s'est réduite à 1000, celle de Mardine de 16 275 à 200. 100 000 Syriques furent massacrés entre cette date et 1917. Comme cette minorité n'était pas mentionnée dans le Traité de Lausanne, elle n'eut plus le droit d'enseigner sa langue ni sa culture, sinon, dans la clandestinité. Des attentats récents de Salafistes turcs les ont conduits à se réfugier à Istanbul et de là, à émigrer. Le 31 août 1997, leur couvent de Mar Gabriel fêtait le 1600^e anniversaire de sa fondation. Malgré toutes les exactions du gouvernement et des voisins musulmans, le monachisme s'est conservé dans leurs monastères de Deir Zafaran et de Tour Abdin auquel s'est joint un monastère féminin. De nombreux étrangers se rendent dans cette région pour visiter ces hauts lieux du plus antique christianisme.

6. LATINS

L'Église latine existe en Turquie depuis le Haut Moyen Âge. Très active à partir du milieu du XIX^e siècle, elle a eu à souffrir, directement ou indirectement, des revers de la Première Guerre mondiale et de la lente hémorragie dont souffrent toutes les Églises de Turquie. Les Capitulations franco-ottomanes, comme vu plus haut, permirent à de nombreuses congrégations masculines puis féminines de s'installer dans l'Empire ottoman ; les mesures anti-religieuses en France à la fin du XIX^e siècle et lors de la promulgation de la loi de 1905 firent s'expatrier un grand nombre de religieux français qui servirent dans les établissements scolaires et hospitaliers. Les autorités turques, d'abord laïques puis de plus en plus réislamisées ont multiplié les interdictions d'exercer aux institutions latines considérées comme dépendant de l'étranger, en fait du Vatican. Les visites officielles du Pape Paul VI en 1967, Jean Paul II, Benoît XVI (en 2006) n'ont pas débloqué la situation, mais leur dimension internationale permet aux trois diocèses latins de fonctionner plus ou moins normalement, à Istanbul, à Izmir, au vicariat d'Anatolie qui s'étend d'Antioche à Trébizonde. 27 congrégations s'occupent de l'enseignement (cinq collèges à Istanbul, un à Izmir, qui comptent 90 % d'élèves musulmans et sont reconnus pour leur excellent niveau), de dispensaires, d'hôpitaux et d'œuvres charitables. Souvent les paroisses latines sont fréquentées par les autres communautés catholiques dépourvues d'églises à Ankara, Trébizonde, Izmir. Près d'Ephèse, à Panagia Kapulu, la "Maison de Marie" attire de nombreux fidèles mais aussi de "pèlerins" musulmans pour lesquels Marie, citée de nombreuses fois dans le Coran, devient une intermédiaire reconnue. Le prestige des églises soubouliotes et celui de la liturgie attire des conversions que le Gouvernement réprouve et qui gêne considérablement les relations interreligieuses, d'autant plus que le turc a été adopté comme langue liturgique et que la Bible et la littérature religieuse chrétienne sont diffusées dans la langue nationale. C'est pourquoi, plusieurs prêtres ont été victimes d'attentats. Le 5 février 2006, le Père italien Andréa Santoro est assassiné à Trébizonde, le Père français Pierre

Brunisseur est agressé à Samsun le 2 juillet 2006 ; en 2010, l'évêque latin de Smyrne est poignardé par son chauffeur. Naturellement, l'appartenance à l'Église romaine de ces victimes place les Autorités turques en difficulté, d'autant plus que l'incitation à tuer est venue de fonctionnaires de police locaux salafistes ou nationalistes.

Les autres Églises catholiques non latines bénéficient d'une aide de l'Église latine, surtout pour leurs réfugiés de l'intérieur, chassés de chez eux. À part les Arméniens catholiques qui disposent d'un archevêché à Istanbul depuis 1965 et sont relativement à l'aise, les chaldéens ont un administrateur patriarcal (Mgr François Yakan) à Istanbul qui doit s'occuper de fidèles venus du Hakkari, et de Mardine, puis d'Irak et maintenant de Syrie ; une ONG chaldéenne, reconnue par le gouvernement, "Kader", s'occupe des réfugiés. Les Grecs catholiques hellénophones d'Istanbul et arabophones du Sanjak disposent d'une église à Péra (Sainte Trinité), qu'ils partagent avec les catholiques ukrainiens, les Syriques catholiques disposent de l'église du Sacré-Cœur depuis 1984 et qui appartient aux Jésuites, et abrite l'exarchat dirigé par Mgr Youssef Sag (leur Patriarche réside à Beyrouth) ; en liaison avec les chaldéens, leur communauté assure la catéchèse des jeunes venus avec leurs parents réfugiés. L'ensemble des catholiques peut atteindre 16 000 personnes.

7. PROTESTANTS

Des missionnaires occidentaux, on l'a vu, américains (en Perse en 1831), britanniques de 1842 à 1915 assurant la "Mission de l'Archevêque de Canterbury" à Katchannes auprès du Patriarche assyrien, concurrencèrent les missions catholique des Lazaristes (1840) et orthodoxe russe (1868). Ils résident actuellement dans les grandes villes, Istanbul, Ankara, Izmir, mais aussi en Anatolie où en avril 2008 furent torturés et égorgés à Malatya des missionnaires qui y diffusaient des bibles en turc dont la traduction a été effectuée en 2001. La presse turque et islamiste étrangère les accuse de prosélytisme auprès des Turcs ethniques ; d'ailleurs des procès sont entamés contre des citoyens turcs s'étant convertis au protestantisme, à Diarbékir et à Izmir. Le nombre total de Protestants habitant la Turquie ne dépasserait pas 2 000.

CONCLUSION

Nous aurons vu tout au long de cette étude le mépris constant pour les droits des communautés non musulmanes dont il apparaît que les Autorités turques souhaitent l'éradication totale, reniant ainsi les principes de l'Empire ottoman, malgré leur référence constante à cette période glorieuse. Ainsi les feuilletons télévisés sacralisent la période de Soliman le Législateur ou le Magnifique (70 millions de dollars de revenu) comme le film "Fetih 1453" (Le Conquérant de 1453) au cours duquel les spectateurs hurlent "Dieu est grand" quand le Sultan Mehmet franchit les murailles constantinopolitaines. D'autre part, Ankara refuse de reconnaître le génocide arménien, encourageant en France des manifestations négationnistes, à Lyon entre autres le 20 mars 2006, contre l'inauguration d'un mémorial du génocide arménien. 500 000 Français d'origine arménienne et 600 000 immigrés turcs habitent actuellement la France. La christianophobie en Turquie est donc pérenne ; encouragée par l'attitude des autorités, la population affiche de plus en plus ouvertement une identité islamique qu'elle n'avait jamais cessé de ressentir profondément. De plus en plus, on constate le comportement de fonctionnaires et de citoyens racistes affichant envers les chrétiens une attitude arrogante et méprisante, les considérant comme de faux concitoyens. La répression antikurde est devenue également une occasion d'expulser les derniers chrétiens d'Anatolie.

Cependant, une partie de la population surtout concentrée à Istanbul est sensible à la laïcité, à la démocratie et parfois au dialogue interreligieux. Ainsi une conférence sur le génocide arménien, plusieurs fois rejetée, a pu se tenir à l'Université stambouliote privée de Bilgi en septembre 2005. Les organisateurs furent accusés par le Ministre de la Justice d'être des traîtres. Deux cents manifestants conspuaient et menaçaient les conférenciers et le Recteur leur annonça "qu'au nom de la liberté de pensée et de la recherche cette conférence avait lieu". En novembre 2008 une pièce de théâtre "le Proverbe turc et le Concert arménien" fut jouée à Diarbékir par deux acteurs arméno français sur le thème du génocide. Auparavant, en avril 2004, la création d'une commission mixte arméno turque a permis des pourparlers entre les deux pays qui maintiennent leur frontière fermée. Il faudra bien qu'un jour la Turquie adopte dans sa politique intérieure et étrangère une attitude plus proche des idéaux de l'Union européenne à laquelle elle tient à adhérer.

ÉLÉMENTS DE BIBLIOGRAPHIE

BARTHOLOMÉE 1^{er} Patriarche, *À la rencontre du mystère. Comprendre le christianisme orthodoxe aujourd'hui*, Paris, Cerf 2010.

Bulletin Trimestriel de l'Œuvre d'Orient

CILLERE Alphonse, *1895 Massacres d'Arméniens*, Toulouse, Privat 2010.

CLÉMENT Olivier, *Byzance et le Christianisme*, Desclée de Brouwer 1964 et 2012.

COURBAGE Youssef, FARGUES Philippe, *Chrétiens et Juifs dans l'islam arabo-turc*, Paris, Payot 1997.

COURTOIS Sébastien de, *Le Génocide oublié, les derniers Araméens*, Paris, Ellipses 2003.

COURTOIS Sébastien de, *Périple en Turquie chrétienne*, Paris, Presses de la Renaissance 2009.

DEDEYAN Gérard, *Histoire du peuple arménien*, Toulouse, Privat 2007-2008.

DINK Hrant, *Deux peuples proches deux peuples lointains, Arménie Turquie*, Arles, Actes Sud 2009.

DUMONT Paul et ANASTASSIADOU Meropi, *Les Grecs d'Istanbul et le Patriarcat œcuménique au seuil du XXI^e siècle*, Paris, Cerf 2011.

DUPARC Pierre, *Instructions aux ambassadeurs en Turquie*, Paris, CNRS, 1979.

FATTAL Antoine, *Le Statut légal aux non-musulmans en Pays d'Islam*, Paris, Faculté de Droit, 1947.

HEYBERGER Bernard, *Les chrétiens au Proche-Orient au temps de la Réforme politique*, Ecole Française de Rome, 1994.

HEYBERGER B. dir, *Chrétiens du Monde Arabe, Un archipel en terre d'Islam*, Paris, Autrement 2003.

HOMSY Basile, *Les Capitulations et la protection des chrétiens au Proche-Orient*, Liban Harissa, Saint-Paul, 1956.

KHAWAM René, *L'Univers culturel des chrétiens d'Orient*, Paris, Cerf 1987.

LAURENT Annie, *Les chrétiens d'Orient vont-ils disparaître ?* Paris, Salvator 2008.

LOCHON Christian, *Histoire de l'Église chaldéenne jusqu'au XIX^e siècle*, Paris, Cahiers Pastorale des Migrants N° 43, 2^e trimestre 1992.

LOCHON Christian, *Rôle et culture des chrétiens d'Orient*, Paris, Mondes et Cultures LXV, 2005.

LOCHON Christian, *Rôle et culture des chrétiens d'Orient*, Paris, Bulletin de l'Œuvre d'Orient (N°s 753 à 756), 2008 à 2010.

LOCHON Christian, *De l'Empire ottoman au printemps arabe, le problème des minorités religieuses*, Paris, Bulletin de l'Œuvre d'Orient N° 765, octobre 2011.

ÖZKORAY Erol, *Le Putsch permanent*, Alfortville, Sigest 2010.

REED George S., *La mission de l'archevêque de Canterbury auprès des assyriens*, Cahiers d'Études Chrétiennes Orientales, N° 84, octobre 1967.

RHETORE Jacques, *Les chrétiens aux bêtes*, présentation de Joseph Alichoran, Paris, Cerf 2005.

RONDOT P. et HALLAQ B. dir, *Les chrétiens du Monde Arabe*, Paris, Maisonneuve-Larose 1989.

SIMON Hyacinthe, *Mardine la ville héroïque*, Liban Jounieh, Naaman 1991.

VALOGNES Pierre, *Vie et mort des chrétiens d'Orient*, Paris, Fayard, 1994.

YACOB Joseph, *Babylone chrétienne*, Paris, Desclée de Brouwer, 1996.

YEVADIAN Maxime directeur, *Des Serviteurs fidèles. Les enfants de l'Arménie au service de l'État turc*, Lyon, Sources d'Arménie 2010.